CONSTITUTION

DE

L'ANGLETERRE.

TOMER



MOTTUTITEMOD

H. Y. MODERITER HE

TOUET

× CONSTITUTION

DE

L'ANGLETERRE,

OU

ÉTAT

DU

GOUVERNEMENT ANGLOIS,

Comparé avec la forme républicaine & avec les autres monarchies de l'Europe.

PAR M. DE LOLME,

Membre du conseil des deux-cent de la république de GENEVE.

Quatrieme édition, entiérement revue & augmentée de la moitié, sur l'édition angloise, dédiée au Roi par l'auteur.

TOME PREMIER.

Caso

A LONDRES.

961

uk

Chez G. ROBINSON, No. 25. Pater-noster-Row. J. Murray, No. 31. Fleet-Street.

M. DCC. LXXXV.

CONSTITUTION

LANGBETERREJ

, . Wa

ETAT

D U.

COUVERNEMENT ANGLOSS, Command Live of the format republished to avecles unteres manarchierade l'Europe.

APRIL 21, 1932

Monthe dia confess sea sepresent de la ripublique

Cook was difficult and the street of the de la large.

Action of the Charles disting It. 1. J. Sec.

COMBANDEMINE COM

Joseph A. L. O. N. D. R. E. S.

A L O'N D'R E'S.

(6) Roshvior. W. 15 Page-order Now.

(5) Medical Color Color

Andrew Makes a prespective sea

M DOC. LXXXV

ROI.

SIRE,

L'accueil gracieux que le Public a bien voulu faire à cet Ouvrage, & la nature de son sujet, me font sprendre la liberté d'en mettre une quatrieme e dition augmentée, aux spieds de V. M. Tome I. comme un hommage qui lui est dû, & spour témoigner le de sir que j'ai que ce livre ait le bonheur, spendant quelques instans, l'attirer l'attention l'un Prince tel que VOUS, qui possede l'aussi vastes connoissances & dont les lumieres sont si étenduex.

Votre regne, SIRIE, a, depuis nombre d'années, Es en diverses rencontres, prouvé que, quoique la sagesse humaine ne puisse spas toujours sprévenir les disficultés, assistée du courage Es d'une noble émulation, elle speut néan-

te

moins réussir à les terminer aplus heureusement qu'il ne aparoissoit Vabord apossible de I'y attendre, En même les faire servir à des vues utiles.

Suivant le cours ordinaire de la Nature, V. M. n'a encore vu que la splus spetite spartie de l'espace qui doit remplir son regne: que celle qui Lui reste encore à sparcourir sprocure à V. M. un degré de satisfaction qui réponde aux vertus qui la font chérir & respecter tant en public qu'en sparticulier, à ce désintéressement

iv ÉPITRE DÉDICATOIRE.

dans sa maniere de gouverner, ED à cette exactitude à observer su sponctuellement ce qu'Elle a promis à son Peuple! ce sont les vaux Jinceres de celui qui ose se dire avec un très-prosond respect,

DE VOTRE MAJESTÉ,

Le très-humble, très-dévoué ferviteur, & depuis plusieurs années sujet par choix. P

pe bl

de

ch

qu

le

né

J. L. DE LOLME.



AVERTISSEMENT.

L'OUVRAGE sur la Constitution de l'Angléterre, dont on donne ici une nouvelle édition au public, fut d'abord écrit en françois & publié en Hollande. Plusieurs personnes m'ont demandé, comment je m'étois mis en tête de traiter un pareil sujet? Ma réponse étoit que dans ce pays, une des premieres choses qui attirent l'attention d'un étranger accoutumé à observer les objets qui se présentent, c'est la singularité de fon gouvernement. Outre cela je venois d'être témoin des diffensions qui avoient, pendant quelque tems, troublé la république dans laquelle j'ai pris naissance, & de la révolution qui les a terminées. Des changemens fi considérables dans un état qui, quoique petit, est indépendant, & renferme en lui-même les principes qui le font agir, m'avoient naturellement donné une connoissance passable de la théorie

oue

des gouvernemens: à la faveur de cette circonstance, & de quelques talens que j'ai reçus de la nature, je me suis vu en état d'exécuter mon entreprise, avec assez de succès. J'avois vingt-sept ans lorsque je vins pour la premiere sois dans ce pays; & il n'y avoit qu'une année que j'y étois, quand je commençai mon ouvrage, que je publiai environ neuf mois après: j'ai été étonné depuis lors que j'eusse commis si peu de fautes; & il est certain que je sus assez heureux pour éviter d'approsondir les matieres que je ne connoissois pas assez.

Mon livre fut mieux reçu dans le Continent, que je ne m'en étois flatté; car on en a fait successivement plusieurs éditions. Il a même été approuvé ici, même de gens de partis opposés, ce qui n'étoit pas peu de chose pour un ouvrage qui traitoit de systèmes politiques. Si l'on m'accorde qu'il y avoit quelque liaison & quelque clarté dans les preuves, outre qu'elles étoient d'un genre nouveau, je pense que cet ouvrage pouvoit être utile, si l'on considére l'époque dans laquelle il a été

I

1

C

j

u

b

a

P

te

10

n

le

ns

il

nd

1-

n-

de

1-

es

n-

ar

li-

ne oit

ai-

C-

el-

el-

nse

on

té

publié; qui étoit, fans aucun dessein prémédité de ma part, lorsque les querelles avec les colonies commençoient à devenir férieuses tant ici qu'en Amérique. Un ouvrage qui réfutoit en grande partie, pour ne pas dire entierement, ces préjugés politiques qui tendoient à la désunion de l'empire britannique (ce qui a été sur-tout remarqué par des personne revêtues des plus grands emplois) auroit dû procurer à l'auteur quelque bénéfice réel; du moins, sa publication n'auroit pas dû lui attirer du desagrément. Quand après avoir augmenté mon édition angloise, elle fut préparée pour la presse, devais-je informer les ministres, que, manque d'avoir suffisamment de quoi fournir aux fraix nécessaires pour cela, j'allois le mettre au feu, je ne sais guéres ce qu'on m'auroit répondu; mais je crois fermement que si on avoit présentés à Charles I ou à ses ministres, dans un certain période de ce régne, de semblables preuves en faveur de l'administration actuelle de l'Angleterre, contre les principes républicains, ils auroient très-volon-

a jv

tiers fourni aux frais de l'impression. Faute d'être encouragé par les grands (& même par les libraires), j'eus recours à une souscription; & la ferme espérance où j'étois de réussir, montre combien peu je connoissois encore ce pays (1).

(1) Quant à deux fouscripteurs en particulier, j'avoue que je réuffis bien mal. — Quoique tous les libraires de Londres eussent d'abord refusé de se charger de mon édition angloise (quoique la françoise fût très connue) cependant aussi - tôt que j'eus pense à une souscription, je trouvai que deux d'entr'eux, qui vivent encore, avoient commencé à la traduire, sous les auspices, me dirent ils, d'un illustre lord qu'ils me nommérent. & qui avoit, peu d'années auparavant rempli un des postes les plus éminens de la cour. Je leur donnai dix livres sterlings pour les engager à laiffer là leur entreprise, pour laquelle ils me dirent qu'ils avoient déjà déboursé quelque argent. Si l'illustre lord en question m'avoit fait la grace de se mettre au nombre de mes souscripteurs, j'aurois annoncé par - tout la générolité & la munificence de mon patron; mais comme il n'a pas jugé à propos de le faire, je me contenterai d'observer que pour avoir recommandé mon ouvrage à un libraire il m'en a coûté dix livres fterlings.

Dans le tems que j'invitois, dans les papiers publics, à souscrire pour mon édition angloise, on me demanda un exemplaire de la françoise Après avoir parlé des contretems que mon livre a éssuyés, il est cependant juste que je fasse aussi mention des avantages qui m'en sont revenus. D'abord, comme je l'ai dit plus haut, des personnes de distinction ont bien voulu l'approuver; ce

ù

e

a

e

e

-

,

n

r

t

e

s

pour un illustre comte, qui joussoit dans ce tems là d'un poste éminent dans l'état; ne s'en trouvant point alors chez aucun libraire de Londres. Je donnai le seul que j'avois (ce qui m'obligea d'en emprunter un pour en tirer mon édition angloise); & j'ajoutai que j'espérois que sa seigneurie voudroit bien m'honorer de sa souscription. Cependant je fus encore frustré de mes espérances à cet égard. Un homme de rang qui continue à desservir un poste assez considérable à la cour, m'ayant dit par hasard, une année après, que l'illustre lord, dont il est fait ici mention, lui avoit prêté mon exemplaire françois, je ne doutai pas d'un moment que ce livre ne fût parvenu à sa seigneurie; c'est pourquoi je me hasardai de lui écrire pour lui faire ressouvenir que l'ouvrage en question n'avoit pas été payé, m'excusant de la liberté que je prenois fur les circonstances dans lesquelles ma derniere édition angloise avoit été publiée, ce qui ne me permettoit pas de perdre un seul exemplaire. Il faut que je rende justice à sa seigneurie squi est de plus chevalier de la Jarretiere) en reconnoissant que, environ une semaine après, il fit remettre deux demi écus pour moi chez un lidont je prens occasion de leur témoigner mes très-humbles remercimens. En second lieu, lorsque les obstacles qui avoient accompagné & suivi la publication de mon
livre, eurent été levés, je commençai à
partager avec les libraires le profit qui revenoit de la vente. Il est vrai que je le
regardai comme bien mince, & venant à
pas de tortue; mais je considerai que ce
n'étoit que les plaintes ordinaires de chaque commerçant par rapport à son gain,
tout comme il en arrive chez les grands
avec leurs pensions & leurs revenus. Au

braire dans Fleet-Street, une dame en carosse les apporta, & en prit reçu. Comme c'étoit, sur le rapport du libraire, une dame du bon ton, sans être pairesse, cependant je sus très-mortissé de ne m'être pas trouvé là pour faire le reçu moimeme.

Tout en parlant de la grande exactitude de l'illustre comte, je pense qu'il m'est permis de dire un
mot à ma propre louange. J'attendis pour incommoder sa seigneurie, que j'eusse été informé qu'on
lui avoit fait une pension de quatre mille livres
sterl. (j'aurois fort souhaité que dans ce tems-là
mes créanciers eussent eu la même indulgence pour
moi), & je lui donnai encore le tems de recevoir
le premier quartier.

bout de quelques années, la balance des profits en question, monta à une certaine somme, proportionnée à l'entreprise. Et enfin, je dois ajouter au nombre des saveurs que j'ai reçues, la permission qu'on m'a donnée de continuer à vendre mon livre, sans qu'on m'ait objecté que je n'avois pas fait un apprentissage régulier, & sans être molesté par les censeurs.

Plusieurs auteurs ont jugé à propos de rapporter, dans des écrits publiés, seulement après leur mort, les avantages qu'ils avoient recueilli de leurs ouvrages: quant à moi j'ai pensé tout autrement; &, craignant que, sur la fin de mes jours, je ne sois employé à autre chose, j'ai préféré raconter à-présent mes succès dans ce pays, & d'en voir imprimer la relation pendant que je suis encore en vie.

l'ajouterai au narré ci - dessus (quoi qu'il plaise au lecteur d'en penser), quelques observations d'un genre un peu plus sérieux, en faveur de ceux qui, se sentant quelques talens, se trouvent négligés des personnes qui sont à même de leur rendre service au

besoin, & en reçoivent au contraire des mortifications. Espérer que les hommes en général veuillent s'employer sérieusement à mettre au jour les qualités d'efprit de leurs semblables, c'est à quoi l'on ne doit nullement s'attendre. Se faire écouter de ses connoissances, & leur faire approuver ses idées, c'est là le souhait de tous les hommes. Répandre ces idées, plus loin dans le public, par le moyen de la presse ou quelqu'autre, devient un sujet réel d'ambition: non que cette ambition foit toujours proportionnée aux talens de ceux qui en sont animés; bien loin de là. Quand il s'agit de l'approbation du public, toutes personnes, de quelque condition qu'elles foient, se regardent comme engagées dans la même lice . & comme prétendans aux mêmes avantages: grands & petits, tous font, à cet égard, sur le même pied d'égalité que dans l'ancien tems; malgré cela, ceux qui ont lieu d'espérer quelque prix, ne doivent pas s'attendre à être beaucoup favorisés des autres.

Ce desir de communiquer ses idées, &

de se faire approuver du public, avoit beaucoup d'empire parmi les grands de la république de Rome, & ensuite chez les empereurs qui y ont succédé; quoique les moyens employés alors pour parvenir à ce but, fussent inférieurs à ceux qui sont en usage aujourd'hui. Le même desir s'est fait remarquer avec non moins d'empressement chez les rois modernes de l'Europe, pour ne pas parler des autres parties du monde, & on pourroit produire une longue liste d'auteurs couronnés. Les ministres, surtout après avoir été démis de leurs emplois, n'ont pas témoigné un moindre defir que leurs maîtres, pour convaincre le public de leur grande habileté, ou se venger par la plume du tort qu'ils croient avoir reçu. Des gentilshommes de tout rang ont groffi la lifte, & plusieurs guerriers, après avoir vieilli sous le harnois, n'étant plus capables de manier l'épée, se sont délassés à écrire leurs hauts faits, & à répandre de l'encre au lieu de sang. - Il n'y a même point de bonnes raisons qui puissent excepter l'Angleterre, quant au penchant donc

je parle; les grands qui y sont, ou en général ceux qui sont à la tête du peuple, ne sont pas moins empressés à apprendre quel esset ont produit leurs discours, ou les ouvrages dont ils veulent bien de tems en tems favoriser le public; & il n'y en a aucun qui ne souhaite au sond du cœur qu'on lui fasse compliment sur son prosond savoir, & sur son noble courage à en exposer ainsi à la critique du public, des traits si permanens.

Cet ouvrage reçut plusieurs augmentations, dans le tems que j'en donnai la premiere édition angloise. Outre une division plus exacte des chapitres, on y a inséré plusieurs nouvelles notes & quelques paragraphes; par exemple dans le chapitre XI. du III livre, qui a été augmenté de trois chapitres, les XV, XVI & XVII, ces trois chapitres n'ayant jamais été écrits par moi en françois, on les a insérés dans la troisieme édition qui s'est faite à Amsterdam, après avoir été traduits par une personne que le libraire hollandois a employée pour cela:

comme je n'ai jamais eu occasion de voir un exemplaire de cette édition, je ne saurois dire si le traducteur a bien ou mal réussi, m'étant maintenant désait du privilege de pouvoir saire imprimer & vendre mon livre, j'y ai encore ajouté quatre nouveaux chapitres (X & XI, livre I, XIX & XX, livre II) pour le compléter entiérement.

Dans un de ces nouveaux chapitres (le XXIIe, livre IId) il est fait mention d'une circonstance particuliere au gouvernement anglois, considéré comme monarchie, savoir, la folidité du pouvoir de la couronne. Pour preuve de cela, on y remarque que tous. les monarques qui ont existé dans quelque partie du monde que ce foit, n'ont jamais pu se soutenir contre certains sujets puissans, sans le secours de troupes réglées toujours fous leurs ordres; pendant qu'il est clair qu'en Angleterre l'autorité de la couronne n'a pas besoin d'un semblable appui. Les rois anglois n'avoient qu'une simple garde de quelques vingtaines d'hommes, lors même que leur

pouvoir, & l'usage qu'ils en faisoient quelquesois, égaloient tout ce qui a jamais été rapporté des empereurs romains les plus absolus.

La cause de cette singularité dans le gouvernement anglois, se trouve, à ce qui est dit dans le même chapitre, dans ce que les grands, ou ceux qui jouissent de quelque prééminence dans le royaume, sont divisés en deux assemblées distinctes, & conféquemment dans les principes sur lesquels cette division est formée. Vouloir démontrer cette affertion autrement que par des faits (comme il se voit dans le chapitre en question), cela entraîneroit dans des difficultés que le lecteur ne prévoit guere. En général la politique, confidérée comme une science réguliere, c'est-à-dire, comme étant susceptible de démonstration active, est beaucoup plus profonde qu'on ne le croit peut-être. Il est étonnant combien peu le savoir de l'homme, sur quoi une telle science avec ses axiômes & ses définitions préliminaires, doit être fondée, a acquis encore de perfection : comme une preuve

preuve qu'il ne le connoît que très-imparfairement, on peut alléguer que jusqu'ici, on n'a pu donner aucune solution passable de ce phénomene continuel, le rire, qui fe fait appercevoir dans toute l'espece humaine; & cette sensation que chaque sexe ressent pour l'autre, est encore un mystere, qui reste à dévoiler.

8

Pour finir cette digression (qui peut trèsbien servir de préface) j'ajouterai seulement que les spéculateurs qui voudront s'amufer à chercher la démonstration du théorême politique dont il est parlé plus haut, se verront engagés dans un grand nombre d'observations auxquelles ils s'attendent peu; & à mesure qu'ils ayangeront dans la découverte de cette démonstration, la science, qu'on nomme ordinairement métaphysique, ne leur paroîtra que très-superficielle; ils s'appercevront de plus que les mathématiques, ou du moins les raisonnemens qu'on y a jusqu'ici employés, ne font pas fi exempts d'erreurs qu'on l'a cru (1).

⁽¹⁾ Certaines erreurs qu'on n'a pas découve Tome I.

Ces quatre chapitres ajoutés à la présente édition (le X & XI, livre I.) contiennent, entr'autres choses, quelques observations fur les tribunaux d'équité; dans lesquelles je souhaite ne m'être pas trompé : des deux autres, Pun (le XIX, livre IId) contient quelques remarques sur les tentatives que l'on pourroit faire en divers tems, pour mettre de nouvelles bornes à l'autorité de la couronne : & dans la XXIe on donne quelques idées générales sur le droit de taxe, & fur les prétentions des colonies américaines à cet égard. Les autres observations que je pourrai faire à l'avenir sur le gouvernement de l'Angleterre, comme par exemple le comparer avec ceux du

tes, sont en plusieurs cas, compensées par d'au-

la decouverre de cette démonfuscion. la

tres, qui sont également imperceptibles.

Continuant à me prévaloir de l'indulgence à laquelle un auteur a droit de prétendre dans une préface, je dirai, pour expliquer plus clairement la singularité de l'administration dans la Grande-Bretagne, & dont il est encore parlé dans la suite de cet avertissement; qu'on peut considérer un gouvernement comme un grand ballet ou danse mesurée, dans lequel tout dépend de la disposition des sigures.

•

5

S

X

t

e

r

e

e

le

25

U

11

10

lu

U+

la-

ne

in-

ıfi-

let

de

Continent, & examiner la différence qui en est résultée quant aux mœurs des habitans de cette isle, doivent faire le sujet d'un autre ouvrage, si jamais j'entreprens de traiter ces matieres. Quant aux troubles de l'Amérique, ce que je pourrai en dire, entrera dans un ouvrage que je me propose de publier un jour, sous le titre d'Histoire de George III. roi d'Angleterre, ou, peut-être d'Histoire d'Angleterre, depuis l'année 1765 (qui est celle où on mit l'impôt sur le papier timbré en Amérique) jusques à l'année 178 (1). — voulant désigner l'époque qui mettra sin à la présente que-relle (2).

(P. S.) Nonobstant le dessein que je m'étois proposé, comme je l'ai dit précédemment, de ne plus rien ajouter à cet puvrage, j'ai cru nécessaire, dans cette nouvelle édition de rendre un peu plus com-

(1) Novembre 1781.

⁽¹⁾ Un certain livre écrit en françois, au sujet les troubles de l'Amérique, m'a été, à ce que l'on m'a dit, attribué dernierement, quoique je l'y ai eu aucune part.

plet le XVIIe chapitre, livre II. sur les principaux fondemens de la monarchie angloise, considérée comme monarchie, ayant pensé qu'on n'en comprendroit peut-être pas bien le vrai but; & en effet, ce chapitre ne contenoit guere que des essais fur le sujet qu'il traite : tout en écrivant, i'ai poussé ma tâche plus loin que je ne pensois, ce qui a grossi le chapitre d'environ 160 pages de plus que dans l'édition précédente; de sorte qu'il fait seul presque un ouvrage séparé. Le lecteur y trouvera plufieurs nouveaux exemples dignes de remarque, qui servent à prouver l'existence de la stabilité particuliere du pouvoir exécutif de la couronne en Angleterre; & sur-tout un détail beaucoup plus circonstancié des avantages qui réfultent de cette stabilité en faveur de la liberté générale (1).

(1) Pour satisfaire ces lecteurs qui aiment sa voir précisement en quoi l'édition d'un ouvrage différe d'une autre, je dirai qu'outre les augmentations importantes mentionnées ci-dessus, on a ajouté à celle-ci plusieurs pages au XVIIII chapitre, quelques notes dans le cours de l'ouvrage & on a fait d'autres corrections essentielles qui

a

le

es

7-

nt

re

a-

ais

it,

n-

on

é-

un

u-

ar-

e la

de

un

a-

en

t fa

rage

Tus,

VIII.

s qui

On peut considérer ces avantages sous neuf points de vue : 1°. Les diverses restrictions que l'autorité suprême peut souffrir, & les nombreuses prérogatives dont elle se dépouille en faveur des sujets. -2°. La liberté de parler & d'écrire, portée au point où elle est en Angleterre.-3°. La chaleur quelquefois démesurée avec laquelle ou entre dans les débats quant à la législation. — 4°. L'union constante de tous les ordres inférieurs que le pouvoir exécutif peut admettre contre ses propres intérêts. - 5°. Le droit qu'ont tous les fujets de se mêler de ce qui concerne le gouvernement. - 6°. L'exacte impartialité avec laquelle ou administre la justice à tout individu, fans distinction de personnes. -- 7°. La douceur des loix pénales, tant dans les châtimens, que dans le fréquent pardon des offenses. -- 8°. L'adhérence exacte du pouvoir exécutif à la lettre de la loi. -- 9°. Enfin l'inutilité d'une armée pour maintenir les droits de la courendent cette édition beaucoup plus ample que les précédentes.

b iij

ronne & comme une preuve de cela, la finguliere dépendance du pouvoir militaire au civil.

Les avantages dont je viens de faire l'énumération font particuliers au gouvernement anglois. Vouloir en procurer de pareils, ou les faire passer dans d'autres pays avec le même degré d'étendue où ils sont portés en Angleterre, sans les accompagner en même tems de tout l'ordre & de l'entiere réunion de toutes les circonstances qui caractérisent le gouvernement de ce royaume, se proposer un tel but, dis-je, seroit s'exposer à d'inutiles tentatives. Il paroît déjà impratiquable de conserver plusieurs branches de la liberté dont jouit l'Angleterre, dans les nouvelles républiques américaines. La nation irlandoise a réussi depuis peu à imiter plusieurs réglemens importans de l'administration de ce pays-ci & paroît souhaiter beaucoup de rendre la ressemblance complete: cependant, il est possible qu'elle trouve plusieurs obstacles à ses efforts; ce qui n'a pas lieu en Angleterre, malgré le très-grand rapport qui se trouve en général entre les deux royaumes, & même, pourroit-on ajouter, malgré le pouvoir imposant & le crédit que la couronne acquiert par ses domaines dans la Grande-Brétagne, à la faveur desquels elle désend ses droits en Irlande, & prévient l'anarchie. Je dis le rapport en général qui se trouve entre les deux royaumes; car il est possible que cette ressemblance soit désecteuse quant à certains points importans; cependant c'est là un sujet dont je ne me hasarderai pas de parler, n'ayant pas les instructions nécessaires.

S

n

a

:5

ai-

d-

1-

ce

1-

|-

J'ai laissé dans chaque édition angloise de cet ouvrage, le dernier chapitre qui concerne la nature des divisions qui ont lieu dans ce pays, tel que je l'ai écrit d'abord en français. Quant à la maniere exacte dont se conduisent les débats en parlement, & dont il est fait mention, je ne pourrois en dire plus à présent qu'alors, vu que je n'ai jamais eu occasion d'entrer dans aucune des deux chambres. A l'égard des divisions en général que somente l'est

prit de parti , j'ai peut-être fait plus d'honneur à la masse du peuple qu'elle ne mérite réellement, lorsque je l'ai représentée comme exempte de dispositions violentes à ce sujet : j'ai trouvé depuis lors, que, semblable au gros de la nation dans tous pays, elle se laisse gagner par de violens préjugés, d'un côté ou d'un autre dans les affaires publiques, pour l'ordinaire à proportion que sa connoissance des choses est imparfaite. Il est cependant avéré que sa prévention en matieres politiques & son esprit de parti ne produisent pas dans ce pays les conséquences dangereuses qu'on pourroit craindre de la vivacité avec laquelle ils se manifestent quelquesois. Mais ce sujet, ou en général ce qui concerne les querelles politiques & les divisions qui ont lieu ici, n'est pas une matiere qu'on puisse traiter dans un seul chapitre; c'est pourquoi je l'ai laissé tel qu'il est sans y toucher.

J'observerai cependant, avant que de finir, qu'il y a une circonstance fortuite dans le gouvernement anglois, qui em-

pêche l'esprit de parti qui agite ordinairement le public, de produire ces haines & ces rancunes éternelles entre les différentes factions, qui ont troublé tant d'autres états libres, faisant pour ainsi dire, de la même nation, deux différens peuples toujours en guerre l'un contre l'autre. Ce que je veux dire, ce sont les reconciliations fréquentes (ordinairement pour se brouillier de nouveau ensuite) qui ont lieu entre les chefs de partis, qui font que les plus échauffés & par conséquent les moins éclairés d'entre leurs partisans prennent le change & font pour l'ordinaire déroutés. Par les fréquentes réunions des chefs républicains & royalistes (Whigs. & Toris), cette distinction même de partis, les plus fameux dans l'histoire d'Angleterre, étant dévenue inurile, s'est en allée en fumée ; la signification de ces mots a été rendue par là si embarrassante, que personne n'en peut plus donner une folution paffable; & à peine comprendon ceux qui de tems en tems visent à s'infinuer dans les bonnes graces du peu-

MOLLATALSMOD

AVERTISSEMENT.

ple, en se faisant un mérite d'appartenir. à l'un ou l'autre parti. La derniere coalition qui a eu lieu entre deux certains chefs, a diffipé & coupé par la racine ce violent esprit de parti auquel l'administration de lord Bute avoit donné naissance, & que les disputes d'Amérique, avoient encore animé. Quoique cette coalition ait été fort critiquée, je prens la liberté de me mettre au rang de ses défenseurs dumoins quant au bon effet qu'elle a produit.



CONSTITUTION

AVIS AU RELIEUR.

Dans les feuilles A, B, D, du Tome premier il faut supprimer les seuillets qui sont dans ces seuilles & qui doivent se remplacer par ceux désignés par une * après les signatures A*, B*, D*.

recorde de les est la lettre a pagers en exemples d'ancord plus deficie à les arrèques conservé de les arrèques en année de les arrèques en année de la langues en année de la langues en la langues e

white the direct regreshes au

Charles Assistant Market are as China.

the second plant to the second of the second of the

lander in a single seed to be a single seed to be a single seed of the Contract of the Contrac

his mean teresponding to the same of frequencial flowing

MARCHIERTSSEEMENDED. ple vien le frifair un affice d'apportent. la Pun et l'actes parti La denimer confiden qui a cu lieu conte deste contrate. chars, a blipe & coppe par la major de victor a day to a day a day a day tion de lout Beito aven hanagemalon a. Dans' les feuilles A. B., D., du Tome premier ; il feur appeimer las feuillers, qui sont dans ces femilies & qui doirent le remplacer par ceux defigures par une * après les fignatures A*, B*, m motor quartum bon after quivile a program Black College A William St. Commercial St. No. 1500 (1944)

CONSTITUTION

D E

L'ANGLETERRE.

INTRODUCTION.

L'ESPRIT de philosophie qui distingue particuliérement ce siecle, après avoir guéri de beaucoup d'erreurs sunestes à la société, semble se tourner actuellement du côté du principe de la société elle-même; & l'on voit se dissiper généralement des préjugés d'autant plus difficiles à secouer, qu'il est plus dangereux de les attaquer (1). Cette liberté de penser, avant coureur nécessaire de la liberté politique, m'a fait regarder comme une chose qui seroit agréable au public, de lui saire connoître une constitution sur laquelle chacun semble tourner aujourd'hui

⁽¹⁾ Toute notion populaire, favorable aux gouvernemens arbitraires étant toujours foigneusement entretenue & puissamment protégée sons de tels gouvernemens, on sent que si jamais les nations qui y sont assujetties peuvent s'affranchir des préjugés politiques, ils seront toujours ceux de tous qu'elles secoueront les derniers. Il est cependant arrivé un grand changement à cet égard en France, où l'on ose aujourd'hui discuter des opinions & soutenir des theses qui, sous Louis XIV eussent fait crier au blasphême; & c'est à cela qu'on fait allusion ici.

les yeux; & qui, quoique célébrée par-tout comme un modele, est cependant très-peu connue.

L'on accusera, je prévois, de témérité l'entreprise d'un homme qui, ayant passé la plus grande partie de sa vie hors de l'Angleterre, prétend pouvoir donner une idée de son gouvernement; c'est-à-dire, d'une chose qui passe pour extrêmement compliquée, & dont les mysteres semblent ne pouvoir être dévoilés que par ceux qui y ont été initiés dès leur enfance.

Mais, quoiqu'étranger en Angleterre, né d'un autre côté dans un pays libre, je ne suis point étranger aux choses qui établissent ou caractérisent la liberté; & l'extrême disproportion de la république dont je suis membre, & où j'ai puisé mes principes, n'a fait peut être que rendre mon apprentissage plus facile.

Comme le géometre pour découvrir les rapports qu'il cherche, commence par délivrer son équation des cofficients & autres nombres qui l'embarrassent, sans la constituer proprement; de même il peut être avantageux à celui qui recherche les causes qui produisent l'équilibre d'un gouvernement, de les avoir étudiées, dégagées de cet appareil de flottes, d'armées, de commerce extérieur, de possessions vastes & éloignées; en un mot, de toutes ces grandes choses qui changent si fort la face d'une société puissante, mais qui n'influent point essentiellement sur son principe.

C'est sur les passions de l'homme, c'est-à dire, sur des causes inaltérables, qu'est fondé le jeu des diverses parties d'un état : les dimensions peuvent changer, mais ce sont toujours, au sond, les mêmes mobiles, les mêmes ressorts; & ce ne sauroit être un tents perdu, que celui qui a pu être donné à les voir agir en petit.

r

n

it

le

ai

n-

9-

on

ui

t;

re-

un

es

m-

es;

qui

J'ajouterai même une chose; c'est que la qualité d'étranger, prise en elle - même, peut procurer, dans un cas comme celui-ci, une sorte d'avantage. Ouvrant les yeux, pour ainfi dire en venant au monde, sur leur liberté, les Anglois sont, peutêtre, trop familiarisés avec sa jouissance, pour en rechercher fortement les causes. Connoissant leur gouvernement, long-tems avant de l'avoir médité, & cette connoissance étant lente & successive, il ne fait point à la fin sur eux une certaine sensation; & ils me paroissent être, à cet égard, comme un homme qui, ayant toujours habité l'intérieur d'un palais, auroit été dans la position la plus désavantageuse pour en connoître l'ensemble, & n'auroit jamais éprouvé l'effet du coup-d'œil; ou, si l'on veut, comme celui qui, ayant toujours eu devant lui un bel & grand spectacle, le verroit toujours de sens froid.

Mais un étranger voyant se développer, toutes à la fois, les parties d'une constitution qui, en même tems qu'elle porte la liberté à son comble, prévient ce qui sembloit en être les inconvéniens inévitables; voyant, en un mot, s'exécuter tout-à-coup des choses qu'il avoit regardées jusques-là, comme beaucoup plus desirables que possibles, il est frappé; or il faut être frappé pour éprouver cette sorte de plénitude, qui fait qu'on saistr un principe général.

Je ne fais point, au reste, ces observations, pour infinuer que j'ai mieux vu que d'autres, la constitution de l'Angleterre : j'ai voulu seulement prévenir un préjugé défavorable, mais naturel; & si dans ce que je dirai, soit des causes qui ont produit la liberté Angloise, soit de celles qui la maintiennent aujourd'hui, il se trouve des choses qui n'aient pas encore été observées, j'espere que les Anglois qui verront cet écrit, ne les condamneront qu'autant qu'elles ne se trouveront conformes, ni à ce qui se passe sous leurs yeux, ni à leur histoire; & que mes lecteurs en général, ne jugetont des principes que je pose, que d'après leur rapport avec la nature de l'homme : con sidération qui est presque la seule essentielle, & qui a été trop négligée par ceux qui ont écrit en matiere de gouvernement.

fi

a

CHAPITRE PREMIER.

Causes de la liberté de la Nation Angloise, & raisons de la dissérence qui se trouve entre son gouvernement & celui de la France. En Angleterre, l'énorme pouvoir, sur-tout celui des premiers rois Normands, sit naître l'union entre la noblesse & le peuple.

Lorsque les Romains, attaqués de tous côtés par les barbares, furent réduits à défendre le centre même de leur empire, ils abandonnerent la Grande Bretagne, ainsi que diverses autres provinces éloignées. L'isse, laissée à elle-même, devint la proie des peuples qui habitoient les bords de la mer-Baltique: après en avoir détruit les anciens habitans, & s'être long-tems entre-détruits les uns les autres, ils établirent dans la partie méridionale, nommée depuis Angleterre, diverses souverainetés qui furent ensuite sous Egbert, réunies en une seule.

t

t

la

6

1e

1-

r-

ur

e-

ur

on

ere

Les successeurs de ce prince, appellés les princes Anglo-Saxons, & parmi lesquels on remarque sur tout Alfred le Grand & Edouard le Confesseur, régnerent pendant environ deux cents quarante années: mais, quoiqu'on ait des connoissances affez exactes sur les grands événemens de cette premiere partie de l'histoire d'Angleterre, on n'en a que de très-vagues sur le gouvernement que ces diverses nations introduisirent.

Il paroît qu'il n'avoit gueres de rapport avec la constitution actuelle, que le rapport général & commun à tous les gouvernemens qu'ont établi les peuples du nord, d'avoir un roi & un corps de noblesse: « & les monumens qui en restant ne » sont, » pour me servir des expressions du chevalier Temple, « que comme ces peintures anti» ques & effacées, qui retracent à la vérité quel» que chose des coutumes anciennes, mais qui ne » présentent ni lignes, ni proportions détermi» nées (1). »

C'est à l'époque de la conquête qu'il faut chercher les véritables fondemens de la constitution d'Angleterre. « Dès lors, dit Spelman, un nouvel ordre de choses commence. (2) Guillaume de Normandie, ayant défait Harold & s'étant

⁽¹⁾ Introduction à l'histoire d'Angleterre.

⁽²⁾ Spelman, des Parlemens. Beaucoup d'écrivains se sont évertués à soutenir, que le gouvernement Saxon ne sut point aboli lors de la conquête, & que la loi, en plaçant Guillaume le Normand sur le trône, le sit entrer par la même dans les engagemens des rois Saxons. On a appellé susqu'à l'étimologie au secours, pour faire voir que le mot sonquête, dans le sens séodal, ne significit rien de plus qu'une simple acquisition. C'est sur-tout dans les tems de l'opposition populaire que l'on a le plus insisté sur ces opinions, & avec raison; car il y a bien plus d'apparence à

faisi de la couronne, renversa l'ancien édifice de la législation Saxonne; il extermina ou chassa ceux qui possédoient les terres, pour les distribuer à ceux

persuader le peuple, en lui faisant valoir des notions, comme celles de prétentions, d'exemples & de preuves juridiques, qui lui étoient familieres, qu'en s'engageant avec lui dans des doctrines non moins raisonnables, à la vérité, mais plus indéterminées, & à certains égards un peu dengereufes touchant les droits primitifs de l'homme, & celui en particulier qu'il a, d'opposer en tout tems la force à un

gouvernement oppreffif.

n

e

nt

nt

ut

nt là

llé

ot

us

de

01-

Mais si nous considérons, que ce qui constitue l'essence du gouvernement (qu'il soit sondé sur l'opinion publique, ou sur la force actuelle), c'est la maniere particuliere dont le pouvoir public est distribué dans un état, & qu'à cet égard, le changement produit par la conquête en Angleterre sur complet, nous conviendrons sans difficulté, que le gouvernement introduit alors sur un nouveau gouvernement; & quand nous aurons remarqué de plus, que toutes les terres du royaume changerent de propriétaires en ce tems, qu'on y introduisit un nouveau système de justice criminelle, & qu'on y changea jusqu'à la langue de la loi; il saudra avouer que cette révolution n'a pas sa

pareille dans l'histoire du monde. On nous dira que certaines loix Saxonnes, favorables à la liberté du peuple, furent rétablies sous les successeurs de Guillaume; mais les procédures & les loix particulieres ne font que des accessoires, & non des parties proprement dites d'un gouvernement: & si ces loix surent dans la fuite ressuscitées, ou pour parler plus exactement, empruntées de la législation Saxonne & adoptées dans la nouvelle, ce fut un effet du concours de certaines circonstances particulieres à la constitution Anglo-Normande. Quoiqu'il en foit les deux autorités alléguées me suffisent; & je ne m'arrêterai pas à discuter l'identité précise, ou la différence reelle de deux gouvernemens, c'est-à-dire, de deux systè-mes qui n'existent, après-tout, qu'en idée. D'ailleurs je ne voudrois pas fronder une doctrine qui, dans l'opinion de certaines gens, donnant un surcroit de sanction & de dignité au gouvernement Anglois, augmente & fortifie l'a mour & le respect des Anglois pour ce gouvernement. Il fuffira pour ce que je me propose que le lecteur convienne avec moi, que dans le tems de la conquête il arriva un

qui l'avoient suivi; & il établit le gouvernement féodal, comme plus convenable à sa position, & le seul d'ailleurs, dont il eût l'idée.

Ce gouvernement étoit aussi celui de presque tout le reste de l'Europe. Mais, au lieu qu'il avoit été transporté en Angleterre violemment & tout-à-coup, il ne s'étoit développé ailleurs, & particuliérement en France, que par une longue suite d'événemens, & cette dissérence devoit avoir avec le tens, des conséquences aussi importantes que peu faciles à prévoir.

Les peuples de Germanie qui passerent le Rhin, pour subjuguer les Gaules, étoient des peuples extrêmement indépendans : leur prince n'avoit de titre que sa valeur & leur suffrage; & n'ayant acquis dans leurs forêts que des notions peu étendues de l'autorité, ils suivoient un chef, moins comme sujets, que comme associés à la conquête.

De plus, cette conquête ne fut pas l'irruption d'une armée qui ne s'empare que des places fortes; ce fut l'invasion d'une nation qui se transplante: & les vainqueurs, se trouvant en très-grande proportion avec les peuples vaincus, qu'une longue paix avoit d'ailleurs énervés, le danger finit

changement essentiel dans le gouvernement; cela le disposera à admettre les preuves dont je me servirai pour justisier que ce changement fraya le chemin à la constitution présente de l'Angleterre. avec l'expédition: l'union finit aussi avec lui; ils se séparerent en se partagéant les terres qui leur convinrent; & quoique leur possession fût précaire dans l'origine à cet égard, cependant ils ne dépendoient point du roi, mais de l'assemblée de la nation (1).

it

é

-

1-

te

C

le

C-

le

C-

es

ne

n

rn-

de

n-

it

00-

ti-

on

Sous les rois de la premiere race, les fiefs, par la connivence réciproque des chefs, devinrent d'abord annuels, ensuite à vie. Sous les descendans de Charlemagne, ils commencerent à devenir héréditaires (2). Et enfin, lorsque Hugues Capet se sit élire au préjudice de Charles de Lorraine, voulant rendre la couronne, qui au fond étoit un fief, héréditaire dans sa famille (3), il établit, comme un principe général, l'héréditarité des fiess; & c'est à cette époque que les auteurs fixent l'entier établissement du droit féodal en France.

D'un autre côté, les seigneurs qui donnerent leur suffrage à Hugues Capet, ne le lui donnerent pas gratuitement. Ils acheverent de rompre les soi-

⁽¹⁾ Les fiefs furent originairement appellés, terræ jure beneficii concessa, & ce ne sur que sous Charles le Gros, que l'on commença à se servir du mot de sief. Glossaire de du Cange. Voy. Benessieum.

⁽²⁾ Apud Francos vero sensim, pedetentimque, jure hereditario ad heredes subinde transierunt seuda; quod labonte

seculo nono incipit. Du Cange. Voy. Feudum.

(3) Hotoman a prouvé fans replique dans sa Fra ncogallia, que sous les deux premieres races le royaume de France
étoit électif. Les princes de la famille régnante n'avoient
pour eux que l'habitude où l'on étoit de les choisir.

bles liens qui les retenoient à l'autorité royale & se rendirent de tous côtés indépendans. Ils ne laifferent au roi aucune jurisdiction, soit sur eux, soit fur leurs vaffaux. Ils s'attribuerent le droit de faire la guerre entr'eux; ils se réserverent même dans certains cas, de la faire au roi lui-nême (1). Et si Hugues Capet, en rendant la couronne héréditaire, jeta les fondemens de la grandeur de sa famille & de la couronne elle même; pour sa grandeur propre il fit très-peu, & n'acquit gueres qu'une supériorité nominale sur les souverains dont la France étoit couverte (2).

Mais l'établissement du droit féodal, & la conquête, ne firent en Angleterre qu'une seule & même époque. Cette conquête d'ailleurs, s'étant faite par

(2) » Les grands du royaume, dit Mezeray, croyoient que » Hugues Capet devoit fouffrir toutes leurs infultes, par-» ce qu'ils lui avoient mis la couronne fur la tête : & » leur licence étoit si grande, qu'ayant écrit à Audebert, » vicomte de Périgueux, qu'il eut à lever le siege qu'il » avoit mis devant Tours, & lui demandant comme par » reproche, qui étoit celui qui l'avoit fait vicomte? il ré-» pondit sièrement: ce n'est pas vous; mais ceux qui vous

⁽¹⁾ Le principal de ces cas existoit, lorsque le roi resufoit de nommer des juges, pour décider de quelque différend qui s'étoit élevé entre lui & l'un de ses premiers barons : ce dernier avoit alors le droit de prendre les armes contre le roi, & les arriere-vassaux dépendoient tellement de leurs seigneurs immédiats, qu'ils étoient obligés de les fuivre à la guerre contre le seigneur souverain. Quoique le pouvoir de la couronne fut beaucoup augmenté sous St. Louis, il fut obligé de confirmer ce privilege des premiers barons, & cette obligation de leurs vassaux.

D ont fait roi.

×

E

it

e

15

fi

i-

1-

1-

e

a

1-

e

ar

a-

es

es

rs

le

Š.

il

ar

un prince soudoyant lui-même la plus grande partie de son armée, & à la tête d'un peuple dont il étoit le souverain héréditaire, cela donna au gouvernement de ce royaume une tournure bien différente.

Environné d'une nation, vaincue à la vérité, mais belliqueuse, Guillaume retint sous le drapeau une partie de ses soldats. Les Anglois, & après eux, les Normands eux-mêmes, s'étant révoltés, il les écrasa: & le nouveau roi d'Angleterre, à la tête de troupes victorieuses, ayant à faire à deux nations ennemies, contenues l'une par l'autre & également accablées par le sentiment de leur résistance malheureuse, se trouva dans la position la plus favorable pour se rendre monarque absolu, & ses loix, promulguées, pour ainsi dire, au milieu de la foudre & des éclairs, imposerent un joug despotique sur les vainqueurs & sur les vaincus.

Il distribua l'Angleterre en soixante mille deux cent quinze sies simples, tous relevant de la couronne : les possesseurs devoient au premier signal, se rendre en armes auprès de lui, à peine de consiscation : il soumit non seulement le peuple, mais de plus, les seigneurs à toutes les rigueurs du droit séodal. Il les comprit même dans ses tyranniques

loix de forêts (2).

Il s'attribua le droit d'imposer des taxes. Il se réserva en entier le pouvoir exécutif. Mais, ce qui fut de la plus grande conséquence, il s'arrogea le pouvoir judiciel le plus étendu, par l'établissement du tribunal qu'on appella Aula regis: Tribunal redoutable qui recevoit les appels de toutes les cours des barons, qui jugeoit en dernier ressort des biens, de l'honneut & de la vie des barons eux-mêmes, & qui n'étant composé que des grands officiers de la couronne, amovibles à la volonté du roi, & ayant le roi lui même pour président, tenoit sous sa main le premier seigneur du royaume, comme le dernier des sujets.

Ainsi, tandis que, par une suite du développement lent & successif du gouvernement séodal, le royaume de France ne suit à la sin qu'un assemblage de pieces posées les unes à côté des autres, & sans adhérence mutuelle; celui d'Angleterre au contraire, par une suite de la transplantation subite & sorcée de ce même droit, se trouva composé de parties liées par les plus sortes attaches; te

fi

lu

pi

pa

na

ce

po

dé

OU

n'

CO

l'a

⁽a) Il s'étoit réservé un droit exclusif de chasse dans toute l'Angleterre, & il décerna des peines terribles contre quiconque chasseroit sans en avoir reçu la permission. La suppression ou du moins l'adoucissement de ces peines sut un des
articles de la charte-de-scrêt que les seigneurs obtinrent
ensuite à main armée. Nullus de cetero, amittat vitam, vel
membra, pro venatione nostra. Charta de sorestà, art. 10.

& l'autorité royale, comme un poids immense, achevoit par sa pression d'en faire un tout indissoluble.

fe

mi

le

ent

nal

les

ort

ons

ids

até

it,

u-

e-

le

m-

s,

rre

on

m-

s;

ute mi-

des

ent

C'est à cette différence dans la constitution originelle de la France & de l'Angleterre, c'est à dire, dans la puissance originelle de leurs rois, qu'il faut attribuer la différence si peu analogue à sa cause, de leur constitution actuelle. C'est elle qui donne la solution d'un problème qui, je l'avoue, m'a longtems peiné, & qui explique pourquoi, de deux peuples limitrophes, presque sous le même climat & ayant une origine commune, l'une a atteint le comble de la liberté, l'autre s'est successivement assujetti sous la monarchie la plus absolue.

En France l'autorité royale étoit à la vérité, presque nulle; mais la liberté générale n'en sut pas plus grande. Les seigneurs étoient tout, & la nation elle-même étoit comptée pour rien. Toutes ces guerres que l'on sit au roi, n'avoient point pour objet une liberté dont les chess ne jouissoient déjà que trop, & n'étoient que l'esset d'ambitions, ou même de santaisses particulieres. Les peuples n'y marchoient pas comme associés à une désense commune; ils y étoient traînés en esclaves & à l'aveugle. Et les loix, en vertu desquelles leurs maîtres étoient vassaux, n'ayant aucun rapport avec

celles en vertu desquelles ils étoient eux - mêmes sujets, la résistance dont ils étoient les instrumens, n'avoit point en leur faveur de conséquence avantageuse, & n'établissoit pas de principe dont il existat pour eux aucun cas d'application.

La noblesse subalterne, participant à l'indépendance de la grande, & venant joindre ses vexations au despotisme de tous ces divers souverains, les sujets, accablés de misere & las de souffrir, esfayoient quelquefois de se soulever. Mais, se trouvant distribués dans tant d'états différens, ils n'étoient jamais bien d'accord, ni sur la nature, ni sur le tems de leurs plaintes : les insurrections qui eussent dû être générales, n'étoient jamais que particulieres; & les seigneurs se réunissant pour venger la cause commune des maîtres, & tombant avec avantage sur des hommes divisés, les peuples étoient remis sous le joug forcément & en détail; & la liberté, ce fruit précieux, qui demande le concours continué de tant de circonftances, étoit par-tout étouffée avant que de naître (1).

Lorsqu'enfin, par des conquêtes, des échûtes,

851

⁽¹⁾ On peut voir dans Mezeray, comment les Flamands, lors de la grande révolte qui fut causée, dit-il, » par la » haine impitoyable des gentilhommes contre les Gantois, » furent accablés par la réunion de presque tous les seigneurs de France. Mezeray, regne de Charles VI, roi LII.

3

il

[-

1-

-

ni

ui

10

ur

1-

es

8

e-

ıf-

ıî-

s,

ds,

la

,"

urs

ou des traités, les différentes provinces vinrent se jeter dans le vaste réservoir de la monarchie, elles y arriverent toutes dressées à obéir. Le peu de privileges que les villes avoient conservés, surent peu respectés par un souverain qui n'avoit pas pris luimême d'engagement; & les réunions (1) s'étant

(1) Le mot union ou réunion exprime dans le droit & dans l'histoire de France, la réduction d'une province sous la dépendance immédiate de la Couronne. Les jurisconfultes François, qui se sont distingués en tout tems par leur zele pour l'agrandissement de la couronne (zele irrépréhensible, s'il s'étoit borné à la suppression d'une Aristocratie effrénée) ces jurisconsultes, dis-je, ont toujours prérendu, que toute province une fois possédée par le roi, & tout domaine privé qui lui auroit appartenu, même avant son avénement au trône, devenoit uni pour toujours; & d'après eux, l'ordonnance de Moulins a donné en 1566 force de loi à ces principes. L'union d'une province pouvoit avoir lieu 10., dans le cas dont nous venons de faire mention, de l'avénement de celui qui la possede au trône; c'est ainsi qu'à l'avénement de Henri IV, (la fille du dernier roi étant exclue par la loi Salique) la Navarre & le Béarn furent unis: 2º. par la félonie du possesseur, quand le roi étoit en état de faire valoir par la force des armes, le jugement prononcé par les juges : ainsi la petite seigneurie de Rambouillet sut faisie par Hugues Capet, sur quoi les auteurs remarquent que ce fut le premier domaine uni; & dans la suite le Duché de Normandie fut enlevé de la même maniere, par Philippe Auguste, à Jean, roi d'Angleterre, condamné comme meurtrier d'Artur, duc de Bretagne: 3º. par la derniere volonté du possesseur; telle sur l'union de la Provence sous Louis XI: 4°. par mariage, comme le comté de Champagne sous Philippe le Bel, & la Bretagne sous François I: 5°. par défaut d'héritiers, quelquefois mâles; c'est ainti que la Bourgogne fut faisse par Louis XI, après la mort de Charles le Hardi: enfin 60. par achat; ainsi Philippe de Valois acheta la baronnie de Montpellier, Henri IV le marquisat de Saluces, Louis XIII la principauré de Sedan, &c. Voilà comment ces différentes provinces qui, avec d'au tres unies de la même maniere, forment aujourd'hui la

faites dans des tems différens, le roi se trouvoit en état d'accabler la province qu'il recevoit, du poids de toutes celles qu'il avoit déjà.

Par une autre suite de cette différence dans le tems des réunions, les diverses parties du royaume ne pensoient pas même à s'entr'aider : quand l'une réclamoit ses droits, l'autre, depuis long-tems foumise, avoit déjà oublié les siens. Ces droits, d'ailleurs, par la différence des dominations précédentes, étant presque par tout différens, ce qui se passoit dans un lieu, avoit peu de rapport avec ce qui se passoit dans un autre ; l'esprit de concert se perdoit, ou plutôt n'avoit jamais existé; les diverses provinces, forcées chacune dans son enceinte, ne servoient qu'à s'assujettir; & les mêmes causes qui avoient établi une soumission extrême chez cette nation belliqueuse, vive & si peu faite pour porter le joug, concouroient encore à l'y maintenir.

La liberté se perdit donc en France, parce

monarchie Françoise, non-seulement conférerent dissérens titres à leurs souverains respectifs, mais aussi dissérerent les unes des autres à l'égard des loix qu'elles suivoient & qu'elles suivent encore; les unes étant gouvernées par la loi Romaine & appellées, pays de droit écrit; les autres ayant leurs coutumes particulieres (que l'on mit pourtant aussi par écrit dans la suite des tems), & qu'on appelle pays de droit coutumier. Dans ces provinces, le peuple a de tems en tems acheté de ses princes des privileges, qui différent d'une province à l'autre, selon les besoins ou l'humeur des princes qui les ont accordés.

qu'elle

l

P

ju

Ĉ

u

le

e

1e

ns

3,

é-

ui

ec

ert

les

en-

nes

me

ite

l'y

arce

rens

t les u'el-

Ro-

leurs écrit

tems

e pro-

rinces

'elle

qu'elle y fut mal disposée. Plantée, pour ainsi dire, près de la furface, elle se développa d'abord & jeta quelques grosses branches; mais, n'ayant pas poussé de racines, elle fut bientôt arrachée. En Angleterre au contraire, la semence placée à une grande profondeur, recouverte d'une énorme masse, parut d'abord étoussée : mais elle en déploya de nouvelles forces; elle pompa une nourriture plus riche & plus abondante; les sucs furent mieux assimilés; & elle pénétra & remplit de ses racines toute l'épaisseur du terrein. Ce fut l'immense pouvoir du roi qui rendit l'Angleterre libre, parce que ce fut cette immensité même qui y fit naître l'esprit d'union & d'une résistance raisonnée. Possédant de vastes domaines, le roi se voyoit indépendant; y joignant les plus redoutables prérogatives, il écrasoit sans peine les seigneurs les plus puissans: ce ne fut donc que par de nombreuses & étroites confédérations que ceux - ci purent résister; ils furent même obligés d'y associer les peuples & de les appeller à la liberté.

Raffemblés avec leurs vassaux dans ces vastes halles où ils exerçoient l'hospitalité, manquant des amusemens des nations plus civilisées, parlant d'ailleurs volontiers de ce dont ils étoient pleins, la conversation tomboit souvent sur l'injustice des impositions, sur la tyrannie des juge-

mens, & sur-tout, sur les odieuses loix de sorêt. N'ayant pas la ressource, ou plutôt dédaignant de chicaner sur un texte qui étoit précis, ils étoient conduits naturellement à remonter aux principes : ils s'enquéroient des sondemens de l'autorité parmi les hommes; & ils se convainquoient que le pouvoir, lorsqu'il n'a pas pour but le bonheur de ceux qui y sont soumis, n'est autre chose que le droit du plus sort, & peut être réprimé par un droit pareil.

Les différens ordres du gouvernement féodal se trouvant liés les uns aux autres par des tenures exactement semblables, ce qui étoit vrai vis-à-vis du seigneur suzerain en faveur d'un seigneur dominant, étoit vrai vis-à-vis de celui-ci en faveur du seigneur d'un fief servant : les mêmes maximes s'appliquoient au seigneur de l'arriere - fief; elles descendoient à l'homme franc & à l'habitant de la campagne; & l'esprit de liberté, après avoir circulé par les diverses branches de la subordination féodales, continuoit à couler par des canaux graduels, mais homogenes; il se forçoit un pasfage jusques dans les dernieres ramifications; & l'on voyoit s'établir généralement le principe de l'égalité primitive. Principe facré que l'injustice & l'ambition ne fauroient détruire : principe exiftant dans le fond de tous les cœurs, & qui ne

t

il

g

di

5

re

lei

demande qu'à être réveillé chez la partie nombreuse & opprimée de l'humanité.

Mais lorsque les seigneurs, qu'une origine commune avec le roi avoit d'abord fait ménager, commencerent à ne l'être plus, lorsque les loix tyranniques du conquérant s'exécuterent d'une maniere plus tyrannique encore, l'union que le malheur commun avoit préparée, s'effectua tout àcoup. Le seigneur, le vassal, l'arriere-vassal, tout se réunit. Ils implorerent même le secours de l'habitant de la campagne; & la haine orgueilleuse, qui transportoit ailleurs la noblesse contre les mains cultivatrices qui la nourrissoient, sut obligée de sléchir sous le poids qui l'accabloit.

u

-

u

25

25

le

ir

a-

ux

if-

8

de

ice

ifne Les peuples d'un autre côté, savoient que la cause, qu'ils étoient appellés à désendre, étoit une cause commune; ils savoient de plus qu'ils en étoient les soutiens nécessaires : ils sentirent donc toute leur importance. Mais, ce qui étoit bien essentiel, ils surent assez éclairés pour en prositer; ils surent parler & stipuler en leur saveur; ils exigerent que la loi protégeât desormais tous les individus; & ces droits, contre lesquels les seigneurs s'adossoient pour faire sace à la tyrannie, devinrent les palissades qui devoient un jour arrêter la leur.

CHAPITRE II.

Second avantage que l'Angleterre avoit sur la France : elle formoit un état indivis.

C'est sous Henri premier, environ quarante ans après la conquête qu'on voit les causes ci-dessis indiquées, commencer à se mettre en jeu. Ce prince, parvenu au trône en vertu d'un titre plus que douteux, (1) sentit qu'il ne pouvoit se soutenir qu'en gagnant l'affection; mais il sentit en même tems que c'étoit de celle de toute la nation qu'il s'agissoit; & non - seulement il adoucit à l'égard des seigneurs quelques unes des rigueurs du droit séodal, mais il ajouta pour condition, que ce qu'il seur accordoit, ils l'accorderoient à leurs vassaux: il sit même espérer l'abolissement de celles des loix du conquérant qui pesoient le plus au petit-peuple. (2)

(1) Il s'étoit emparé de la couronne au préjudice de Rebert, duc de Normandie son frere ainé, qu'il battit à Tinchebrai, & retint prisonnier pendant vingt-six ans. (2) Entr'autres de la loi du Couvreseu. Il seroit curieux de o

ma

mé

a tep

ero pr

oir nard (1

(2) Entr'autres de la loi du Couvrefeu. Il seroit curieux de rechercher ce que le gouvernement Anglo-Saxon seroit devenu avec le tems, & par conséquent quel seroit aujourd'hui celui de l'Angleterre, si la conquête n'avoit jamais eu lieu; événement qui, comme nous l'avons fait voir cidessus, consérant un pouvoir aussi énorme qu'inusité à celui qui se trouvoit à la tête du gouvernement séodal, força

Sous Henri II, la liberté fit un pas de plus; & 'on vit renaître, quoique d'une maniere imparfaite, l'ancienne épreuve des jurés (1): procédure qui fait aujourd'hui une des belles parties de a jurisprudence Angloise.

Mais ces causes qui n'avoient fait que pulluler ourdement sous les deux Henris, princes justes usqu'à un certain point, & de la plus grande capacité, se développerent tout-à-coup, sous le tyrannique Jean-fans terre. Les prérogatives royales & les loix de forêt, ayant été portées par ce prince à un point de rigueur excessif, il vit bienôt se former contre lui une confédération générale: & c'est ici le cas de remarquer une nouvelle circonftance très-avantageuse, & particuliere à 'Angleterre.

L'Angleterre n'étoit pas, comme la France, diisée en plusieurs souverainetés différentes; elle ne formoit qu'un tout; elle ne reconnoissoit qu'un seul maître & un feul titre; c'étoit par-tout mêmes loix, nême dépendance : par-tout aussi mêmes notions,

14

ins

rus

in-

lue

nir

me

u'il

ard

oit

u'il

IX:

des

tit-

Re-Tin-

k de deour-

mais CIce-

força

a noblesse à contracter une union sincere & durable avec e peuple. Il est très-probable que le gouvernement Anglois eroit aujourd'hui le même que celui qui depuis long-tems prévalu en Écosse, où le roi & la noblesse s'emparerent, antôt conjointement, tantôt tour-à-tour de tout le pou-oir: car tel est aussi le cas de la Suede & du Danne-narc, pays où les Anglo-Saxons se sont répandus aussi.

mêmes intérêts. Les deux extrêmités du royaume fe donnoient la main, pour borner un pouvoir injuste : depuis la Twede jusqu'à Portsmouth, depuis Yarmouth jusqu'au Land's-end, tout se mettoit en mouvement; l'agitation croissoit par la distance, comme les ondes d'une vaste mer; & le monarque laissé à lui-même, & sans point d'appui, se voyoit assailli par le concours de tous ses sujets.

L'étendard ne fut pas plutôt levé contre Jean, que sa cour même l'abandonna; & ne trouvant aucune partie de son royaume qu'il n'eût également irritée, n'ayant aucune province séparée qu'il pût engager à sa désense par des promesses d'amnissie ou de concessions particulieres, ressources triviales, mais sûres, de ceux qui gouve, nent, il sut obligé, avec sept chevaliers qui lui restoient, de se mettre à la disposition de ses sujets; & il signa (1), à Runing - Mead, la charte-de-sorêt & la fameuse charte, que son importance a fait nommer la grande charte.

Par la premiere, on abolissoit une partie des horreurs de la loi de forêt; par la seconde, on abrogeoit en faveur des seigneurs la partie la plus ty rannique des loix séodales. Mais cette charte ne s'arrêtoit pas là : on ne se sépara pas sans stipuler

⁽¹⁾ Aº. 1215.

ne

n-

e-

et-

if.

le

p-

fes

n,

ant

ent

oût

fie

ia-

fut

de

fi-

8

m-

les

ro-

ty

iler

en faveur de la partie nombreuse du peuple, qui avoit concouru à l'obtenir, & qui prétendoit, les armes à la main, à jouir de la sûreté qu'elle établiffoit. La grande charte statua que les mêmes servitudes qui étoient abolies en faveur des seigneurs. le seroient pareillement en faveur de tous les vaffaux ; elle établit un même poids & une même mesure par toute l'Angleterre; elle mit les marchands à l'abri des impositions arbitraires; elle leur accorda d'entrer & de fortir librement du royaume; elle embrassa même tous les ordres de l'état, puisqu'elle ordonna que le villain, c'est-à. dire le serf, ne pût être privé par amende de ses instrumens de labourage. Enfin par l'art. XXIX, elle statuoit qu'aucun sujet ne pût être exilé, ni molesté en façon quelconque, dans sa personne ou dans ses biens, autrement que par jugement de ses pairs & conformément à l'ancienne loi du pays (1): Article si important, qu'on peut dire qu'il renfermoit tout ce qui fait le but des sociétés; & les Anglois, dès ce moment, eussent été un peuple

^{(1) »} Nullus liber homo capiatur, vel imprisonetur, aut » dissesser de libero tenemento suo, vel libertatibus, vel » liberis consuetudinibus suis; aut utlagetur, aut exuletur, aut aliquo modo destruatur: nec super eum ibimus, nec super eum mittemus, nisi per legale judicium parium suo rum, vel per legem terræ. Nulli vendemus, nulli negabimus aut disseremus justiciam vel rectum». Magna Charta Cap. XXIX.

libre, s'il n'y avoit pas une distance immense, entre faire des loix, & les observer.

Mais, quoique cette charte manquât de la plupart des appuis qui la pouvoient faire respecter, quoiqu'elle n'affurât à l'homme pauvre & isolé aucun moyen légal & fûr d'en obtenir l'exécution, chose qu'il n'y avoit que des violations sans nombre qui pussent enfin enseigner, elle ne laissoit pas d'être un pas prodigieux vers la liberté. Au lieu des maximes générales sur les droits des sujets & les devoirs du prince, maximes contre lesquelles l'ambition dispute sans fin, ou qu'elle nie même complétement, on avoit substitué une loi écrite, c'est à dire, une vérité de fait & qui n'avoit plus besoin de l'appui du raisonnement; les droits du particulier, à sa personne & à ses biens, étoient devenus des axiomes; la grande charte, fanctionnée avec tant d'appareil & confirmée à chaque regne, étoit un point de ralliement sur & général; & la base étoit posée, sur laquelle devoient désormais s'élever ces loix équitables, qui tendent également leur fecours au plus foible, comme au plus puissant des sujets. (1)

tr B

ro foi Lo ce la

rêi

fo

⁽¹⁾ Si l'on vouloit se convaincre plus particulièrement de l'effet des causes auxquelles nous avons vu qu'étoit due la liberté de la nation Angloise, on n'auroit qu'à compater la grande charte, si étendue dans ses précautions, & dans laquelle le seigneur stipule en faveur de l'esclave; avec le traité qui sut sait entre Louis XI & divers princes de

1-

1-

,

1-

15

u

X

es

1e

e,

us

du

nt

n-

ue

ıl;

or-

a-

us

ent

due

pa-

8

vec

de

Sous le long regne d'Henri III, les divisions du roi & des seigneurs bouleverserent l'Angleterre: & dans les vicissitudes des guerres qu'elles occasionerent, les peuples sentirent toujours mieux leur importance, & par une conséquence nécessaire, le roi & les seigneurs la virent toujours mieux aussi: recherchés par les deux partis, ils virent consirmer la grande charte, & même y ajouter de nouveaux privileges par les statuts de Merton & de Marlebridge. Mais je me hâte de venir à la grande époque du regne d'Edouard I, prince à qui ses sages & nombreuses loix ont mérité le titre du Justinien d'Angleterre.

Né avec les plus grandes qualités, & succédant à un regne que sa foiblesse & ses injustices avoient rendu malheureux. Edouard comprit qu'il n'y avoit qu'une exacte administration de la justice qui pût, d'un côté, en imposer à une noblesse que les troubles précédens avoient rendue turbulente, & de

France, & qui a pour titre: Traité fait à St. Maur, entre les ducs de Normandie, de Calabre, de Bretagne, de Bourbonnois, d'Auvergne, de Nemours, les comtes de Charolois, d'Armagnac & de St. Pol, & autres princes de France soulevés, sous le nom du bien public d'une part, & le roi Louis XI d'autre, le 29 octobre 1465. On verra que dans ce traité, fait pour terminer une guerre, qui fut appellée la guerre du bien public, il ne sur question que des intérêts de la puissance particuliere de quelques seigneurs, & qu'on n'y inséra pas un seul mot en faveur du peuple. Ce traité se trouve an long dans les pieces justificatives qui sont à la suite des Mémoires de Commines.

l'autre, tranquilliser le peuple, en assurant les possessions. Il sit donc de la jurisprudence l'objet principal de son attention, & elle prit sous ses mains, un tel accroissement, que la procédure se sixa; & le chief justico Hale ne fait pas difficulté de dire que les loix arriverent tout à coup, & quasi per saltum, à leur persection, & qu'il s'est fait plus de changement à cet égard, pendant les treize premieres années de ce regne, que pendant toutes celles qui l'ont suivi.

Mais ce qui rend l'époque de ce regne particuliérement intéressante, c'est qu'il fournit le premier exemple de l'admission (1) des députés des villes & bourgs dans le parlement.

Edouard, continuellement enveloppé dans ses guerres, soit d'Ecosse, soit du Continent, & voyant d'ailleurs ses domaines considérablement diminués, étoit fréquemment réduit aux besoins les plus pressans. Mais quoique, par une suite de l'esprit de ce siecle, il se permît souvent des injustices de détail, il sentit qu'il lui étoit impossible d'étendre une oppression générale sur une noblesse & un peuple qui savoient se réunir : il sut donc obligé, pour avoir des subsides, de prendre une nouvelle route, & de

⁽¹⁾ J'entends l'admission légale, car le comte de Leicester, qui avoit usurpé le pouvoir pendant une partie du regne précédent, les y avoit déjà appellés.

chercher à obtenir du consentement de ses peuples, ce que ses prédécesseurs avoient attendu de leur puissance. Les shériffs inviterent les bourgs & les villes des différens comtés, à envoyer leurs députés au parlement; & c'est à cette date qu'il faut apporter l'origine de la chambre des communes. (I)

Il faut l'avouer cependant, ces députés du peuple n'eurent pas d'abord des droits fort considérables. Ils étoient bien éloignés de jouir de ces belles prérogatives, qui font aujourd'hui de la chambre des communes une partie collatérale du gouver nement : ils ne furent d'abord appellés que pour confentir aux résolutions que prendroient le roi & l'assemblée des seigneurs. (2) Mais c'étoit avoir beaucoup acquis, que d'avoir acquis le droit de faire entendre leurs plaintes fans péril & en com-

7

e r

S

S

1-

er

es

es

nt

s,

fce

il, p-

ui

oir

de

er,

gne

⁽¹⁾ Aº. 1295.

⁽²⁾ Le summum ou appel, que les seigneurs recevoient du roi pour se rendre en parlement, portoit, de arduis negotiis regni tractaturi, & concilium impensuri: celui des communes, ad faciendum & concenciendum. Et même le pouvoir qu'elles avoient dans cette assemblée, étoit audessous de celui que les termes de l'appel paroissoient leur y donner.

[»] Elles ne sont pas seulement nommées dans la plupart » des anciens statuts; & souvent lorsqu'il est fait mention » d'elles, on ne leur donne que la qualité de supplians;

[»] le consentement des seigneurs étant distingué expressen ment de la requête des communes ». Voyez là-dessus la

[»] préface à l'ample collection des statuts par Ruffhead, &

[»] les autorités qu'on y cite.

mun; c'étoit beaucoup, au lieu de la ressource dangereuse des insurrections, d'avoir une influence légale sur les motions du gouvernement, & d'en faire désormais partie. Quel que sut le désavantage de la place qui leur étoit assignée, il devoit être bientôt compensé par la prépondérance nécessaire qu'a le peuple, lorsqu'il peut se mouvoir avec regle. (1)

Aussi ce droit, quoique soible en apparence, se manisesta-t il d'abord par des essets irès-considérables Malgré sa répugnance, & après des subtersuges indignes d'un aussi grand roi, Edouard sut obligé de consirmer la grande charte; il la consirma même onze sois durant son regne. Il statua que tout ce qui s'y seroit de contraire seroit nul; qu'elle seroit lue deux sois par année dans les cathédrales, & qu'on prononceroit la peine d'excommunication contre quiconque la violeroit. (2)

Enfin, il fit une loi d'une chose dont, jusqueslà, il n'avoit laissé jouir les Anglois que de fait;

⁽¹⁾ La France eût bien aussi ses états-généraux, mais il n'y eût que les députés des villes du domaine particulier de la couronne, c'est-à-dire, d'une très-petite partie du peuple François qui, sous le nom de tiers-état, y surent admis; & l'on comprend qu'ils n'acquirent pas une grande insluence, dans une assemblée de souverains qui faisoient la loi à leur maître. Aussi, lorsque ceux-là eurent disparu, on vit tout de suite s'établir la maxime: Qui veut le roi, se veut la loi.

⁽²⁾ Confirmationes Chartarum, Cap. 2. 3. 4.

& dans le statut de Tallagio non concedendo, il déclara qu'aucune imposition ne se leveroit sans le consentement des pairs & de l'assemblée des communes. (1) Statut important, & qui est conjointement avec la grande charte, la base de la constitution d'Angleterre: si c'est de l'une que les Anglois doivent dater l'origine de leur liberté, c'est de l'autre qu'ils doivent en dater l'établissement: & si la grande charte étoit le rempart qui protégeoit toutes les libertés individuelles, le statut en question étoit la machine qui protégeoit la charte elle-même, & à l'aide de laquelle la nation devoit faire désormais des conquêtes légales sur l'autorité du roi.

C'est à ce période où nous sommes parvenus qu'il faut s'arrêter, pour porter ses regards au loin, & considérer le spectacle dissérent que le reste de l'Europe présentoit alors. Les causes productrices de la scrvitude y opéroient & s'y fortisioient de jour en jour : d'un côté l'indépendance des nobles, de l'autre l'ignorance & la foiblesse des peuples y étoient extrêmes; le droit séodal déployoit tou-

^{(1) »} Nullum tallagium, vel auxilium per nos, vel he» redes nostros in regno nostro ponatur, seu levetur sine
» voluntate & assensu Archiepiscoporum, Episcoporum,
» Comitum, Baronum, Militum (des chevaliers), Burgen» tium, & aliorum liberorum hom', de regno nostro».

Stat. An. 24. Ed. I.

jours ses rigueurs; & tel étoit son désordre, qu'il otoit jusqu'à l'espérance d'un meilleur état.

La France, enfanglantée par la folie d'une noblesse sans cesse engagée dans des guerres sans motif, soit avec elle-même, soit avec son roi, s'ensanglantoit encore par la tyrannie de cette même noblesse, orgueilleuse de sa liberté, ou plutôt de son anarchie. (1) Les peuples opprimés par ceux qui eussent dû les conduire, accablés de maux par ceux que leurs travaux faisoient exister, se révoltoient de toutes parts. Mais leurs mouvemens tumultuaires n'avoient gueres d'autre but, que de décharger l'angoisse dont leurs cœurs étoient surchargés: ils ne s'avisoient pas de se réunir, bien moins encore de chercher à changer le gouvernement & de former le plan d'une liberté réguliere.

-1

je

10

fe

V

VC

de

la

ra pa

tai

Vei

nin

N'ayant jamais porté leurs vues au-delà du champ qu'ils cultivoient, ils étoient bien éloignés de penfer à cette foule d'ordres, de corps, de privileges & de prérogatives opposés, tous ingrédiens nécessaires d'une constitution libre. Leurs têtes,

⁽¹⁾ Non contente de la vexation, elle y ajoutoit l'infulte. » Lorsque le gentilhomme (dit Mezeray) pilloit & » rançonnoit le paysan, il l'appelloit en dérision, Jaques » bonhomme ». Cela donna lieu à une sédition furieuse, qui sur appellée la Jaquerie : elle commença à Beauvais, dans l'année 1357; elle s'étendit dans plusieurs provinces de France, & ne sut appaisée que par la destruction d'une partie de ces malheureux, qu'on massacra à milliers.

courbées vers la terre, n'avoient eu garde d'imaginer cette fabrique compliquée, que l'homme exercé admire & comprend à peine, lorsqu'un concours de hasards heureux a pu parvenir à l'élever.

Dans leur simplicité, ils ne voyoient de remede que l'établissement général du pouvoir du roi, c'est-à-dire, que le regne de la volonté d'un seul; & ils ne soupiroient que pour le tems qui, en satisfaisant leur haine, adouciroit leurs soussirances, & réduiroit au même niveau les oppresseurs & les opprimés.

La noblesse d'un autre côté, ne pensant qu'à jouir de l'indépendance du moment, aliénoit sans retour les seuls hommes qui pussent un jour la défendre; & manquant également à ce que prescrivoit l'humanité & exigeoit la prudence, elle ne voyoit pas l'autorité royale qui s'avançoit sourdement, & qui la devoit bientôt engloutir. Déjà la Normandie, l'Anjou, le Languedoc, la Touraine, avoient été réunis: le Dauphiné, la Champagne & une partie de la Guienne ne devoient pas tarder à l'être. La France devoit avoir ensin son Louis XI; elle devoit voir ses états-généraux devenir d'abord inutiles, & finalement s'abolir.

n

2.

P

1-

25

4-

5,

in-&

les

is,

ces

L'Espagne devoit aussi voir ses royaumes se réunir dans la même main : elle devoit avoir son Ferdinand, & son Charles-Quint. (1) Et l'Allemagne, où une couronne élective prévenoit les réunions, (2) devoit à la vérité, acquérir quelques villes libres; mais ses peuples divisés étoient pour la plupart, destinés à rester soumis au joug arbitraire & absolu des souverains particuliers qui sauroient se maintenir. En un mot, les torrens de servitudes séodales qui couvroient le continent, n'y réparoient par aucun avantage éloigné leurs ravages

(1) L'Espagne étoit premiérement divisée en douze royaumes & quelques principautés qui, par des traités & surtout par des conquêtes, se réunirent successivement en trois royaumes, qui surent ceux de Castille, d'Arragon & de Grenade. Ferdinand V, roi d'Arragon épousa Isabelle, reine de Castille: ils sirent de concert la conquête du royaume de Grenade; & ces trois royaumes ainsi réunis passerent, en 1516, à Charles leur petit sils, & sormerent la monarchie Espagnole. A cette époque les rois d'Espagne commencerent à être absolus, & les états des royaumes de Castille & de Léon » assemblés à Tolede au mois de novembre » 1539, sont les derniers où se soient trouvés les trois or dres, c'est-à-dire, les grands, les ecclésiastiques & les

députés des villes ». Ferrera, Histoire générale d'Espagne.

(2) Le royaume de France, sous Hugues Capet & quelques-uns de ses successeurs, ressembloit beaucoup à l'empire d'Allemagne, tel qu'il a été dès ces tems là jusqu'à ce jour. Mais la couronne impériale d'Allemagne, par un concours de circonstances dont la recherche est étrangere ici, étant restée élective, les empereurs Allemands, quoique jouissans de prérogatives plus grandes en apparence que celles des rois de France, se trouvoient pour l'essentiel, dans une situation bien moins avantageuse: ils ne pouvoient s'attacher à un plan d'agrandissement avec la persévérance d'une soule de souverains héréditaires; & le droit de les élire, dont jouissoient les grands princes de l'Allemagne, mettoit ceux-ci en état de se garantir avec les autres seigneurs moins éminens, des usurpations de la couronne.

actuels

f

I

8

p

ď

l'o

de

jo

CO

10 1

)) (

cha

33

dauels; & ils ne devoient laisser en s'écoulant qu'une espece plus réguliere de despotisme.

Mais en Angleterre ce même droit féodal, après avoir inondé tout à-coup, avoit déposé & déposoit continuellement les nobles semences de l'esprit de liberté, d'union & d'une sage résistance. Dès les tems d'Edouard on le voyoit se retirer peu à-peu: les loix protectrices de la personne & de la propriété du citoyen commençoient à paroître (1): cette belle constitution, résultat d'un triple pouvoir, s'élevoit insensiblement; & l'œil découvroit déjà les sommités verdoyantes de cet heureux horison, où devoient régner un jour la philosophie & la liberté, inséparables compagnes.

(1) « Or, felon mon avis, (dit Philippe de Comines dans » des tems qui n'étoient pas fort postérieurs à ceux d'E- » douard premier) entre toutes les seigneuries du monde » dont j'ai connoissance, où la chose publique est mieux » traitée & où regne moins de violence sur le peuple, » c'est en Angleterre ». Mémoires de Comines, tom. I, L. V, shap. XIX.



Tome I.

-

es

11-

ois

de

ine me

nt, ar-

enille bre

or-

les

gne.

uel-

em-

fqu'à

r un igere luoience

effenls ne ec la & le e l'Ales au-

tuels

C

CHAPITRE IL

SECONDE PARTIE.

Continuation du même sujet.

députés de la nation, & de toute la natien, étoient admis dans le parlement; & le roi fe voyoit dans leur dépendance par rapport à un objet qui intéressoitégalement l'homme & le souverain. Le grand pas étoit donc fait, qui devoit lu tourne mfluence dont elle jouit aujourd'hui; & les regnes qui suivent celui d'Edouard nous en offrent le développement continuel.

Fous Edouard II, les communes commencerent à joindre des pétitions aux bills par lesquels elles accordoient des subsides; & ce sur là l'aurore de leur pouvoir législatif. Sous Edouard III, elles déclarerent qu'elles ne reconnoîtroient déformais de loix, que celles auxquelles elles auroient donné leur assentiment. Bientôt après elles déployerent une prérogative, qui fait aujourd'hui un des grands contrepoids de la constitution; elles accuserent & sirent condamner quelques-uns des principaux ministres. Sous Henri IV, elles resuserent de statuer sur les subsides, avant qu'on de V

P

P

ari loi de

plu fol:

l'hé tent lem proi

valei le tr dire

crife

nir &

ent répondu à leurs pétitions. En un mot, chaque événement un peu considérable étoit marqué par une addition au pouvoir des communes à additions lentes à la vérité, mais additions paisibles & légales, & qui n'en étoient que plus propres à s'imprimer dans l'esprit des peuples, & à s'incorporer aux anciens principes.

Sous Henri V, la nation ne fut occupée que de ses guerres avec la France; & sous Henri VI, commencerent les fatales guerres entre les maisons d'York & de Lancastre: le bruit des armes se sit seul entendre; dans le silence des loix existantes, on ne pensa guere à en faire de nouvelles; & l'Angleterre n'offre, pendant plus de trente années, qu'une vaste scene de désolation.

i

n

1-

it

;

119

e-

els

u-

1,

dé-

au-

el-

ur-

on:

uns

lles

1'04

Enfin, sous Henri VII, qui, en épousant l'héritiere de la maison d'York, réunit les prétentions des deux familles, la paix sut généralement rétablie, & des jours heureux sembloient promis à la nation. Mais la longue & violente crise qui l'avoit travaillée, devoit avoir une convalescence longue & pénible: Henri monté sur le trône, les armes à la main, & pour ainsi dire, en conquérant, avoit des promesses à tenir & des vengeances à exercer; & les peuples, après tant de miseres, ne soupirant que

pour le repos, abhorrant même jusqu'à l'idée de la résistance; ce qui restoit d'une noblesse exterminée, se voyoit exposé, sans désense, à la merci du souverain.

n

C

d

0

fi

pl

pli

CO

po

agi fide

voi

d'a

un ces.

L

n'av

fent

leme fer :

Les communes d'un autre côté, accoutumées à n'agir qu'en second, privées de ceux qui jusques - là avoient été leurs conducteurs, & pour ainsi dire, éperdues, osoient, moins que jamais, commencer à former une opposition. Se voyant placées, ainsi que les seigneurs, sous les yeux du roi, elles étoient exposées aux mêmes dangers. Ainsi qu'eux, elles acheterent leur streté personnelle aux dépens de la liberté générale: les loix les plus avilissantes, les jugemens les plus odieux, furent prodigués; & en lisant l'histoire des deux premiers princes de la maison de Tudor, on croit lire ce que Tacite raconte de Tibere & du sénat Romain (1).

Le tems sembloit donc arrivé où la nation angloise devoit subir à son tour le sort des autres nations de l'Europe. Toutes ces barrieres qu'elle avoit élevées à sa liberté, n'avoient donc fait que retarder les inévitables effets du pouvoir.

Mais le fouvenir des anciennes loix, de cette grande charte si souvent & si solemnellement

⁽¹⁾ Quanto quis illustrior, tanto magis falsi ac festinantes

.

ci

es

af-

w

is,

ant

eux

an-

reté

ale:

les

fant

ifou

e de

an-

utres

u'elle

t que

cette

emen

antes

confirmée, étoit gravé trop profondément dans l'esprit des Anglois, pour que des malheurs passagers pussent les en esfacer. Comme une mer étendue & prosonde, qui conserve sa température au milieu de la vicissitude des saisons, l'Angleterre conservoit des principes si généralement répandus dans tous les ordres de l'état, & la premiere occasion devoit les voir se manifester.

L'Angleterre avoit d'ailleurs encore l'avantage fi grand, d'être réunie en un feul état.

Si elle eût été, comme la France, divifée en plusieurs provinces distinctes, elle eût eu aussi plusieurs assemblées nationales. Ces assemblées convoquées en des tems & en des lieux dissérens, pour ces raisons & pour d'autres, n'eussent pu agir de concert; & le droit de resuser des subsides, ce droit important quand il est le pouvoir de réduire le souverain à l'impossibilité d'agir, n'eût été que le droit sunesse d'irriter un maître, qui auroit eu ailleurs des ressources.

Les différens parlemens ou états, réduits à n'avoir que le mérite de la promptitude, euffent accordé à l'envi ce qu'il eût été non-feulement inutile, mais même dangereux de refufer: le roi n'eût pas tardé à demander, com-

me un tribut, un don qu'il eût été sûr d'obtenir; & l'apparence de consentement n'eût été laissée aux peuples, que comme un moyen de plus de les opprimer sans péril.

Mais le roi d'Angleterre, dans le tems même des Tudors, continuoit à n'avoir qu'une assemblée à qui il pût exposer ses besoins: quelle que sût l'augmentation de son pouvoir, il n'y avoit que son parlement unique qui pût lui sournir les moyens de le déployer; & soit que ceux qui le composoient sentissent vivement leurs avantages, soit que l'intérêt particulier vînt à l'appui du patriotisme, ils revendiquerent dans tous les tems le droit de resuser des subsides; & dans l'abandon général de tout ce qui eût dû leur être cher, ils tinrent du moins opiniâtrément embrassée la planche qui devoit enfin les sauver.

1

8

fc

m

ne

re

pri

VO

tio

COL

Sous Edouard VI, les monstrueuses loix de trahison, inventées sous Henri VIII, son prédécesseur, surent abolies. Mais ce jeune & vertueux prince n'ayant sait que passer, la sanguinaire Marie étonna l'univers par des cruautés qu'il n'y avoit que le fanatisme d'une partie de la nation qui pût la mettre en état d'exercer.

Sous le beau & long regne d'Elifabeth, l'An

eleterre commença à respirer; & la religion protestante, remise sur le trône, amena avec elle un peu plus de liberté & de tolérance.

e:

té

de

me

m-

elle

n'y

ur-

Kus

urs

tà

ans

es;

eût

opi-

en-

de

pré-

ver-

ngui-

autés

ie de

cer.

1'An

La chambre étoilée, cet instrument fécond de la tyrannie des deux Henris, subsistoit cependant encore; le tribunal inquisitional de la haute commission fut même imaginé; & le joug du pouvoir reposoit toujours pesamment sur la tête des sujets. Mais l'amour pour une reine dont les malheurs avoient d'abord tant intéressé, les dangers éminens auxquels l'Angleterre échappa, & l'extrême gloire de ce regne, firent supporter des exertions d'autorité qui paroîtroient aujourd'hui le comble de la tyrannie, & justifierent alors & excusent aujourd'hui, une fouveraine que ses grands talens, mais sûrement pas ses principes en matiere de gouvernement, rendent digne d'être proposée pour modele.

Enfin, fous le regne des Stuarts, la nation revint de son long assoupissement. Jacques I, prince plus imprudent que tyrannique, leva le voile qui avoit jusques-là déguisé tant d'usurpations, & étala ce dont ses prédécesseurs s'étoient contentés de jouir.

Il ne se lassoit pas de répéter, que le pouvoir

des rois ne devoit pas plus être contredit que celui de Dieu. Comme lui ils étoient omnipotens; & ces privileges que la nation réclamoit avec tant de bruit, comme un héritage & comme des droits apportés en venant au monde, n'étoient fuivant lui, qu'un effet de la grace & de la to-lérance de ses ancêtres (1).

Ces principes, conservés jusques alors dans le fecret du cabinet & des cours de justice, s'étoient maintenus par cette obscurité même. Enoncés du haut du trône, & retentissans dans les chaires, ils répandirent une allarme universelle: le commerce d'ailleurs, les arts qui en sont la suite, & sur-tout l'imprimerie, réveilloient des notions plus saines dans tous les ordres de l'état; un nouveau jour commençoit à éclairer la nation; & ce regne vit souvent se manisester un esprit d'opposition, auquel les monarques Anglois n'étoient, depuis long-tems, plus accoutumés.

Mais l'orage qui n'avoit fait que se préparer sous Jacques, commença à gronder sous Charles I, son successeur; & la scene qui s'ouvrit à l'avénement de ce prince, présentoit l'aspect le plus effrayant.

⁽¹⁾ Déclarations faites en parlement dans les années 1610

rue

ant

des

ent

to-

le

ent

s du

res,

m-

, &

ions

ou-

: &

op-

ent,

har-

rit à

t le

1610

Les idées religieuses, par un concours singulier, venoient se joindre à l'amour de la liberté; le même esprit qui avoit attaqué la soi établie, se glissoit dans la politique; les prérogatives royales surent soumises au même examen que les préceptes de l'église de Rome; & cette épreuve, à laquelle une religion superstitieuse n'avoit pu résister, une autorité prétendue sans bornes, ne la devoit pas soutenir non plus.

Les communes, d'un autre côté, revenoient de l'étonnement où les avoit d'abord mises l'extinction du pouvoir des nobles; jetant les yeux sur elles - mêmes & sur la nation, elles virent toute leur force, elles se déterminerent à en faire usage, & à resserrer ensin un pouvoir qui depuis si long - tems sembloit avoir tout envahi. Se trouvant posséder dans le même tems, des personnes de la plus vaste capacité, elles entreprirent le grand ouvrage par des voies constitutionnelles & avec méthode; & Charles alloit avoir à résister au mouvement de toute une nation, concentré & dirigé par une assemblée d'hommes d'état.

Arrêtons - nous un moment ici, pour observer la dissérence des essets produits en Angleterre & en France par le même événement, je veux dire, par l'annihilation du pouvoir de la noblesse. En France, où, par une suite de la division des provinces, & de la puissance des nobles, le peuple étoit compté pour rien; lorsque les nobles eux-mêmes surent abattus, l'ouvrage sut fait. Mais en Angleterre, lorsque, par un concours de circonstances, les nobles surent pareillement abattus, le peuple, qu'ils avoient élevé, qui avoit acquis beaucoup d'influence dans le gouvernement, & qui, sur-tout, n'étoit point divisé, mais réuni en un seul corps, ce peuple, dis je, sit ferme & les rallia.

Mais l'infortuné Charles, mal conseillé, méconnut totalement le péril qui l'environnoit. Séduit par l'exemple des autres souverains de l'Europe, il ne sentit pas combien sa situation étoit différente de la leur; il eut l'imprudence de déployer avec rigueur une autorité à laquelle presque personne ne croyoit; & il vit dissiper d'un soussels prérogatives énervées (1). Par

⁽¹⁾ On pourroit objecter ici que quand, sous le regne de Charles I, le pouvoir de la couronne sut sorcé de céder à celui du peuple, le roi possédoit d'autres domaines outre l'Angleterre, savoir l'Ecosse & l'Irlande; c'est pourquoi il paroissoir jouir du même avantage que les rois de l'rance, celui de régner sur une nation divisée. Mais à ceci on doit répondre, qu'au tems dont nous parlons, l'Irlande, à peine civilisée, ne faisoit qu'accroître les be-

le fameux acte qu'on appella la pétition des droits, & par un autre acte postérieur, actes auxquels il consentit, les prêts forcés, & les impôts déguifés sous le nom de bénévolence, furent déclarés contraires aux loix; les emprifonnemens arbitraires & l'exercice de la loi martiale furent abolis; la cour de haute commission & la chambre étoilée furent supprimées (1); & la constitution, dégagée de l'attirail de pouvoirs tyranniques dont les Tudors l'avoient offusquée, fut rétablie dans son ancien lustre. Heureux les peuples si leurs con-

t

1-

n

e

e

21

ar '

10

é-

es

r-

de

e-

foins, & par conféquent la dépendance du roi; pendant que l'Ecosse, par un concours de circonstances particulieres, s'étoit foustraite à son obéissance. Et quoique ces deux Etats, même à présent, ne puissent entrer en concurrence avec le corps réuni du royaume d'Angleterre, & ne paroiffent pas avoir jamais été en état, par leur jonction avec cette couronne, de procurer au roi de grands secours, cependant les circonstances qui eurent lieu dans ces deux royaumes au tems de la révolution, ou depuis lors, prouvent suffisamment que ce n'en étoit pas une défavorable pour la liberté angloife, que la grande crife du regne de Charles I, & les heureux progrès que devoit faire alors la constitution, précédassent la période dans laquelle le roi d'Angleterre auroit pu être en état de recourir à l'aide des deux autres royaumes.

(1) La chambre étoilée, à la différence des autres tribunaux, qui ne reconnoissent pour loi que la commune loi, ou loi immémoriale, & les actes de parlement, reconnois-soit les proclamations particulieres du conseil du roi, & en faisoit le motif de ses jugemens. Aussi l'abolition de ce tribunal fut regardée, avec raison, comme une grande victoire sur l'autorité royale.

ducteurs, après avoir exécuté un si noble ouvrage, se suffent contentés de la gloire pure de biensaiteurs de la patrie! Heureux le roi si, obligé ensin de céder, il eût cédé de bonne soi, & s'il eût suffisamment connu que la seule ressource qui lui restât, étoit l'affection de ses sujets!

Mais Charles ne sut pas survivre à la perte de ce qu'il croyoit des pouvoirs indisputables; il ne put réconcilier son ame avec des limitations injurieuses, suivant lui, à la dignité souveraine; sa conduite & ses propos décélerent des desseins secrets; la désiance s'empara de la nation; des citoyens ambitieux la firent servir à leurs vues; & l'orage, qui avoit paru appaisé, se ranima. Le fanatisme opposé de sectes persécutrices se joignit au constit de l'orgueil monarchique & de l'ambition particuliere; la tempête sousse de l'horison; la constitution sut mise en pieces, & Charles donna par sa chûte un grand exemple à l'univers.

La puissance royale étant anéantie, les Anglois firent des tentatives, mais inutiles, pour y substituer le gouvernement républicain. « Ce » sut un beau spectacle » dit Montesquieu « de

45

n voir les efforts impuissans des Anglois pour » établir chez eux la démocratie ». Soumis d'abord au pouvoir des divers chefs du longparlement, ils ne virent ce pouvoir finir que pour passer, sans limites, entre les mains d'un protecteur. Ils le virent ensuite se distribuer entre les chefs des différens corps de troupes; & retombant sans cesse de servitude en servitude, ils se convainquirent que vouloir établir la liberté chez une grande nation, en la faifant intervenir dans le détail du gouvernement, c'est vouloir de toutes les choses la plus chimérique; que cette autorité de tous, dont on y amuse le peuple, n'est, au fond, que l'autorité de quelques citoyens puissans qui se partagent la république; & ils se reposerent enfin dans la seule constitution qui puisse convenir à un grand état & à un peuple libre, je veux dire, celle où un petit nombre délibere, & où un seul exécute : mais dans laquelle, en même tems, la fatisfaction générale est rendue, par l'arrangement des choses, une con: dition nécessaire de la durée du gouvernement.

r

e

1-

1-

le

le

Charles II fut donc rappelé; & il éprouva de la part de ses peuples cet amour, cette pasfion, qui suit le retour d'une longue erreur. Lui-même cependant ne leur pardonna pas le crime inexpiable dont il regardoit qu'ils s'étoient souillés: il vit avec douleur qu'ils confervoient au sond les mêmes idées; & le cœur plein des anciens pouvoirs de la couronne, il ne chercha que l'occasion de manquer aux premesses qui avoient procuré sa restauration.

V

V

la

P

tr

Va

qu ba

au

cla

VO

fer dif

fai

def

Mais l'empressement même de ses mesures en sit manquer le succès; ses alliances dangereuses sur le continent, & l'extravagance des guerres dans lesquelles il entraîna l'Angleterre, jointes aux fréquents abus qu'il sit de son autorité, le décelerent. La nation ouvrit les yeux sur ses projets; & convaincue, ensin, qu'il n'y a que des bornes sixes & irrésistibles qui puissent contenir l'autorité, elle résolut d'enlever définitivement tout ce qui restoit d'arbitraire dans la puissance de son roi.

Les services militaires dûs à la couronne, reste des tenures séodales, surent abolis. Les loix contre les hérétiques surent abrogées. L'acte d'Habeas Corpus, ce rempart de la sûreté particuliere, sur établi. Le statut qui rendoit les parlemens triennaux sut sanctionné: & le

patriotisme des parlemens sut tel, que ce sut sous le prince le plus destitué de principes, que la liberté reçut ses plus efficaces additions.

Enfin, à la mort de Charles, commença ce regne qui devoit donner une si grande leçon aux peuples & aux souverains. Jacques II, ayant dans l'esprit plus de roideur que son frere, avec moins d'étendue, s'obstina plus ouvertement encore à suivre un projet qui avoit été si funeste à sa famille. Il ne voulut pas voir que les grands changemens arrivés dans la constitution en rendoient l'exécution toujours plus impraticable; il s'indigna sollement contre une résistance qu'il n'étoit pas en état de vaincre; & emporté par son esprit despotique, & par un zele monacal, il courut, tête baissée, contre le roc où devoit se briser son autorité.

,

X

1

e

,

25

C-

té

it

le

Non - seulement il fit entendre dans ses déclarations les expressions allarmantes de pouvoir absolu & auquel on devoit obéir sans réserve: non - seulement il s'attribua le droit de dispenser de l'esset des loix; il voulut encore faire servir cette prétention destructive à la destruction des loix les plus cheres à la nation,

& abolir une religion achetée au prix des plus grandes calamités, pour élever sur ses ruines une religion que des actes réitérés avoient profcrite, & proscrite, non parce qu'elle tendoit à établir en Angleterre les croyances, indifférentes à l'état, de la transubstantiation & du purgatoire, mais parce qu'elle y avoit toujours compté la puissance illimitée du souverain parmi fes principaux dogmes.

Chercher donc à faire revivre une telle religion, ce n'étoit pas seulement violer des loix, c'étoit préparer par une violation criante des violations plus criantes encore; & les Anglois, qui virent que la liberté étoit attaquée jusques dans ses premiers principes, recoururent au remede que la nature & la raison montrent aux peuples, lorsque celui qui devoit être le gardien des loix en devient le destructeur. Ils retirerent l'obéissance qu'ils avoient vouée à Jacques, & se crurent dégagés de leurs sermens, vis-à-vis d'un roi qui se mettoit au-dessus des fiens.

Mais, au lieu que la révolution qui avoit renversé Charles, ne s'étoit effectuée qu'au moyen d'une grande effution de sang, & avoit jeté l'état notion of a synthetic plant siel selved of guidans

q

ti lo

p

16

P

V

bi

de

di

le

ex

dans une convulsion terrible, celle qui détrôna Jaques ne sur qu'une opération courte & facile. Par une suite du progrès des connoissances & de la certitude des principes qui dirigeoient la nation, le concert sut universel; tous les liens, par lesquels le peuple tenoit au trône, se rompirent à la sois & par une seule secousse; & Jaques qui, le moment auparavant, étoit un monarque environné de ses sujets, ne sut plus qu'un particulier au milieu de la nation.

à

.

S

ıi

i-

,

es

3 ,

es

au

IX

r-

ti-

C-

s,

les

en-

ren .

tat

ans

Ce qui contribue sur-tout à rendre cet événement unique dans les annales du genre humain, c'est la modération, je dirai même, la légalité, qui l'accompagnerent. Comme si déplacer du trône un roi, qui vouloit s'élever au-dessus des loix, eût été une suite naturelle & prévue des principes du gouvernement; toutes choses resterent en place; la nation s'assembla en regle pour élire ses représentans; le trône sut déclaré vacant, & un nouvel ordre de succession sut établi.

Ce ne fut pas tout: on s'attacha à réparer les breches faites à la constitution, & à en prévenir de nouvelles; & l'on profita de l'occasion rare d'un contrat primitif & formel entre le peuple & le souverain.

L'on exigea du nouveau roi un serment plus exprès que celui qu'avoient prêté ses prédéces-

(

d

p

i

n

là

li

ti

le

I

la

tuc

que

lég lité

leu

tion

feurs; & l'on en confacra pour toujours la formule. (1) On déclara de nouveau, qu'établir des impositions sans le consentement du parlement, de même qu'entretenir une armée en tems de paix, étoit contraire à la loi. On abolit le pouvoir qu'avoit, dans tous les tems, réclamé la couronne, de dispenser de l'effet des loix. On statua que tous les sujets, quels qu'ils sussent, auroient droit de présenter des pétitions au roi: (2) & ensin l'on posa la clef de la voûte, par l'établissement sinal de la liberté de la presse. (3)

La révolution de 1688 est donc la troisseme grande époque dans l'histoire de la Constitution de l'Angleterre. La grande charte avoit indiqué les bornes où devoit se rensermer le pouvoir du roi; le regne d'Edouard I avoit élevé quelques barrieres; mais c'est à l'époque de la révolution qu'on acheva de fermer l'enceinte.

C'est à cette époque que se poserent les grands & vrais principes des sociétés. Par l'expulsion

(1) Dans l'acte de parlement intitulé Acte pour établir le

serment de couronnement.

(2) Le parlement avoit fait un bill qui fut appellé le bill des droits, & qui contenoit les articles ci-dessus, ainsi que divers autres. Ce bill ayant reçu ensuite le consentement royal, devint acte de parlement, sous le titre d'acte déclarant les droits & libertés du sujet, & établissant la succession à la couronne. Année 1 de Guillaume & Marie, Session 2, c. 1.

(3) La liberté de la presse ne sut, à proprement parler, établie que quatre années après, par le resus que sit le par-

lement de continuer les refrictions mises à ce sujet.

2

۲,

a-

le

IS

de

n

al

ne

on

du du ues

ion

nds

ion

r le

bill

que

nent écla-

C. 1.

rler,

par-

d'un roi violateur de ses sermens, la doctrine de la résistance, cette ressource sinale des peuples que l'on opprime, sut mise à l'abri du doute. Par l'exclusion donnée à une samille héréditairement despotique, il sut décidé que les nations n'appartiennent pas aux rois. Tous ces principes d'obéissance passive, de droit divin, de pouvoir indestructible, en un mot, cet échasaudage de notions sunestes, parce qu'elles étoient sausses, sur lesquelles l'autorité royale avoit porté jusques-là, sut détruit; & l'on y substitua les appuis so-lides & durables de l'amour de l'ordre, & du sentiment de la nécessité d'un gouvernement parmi les hommes.

CHAPITRE III.

Puissance législative.

Dans presque tous les royaumes de l'Europe, la volonté du prince tient lieu de loi; & l'habitude y a tellement confondu le droit avec le fait, que les jurisconsultes y sont envisager le pouvoir législatif comme essentiellement attaché à la qualité de roi, & que la plénitude de son pouvoir leur paroît découler nécessairement de la définition de son titre.

Les Anglois, placés dans des circonstances plus favorables, en ont jugé disséremment: ils n'ont pas cru que le destin des hommes dût dépendre de jeux de mots & de subtilités scholastiques; & ils n'ont attaché au mot king & au mot roi que leur loi connoît aussi, que les idées que les Latins avoient attachées au mot rex, & les peuples du nord au mot cyning.

En limitant donc le pouvoir de leur roi, ils se sont trouvés plus conformes à l'étymologie: ils sont aussi plus conformes à la raison, en ne laissant pas les loix à la disposition de celui qui est, d'un autre côté, le dépositaire de la force publique, c'est-à-dire, de celui qui a le plus grand intérêt de s'en affranchir.

La base de la constitution d'Angleterre, le grand principe auquel tous les autres tiennent, c'est que c'est au parlement seul qu'appartient la puissance législative, c'est-à-dire le pouvoir d'établir les loix, de les abroger, de les changer, de les expliquer.

Les parties constituantes du parlement sont la chambre des communes, la chambre des seigneurs, le roi.

La chambre des communes, autrement l'affemblée des représentans de la nation, est composée des députés des différens comtés de l'Anfi p

p

le pa m

to

ch la

de ver

ou

con

(1

l'élei effic 13

le

ls

10

ns

lu

fe

ils

if-

t,

u-

nd

nd

eft

if-

lir

les

12

ei-

af-

m-

gleterre, dont chacun en envoie deux; des députés des villes, dont Londres, si l'on y comprend Westminster & Southwark, en nomme huit, les autres villes deux ou un; & des députés des universités d'Oxford & de Cambridge, qui en envoient chacune deux.

Enfin, depuis l'acte d'Union, l'Ecosse envoie quarante-cinq députés, qui, joints aux autres, font en tout cinq cents cinquante-huit. Ces députés, quoique nommés séparément, ne sont point censés représenter uniquement la ville ou le comté qui les a envoyés, comme cela a lieu par rapport aux députés des Provinces-Unies; mais, une sois qu'ils sont admis, ils représentent toute la nation.

Les qualités requises pour être membre de la chambre des communes sont, d'être né sujet de la Grande Bretagne, & d'avoir un sonds de terre de la valeur de six cents livres sterlings de revenu (1), s'il s'agit de représenter un comté; ou de trois cents livres sterling, pour représenter une ville.

Les qualités requises pour être électeur dans un comté sont, d'y posséder un fonds libre (freehold)

⁽¹⁾ Ce fonds doit avoir été possédé pendant une année avant le tems de l'élection, à moins qu'il ne fût parvenu à l'électeur par héritage, mariage, testament ou promotion à un office.

de la valeur de quarante shillings de revenu. Par rapport aux électeurs dans les différentes villes, ils doivent en être freemen, mot qui fignifie hommes libres, & qui exprime aujourd'hui certaines qualifications énoncées dans les chartes particulieres.

Lorsque le roi assemble un parlement, le chancelier envoie un ordre au shériss (1) de chaque comté, pour qu'il fasse procéder à l'élection des députés pour le comté même & pour les diverses villes qui s'y trouvent. Trois jours après la réception de l'ordre, le shériss doit envoyer à son tour, un ordre aux officiers des villes, pour qu'ils aient à faire leur élection dans les huit jours qui suivent la réception de l'ordre, en le publiant quatre jours à l'avance. Et le shériss doit procéder lui-même à l'élection pour le comté, pas plus tôt que dix jours, & pas plus tard que seize.

Les précautions que la loi a prises pour assurer à tous égards la liberté des élections, sont : que tout candidat qui, après la date des writs, ou dans le tems de la vacance d'une place, auroit donné des sestins aux électeurs ou à un certain nombre d'entr'eux, ne puisse être élu pour ce lieu-là. Que celui qui auroit donné ou promis

e

8

CO

vê

qu

foi

COI

⁽¹⁾ Le shérifest le magistrat qui a succédé à l'ancien comte, somes: il réunit les fonctions de juge dans certains cas; de gardien de la paix du roi, c'est-à-dire du bon ordre; & d'officier ministériel des cours supérieures de justice.

de donner à un électeur de l'argent, un office ou une récompense quelconque, soit, ainsi que l'électeur lui même, condamné à cinq cents livres sterling d'amende, & incapable de remplir jamais aucun office; avec la faculté cependant, pour tous les deux, de se racheter de la peine, si avant conviction, ils sont connoître un coupable dans le même cas.

e

25

25

n

ur

TS.

nt

0-

as

ze.

rer

ue

Oll

oit

ain

ce

mis

nte,

; de

Il a été ordonné de plus, qu'aucun seigneur du parlement, ni le seigneur lieutenant d'aucun comté, ne s'arrogeroit le droit de se mêter de l'élection des membres; que les collecteurs des revenus publics qui entreprendroient de se mêter dans les élections, en persuadant ou dissuadant les électeurs, seroient condamnés à une amende de cent livres sterling, & déclarés incapables d'aucun office. Enfin, les soldats qui se trouveroient en quartiers dans une place d'élection, doivent s'en éloigner au moins un jour avant l'élection, & ne revenir qu'un jour après qu'elle est finie.

La chambre des seigneurs ou des lords, est composée des lords spirituels qui sont, les archevêques de Cantorbery & d'York, & les vingtquatre évêques; des lords temporels, quel que soit le titre qui les distingue; comme de duc, comte, baron &c., (1) des seize pairs députés

⁽¹⁾ Leur nombre qui n'est pas fixe, sur-tout à cause des

par les pairs d'Ecosse. Tous ensemble ne forment qu'un corps où les voix sont comptées indistinctement. & où la pluralité décide.

Enfin le roi forme la troisieme puissance qui compose le parlement : c'est même lui qui a seul le droit de le convoquer ; c'est aussi lui seul qui peut le dissoudre ou le proroger. L'effet d'une dissolution est, que le parlement cesse entiérement d'exister ; la charge des députés est finie ; & lors d'une convocation, il faut en élire de nouveaux. Une proregation est un ajournement à un terme fixé par le roi : jusqu'à ce terme le parlement est fimplement interrompu, & la fonction des députés suspendue.

Lorsque le parlement s'assemble, soit qu'il le fasse en vertu d'une convocation, soit que, composé de membres élus précédemment, il se rassemble à l'expiration du tems pour lequel il avoit été prorogé (1), le roi s'y rend en personne, revêtu des marques de fa dignité, & il ouvre la fession, en exposant au parlement l'état & les besoins de la

cas de minorité, est d'environ 200. Ils sont lords par leur

naissance, & quelques-uns par création.

⁽¹⁾ Le roi doit convoquer un parlement, au moins qua-rante jours avant le tems fixé pour la premiere assemblée. Il ne peut abréger le terme d'une prorogation que dans les deux cas, ou d'une rebellion ou du danger présent d'une invasion étrangere; il doit alors en donner connoissance quatorze jours auparavant.

nation, & en l'invitant à s'en occuper. Cette préfence du roi, réelle ou représentée, est absolument requise dans une premiere assemblée; c'est elle qui donne la vie aux corps législatif, & qui les met en mouvement.

Lorsque le roi a fait sa déclaration, il se retire. Le parlement, qui est alors saisi des affaires de la nation, s'en occupe, & est existant, jusqu'à ce qu'il soit prorogé ou dissous. La chambre des pairs & celle des communes s'assemblent séparément; les premiers sous la présidence du lord-chancelier, les autres sous celle de leur orateur; & les deux chambres s'ajournent elles-mêmes, chacune de son côté, aux jours qui leur conviennent.

Comme chacune des deux chambres a la négative sur les résolutions de l'autre, & qu'il n'est pas à craindre qu'elles empietent sur leurs prérogatives mutuelles, non plus que sur celles du roi, qui a pareillement sa négative, tout ce qu'elles jugent convenable au bien de l'état, sans restriction, peut faire l'objet de leurs délibérations respectives. Telles sont, par exemple, de nouvelles bornes à donner à l'autorité du roi, ou de nouveaux pouvoirs à lui accorder; de nouvelles loix à établir, ou des changemens à faire aux anciennes. Enfin les diverses sortes de réglemens ou d'établissemens publics, les divers abus de l'administration, & les reme-

des à y apporter, sont à chaque session l'objet de l'attention du parlement.

Il y a cependant une observation importante à faire. Les bills relatifs aux subsides doivent absolument commencer dans la chambre des communes: les seigneurs ne peuvent s'occuper de cet objet que sur une présentation de leur part: & elles sont si jalouses de ce droit, qu'elles ne soussirent jamais qu'ils apportent aucun changement aux bills qu'elles leur remettent à ce sujet, & qu'ils fassent autre chose que les accepter ou les rejeter purement & simplement.

A cela près, chaque membre dans chaque chambre, propose la matiere qu'il juge à propos. Si, après délibération, on trouve qu'il convient qu'on s'en occupe, on l'invite à mettre sa proposition par écrit. Si, après avoir été plus mûrement examinée, elle passe, on la remet à l'autre chambre, pour qu'elle s'en occupe à son tour. Si celle-ci la rejette, elle reste sans effet; si elle l'accepte, il ne manque plus au bill que la sanction du consentement royal.

Lorsqu'il n'y a aucune affaire pressante, le roi attend ordinairement la fin de la session (1), ou

⁽¹⁾ Une session est le tems qui s'écoule entre l'ouverture du parlement & la prorogation : elle dure dans les tems ordinaires environ quatre mois, & il y en a une chaque année.

du moins qu'il y air un cerrain nombre de bills, pour se déclarer. Alors il se rend au parlement, avec la même solemnité avec laquelle il l'a ouvert; & pendant qu'il siege sur son trône, un secrétaire, qui a la liste des bills, lit, & donne ou resuse à mesure, le consentement royal.

Si c'est un bill public qui soit accepté, le secrétaire dit, le roi le veut. Si c'est un bill privé, il dit, soit sait comme il est desiré. Si c'est un bill concernant des subsides, il dit, le roi remercie ses loyaux sujets, accepte leur bénévolence, & aussi le veut. Et ensin, si c'est un bill auquel le roi ne juge pas à propos de consentir, le secrétaire dit, le roi s'advisera; ce qui est une maniere douce de le rejeter.

Il est, au reste, assez singulier que le roi d'Angleterre s'exprime en françois dans son parlement : c'est un reste de la conquête (1), qui s'est conservé, ainsi que presque toutes les choses de forme qui subsistent, lors même que les choses essentielles changent; & le juge Blackstone dit à ce

⁽¹⁾ Guillaume le conquérant ajouta aux autres changemens qu'il fit, l'abolition de la langue Angloise dans les affaires publiques & dans les cours de justice, & y substitua le François qu'on parloit de son tems. Ce ne sut que sous Edouard III, que l'Anglois commença à se rétablir dans les tribunaux. De-là vient-le grand nombre d'anciens mots François qu'on retrouve dans le style des loix d'Angleterre.

fujet: « C'est la derniere marque qui nous reste » de notre esclavage; & il est bon que nous la » confervions, parce qu'elle nous rappelle que » notre liberté peut périr, ayant été autrefois dé-

» truite par une force étrangere. »

Lorsque le roi a déclaré ses diverses volontés. Il proroge le parlement. Les bills qu'il a rejetés, restent sans force : ceux auxquels il a assenti deviennent l'expression de la volonté du plus grand pouvoir que l'Angleterre reconnoisse; ils sont ce que sont en France les édits (2) enrégistrés, ce

⁽¹⁾ On appelle en France édits enregistrés, ceux des édits du roi qui ont été couchés sur les registres de la cour du parlement. Le mot parlement cependant, n'exprime pas en France comme en Angleterre, l'assemblée des états du royaume. Les parlemens François ne sont que les cours de justice. Celui de Paris, qui a la sur-intendance sur tous les parlemens provinciaux, fut institué de la même maniere & pour les mêmes fins que l'aula regis fut introduite dans la fuite en Angleterre, favoir pour l'administration publique de la justice, & pour décider des dissérens entre le roi & ses barons. C'est en conséquence des jugemens passés en parlement, que les rois ont procédé, quand ils ont pu, à la faisse des domaines de tel ou tel seigneur ou prince, & qu'ils les ont réunis à la couronne. Le parlement de Paris, ainsi que toutes les autres cours de justice, fonde ses jugemens sur ceux des édits ou ordonnances du roi qui ont été déjà enregistrés par cette cour. Lorsque ces ordonnances paroissent accabler le sujet, le parlement resuse de les enregistrer, non que cette assemblée prétende avoir quelque part dans le pouvoir législatif, mais parce qu'elle n'est pas affurée que l'ordonnance produite soit réellement la volonté du roi; & alors elle procede à faire des remontrances à ce fuier, auxquelles le roi défere quelquefois; ou, s'il est résolu de mettre fin à toute opposition, il se rend en personne au parlement, y tient ce qu'on appelle un lit de jus-

qu'étoient à Rome les populiscites; en un mot, ils font des loix. Et, quoique chacune des parties constituantes du parlement eût pu dans l'origine, refuser à ces loix l'existence; il faut désormais, pour les annuller, la réunion de toutes trois.

CHAPITRE IV.

Lorsque le parlement est prorogé ou dissout, il cesse d'exister; mais ses loix subsistent : le roi est chargé de l'exécution, & muni du pouvoir nécessaire pour la procurer.

Mais, au lieu qu'en sa capacité politique de l'un des ordres du parlement, c'est-à-dire, par rapport à la portion qui lui compete de la puissance législative, il est souverain, & n'allegue que sa volonté lorsqu'il donne ou resuse son consensement; chargé de l'administration publique, il n'est que magistrat, & les loix, soit celles qui existoient avant lui, soit celles auxquelles par son assentiment il a donné l'existence, doivent diriger sa conduite, & l'obligent aussi bien que ses sujets.

I. La premiere prérogative du roi, en sa qua-

tice, déclare que l'ordonnance qui est devant eux est réellement sa volonté, & en ordonne l'enregistrement à l'ossicier préposé pour le faire ordinairement. lité de magistrat suprême, a pour objet l'administration de la justice. 1°. Il est la source de tout pouvoir judiciel; il est chef de tous les tribunaux; les juges sont regardés comme y étant ses substituts; tout s'y passe en son nom; les sentences doivent être munies de son sceau, & sont exécutées par ses officiers.

2°. Par une fiction de la loi, il est regardé comme le propriétaire universel du royaume; il est censé directement intéressé dans tous les désits; & c'est conséquemment en son nom que la punition s'en poursuit par-devant les tribunaux.

3°. Il a le droit de faire grace, c'est-à-dire, de remettre la peine qui a été prononcée à son ins-

tance.

II. La feconde prérogative du roi, est d'être la fontaine d'honneur, c'est-à dire, le distributeur des titres & des dignités. Il crée les pairs du royaume; il confere les dissérentes charges, soit dans les tribunaux, soit ailleurs.

III. Le roi est le sur-intendant du commerce; il fixe les dissérens poids & mesures; il a seul le droit de battre monnoie, & il peut donner cours à la monnoie étrangere.

14

P

fa

IV. Il est le suprême chef de l'église. En cette qualité il nomme aux évêchés & aux deux archevêchés; & il convoque l'assemblée du clergé. Cette

assemblée est formée en Angleterre sur le modele du parlement : les évêques forment la chambre haute; les députés des dioceses & des chapitres particuliers forment la chambre basse; le confentement du roi est nécessaire pour la validité des résolutions, & il a le droit de proroger ou dissoudre la convocation.

V. Il est généralissime né des forces de terre & de mer; il a seul le pouvoir de lever des troupes, d'équiper des flottes, de bâtir des forteresses, & il nomme à tous les postes.

VI. Il est, relativement aux nations étrangeres, le représentant & le dépositaire de toute la puisfance & de toute la majesté de la nation; il envoye & reçoit les ambassadeurs; il contracte les alliances; il a le droit de déclarer la guerre, & de faire la paix, aux conditions auxquelles il juge à propos de consentir.

VII. Enfin, ce qui semble mettre le comble à tant de pouvoirs, c'est une maxime sondamentale que le roi ne peut faire mal (the King can do no wrong). Ce qui ne signifie pas, au reste, qu'il n'a p is la puissance de faire mal, mais qu'il est hors de l'atteinte des tribunaux, & que sa personne est facrée & inviolable.

-org wib coint and and a up had baroing 18; works

give du commerce St de l'olorie de celent e tout

il

it

la

te

e-

te

Sulgon's

CHAPITRE V.

Limites que la constitution a données au pouvoir du roi.

En lifant l'énumération des pouvoirs que les loix d'Angleterre confient au roi, on ne fait comment les concilier avec l'idée d'une monarchie qu'on nous dit être limitée. Non-feulement le roi réunit toutes les branches du pouvoir exécutif; non-feulement il dispose de toute la puissance militaire : il est encore, ce semble, le maître de la loi ellemême, puisqu'il appelle, & fait disparoître à son gré, le pouvoir législatif. On lui trouve donc, au premier coup-d'œil, tous les pouvoirs qu'ont jamais revendiqué les monarques les plus absolus; & l'on cherche cette liberté dont les Anglois se glorissent.

Mais les représentans du peuple ont encore, & c'est dire assez, ils ont encore, actuellement que la constitution est établie, la même arme qui a été assez puissante pour l'établir. C'est toujours de leur libéralite seule que le roi peut obtenir des subsides; & aujourd'hui que, par une suite des progrès du commerce & de l'esprit de calcul, tout s'évalue

oro- des

li

de

je

ra

lig

de

de

ma

s'évalue en argent; aujourd'hui, que ce métal est le grand ressort des affaires, on peut dire que celui qui dépend, par rapport à un article si important, est, quel que soit d'ailleurs son pouvoir nominal, dans une entiere dépendance.

Et c'est le cas où se trouve le roi d'Angleterre. Il n'a, par lui - même, presque pas de revenu, Quelques droits héréditaires sur l'exportation des laines, droits qui, depuis l'établissement des manufactures, sont tacitement annullés; une branche de l'excise qui, sous Charles II, sut attachée à la couronne pour la dédommager des services militaires qu'elle abandonnoit, & qui, sous Georges premier, a été fixée à sept mille livres sterling; un droit de deux shillings fur chaque tonneau de vin importé; les débris de vaisseaux, dont le propriétaire n'est pas connu; les baleines jetées fur la côte; les cygnes nageant dans le courant des grandes rivieres, & quelques autres reliques féodales, sont tout ce qui reste aujourd'hui de l'ancien domaine de la couronne.

n

a

;

fe

8

ue

été

de

ub.

ro-

out

Le roi d'Angleterre a donc, il est vrai, le droit de lever des armées & d'équiper des flottes; mais sans le concours de son parlement, il ne peut les entretenir. Il peut donner des places & des dignités; mais, sans son parlement, il ne peut en payer les appointemens. Il peut déclarer la guerre, mais, sans son parlement, il lui est impossible de la soutenir. En un mot, la puissance royale, quelque grandes que soient ses prérogatives, destituée, ainsi qu'elle l'est du pouvoir des impositions, est un grand corps qui n'a point en soi le principe de son mouvement: c'est un vaisseau équipé, si l'on veut, complétement, mais auquel le parlement peut, quand il veut, retirer les eaux & le mettre à sec, comme aussi le remettre à flot, en accordant des subsides.

Nous voyons effectivement, que depuis l'établiffement de ce droit qu'ont les représentans du peuple, d'accorder ou de refuser des subsides à la couronne, leurs autres privileges n'ont fait que croître. Quoiqu'originairement ils ne fussent admis dans le parlement que sur le pied le moins avantageux, ils trouverent bientôt moyen, en joignant leurs pétitions aux bills de subsides, d'avoir part à la législation; & quoique cette maniere de parvenir à leurs fins fut simplement tolérée au commencement par la cour, ils surent la convertir dans la fuite en un vrai droit, en déclarant formellement sous Henri IV, qu'ils ne s'occuperoient à l'avenir de l'objet des subsides, que lorsque le roi auroit fait une réponse précise à leurs pétitions.

Dans les tems fuivans, on a vu les communes

de

1

p

d

r

m

Willes

par un

fer !

COL

tems des f trer de ce firme haute fédéra où la voir d

une le

bill d

67

fe servir toujours avec succès de ce moyen, pour élaguer de leur gouvernement les restes de despotisme qui faisoient encore partie de la prérogative royale: toutes les sois qu'elles se sont mises sérieusement en devoir de corriger les abus de pouvoir qui s'étoient glissés dans l'administration, subsides & plaintes se sont tenus par la main, pour me servir de l'expression du chevalier Wentworth; & cette méthode a toujours produit l'esset desiré: en général, toutes les sois que les communes, en conséquence de ce qu'un bill leur paroissoit essentiel au bien public, l'ont joint à un bill de subsides, il n'a guere manqué de passer dans cette agréable compagnie (1).

e

1-

iir

re

au

er-

int

orfurs

nes

⁽¹⁾ En rapportant cet usage que les communes ont de tems en tems sait de leur pouvoir d'accorder ou de resuser des subsides, je n'ai eu d'autre intention que celle de montrer la grande essicace de ce pouvoir qui est l'unique sujet de ce chapitre. Cela est même allé si loin (& ce trait confirme ce que j'en ai dit), que les seigneurs de la chambre haute ont cru devoir former entre eux une espece de confédération pour sauver leur autorité législative du danger où la mettoit l'usage que les communes faisoient de ce pouvoir de taxation; & cette chambre s'est fait en conséquence une loi, de rejeter constamment les bills accouplés à un bill de subsides.

CHAPITRE VI

Continuation du même sujet.

Mais cette force de la prérogative des communes, & sa facilité d'être mise en jeu, avantages nécessaires pour élever la constitution, sont peut-être, trop considérables, aujourd'hui qu'il ne faut que la maintenir. Il pourroit être à craindre que, le parlement usant de toute l'étendue de ses droits, le souverain, réduit au désespoir, ne se portât à des extrêmités dangereuses, ou que la constitution, qui ne subsisse que par l'équilibre, ne sût à la fin renversée.

C'est-là un cas que la prudence du parlement a su prévoir. Il s'est, à cet égard, imposé des loix; & sans toucher à sa prérogative elle même, il en a modéré l'exercice. L'usage a depuis long-tems prévalu, qu'au commencement d'un regne, & dans la sorte d'épanchement qui a lieu entre un roi & son premier parlement, on accorde au roi, pour sa vie, un subside annuel (1) subside qui, pour les grandes exertions de son pouvoir, ne le soustrait point à l'influence de

de aci

CO

née lear

mer trou

une

four gliffe roga

réler chaqu a so

nent i re & roir,

(1) I

& le dépoi il. II

e la dé uation

⁽¹⁾ C'est ordinairement environ 800,000 liv. sterling.

communes, mais qui le met du moins en état de soutenir la dignité de la couronne, & lui accorde, à lui qui est le premier magistrat de la nation, une indépendance que la loi a donnée aussi aux magistrats qui sont chargés spécialement de l'administration de la justice. (1)

m-

an-

ont

li'u

ain-

due

oir,

OU

l'é-

ment

des

ême,

long-

egne, entre

corde

(1) e for

ce de

ing.

Cette conduite du parlement a ménagé à l'état une ressource admirable. Quoique, par l'arrangement des choses, les grandes usurpations se trouvent impraticables, il est possible, il est iné. vitable même, que, par une suite de l'effort fourd & continuel du pouvoir exécutif, il se glisse enfin des abus : & la surabondance de prérogative que le parlement a sagement mise en réserve, vient en fournir le remede. A la fin de chaque regne, la liste civile & conséquemment a sorte d'indépendance qu'elle procuroit, prenent fin. Le successeur trouve un trône, un scepre & une couronne, mais il ne trouve ni pouoir, ni dignité même: & avant de lui donner

⁽¹⁾ Les douze grands juges. Leurs commissions qu'on leur onnoit jadis souvent durante bene placito, doivent mainknant toujours « être données quam diu se bene gesserint, & leurs falaires doivent être fixés; mais ils peuvent être déposés sur une adresse des deux chambres ». Stat. 13 de uil. III, e. 2. Enfin par un acte de la premiere année du pi régnant, les commissions des juges doivent rester en igues, nonobstant la mort du roi; & ce qui les met hors e la dépendance de l'héritier présomptif, pour la contiuation de leurs charges.

une possession réelle de toutes ces choses, le parlement a le pouvoir de faire la revue de l'état & de corriger les abus qui s'étoient introduits pendant le regne précédent; & ainsi la constitution est peut-être ramenée à ses principes.

L'Angleterre jouit donc en cela d'un avantage très grand, & que tous les états libres ont cherché à se procurer, je veux dire de celui d'une réformation périodique. Mais les moyens que les législateurs avoient imaginé ailleurs, se trouvoient toujours fujets, dans la pratique, aux plus fâcheuses conféquences. Les loix qui devoient ramener à Rome l'égalité, essence d'un gouverne ment démocratique, y furent toujours inexécutables; la tentative seule pensa renverser la république: & l'opération que les Florentins appelloient repigltar il stato, n'eut pas de meilleures fuites. C'est que tous ces différens remedes étoien détruits d'avance par les maux mêmes qu'ils de voient guérir; & plus les abus étoient grands plus il étoit impossible de les corriger.

Mais le moyen de réforme que le parlement d'Angleterre a su se ménager, est d'autant plu assuré, qu'il va moins directement à son but ne s'oppose pas de front à l'autorité usurpée; ne l'attaque pas dans le milieu de sa course, dans le plein essor de son exercice : il va

ti

re

le

Sur

feur

V

j

d

lo

chercher à sa source, & dans le principe de sa vie. Il ne s'efforce pas de la renverser : il en énerve les ressorts.

le

l'é-

uits

tu-

age

ché

for.

le-

pient

fâ-

t ra-

erne

récu-

répu-

ppel-

leures

toient

Is de-

ands

lemen

but.

oée;

rfe,

va

Ce qui augmente la douceur de l'opération, c'est qu'elle ne s'adresse qu'aux usurpations elles-mêmes, & évite de heurter, ce qui seroit bien plus terrible, l'orgueil des usurpateurs. Tout se passe avec un souverain qui jusques là n'a point eu part aux assaires, & dont l'amour propre n'est point engagé. Ensin, on ne lui arrache point ce qu'il convient qu'il abandonne: c'est lui-même qui en fait le sacrifice.

Tout cela est singulièrement confirmé par les événemens qui suivirent les regnes des deux Henri. Toutes les barrières qui désendoient les peuples contre les excursions du pouvoir, avoient été renversées; le parlement, dans son essoi, avoit été jusques à statuer que les proclamations, c'est àdire, les volontés du roi, tiendroient lieu de loi: (1) c'en étoit fait, ce semble, de la constitution. Cependant, à la premiere occasion d'un nouveau regne, on vit la liberté commencer à reparoître. (2) Et lorsqu'ensin la nation, en-

(1) Statut 31. Henr. VIII, ch. 8.

⁽²⁾ Les loix de trahison, passées sous Henri VIII, que le juge Blackstone appelle un tas énorme de trahisons absurdes & inouies, & le statut qu'on vient de citer, surent abolis au commencement du regne d'Edouard VI, successeur d'Henri VIII.

tiérement revenue de son long assoupissement, eut de nouveau l'occasion d'un changement de souverain, cet amas énorme d'abus, qui s'étoient accumulés ou confirmés pendant cinq regnes successifs, surent entiérement enlevés, & les anciennes loix surent rétablies.

Il y a plus: cette réforme si étendue, & qu'on pourroit appeller une seconde création de la constitution, s'exécuta sans produire de secousses. Charles, ainsi qu'Edouard l'avoit sait avant lui, ('1) consentit à tout; & l'acte appellé la pétition des droits, de même que celui qui acheva ensuite l'ouvrage, surent sanctionés, sans coup férir.

Il est vrai que de grands malheurs suivirent, mais ils surent causés par des circonstances particulieres. Dans les tems qui précéderent le regne des Tudors, la nature & les droits de la puissance royale n'ayant jamais bien été définis, le pouvoir exorbitant des princes de cette maison n'eut pas de peine à introduire des préjugés, même extravagans: ces préjugés ayant eu cent cinquante années pour s'enraciner, ne purent être secoués qu'au moyen d'un mouvement violent des esprits;

⁽¹⁾ Ou, ce qui revient au même, le duc de Sommerset fon oncle maternel, qui étoit régent du royaume sous le nom de protecteur.

CHAPITRE VII.

Nouvelles limites.

,

a

p

1,

r-

ne

ce

oir

as

ra-

nte

ués

ts;

rfet s le Les communes ne se sont cependant pas totalement reposées sur les avantages de la grande prérogative dont elles sont les dépositaires.

Quoique cette prérogative soit, en quelque façon, inattaquable, elles n'ont pas laissé de montrer à son sujet, la plus grande jalousie. Jamais elles n'ont soussert, comme nous l'avons déjà dit, qu'un bill de subsides commençât ailleurs que chez elles; & tout changement qu'on voudroit y faire, est sûrement rejeté. Si les communes ne s'étoient pas irrémissiblement réservé l'exercice d'un droit auquel leur existence étoit attachée, il auroit pu glisser, à la sin, dans le corps qu'elles y auroient laissé prendre part. Si d'autres que les représentans du peuple, avoient pu offrir le produit des sueurs & des travaux du peuple, le pouvoir exécutif eût bientôt oublié qu'il n'existe que pour l'avantage du public. (1)

D'un autre côté, quoique cette même prérogative soit d'un esset, pour ainsi dire, irrésistible, le parlement n'a rien négligé de ce qui pouvoit y ajouter ou du moins la faciliter: &, sans disputer au souverain ses prérogatives, il a mis par-

(1) Comme la cour a la prérogative incontestable d'approuver ou de rejeter tel bill qu'elle juge à propos, ainsi que de convoquer, proroger & dissoudre le parlement quand il lui plait; ce dernier ne seroit nullement assuré qu'on auroit égard à ses bills, ni même qu'on lui permettroit de s'assembler, n'étoit le besoin qu'a la cour de son assistance: le danger à cet égard est même plus grand pour les communes que pour les seigneurs, dont la dignité est héréditaire, inhérente à leurs personnes, & qui forment un corps permanent dans l'état; au lieu que les communes s'évanouissent entièrement toutes les sois qu'il y a dissolution: il n'y a donc aucune exagération dans ce qu'on a dit plus haut, que leur existence même dépend du pouvoir qu'elles

ont d'accorder des subsides à la couronne.

Engagée par ces considérations, & sans doute aussi par un sentiment de devoir envers ses constituans, à qui ce droit de taxation appartient originairement, la chambre basse a de tout tems eu le plus grand soin de ne pas souf-frir qu'il se passat la moindre chose qui pût servir d'exemple, & donner le plus soible prétexte à entamer ce droit. De-là cette chaleur, ou plutôt ce ressentiment avec lequel elle a toujours rejeté jusqu'à l'ombre de changement proposé par les seigneurs dans ses bills de subsides. Cependant les seigneurs n'ont point renoncé à leur prétention d'y faire des changemens; & ce n'est que par l'extrême vigilance & persévérance des communes à rejeter sans examen, toute altération quelconque faite à leurs bills de subsides, que cette prétention des lords est réduite à un simple droit, si ce n'est inutile, du moins dormant. Le premier trait de mésintelligence à ce sujet entre les deux chambres, se manifesta en 1671; & le lecteur, curieux de savoir les raisons alléguées alors de part & d'autre, peut les voir au long dans le premier volume des Débats de la chambre des communes.

tout des restrictions expresses à l'exercice de la puissance royale, & il a tracé autour d'elle des bornes fortement marquées, en faisant pour cet esset avec le roi diverses conventions expresses & solemnelles. (1)

Par exemple, le roi a, sans contredit, le droit exclusif d'assembler le parlement: mais il doit en assembler un au moins dans l'espace de trois ans; & cette obligation que le peuple imposoit déjà au roi dans des tems fort anciens, sut enfincement par un acte passé la seizieme année du regne de Charles II.

Outre cela, comme il pourroit s'ensuivre les conséquences les plus fatales, si des loix qui auroient un rapport essentiel avec la liberté publique, pouvoient être statuées dans des parlemens assemblés subitement & imparfaitement, il a été établi que les lettres circulaires, pour en convoquer un, seront émanées au moins quarante jours avant sa premiere assemblée. Pour la même raison il a été statué, que le roi n'abrégera point le terme une sois sixé par lui, de la prorogation, si ce n'est dans les cas de rebellion où de

⁽¹⁾ Les loix faites pour obliger dans un état tel pouvoir, qui n'y peut être légalement forcé par un autre pouvoir à les observer (par exemple la couronne circonstanciée comme elle l'est en Angleterre); de pareilles loix, dis-je, sont tout au plus des conventions ou des traités, faits avec le peuple en corps.

danger imminent d'une invasion étrangere: dans l'un & l'autre cas, il en faut donner connoissance quinze jours d'avance. (1)

Le roi est le chef de l'église: mais il ne peut, ni toucher à la religion établie, ni exiger compte de la foi des particuliers. (2) Il ne peut même professer la religion que l'état a spécialement interdite; & le prince qui la professeroit est déclaré incapable d'hériter, posséder ou jouir de la couronne de ces royaumes (3).

Le roi est le chef des tribunaux : mais il ne peut rien changer aux maximes & aux formes que la loi ou l'usage ont consacrés : il ne peut même influer en quoi que ce foit sur la décision des affaires particulieres; & Jaques premier, affistant au jugement d'une cause, fut averti par le juge qu'il ne pouvoit délivrer d'opinion (4). Enfin, quoique les crimes se poursuivent en son nom, il ne peut le refuser aux particuliers qui

⁽¹⁾ Stat. 30, Geo. II, 25.
(2) La convocation, foit l'assemblée du clergé, dont le roi est le chef, ne doit régler que les choses purement ecclésiastiques, & ne peut toucher aux loix, coutumes & sta-tuts du royaume. Stat. 25. Henr. VIII. c. 19. (3) A. I. Guil. & M. Stat. 2. C. 2.

⁽⁴⁾ Cela a fait depuis un article exprès du statut de la seizieme année de Charles premier, le même qui supprima la chambre étoilée: Soit semblablement déclaré que, ni sa Majesté, ni son conseil privé n'ont jurisdiction, pouvoir ou autorité d'examiner ou mettre en question, déterminer ou disposer des biens des sujets de ce royaume. Stat. A. 16. c. I. cap. 10 §. 10.

ont des plaintes à former.

Le roi a le droit de battre monnoie, mais i ne peut altérer le titre.

Le roi a le pouvoir de faire grace, mais il ne peut exempter de la réparation particuliere d'une offense. Bien plus, la loi a voulu que dars le cas d'un meurtre, la veuve ou le plus prochain héritier, eussent le droit de poursuivre le meurtrier: & le pardon du roi, soit qu'il eût précédé le jugement rendu en conséquence de cette poursuite, soit qu'il eût été accordé ensuite, est absolument sans effet (1).

Le roi a la puissance militaire: mais sur cet article encore, il n'est point laissé à sa volonté. Il est vrai que, par rapport aux forces de mer, comme elles ont l'inestimable avantage de ne pouvoir être tournées contre la liberté de la nation, en même tems qu'elles sont le plus sûr boulevard de l'isse, il peut les entretenir suivant qu'il le juge à propos; & il n'est à cet égard, que sous la restriction générale de recourir au parlement pour en obtenir les moyens. Mais par rapport aux forces de terre, comme elles sournissent un moyen immédiat de renverser toutes les barrieres, le roi

⁽¹⁾ La poursuite dont il est fait mention ici, se nomme un Appel; & elle doit être instituée dans l'an & jour après la perpétration du crime.

ne peut en avoir sur pié sans le consentement exprès du parlement : la garde de Charles II, sur déclarée anticonstitutionelle; (1) & l'armée de Jaques sur une des raisons qui le sirent détrôner. (2)

Cependant aujourd'hui que les princes sont sur le pied d'entretenir en tems de paix, ces nombreuses armées qui servent de prétexte & de moyen pour souler les peuples; un état qui veut se maintenir est obligé, jusques à un certain point, d'en faire de même. Le parlement a donc jugé à propos d'établir un corps permanent de troupes qu'on a porté à environ trente mille hommes, & dont le roi a la disposition.

Mais ce corps n'est établi que pour une année : au bout de ce terme il est licentié par le fait; & comme il ne peut être question de le confirmer, mais de l'établir de nouveau, & comme s'il n'eût jamais existé, le dissentiment d'un seul des trois ordres est assez pour l'empêcher.

Il y a plus: les fonds, pour le payement de ce corps de troupes, sont assignés sur des impositions qui ne sont jamais établies que pour une année; (3) & il faut pareillement, au bout de ce V

né

pli

(1) Il l'avoit portée jusqu'à 4000 hommes.

⁽²⁾ Une armée permanente, sans le consentement du parlement, est contre la loi, a dit depuis l'art. 6 du bill des droits. (3) La taxe sur les terres & sur la drêche.

terme, les rétablir de nouveau. (1) En un mot, ce moyen de défense que les circonstances ont fait juger nécessaire, pouvant, d'un autre côté, devenir si sunesse, n'a été joint à l'état que par un lien légérement assuré, & qu'on est maître de lâcher à la premiere apparence de danger. (2)

Mais ces loix prescrites à l'autorité du roi n'eussent point été suffisantes. Comme elles ne sont, au fond, que des barrieres morales qu'il pourroit ne pas toujours respecter: comme l'influence que les communes ont sur ses opérations par un refus de subsides, intéresse trop tout l'état, pour devoir s'applie quer à toutes les violations particulieres & à des détails d'administration : enfin, comme ce moyen lui-même pourroit être, jusques à un certain point éludé, soit en manquant aux promesses qui ont procuré des subsides, soit en les appliquant à d'autres usages qu'à ceux auxquels ils sont destinés; la conftitution a fourni de plus aux communes un moyen d'opposition immédiate aux malversations du gouvernement, en leur donnant le droit d'en poursuivre les ministres.

Le roi lui même est, il est vrai, hors de l'at-

(2) J'ajouterai à ces diverses restrictions mises au pou-

⁽¹⁾ Il faut que le parlement renouvelle aufsi chaque année l'acte qu'on appelle mutiny act, qui autorise les divers conseils de guerre à punir la désobéissance & la désertion. Il peut donc resuser au roi jusques au nerf de la discipliné militaire.

teinte des tribunaux, parce que, s'il en étoit un qui put le juger, ce seroit ce tribunal & non pas lui, qui auroit finalement le pouvoir exécutif: mais, d'un autre côté, il ne sauroit agir sans avoir des ministres de ses actions; ce sont donc ces ministres, c'est-à dire, ces instrumens indispensables, que l'on attaque.

Si, par exemple, les deniers publics ont été employés d'une maniere contraire aux intentions

voir du roi, celle du serment qu'il prête à son couronnement: restriction qui, si elle ne peut avoir la précision d'une loi proprement dite, comprend sous elle toutes les loix, & a d'un autre côté l'avantage d'être plus solemnellement déclarée, & sur-tout d'insluer plus sur l'opinion publique. Voici la traduction de la formule qui a été établie lors de la révolution.

» L'archevêque ou évêque devra dire: promettez-vous & » jurez-vous solemnellement de gouverner le peuple de ce » royaume d'Angleterre, & de ses diverses possessions, con-

b formement aux statuts faits en parlement & à leurs loix

» & coutumes? Le roi ou la reine devront dire : je pro-» mets folemnellement de le faire.

» Archevêque ou évêque. Voulez-vous faire, autant qu'il » fera en votre pouvoir, que la loi & la justice soient exé» cutées avec merci dans tous vos jugemens? Roi ou reine:

» je le veux.

» Archeveque ou éveque. Voulez-vous maintenir de tout » votre pouvoir les loix de Dieu, la véritable profession

» de l'évangile, & la religion protestante telle qu'elle est » établie par la loi ? Et voulez-vous conserver aux évêques

» & au clergé de ce royaume & aux églifes qui leur font » confiées, tous les droits & privileges qui leur appar-

» tiennent ou appartiendront, ou à chaeun d'eux? Roi ou

» reine : je promets de faire toutes ces choses.

» Après cela le roi ou la reine mettant la main sur les » saints évangiles, diront: les choses que j'ai ici promises, » je les serai & observerai: ainsi Dieu m'assiste. Et ensuite

» ils baiseront le livre. 1. Guil. & M. stat. 1. c. 6.

de

on

for

teu

gne

fon

dép

fent

(1)

mune

le tra

de ceux qui les avoient accordés, on poursuit ceux qui en avoient le maniement. S'il s'est commis quelque abus d'autorité, ou, en général, quelque chose de contraire au bien de l'état, on poursuit ceux qui en ont été ou les instrumens ou les moteurs (I).

Mais qui sera le juge qui prononcera dans un tel procès? Quel sera le tribunal qui se flattera de donner un jugement libre, lorsqu'il verra se préfenter à sa barre le gouvernement lui-même comme accusé, & les représentans du peuple comme acculateurs ?

C'est devant la chambre des pairs que la loi indique aux communes de porter leur accufation, c'est à dire, devant des juges que leur dignité, d'un côté, rend indépendans, & qui, de l'autre, ont un grand honneur à foutenir dans cette noble fonction, où ils ont toute la nation pour spectateurs.

Lorsque l'impeachment a été annoncé aux seigneurs, ils ordonnent, pour l'ordinaire, l'emprisonnement de l'accusé. Au jour désigné, lui & les députés de la chambre des communes comparoifsent : le bill d'accusation est lu en sa présence ; on

ft

es 11

u

les

S',

ite

le

⁽¹⁾ C'est ainsi qu'au commencement de ce siecle les communes accuserent le comte d'Oxford, qui avoit conseillé le traité de partage; & le chancelier lord Sommers qui y avoit apposé le grand sceau.

lui accorde un conseil & du tems pour travailler à sa désense; & à l'expiration du terme, l'information & la procédure se suivent, jour pour jour & à huis ouverts, & tout est rendu public par la voie de l'impression.

Mais, quelque facilité que la loi accorde au prévenu pour sa justification, c'est du sond même de la chose, du mérite intrinseque de sa conduite, qu'il doit tirer ses moyens. Il ne lui serviroit de rien, pour justifier une conduite criminelle, d'alléguer les ordres du souverain; ou, passant condamnation sur les choses qu'on lui impute, d'en produire le pardon obtenu du roi (1). C'est contre l'administration elle-même que la procédure s'instruit; elle ne doit donc y avoir aucune part : le roi ne peut ni en arrêter ni en suspendre le cours;

(1) Dans les anciens tems ce point n'étoit rien moins que clairement déterminé. En 1678, les communes ayant pourfuivi le comte de Danby, il opposa quand il sut devant la barre le pardon du roi à l'accusation. Cela sit naître de grandes altercations qui ne se terminerent que par la dissolution de ce parlement. Dans la suite il sut statué, stat. 12 & 13, Guill. III, c. 2. « Qu'aucun pardon, quoique passé sous le grand sceau, ne pourra être allégué contre une accusation intentée par la chambre-basse ».

n

4

tiv l'in

gé

la

(

Je demandai un jour à un Anglois fort versé dans les loix de son pays, si le roi pourroit faire grace à un homme condamné en conséquence d'une accusation intentée contre lui par les communes? Il me répondit : les Torys vous diront qu'oui, les Whigs que non; mais il n'importe guere, peut-être, que la question soit décidée. La grande sin, le bien public, est obtenue, lorsqu'un ministre corrompu, est privé de sa place avec déshonneur, & que toute sa conduite est dévoilée aux

yeux du public.

il voit, spectateur immobile, dévoiler la part qu'il peut avoir eue aux illégalités de ses serviteurs; & il entend sa sentence dans la condamnation de ses ministres.

Moyen admirable ! qui, en écartant & puniffant des ministres prévaricateurs, apporte tout de suite le remede aux maux de l'état, & indique fortement les bornes où le pouvoir doit se renfermer; qui ôte le scandale du crime & de l'autorité réunis, & qui tranquillise les peuples par un granacte de justice : moyen, en cela sur-tout, si utile, que c'est au désaut d'un pareil que Machiavel attribue la ruine de sa république (1).

-

n

1-

re

t:

rs;

me

urla

de dif-

tat.

que

c de

am.

par oui,

que, est

lace

Enfin toutes ces précautions pour assurer les droits du parlement pris en général, c'est-à dire, ceux de la nation, contre les essorts du pouvoir exécutif, auroient été vaines, si ses membres euxmêmes y étoient restés exposés. Ne pouvant attaquer ouvertement les deux corps, & par la réunion de toutes ses prérogatives livrer un assaut général, il eût, en subdivisant ces mêmes prérogatives, gagné secrétement une entrée, & tantôt par l'intérêt, tantôt par la crainte, dirigé les volontes générales, en influant sur celles des individus.

Mais les loix, qui pourvoient si efficacement à la sûreté du peuple, ne pourvoient pas moins à

⁽¹⁾ Discours politiques. Liv. I. chap. VII.

celle des membres, soit de la chambre des pairs. foit de celle des communes. On ne connoît en Angleterre ni ces commissaires qui trouvent coupables tous ceux qu'il convient à l'ambition qu'ils foient traités comme tels, ni ces emprisonnemens secrets qui sont ailleurs les moyens du gouvernement. La forme & les maximes des tribunaux font inébranlablement prescrites; & chacun ayant un droit invariable à n'être jugé que par elles, peut suivre, fans crainte, la voix du patriotisme. Enfin, ce qui met le comble à ces précautions, c'est que c'est une maxime fondamentale « que la liberté de pro-» pos, les discussions & procédés en parlement, » ne doivent être ni poursuivis, ni mis en ques-» tion en aucun tribunal ou lieu, hors du parlement (I). »

d

k

ren

pof

bre

pen

celle

les 1

par i

mé d vent

en tin

jufqu'

Les législateurs, d'un autre côté, n'ont pas oublié que l'intérêt peut, aussi bien que la crainte, imposer silence au devoir. Pour prévenir ses essets il a été statué, que toutes personnes intéressées dans la perception des taxes créées depuis 1692, les commissaires pour les prises, ou chargés de pourvoir à la subsistance des troupes & des flottes, les contrôleurs des comptes de l'armée, les agens de régimens, les commis dans les dissérens bureaux de sinances; & en général toutes person-

⁽¹⁾ Bill des droits, art. 9.

nes ayant un nouvel office sous la couronne, créé depuis 1705, ou une pension durant plaisir, ou pour un terme, sont incapables d'être élus membres de la chambre des communes. De plus, tout membre actuel de la chambre des communes, qui accepte un office sous la couronne (1), perd sa place, & ne peut siéger que dans le cas où il seroit réélu.

Telles sont les précautions des législateurs, pour prévenir l'influence de la grande prérogative d'accorder les graces : précautions qui ont été prises fuccessivement & à mesure que le besoin s'en est déclaré, & qui sont dues à des causes puissantes & capables d'en faire établir de nouvelles, si jamais ks circonftances le requierent (2).

(1) A moins qu'il ne s'agisse d'un officier, dans l'armée ou fur la flotte, qui parvient à un nouveau poste.

1-

,

ts

es

2,

de

s,

les

ens

on-

(2) Rien ne prouve plus l'efficace des causes qui assurent la liberté Angloise, & que nous aurons occasion d'exposer ensuite, que ces victoires que le parlement remporte de tems en tems fur lui-même, & dans lesquelles ses membres oubliant les vues quelconques de leur ambition, ne pensent qu'à leurs intérêts comme citoyens.

Depuis que ceci est écrit il s'est fait un réglement excellent pour la décision des élections contestées. Auparavant, la chambre les décidoit assez superficiellement, & les témoins n'étoient point interrogés sous serment; mais, par un acte passé dans cette session, cette décision est commise à des jurés ou à un comité de quinze membres, sor-mé de la maniere suivante : de tous les membres qui doivent être présens au nombre de cent pour le moins, on en tire au fort quarante-neuf : de ceux-ci, chacun des candidats d'un coup de plume en efface un alternativement, jusqu'à ce qu'il n'en reste que treize qui, avec deux autres

CHAPITRE VIII.

Liberté particuliere.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la liberté générale, c'est-à-dire, des droits de la nation comme nation, & de son influence sur le gouvernement. Il nous reste à parler actuellement d'une chose sans laquelle cette liberté générale, manquant absolument son but, ne seroit qu'une affaire d'ostentation, & même ne sauroit subsister : j'entends la liberté des individus.

La liberté particuliere, suivant la division des jurisconsultes Anglois, est formée, premiérement, du droit de propriété. c'est-à-dire, du droit de jouir exclusivement des dons de la fortune ou des fruits quelconques de son industrie : secondement, du droit de sûreté personnelle : troissémement, de la faculté locomotive, soit liberté prise dans un sens plus particulier.

fi

pr

CU

ge:

un

de

jug

Chacun de ces droits, disent encore les jurisconsultes, est inhérent à la personne de tout An-

choisis d'entre tous les membres de la chambre par chacun des candidats, forment le comité: ensin pour s'assurer du nombre de cent membres, toute autre affaire dans la chambre est suspendue, jusqu'à ce que les opérations susdites soient faites. glois: ils lui sont un droit de naissance; & il ne peut en être privé, qu'en vertu de jugemens rendus conformément à la loi du pays. En esset, ce droit de naissance étant exprimé en Anglois par un seul mot, & qui est le même que celui qui exprime le droit du roi à sa couronne (birth-right), lui a été souvent opposé, dans des tems d'oppression, comme un droit, d'une moindre étendue sans doute, mais d'une sanction égale à celle du sien.

Un des principaux effets du droit de propriété est, que le roi ne peut exiger de ses sujets aucune portion de ce qu'ils possedent; il doit attendre qu'ils lui en fassent eux-mêmes le don: & ce droit qui, comme on l'a vu, est par ses conséquence le rempart de tous les autres, a de plus l'effet présent de prévenir une des grandes causes d'oppression.

5

e

25

le

ın

[-

n-

harer

la [diPar rapport aux atteintes auxquelles le droit de propriété peut être exposé de particulier à particulier, je crois que j'aurai tout dit, lorsque j'aurai dit qu'il n'est en Angleterre aucun homme qui puisse s'opposer à la force irrésistible des loix; que les juges ne pouvant être privés de leur place que sur une accusation du parlement, l'esset du crédit auprès du prince, ou auprès de ceux qui approchent de la personne du prince, ne sauroit insluer sur les jugemens; que les juges ne pouvant prononcer,

que lorsque le point de fait a été établi par des hommes nommés, pour ainsi dire, au choix des parties, l'esset des passions particulieres, par conséquent l'acception des personnes, est bannie des tribunaux. Cependant, pour ne rien laisser à desirer sur la chose dont j'ai entrepris de donner une idée, je dirai, en général, quelle est la jurisprudence qui a lieu en Angleterre.

Lorsque les Pandectes furent retrouvées à Amalphi, les ecclésiastiques, qui étoient alors les seuls hommes en état de les entendre, ne négligerent pas cette occasion d'augmenter l'influence qu'ils avoient déjà; & ils les firent recevoir dans la plus grande partie de l'Europe. L'Angleterre, qui étoit destinée à avoir une constitution si différente de celle des autres états, devoit avoir la singularité de plus de rejeter le droit Romain.

Sous Guillaume le-Conquérant, & sous les rois qui le suivirent, une soule d'ecclésiastiques étrangers s'introduisit à la cour d'Angleterre. Leur crédit, qui pouvoit être ailleurs regardé comme une chose indissérente, ne le sut pas dans un pays, où le souverain étant tout-puissant, acquérir du crédit sur son esprit c'étoit acquérir la puissance même. La noblesse Angloise vit, avec la plus grande jalousie, le pouvoir d'hommes d'un état si dissérent du sien, & aux coups duquel elle étoit immédiatement ex-

I)

posée; & elle crut que ce seroit y mettre le comble, que d'adopter des loix que ces mêmes hommes cherchoient à introduire & dont ils seroient nécessairement les dépositaires & les interpretes.

Il arriva donc, par un hasard assez singulier, que les loix Romaines apportées en Angleterre par des moines, s'y associerent à l'idée du pouvoir ecclésiastique; exactement comme la religion de ces mêmes moines, prêchée dans la suite par des rois qui prétendoient à être despotiques, s'y associa avec l'idée du despotisme. La noblesse les rejeta dans tous les tems, même avec humeur (1); & l'usurpateur Etienne, qui avoit intérêt de se la concilier, alla jusqu'à en désendre l'étude.

S

t

e

e

15

rs

t,

uur

La

ie,

en,

ex-

L'arrangement des choses établissant, comme nous l'avons vu, une grande communication entre la noblesse & le peuple, la haine du droit Romain s'étendit de proche en proche; & ces loix, que leur sagesse en bien des cas, & sur tout leur étendue, eussent dû faire recevoir quand la jurisprudence Angloise étoit elle même au berceau, éprouverent de la part des gens de loi l'opposition la plus constante. Et comme ceux qui cherchoient à

⁽¹⁾ La noblesse déclara sous le regne de Richard II, «Par-» ce que le royaume d'Angleterre n'étoit devant ces heures, » ne al'entent du roy notre Seignior, & Seigniors du par-» lement, unques ne sera rulé ne governé par la ley civil ». In Rich. Parlementa Westmonasterii, 3 Febr. Anno 11.

les introduire, renouvellerent souvent leurs tentatives, il se sit à la fin une sorte de conjuration parmi les laïques, pour les reléguer dans les universités & dans les monasteres (1).

Cette opposition alla au point, que Fortescue; chief justice & ensuite chancelier sous Henri VI, a écrit un livre intitulé de laudibus legum Angliæ, où il se propose d'établir la supériorité des loix Angloises sur les loix civiles; & pour ne rien laisser à desirer sur cet article, il leur donne l'avantage de l'ancienneté, & en fait remonter l'origine bien avant la sondation de Rome.

Cet esprit s'est même conservé jusqu'à des tems très-postérieurs; & à voir le nombre de paragraphes que Hale, qui écrivoit sur la fin du dernier siecle, a employé (2) à prouver que, dans le peu

pr

hal

(2) Dans son Histoire de la commune loi.

⁽¹⁾ Je pourrois faire voir, si cela étoit de mon sujet, que la liberté de penser en matiere de religion, qui a régné de tout tems en Angleterre, tient aux mêmes causes que sa liberté politique: toutes les deux sont dues à ce que ceux qui dans d'autres états trompent le peuple, ou voient avec plaisir qu'on le trompe, y ont été sorcés de se le réunir & de l'éclairer. Au reste les fréquens changemens de religion, que le président Hénault reproche à l'Angleterre dans son Abrégé Chronologique, d'ailleurs excellent, de l'histoire de France, ne prouvent nullement une disposition servile dans le peuple; il ne prouvent autre chose que l'équilibre qu'il y avoit alors entre le grand nombre de sectes: il n'y en avoit aucune qui ne pût être la dominante dès que le souverain jugeoir à propos de se déclarer pour elle; & ce n'étoit pas l'Angleterre, comme on le croit à la premiere lecture, c'étoit son gouvernement qui changeoit de religion.

de cas où la loi civile est admise en Angleterre, elle n'y a point sorce en vertu d'une désérence aux ordres de Justinien (chose qui sûrement n'avoit pas besoin de preuves), on sent que ce chief justice, qui étoit en même tems un très-grand jurisconsulte, avoit conservé à cet égard une sorte de chaleur de parti.

Aujourd'hui encore, les jurisconsultes Anglois attribuent la liberté dont ils jouissent, & dont d'autres nations sont privées, à ce qu'ils ont rejeté le droit Romain, tandis que ces nations l'ont accepté: ce qui est prendre l'effet pour la cause. Ce n'est pas parce que les Anglois ont rejeté le droit Romain, qu'ils font libres; c'est parce qu'ils étoient libres, ou du moins parce qu'il y avoit chez eux des caufes qui devoient à la fin y établir la liberté, qu'ils ont pu rejeter le droit Romain. Lors même qu'ils l'auroient admis, les causes qui les ont mis en état de rejeter le tout, les auroit aussi mis en état de rejeter la partie qui ne leur auroit pas convenu; & ils auroient vu qu'il est très possible de recevoir les décisions du droit civil au sujet des servitudes urbaines & rustiques, sans adopter pour cela ses principes au sujet du pouvoir des empereurs (1).

16

nt

le ns

et,

ofe

bre

mila-

qui

Cest de quoi la Hollande fourniroit la preuve,

⁽¹⁾ Ce qui effraie sur-tout les jurisconsultes Anglois, est le §. 1. T. 4. L. I. du Dig. Quod principi placuerit, legis habet vigorem.

s'il n'y avoit pas celle qui est beaucoup plus fra ppante, de l'empereur d'Allemagne, qui, quoique
dans l'idée de ses peuples successeur au trône même
des Césars, n'a pas, à beaucoup près, le pouvoir
du roi d'Angleterre; & la lecture des divers traités, qui lui ôtent jusqu'au droit de nommer aux
principaux offices de l'Empire, rassure suffisamment contre l'esprit de soumission illimitée, qu'on
voudroit regarder comme découlant nécessairement
de l'admission du droit civil.

La loi qui a donc lieu en Angleterre est, ce qu'on y appelle la loi non écrite, appellée aussi la commune loi, (common law) & la loi statuée, (statute law).

t

jı

a

vi

VC

éc

ch

VI

la

La loi non écrite est ainsi appellée, non qu'elle soit transmise uniquement de bouche, de génération en génération, mais parce qu'elle n'est sondée sur aucun acte connu de la puissance législative. C'est de la coutume immémoriale qu'elle tire sa force; & elle a son origine soit dans les anciennes loix Saxonnes, soit dans les actes de parlement postérieurs à la conquête, sur-tout ceux qui sont antérieurs au tems de Richard I, & dont les originaux sont perdus.

Les principaux objets qui sont réglés par la commune loi, sont l'ordre des successions, les dissérentes manieres d'acquérir la propriété, & les e

e

r

X

.

n

ıt

n

1-

1-

le

1-

1-

1-

re

n-

nt

nt i-

la if-

les

diverses solemnités requises pour la validité des contrats : tous articles par rapport auxquels elle differe du droit civil. Ainsi, par la commune loi, les terres descendent à l'ainé, à l'exclusion de tous ses freres ou sœurs : ainsi encore, la propriété s'acquiert par l'écriture; au lieu que par le droit civil il falloit de plus la tradition, &c.

La fource où se puisent les décisions de la commune loi est dans ce qu'on appelle præteritorum memoria eventorum; & elle se trouve dans la collection des jugemens qui ont été rendus de tems immémorial, & qui, ainsi que la procédure qui y a rapport, sont soigneusement conservés sous le titre de records. Afin que les principes que cette suite de jugemens établit soient connus, les extraits en sont donnés au public sous le nom de reports; & ces reports remontent, par une suite réguliere, jusqu'au tems d'Edouard II, inclusivement.

Outre cette collection qui est volumineuse, il y a encore quelques anciens auteurs dont l'autorité est grande parmi les jurisconsultes. Tels sont Glanvin, qui écrivoit sous Henri II; Bradon, qui écrivoit sous Henri III; Fleta & Littleton. Parmi les écrivains plus modernes, est sir Edward Coke. chief justice sous Jaques I, qui a écrit quatre livres d'instituts, & qui est aujourd'hui l'oracle de la commune loi.

La loi non écrite comprend de plus quelques coutumes particulieres, qui sont un reste des anciennes loix Saxonnes, échappées au désastre de la conquête. Telle est celle appellée de Gavelkind, dans le comté de Kent, par laquelle les terres sont partagées entre les fils également: & celle qui est appellée Borough English, & a lieu dans quelques districts, par laquelle les terres passent au cadet.

Le droit civil est aussi relégué dans la loi non écrite, parce qu'il n'est reçu, non plus, qu'en vertu d'une coutume immémoriale. Il est suivi dans les cours ecclésiastiques, dans la cour de l'amirauté, & dans les cours des deux universités: mais il n'y est que lex sub lege graviori; & ces différentes cours doivent se conformer aux actes du parlement & au sens qu'y donnent les cours de la commune loi, & sont soumises à leur inspection.

F

r

fi

ai

ch

do

ell

loi

au

reu

qui

pou

con

(1)

Enfin, la loi écrite est la collection des divers actes de parlement, & dont les originaux sont soigneusement conservés, sur-tout depuis le regne
d'Edouard III. Sans entrer dans les distinctions
que les jurisconsultes sont à leur égard, d'actes publics ou partisuliers, abrogatoires ou déclaratoires, extensis ou restrictifs de la commune loi, il
suffira de dire qu'étant l'esset de la réunion des
trois volontés de la puissance législative, ils réduisent au silence, dans tous les cas où ils prononcent

& la commune loi & les statuts antérieurs; & les juges doivent en prendre connoissance & prononcer en conformité, lors même que les parties négligeroient de les alléguer, à moins que ce ne soient des actes particuliers.

Les différens tribunaux pour l'administration de la justice sont, indépendamment de quelques petites cours particulieres.

I. La cour des communs plaids: Common pleas. Elle faisoit anciennement partie de l'Aula regis, mais ce tribunal suivant toujours la personne du roi, & les particuliers trouvant beaucoup de difficultés à obtenir justice d'un tribunal sans cesse ambulant, ce seu un des articles de la grande charte, que la cour des communs plaids auroit dorénavant un lieu sixe (1); & depuis ce tems elle a siégé à Westminster. Elle est composée du lord chief justice des communs plaids, & de trois autres juges: les appels, soit writs, ou écrits d'erreur, sont portés à la cour du banc du roi.

S

e

n.

TS

1-

ne

ns

IL-

oi-

, il

des ui-

ent

II. Il y a le tribunal appellé la cour de l'Eckiquier. C'étoit originairement un tribunal établi pour juger les causes où le roi, soit ses serviteurs, avoient intérêt, & qui successivement est venu à connoître de toutes. Il est composé du chief baron

⁽¹⁾ Communia placita non fequantur Curiam nostram, sed seantur in aliquo leco certo. Magna charta, cap. II.

de l'Echiquier, & de trois autres juges. Les writs d'erreur sont portés à la cour de la chambre de l'Echiquier.

jı

T

d

q

jo

ef d'

de

en

Du

nif

ma à c

van I

pro

7

forme la partie de l'Aula regis qui subsista après le démembrement de la cour des communs plaids. C'est le tribunal dont l'autorité est la plus étendue : il a la sur-intendance sur toutes les diverses corporations, & il retient les diverses jurisdictions dans leurs bornes respectives. Il connost, suivant le but de la premiere institution, de toutes les causes criminelles, & même de plusieurs causes purement civiles. Il est composé du lord chief justice du King's Bench, & de trois autres juges. Les writs d'erreur en sont portés à la cour de la chambre de l'Echiquier; ou, dans le plus grand nombre de cas, à la chambre, ou plutôt, maison des pairs.

IV. Il y a la cour de la chambre de l'Echiquier. Cette cour, suivant qu'elle est formée, reçoit les writs d'erreur ou de l'Echiquier, ou du King's Bench. Lorsqu'elle est composée des douze juges qui forment les tribunaux dont nous venons de parler, & quelquesois du chancelier, elle a pour son de délibérer sur des causes importantes & difficiles, avant que le jugement en soit prononcé dans les cours où elles sont pendantes.

V. La cour du lord chancelier. Indépendamment IV. La cour de la chambre de l'échiquier. Quand cette cour est formée par les quatre barons, ou juges de l'échiquier, avec le chancelier & le trésorier de la dite cour, elle s'assemble comme cour d'équité; espece d'institution sur laquelle on sera quelques remarques dans le chapitre suivant. Quand elle est formée par les douze juges, auxquels se joint quelquesois le grand chancelier, sa fonction est de délibérer, quand on s'y rapporte à tems & d'une maniere convenable, & donner son avis sur des causes importantes & difficiles, avant qu'on en décide dans les cours où elles pendent.

CHAPITRE IX.

r

a

r. es

r's

es

de

ur

8

ncé

m-

ent

Du droit observé en Angleterre quant aux matieres civiles.

Sur ce qui concerne la maniere dont on administre la justice en Angleterre, rélativement aux matieres civiles, & l'espece de loi qu'on y observe à cet égard, on peut faire les observations suivantes.

D'abord on remarquera, que pour entamer un procès en Angleterre, & le premier pas qu'on fait ordinairement pour intenter une action, c'est de Tome I.

P

p

q

C

Ci

V

n

P

8

C

a

m

10

m

OI

fo

da

vo

TO

fug

quinf

der

auf

qua

commencer par faisir, d'autorité publique, la personne qu'on veut attaquer. Ceci a pour but de s'assurer de sa comparution devant le juge, ou du moins lui faire donner des sûretés à cet effet. Dans la plupart des pays de l'Europe, où on a imité les formes introduites dans le droit civil des Romains, sous le regne des derniers empereurs, une d'fférente méthode a été reçue pour forcer un homme à paroître devant un tribunal. La pratique ordinaire est de lui intenter cause, en le citant une femaine d'avance, par un officier public, à paroitre devant la cour de justice : si on n'a aucun égard à la dite citation, deux fois réitérée, la partie demanderesse, ou son procureur, est admise à faire, devant la cour, lecture formelle de sa demande, qui alors lui est accordée, & elle peut ensuite paffer à l'exécution (1).

Dans cette maniere d'agir, on regarde comme un axiôme, que celui qui refuse de paroître de vant un juge, pour répondre à l'accusation d'un autre, après avoir été duement cité, reconnoît la justice de la dite accusation; & cette supposition est très-juste & très-raisonnable. Cependant la

⁽¹⁾ Une personne contre qui un jugement de cette especea été rendu, (ce qu'on appelle en France un jugement par défaut), peut aisément obtenir d'en être relevée: mais comme elle devient alors à son tour en quelque façon demanderesse, se elle vient à abandonner la cause dans cette seçonde période, il n'y a plus de recours.

, la

t de

ı du

Dans

les ins,

ffe-

nme

rdi-

une

roî-

gard

de-

aire,

ide,

fuite

nme

de-

d'un

ît la ition

t la

pece 1 ar dé-

mme

Me, si

99

pratique ci-dessus mentionnée de s'assurer de la personne de celui qu'on poursuit en justice, quoiqu'elle ne soit pas si douce dans son exécution que celle qu'on vient de décrire, ni même plus efficace, paroît néanmoins plus prompte, & est plus volontiers mise en usage dans les tems où les tribunaux d'une nation commencent à se former, & qu'on établit des regles de justice distributive; & il y a apparence qu'on la suit en Angleterre comme une continuation des méthodes qu'on adopta quand les loix étoient encore mal affermies.

Dans les tems dont nous parlons, quand les loix commencent à se former dans un pays, l'administration de la justice entre les individus, est ordinairement consiée aux mêmes personnes qui sont revêtues de l'autorité publique & militaire dans l'Etat. Les juges qui jouissent d'un tel pouvoir, aiment agir promptement dans leurs opérations; ils considerent le resus d'un homme de paroître devant eux, non pas tant comme un subtersuge, pour s'éviter de faire ce qui est de droit, que comme un mépris de leur autorité & une infraction aux loix: en conséquence ils se regardent comme obligés d'en tirer raison; & il sort aussi tôt un ordre de capias pour saisir le délinquant contumax. Un ordre préliminaire de cette

G 2

jo

en

ler

plo

on

la i

s'ex

qu'e

blic

roi

espe

affui

aucu

publ.

parti

cela i

prem

uivre

leur

nand

eques

our

hacur

e faifi

our di

(1) A

espece est devenu d'usage avec le tems, & est regardé comme la premiere démarche à faire dans un procés; il est donc assez ordinaire dans les tribunaux d'Angleterre, si je suis bien informé, qu'on lâche un ordre de capias avant le writ original même, (qui contient la citation qu'a faite le demandeur & un exposé en forme de son cas) ou qu'il y soit joint par un ac etiam capias & employé en même tems. On peut se ressouvenir qu'en Angleterre, l'aula regis, que le roi même présidoit, étoit originairement la cour ordinaire de justice pour tout le royaume, tant en matieres civiles que criminelles, & a continué sur ce pied jusqu'à ce que par la suite la cour des plaids communs en a été séparée.

A Rome, où l'administration de la justice civile fut d'abord consiée aux rois, ensuite aux consuls, la méthode de saisir un homme contre qui on formoit une accusation quelconque, avant que de rendre un jugement contre lui, sut pareillement adoptée, & continuée après l'institution du tribunal du préteur, à qui la branche civile de l'autorité des consuls sut ensuite donnée; & cela dura fort long-tems, c'est-à dire jusqu'à l'époque où il se sit de grands changemens dans le droit civil des Romains, sous le regne des derniers empereurs; ce qui lui donna la forme que nous lui voyons aucce qui lui donna la forme que nous lui

DE L'ANGLETERRE. jourd'hui dans les codes ou collections qui nous en restent.

R

S

ì-

te

5)

m.

'en

éG-

de

res

ied

om-

ivile

uls,

for-

e de

tri-

Il s'introduisit même à Rome un degré de violence très - singulier, dans la méthode qu'on employoit pour s'assurer de la personne contre qui on formoit une accusation légale. En Angleterre, la maniere de se saisir d'un homme en pareil cas. s'exécute par le moyen d'un ordre à cet effet, qu'on suppose avoir été donné à un officier public, (ou au shériff qui le fait agir) de la part du roi même. Mais à Rome, chacun devenoit une espece d'officier public dans sa propre cause, pour assurer la prérogative du préteur; & sans montrer aucune permission légale ou marque d'autorité publique, on avoit le droit de saisir de force sa partie, par-tout où on la trouvoit. Voici comment rela se pratiquoit : le demandeur (ador) sommoit remierement l'accusé (reum) à haute voix de le uivre au tribunal du préteur (1). Quand le défenment eur refusoit d'obéir à cette sommation, le denandeur, en prononçant les mots licet antestari, l'auequeroit des assistans d'être témoins du fait, dont, dura our les en faire ressouvenir, il leur touchoit à où il hacun les oreilles; & puis se mettoit en devoir 1 des e faisir son antagoniste, en lui passant les bras aueurs; our du cou (obtorto collo), s'efforçant ainsi de is au-

⁽¹⁾ Ad tribunal sequere, in jus ambula!

le traîner devant le préteur. Quand la personne accusée étoit, par vieillesse ou maladie, hors d'état de suivre le demandeur, ce dernier étoit obligé, par la loi des douze tables, de lui sournir un cheval (jumentum dato). d

b

d

C

di

ľ

ch

qu

ju

ce

de

ve

fed

que

po

dan

fter

du,

que

doi

peu

de d

àla

non

prif

deff

Cette maniere d'agir fut cependant mitigée dans la suite, quoique fort tard & à pas lents. D'abord il devint illicite d'appréhender un homme dans sa propre maison, vu que c'étoit la demeure de ses dieux Pénates. Les femmes de bonne famille (matronæ) furent ensuite à l'abri de la sevérité de la susdite coutume, & on ne pouvoit plus les mener de force devant le tribunal du préteur. La méthode demettre une personne malade ou âgée malgré elle fur un cheval, semble avoir été abolie durant les derniers tems de la république. Les fils majeurs & les esclaves affranchis n'eurent plus dans la suite le pouvoir de citer leurs peres ou anciens maîtres, fans en avoir obtenu la permission expresse du préteur, sous peine de cinquante pieces d'or. Cependant jusqu'au tems de Pline, l'ancienne coutume de citer ou mener de force devant un iuge, continua de subsister en général; quoi que de celui d'Ulpien, la nécessité d'obtenir u ordre exprès du préteur s'étendît à tous les cas & à toutes les personnes; & sous le regne de Con tantin on commença d'établir la méthode de fair

DE L'ANGLETERRE. 103

des citations légales, en se servant d'un officier public nommé à cet effet. Après cela il se sit encore d'autres changemens dans la précédente loi; & c'est de-là qu'on a emprunté la méthode de procéder dont on se sert aujourd'hui dans le continent de l'Europe.

ne

tat

gé,

he-

lans

ord

s fa

fes

ma-

le la

ener

mé-

mal-

du-

s fils

plus

an-

iffion

pie-

l'an-

evan

quoi

nir u

cas &

Conf

e fair

De même en Angleterre on peut observer les changemens qui s'y firent dans le droit & la pratique d'arrêter les personnes qu'on poursuivoit en justice, quoiqu'aussi lentement & aussi tard que ceux qui s'opererent dans la république ou l'empire des Romains, pour ne pas dire plus; ce qui prouve les grands & divers obstacles qui arrêtent la perfection des loix dans chaque nation. Ce ne fut que sous le regne de Georges I, qu'on fit un édit pour défendre les préalables arrêts personnels, dans les cas de dettes au-dessous de deux livres sterlings; & depuis lors on a établi ces cours, qu'on appelle à juste titre de conscience, dans lesquelles de femblables demandes de peu de valeur doivent se décider sommairement, & où on ne peut employer que de simples citations sans prise de corps. Et dernierement on a passé un autre bill à la proposition de mylord Beauchamp, dont le nom mérite d'être rapporté, par où la défense de prise de corps s'étend à tous les cas de dette audessous de dix livres sterlings. Bill qui étoit vingt

G 4

ou même cent fois plus important que l'élévation ou la ruine d'un courtisan favori ou d'un ministre d'état, quoique le public y ait fait peut être moins d'attention.

Une autre particularité qu'on remarque dans le droit civil en Angleterre, c'est la grande délicatesse, les formalités & l'exactitude qu'on y employe. On peut faire sur ces rafinemens, qui sont plutôt des imperfections, la même remarque qu'on a déjà faite ci dessus au sujet de la coutume & de la fréquence des arrêts civils en Angleterre; savoir, qu'ils sont une continuation des méthodes adoptées quand les loix angloises commençoient à se former, & sont une conséquence de la situation dans laquelle les Anglois se mirent quand ils rejetterent le code déjà tout fait du droit civil romain, compilé par ordre de Justinien, que la plupart des peuples de l'Europe a adopté; & aimerent mieux devenir leurs propres législateurs, & élever dès le fondement l'édifice du code civil de leur nation: lequel code, on peut encore observer, est dans la premiere période de sa formation, tel que le droit romain l'étoit aux tems de la république & sous le regne des premiers empereurs.

Le tems auquel le pouvoir d'administrer la justice aux individus, sut séparé du pouvoir militaire (ce qui arrive tôt ou tard dans différens pays) est

12.

dil

VE

l

e

d

vo ter

ch cie cée d'e

dit des

de

la vraie période de l'origine d'un système de loix, régulier dans une nation. Les juges étant aujour-d'hui privés du droit attaché à l'épée, ou ce qui revient au même, étant obligés d'emprunter ce droit d'autres personnes, tâchent de s'en dédommager dans leurs tribunaux respectifs, & mériter, s'il est possible, des égards pour leurs décrets, par la grande régularité de leurs procédures, & la réputation d'impartialité dans leurs jugemens.

S

le

3-

1-

nt

on de

ir,

p-

fe

on

etin,

des

eux

s le

on: is la

roit

Cous

juf-

aire eft

Alors aussi les gens de robe commencent à venir en foule aux tribunaux qu'ils ne craignent plus d'approcher, & ajoutent leurs subtilités aux regles dejà établies par les loix ou par les juges. Comme il est libre de les employer ou non, sur-tout au commencement, & qu'ils craignent que si l'on venoit à croire qu'il ne fallût que du bon sens pour conduire un procès, chacun s'imagineroit en savoir autant qu'eux, voilà ce qui fait qu'ils inventent des difficultés pour se rendre nécessaires. Comme la vraie science du droit, qui n'est autre chose que la connoissance d'une longue suite d'anciennes regles & un recueil des cas qui ont précédé, ne sauroit encore avoir lieu, ils tâchent d'en créer une artificielle pour se donner du crédit. On a inventé pour la forme des distinctions & des définitions qui expriment les différens genres de prétentions d'homme à homme; dans lesquelles

on découvre la même délicatesse que les philosophes observent à ranger les dissérens sujets ou royaumes dans l'histoire naturelle. Des formes de mots, sous le nom de writs, ou autres pareils, sont inventées pour exposer les dites prétentions; & semblables à des passeports, servent à introduire les prétendans au temple de la justice.

Dans la crainte que leurs cliens ne les abandonnent après la premiere séance, comme un malade qui se contente d'une seule visite de son médecin, les avocats inventent d'autres cérémonies & d'autres termes d'art, afin de pousser plus loin le procès & les plaidoyers; & pour s'affujettir d'autant mieux leurs cliens, ils viennent à la fin à bout de rendre chaque erreur qui a rapport aux regles de leur art, que ce soit dans les noms ou les faux plaidoyers & autres, de rendre, dis-je, de telles bévues d'une aussi grande conséquence qu'une infraction aux loix de la plus stricte justice. Sur le fondement des susdites définitions & distinctions, métaphysiques, de cas & d'actions, on éleve encore nombre de questions de droit, connues seulement de ceux qui en favent les détours.

De telles subtilités dans l'administration de la justice ne peuvent que paroître sort étranges & même ridicules à un nouveau-venu qui les observe pour la premiere sois. Cependant, il faut avouer, que .

U

le

;

re

1-

de

n,

u-

0-

nt

de

de

ai-

é-

C-

n-

15,

en-

eu-

uf-

iê-

rve

ne

lors de la premiere inftitution des magistratures & des tribunaux civils, les cérémonies & les diverses formalités sont très - nécessaires pour attirer à ces tribunaux & la confiance de ceux qui y sont présentés, & le respect entier du public; & par ce moyen suppléer au manque d'autorité militaire qui, jusqu'alors, avoit été le principal appui des juges. Ces mêmes formalités & ces regles d'art fervent encore à donner de l'uniformité aux démarches des avocats & des cours de justice, à fixer & affurer les regles qu'ils établissent entr'eux. tout le système de rafinement dont nous parlons continue sur ce pied jusques bien avant dans les siecles futurs, c'est, en grande partie, pour ne pas rapporter d'autres motifs, à cause qu'il s'est tellement incorporé avec les branches essentielles du droit, qu'il seroit dangereux ou du moins très-difficile de l'en séparer; & on pourroit, à cet égard, le comparer à un échaffaudage dont on se sert pour élever une maison, qui, quoique destiné seulement à poser les matériaux & soutenir les ouvriers, se trouve subsister encore long-tems après que le bâtiment est fini, parce qu'on croit qu'il seroit dangereux de l'ôter sitôt.

Ces singulieres formalités de droit & de pratique rafinées, avoient été inventées par les premiers jurisconsultes de Rome, dans la vue de grossir les regles exposées dans les loix des douze tables; qui n'étant qu'en petit nombre & gravées sur le cuivre, pouvoient être connues de chacun aussi bien que d'eux: c'étoit même une coutume générale de faire apprendre ces loix aux enfans, comme le rapporte Ciceron.

Les jurisconsultes romains inventerent aussi des définitions très exactes, de même que des classes différentes de cas & d'actions; & quand un homme avoit une fois fait choix de cegenre particulier d'action, par lequel il vouloit faire valoir ses droits, il n'étoit plus en son pouvoir de le changer. On inventa de plus des formes fixes de mots, appellées actiones legis, dont il falloit absolument se servir pour exposer sa demande. La partie elle-même devoit reciter les dits mots devant le prêteur; & si, par malheur, il venoit à en omettre ou en ajouter un feul qui parût changer la réalité de son cas ou de sa demande, il perdoit son procès. C'est à quoi Ciceron fait allusion, quand il dit: « Nous » avons un droit civil constitué de telle maniere, » qu'un homme qui n'apas procédé comme il de-» voit, est mis hors de procès. » (1) On trouve aussi une observation de la même nature dans Quintilien, qui s'exprime sur ce sujet comme suit:

14

CC

fla

tot

⁽¹⁾ Ita jus civile habemus constitutum, ut causa cadat is qui non quemadmodum oportet egerit. De Juvent. II. 19.

» Il y a encore un autre danger; car si on s'est » mépris sur un mot, on est considéré comme » ayant manqué dans chaque point de son pro-» cès. » (1) De pareilles cérémonies & formes de mots adaptécs à l'exercice du droit, étoient de plus nécessaires pour admettre les réponses & repliques réciproques des parties, exiger & recevoir des suredes, produire des témoins, &c.

Des susdites actiones legis, les jurisconsultes & les prêtres s'en étoient reservés soigneusement la connoissance particuliere, de même que de ces jours auxquels la religion ne permettoit pas aux tribunaux de s'assembler (2). Un certain Ch. Flavius, sécretaire d'Appius Claudius, étant venu à divulguer le fecret de ces formes importantes [action pour laquelle il fut ensuite promus par le peuple], les jurisconsultes en inventerent de nouvelles, qu'ils commencerent à coucher par écrit en se servant de caracteres particuliers; mais un membre de leur propre corps les trahit encore, & la nouvelle collection qu'il publia fut appellée jus ælianum d'après son nom, Sex. Ælius, comme la précédente avoit été nommée, jus flavianum. Cependant il ne paroît pas que l'in-

(1) Dies Fasti & Nefasti.

⁽¹⁾ Est etiam periculosum, quum si uno verbo sit erratum, totà causa cecidisse videamur. Inst. Orat. 111. 8. VII. 3.

fluence des jurisconsultes ait beaucoup diminué par ces deux collections: car outre les instructions de cette espece, il faut encore la pratique; & les collections générales dont nous parlons, de même que le grand nombre de livres qu'on a publiés sur le droit anglois, pourroient à peine mettre un homme en état d'entrer dans la robe, ou du moins d'acquérir assez de connoissances pour conduire un procès (1).

de

al

VO

vig

net

Pol

toy

mag vum minu

mihi

пиз

opor

ment

étoit

dema

per.

quant

nomn

domn

les in

pelloi

l'exécu conver

tée ci-

Les jurisconsultes modernes se sont beaucoup alambiqués pour découvrir & mettre au jour les formulæ du droit ancien dont nous parlons; en quoi ils ont eu réellement un grand succès. Les anciens auteurs comiques, tels que Plaute & Terence, leur en ont beaucoup sourni; les mots usités, par exemple, pour réclamer la propriété d'un esclave, se trouvent fréquemment dans leurs ouvrages (2).

(2) Les paroles adressées au demandeur par l'accusé, quand ce dernier paroissoit au jour pour lequel il avoir été force de donner caution, étoient celles-ci, & telles que Plaute les rapporte, Curcul. 1. 3. V. 5. « Où es-tu toi, qui » m'as obligé à donner sûreté? où es-tu toi qui me cites? » voici je me présente devant toi, présentes-toi aussi de-

⁽¹⁾ Les jurisconsultes de Rome avoient poussé leur adresse aux objets de jurisdiction volontaire aussi bien qu'à œux de jurisdiction contentieuse, & avoient inventé des formalités particulieres, des formes de mots, des distinctions & définitions; quant aux obligations d'homme à homme, aux stipulations, donations, épousailles, & sur-tout les testamens; en quoi ils avoient montré une grande délicatesse, beaucoup de rasinement, une exactitude & une régularité surprenantes. Les jurisconsultes anglois n'ont pas pris tant de peine sur les objets de jurisdiction volontaire, il s'en faut même de beaucoup.

Il y a beaucoup d'affinité entre les susdites adiones legis, & les writs dont on se sert dans les cours de justice d'Angleterre. Ces writs ou ordres sont calqués & adaptés à chaque branche ou dénomination d'action, comme détention,

» vant moi. » A quoi le demandeur répondoit, « me voici. » L'accusé repliquoit, « que dis-tu maintenant? » alors le demandeur répondoit, « je dis . . . (Aïo) puis suivoit le formule des paroles par lesquelles il vouloit exprimer son action. Ubi tu es, qui me vadatur es? ubi tu es qui me citasti? Ecce ego me tibi sisto; tu contra & te mihi siste, &c.

n

n-

n-

ar

e,

2).

effe

xus

na-

8

aux

fta-

ffe,

rite

tant

faut

nand

orce

les

qui

ites!

de-

Si, par exemple, l'action étoit intentée pour des effets volés, la peine ou le dédommagement qu'on exigeoit étoit de rendre deux fois la valeur; & les paroles usitées étoient, Aïo decem aureas mihi furto tue abesse, teque eo nomine vigenti aureas mihi dare oportere. Pour ouvrage fait, comme nettoyer les habits, &c. Aio te mihi tritici modium de quo inter nos convenit ob polita vestimenta tua, dare oportere. Pour recouvrer la valeur d'un esclave tué par un autre citoyen, Aio te hominem meum occidisse, teque mihi quantum ille hoc anno plurimi fuit dare oportere. Pour dom-mages causes par un animal vicieux, Aio bovem mævii ser-vum meum, stichum, cornu petiisse & occidisse, eoque nomine mævium aut servo æstimationem præstare, aut bovenmihi noxæ dare, oportere; ou Aio ursum mævii mihi vulnus intulisse, & mavium quantum æquius melius mihi dare oportere &c. &c.

On peut observer que l'espece particuliere de dédommagement, ordonnée par la loi pour le cas en litispendance, étoit expressément désigné dans la formule qu'employoit le demandeur; & quant à ceci on ne devoit pas s'y tromper. Ainsi, dans la derniere formule ci-dessus, les mots quantum æquius melius, font voir que le prêteur devoit nommet des juges inférieurs ou arbitres, pour taxer le dommage fait, & décider finalement fur le cas, suivant les instructions qu'il leur donnoit auparavant; ces paroles étant exclusivement adaptées au genre d'actions qu'on appelloit arbitraria. Dans les actions intentées pour exiger l'exécution de conventions non-écrites, on exprimoit la convention même dans la formule; telle que celle rapportee ci-dessus pour ouvrage fait par le demandeur, &c. &c. amendes, incident sur cause, saux calculs, pactes, &c. & tout cela exige la même exactitude que les sormulæ du droit romain rapportées ci-dessus: il y a autant à craindre d'en faire un mauvais usage que d'y manquer en partie; & pour me servir des termes d'un auteur anglois qui a écrit sur le droit, je dirai à ce sujet, « que les writs » doivent être bien adressés, ou il sont nuls...

» Dans tous les writs il faut avoir soin de les » coucher & de les dresser suivant l'exigence du

» cas, & doivent être suivis conformément dans

» tout le cours de l'action. « (1)

Les mêmes formalités se remarquent pareillement dans les plaidoyers & dans la maniere de conduire les procès en Angleterre, qui avoient lieu dans les procédures de l'ancien droit romain; & comme les jurisconsultes de ce tems-là avoient leurs actionis postulationes & editiones, leurs insiciationes, exceptiones, sponsiones, replicationes, duplicationes, &c. de même en Angleterre les avocats ont leurs demandes, réponses, repliques, dupliques, redupliques, rétorsions, surrétorsions &c. Une scrupuleuse exactitude est encore nécessaire dans le ménagement de ces plaidoyers: voici ce que dit à ce sujet un auteur anglois qui a écrit sur le droit: » quoique l'art

2

))

n

8

te

q

ju

C

pi

n:

au

W

les

⁽¹⁾ Jacob Diction. de droit. Voy. Writ.

DE L'ANGLETERRE. 113

de plaider & l'habileté avec laquelle on l'exer
ce fussent par leur nature & leur but, desti
nés seulement à rendre les faits clairs & in
telligibles, & à procéder dans les jugemens

d'une maniere sûre & convenable, ils n'en ont

pas moins dégénéré de leur simplicité primitive.

Les plaideurs & même les juges, étant devenus

trop ponctuels à cet égard, les procédures se

font peu à peu remplies de traits délicats & de

phrases recherchées, ce qui a donné lieu à la

ruine de plusieurs procès, pour s'être attachés à

des objections purement triviales. » (1)

e

:

1-

-

11

ts

es

du

ns

e-

de

ieu

&

ent

urs

ca-

le-

s,

ns,

eft

lai-

eur

art

de

On peut cependant mettre cette dissérence entre les actiones legis dont on se servoit à Rome, & les writs qu'on emploie aujourd'hui en Angleterre; c'est que les premieres pouvoient se créer, quand il en falloit de nouvelles, par le prêteur ou juge du tribunal, ou, en de certains cas, par le corps des jurisconsultes même; au lieu que les writs, quand il en est besoin pour des cas imprévus, ne peuvent être dressés que par un tribunal ou juge particulier, seul revêtu de cette autorité, savoir la haute-cour de chancellerie; qui a aussi le privilege exclusif d'octroyer les anciens writs pour les divers cas qu'ils concernent. Et les jurisconsultes ont attaché une telle importan-

⁽¹⁾ Cunningham, Diction. de droit. Voy. Plaidoyers. Tome I.

ce à son pouvoir sur ces deux articles, qu'ils lui ont donné, par prééminence, le nom d'officina justitiæ. Outre cela les writs originaux, quand ils sont une sois dressés, ne peuvent se changer que par ordre du parlement. (1) di

tic

fic

pa

ge

fer

le

pai

trik

gra

par

teff

ticu

bure

fe fe

dépe

reau Se (S

C

writ

chos

L'im

de de

(1)

pos d'

pas da

Small-

res du Port à

On sent si bien dans les tribunaux d'Angleterre, l'importance de ces instrumens de droit, qu'on ne donne entrée à aucune cause qui n'en est pas accompagnée. Car quelqu'important ou intéressant que soit un cas, le juge n'y fait aucune attention, jusqu'à ce qu'il voye le writ qu'il a accoutumé, ou du moins qui soit sorti de la vraie source : il n'a ni yeux pour voir ni oreilles pour entendre. Et quand un cas d'une nouvelle espece se présente, pour lequel il n'y a encore point de writ, & que le grand-chancelier ou les juges

⁽¹⁾ Les writs émanés légitimement, sont aussi nécessaires à l'exécution de divers procédés actuels qui peuvent avoir lieu dans le cours d'un procès, comme faire entendre des témoins &c. Les noms qu'on donne aux dissérens genres de writs, sont tirés ordinairement des premiers mots latins par où ils commençoient, quand ils étoient conçus en cette langue; ou du moins de quelque mot remarquable qui s'y trouve; ce qui donne lieu à des expressions un peu dures, & pas trop intelligibles. Ainsi un pone est un writ qu'on accorde, en certain cas, pour obliger quelqu'un à donner caution (Pone per vadium & salvos plegios). Un subpana sert à obliger des témoins, & quelquesois d'autres personnes à paroitre devant un tribunal. Une action de qui tam est celle qu'un délateur intente pour avoir la part d'une amende fixée par quelque loi pénale: le writ porte, Qui tam pro Domino rege, quam pro scipto in hás pacte sequitur, &c. &c.

DEL'ANGLEZERRE. 115

de la chancellerie ne conviennent pas de la création d'un nouveau, ou trouvent la chose très-difficile, le grand conseil national, c'est-à-dire le parlement, en prend alors connoissance: par la sagesse réunie de ses membres, on parvient à rafsembler les vrais mots qui développent le mystere; le juge recouvre alors le libre usage de ses sens; & par la création d'un nouveau writ, l'empire des tribunaux acquiert une nouvelle force.

ľ

,

n

as

f-

it-

IC-

aie

out

pe-

int

ges

aires

voir

des

s la-

e qui

u duwrit un à

Un

on de

oir a

writ

in hás

Enfin, ces ordres précieux, ces brevets de grand prix (Brevia), comme on les apelle aussi par prééminence, qui sont l'élixir & la quintessence du droit, ont été commis à la garde particuliere d'officiers nommés à cet esset, dont les bureaux tirent leurs noms des instrumens dont ils se servent chacun en particulier, pour la sûreté du dépôt dont ils sont chargés, l'un étant appellé le bureau du panier (Hamper) & l'autre de la petite bourse (Smalbag). (1)

Cependant, à dire la vérité, la création d'un writ, quand il s'agit d'un nouveau cas, est une chose plus difficile qu'on ne le croit en général. L'importance même qu'on attribue à ces formules de droit, suffit pour qu'elles en ayent en esset.

H 2

⁽¹⁾ Hanaperium & Parva baga: il n'est pas hors de propos d'observer ici que ces deux mots latins ne se trouvent pas dans les ouvrages de Ciceron. Dans le bureau de la Small-bag sont déposés les writs qui concernent les affaires du roi; & dans celui du Hamper, ceux qui ont rapport à celles des sujets.

Comme tout ce qui se fait sans ces mots consai crés est nul dans un tribunal ordinaire, de même avec eux tout devient légal, c'est-à-dire qu'ils autorisent une cour de justice à décider de droit sur toute espece de procès auxquels ils servent d'introducteurs. C'est pourquoi la création d'un nouveau writ, est de la même conséquence que l'établissement d'une nouvelle loi, & fur tout d'une nature générale: donc, lorsqu'un nouveau cas se présente, la création d'une telle loi qui doit s'appliquer dans la fuite à tous les cas femblables, est réellement une chose difficile; fur - tout quand on ignore encore quelle est la meilleure maniere de pourvoir au cas en question, ou même lorsqu'il n'est pas encore décidé si on y doit pourvoir esfectivement. La composition d'un nouveau writ en pareil cas, est une démarche que les gens de robe ou les juges ne se hasardent pas volontiers de faire de leur chef, pas même de consulter les loix à cet effet.

f

de

di

les

do

&

tio

l'au

pol

àd

les

tion

dép

lons

fulte

génu

d'act

On p

ge pr

d'Ang

(1)

confuli

es gen

Vu donc la difficulté qu'il y a à créer de nouveaux writs d'un côté, & l'absolue nécessité de tels writs dans les tribunaux inférieurs de l'autre, il s'ensuit que plusieurs especes nouvelles de prétentions & de cas imprévus qui se présentent de tems à autre, [conséquences inévitables des progrès du commerce & de la civilisation des mœurs]

DE L'ANGLETERRE. YIP

(a

ne

111-

fur

ro-

eau

Te-

ure

en-

uer

lle-

on

de

ju'il

r ef-

writ

gens

lon-

ulter

nou-

é de

utre,

prént de

pro-

eurs]

font laissés in statu quo, & restent comme autant de vides dans le corps du droit, ou pour mieux dire comme tout autant de lieux inaccessibles que les loix d'à présent ne sauroient atteindre: c'est donc un grand désaut dans l'administration de la justice, qui devroit être ouverte à tout individu, & trouver des remedes à toute espece de prétentions que les hommes peuvent établir l'un contre l'autre.

Pour remédier à cet inconvênient, ou plutôt pour le pallier en quelque sorte, on a eu recours à des sictions dans le droit anglois, par lesquelles les writs, étant détournés de leur présente destination, sont rendus applicables aux cas dont ils ne dépendent en aucune manière.

Les fictions de droit de l'espece dont nous parlons n'étoient pas inconnues des anciens jurisconsultes romains; & comme une preuve de leur ingénuité à cet égard, on peut rapporter ce genre d'action dans laquelle une fille s'appelloit un fils (1). On pourroit aussi citer plusieurs exemples de l'usage prétendu des writs dans les tribunaux inférieurs d'Angleterre. Un expédient très-remarquable de

⁽¹⁾ De l'exemple ci-dessus on peut conclure, que les jurisconsultes romains avoient plus d'autorité que le parlement d'Angleterre; car c'est un principe sondamental chez es gens de robe de ce pays-là, que le parlement peut tout, accepté faire une semme d'un homme, & vice versa.

ce genre paroît dans la méthode qu'on emploie ordinairement pour se faire payer de certaines dettes, devant le tribunal des plaids communs; telles fi je ne me trompe, que le falaire dû pour ouvrage fait, indemnité pour exécutions d'ordres reçues, &c. le writ qui est délivré en ces cas là, est fondé sur la supposition que la personne qu'on atraque a commis la faute fur le terrein du demandeur, & forcé ses barrieres & enclos; & sous cette dénomination le défendeur est amené devant le tribunal : ce writ, qui a été celui que les jurisconsultes ont trouvé convenir le mieux pour introduire devant un tribunal inférieur les especes de prétentions dont on parle, est appellé en termes de l'art un claufû fregit .-- Pour amener quelqu'un devant le tribunal du banc du roi, pour répondre à des demandes à peu-près semblables à celles ci-dessus, on lâche un writ, appellé un la titat, dans lequel on prétend que l'accusé se cache malicieusement, & se tient en embuscade dans quelque province, différente de celle où la cour siège; les expressions usitées dans le wil étant, « qu'il court çà & là & se tient caché » quoique ce ne soit la vraie intention ni du pro cureur ni de la partie d'avancer un tel fait.

n

te

iu

pa pe

ne

eff

de

Le même principe de stricte adhérence à d certaines formes depuis long-tems établies,

oie

et-

el-

u-

re-

eft

at-

an-

ous

ant

les

nour

eces

ter-

ruel-

r ré-

les à

e ca-

Cade

où la

Wil

é n

pro

àd

aussi été la cause que les avocats ont introduit dans leurs procédures, des noms empruntés de personnes qu'on suppose tenir lieu de cautions; & en certains cas il paroît que le nom d'une personne imaginaire est inséré dans un writ avec celui du principal accusé, comme ayant part à la même cause. Une autre preuve de cette extrême déférence que les avocats & les juges ont pour de certaines anciennes formes dont ils s'éloignent plus à regret que de la vérité même des faits, se préfente dans l'expédient ci-dessus mentionné, qu'on employe pour introduire les causes ordinaires devant la cour de l'échiquier, afin d'y être jugés suivant le droit commun; qui est en déclarant que le demandeur est débiteur du roi, quoique ni la dite cour, ni le procureur de la personne lésée n'insistent sérieusement sur cette assertion (1).

(1) Encore une autre preuve de la stricte adhérence des jurisconsultes anglois à leurs anciennes formes établies : même par préférence à la vérité des faits, se trouve dans la maniere d'exécuter l'acte même cité dans ce chapitre, passé sous le regne de George I, pour prévenir les arrêts personnels pour dettes au-dessous de 40 shellings. Si l'accusé, après avoir reçu en personne copie de la procédure, ne paroît pas aux jours sixés, on a coutume de supposer qu'il est déjà comparu, & la cause s'avance sur cette supposition : on a aussi recours à des noms de cautions imaginaires.

Les habitans de Bengale, & des autres provinces de l'Inde orientale, ont été prodigieusement surpris, dit-on, des rasinemens, sictions, & subtilités des loix d'Angleterre quand aux matieres civiles, qui surent introduites parmi eux il n'y a que peu d'années; & il n'est sûrement pas douteux qu'ils

n'en avent été effectivement fort surpris.

H 4

CHAPITRE X.

Continuation du même sujet. Les cours d'équité.

EPENDANT, il y a des bornes aux fictions & aux subtilités du droit, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent ; vu que ces détours ne sauroient remédier à tous les cas qui peuvent survenir, à moins que de laisser accumuler un trop grand nombre d'erreurs; il y a eu même des exemples où la fausse application des writs, dans les tribunaux, a été réprimée par autorité supérieure. C'est pourquoi, pour éviter cet inconvénient, c'està-dire pour étendre l'administration de la justice distributive à tous les cas possibles, en la dégageant des difficultés attachées à l'art, qui se font infinuées peu-à-peu dans son cours, pour obvier à cela, dis-je, on a établi en Angleterre une nouvelle espece de tribunaux, appellés cours d'équité.

La plupart des gens, s'étant fait une fausse idée de ce mot d'équité, ont conçu de certains préjugés de l'emploi des tribunaux, dont nous parlons; & il paroît qu'on croit généralement que les juges qui y siégent, ne doivent suivre que les regles de la

dé co fe

DI

lo

dai fuir

» (» (

pou doy On

tion:

torit

qui

fauro écrit faire

ver de

emer

aibun

bure équité; par où le peuple semble vouloir entendre, que dans un tel tribunal, le juge peut à volonté suivre ses propres mouvemens, & fonder ses décisions, comme il le juge à propos, sur les circonstances particulieres & la situation de ceux qui se présentent à lui. Même le docteur Johnson, dans son dictionnaire abrégé, donne la définition suivante du pouvoir de la cour de chancellerie, considérée comme cour d'équité: « le chance-» lier, dit-il, a le pouvoir de modérer & d'a-» doucir la loi écrite, & n'est assujetti lui-même » qu'à celle de la nature & de la conscience: » pour laquelle définition on cite comme autorités le doyen Swift, & Cowell qui étoit jurisconsulte. On pourroit alléguer d'autres exemples d'avocats qui ont manqué d'exactitude dans leurs définitions du vrai emploi des juges d'équité. Et le docteur même susnommé n'est sur aucun sujet une autorité méprisable.

-

e

[e

11

ne

é-

ée

de

il

ui

la

Il est sûr que le pouvoir des juges d'équité ne fauroit être de changer, de leur chef, le droit écrit, c'est-à-dire les actes de Parlement, & ainsi faire violence aux loix. Leur charge consiste seu-lement, comme on le prouvera dans la suite, à trouver des réparations pour les cas auxquels le bien public exige qu'on remédie, & auxquels les ribunaux ordinaires gênés par leurs formes &

anciennes inftitutions, ne sauroient pourvoir; ou en d'autres termes --- les cours d'équité ont le droit d'administrer la justice aux individus, sans être gênés par les loix, mais par les difficultés attachées à la robe, & que les jurisconsultes ont de tems en tems inventées dans les tribunaux ordinaires, & auxquelles les juges qui y siegent ont donné leur fanction.

On reconnut bientôt à Rome la nécessité d'un emploi de cette nature, & cela par les mêmes raisons alléguées ci-dessus. Car il est assez remarquable que le corps de la robe en Angleterre, en resultant d'adopter le code des loix romaines, tel qu'il existoit dans les derniers tems de l'empire; se soit seulement assujetti aux mêmes difficultés qu'é, prouvoient les anciens jurisconsultes de Rome, pendant qu'ils élevoient l'édifice de ces mêmes loix. Et on peut aussi observer que les jurisconsultes anglois ou les juges se sont servis à-peu-près des mêmes expédiens que ceux que les jurisconsultes romains avoient adoptés.

Le préteur, dans l'ancienne Rome, s'étoit arrogé, par la suite du tems, cette charge de juge d'équité, comme une addition au pouvoir judiciaire qu'il possédoit auparavant (1). Au commen-

⁽¹⁾ Le préteur possédoit ainsi deux branches distinctes d'autorité judiciaire, de la même maniere que la cour de l'échi-

UC

it

ê-

es

en

&

ur

un

ai-

la-

re-

tel

; fe

ľé.

ne,

nes

ful-

rès

ful-

ar-

uge

ıdi-

ien-

d'all-

echi-

cement de l'année de son élection, le préteur déclaroit les changemens pour les cas nouveaux & épineux qu'il se proposoit de faire pendant le tems de sa préfecture; dans le choix & sur la propriété desquels il étoit sans doute dirigé, soit par ses propres observations, pendant qu'il étoit hors de charge, foit par les instructions d'habiles jurisconsultes sur ce sujet. Le préteur montroit cette déclaration in albo, comme on l'exprimoit. Les jurisconsultes modernes ont fait plusieurs conjectures sur la vraie signification de ces mots; une de leurs suppositions, qui paroît des plus vraisemblables, est que l'edictum du préteur, ou articles qui contenoient les nouvelles décisions pour les cas futurs, étoit écrit sur une muraille blanche, à côté de son tribunal.

Entre les cas auxquels avoient pourvu les préteurs romains comme juges d'équité, on peut mettre les fils émancipés, & les parens d'alliance (cognati), quant au droit d'héritage. Par la loi des douze tables on supposoit que les premiers avoient cessé d'être enfans de leur pere, & en conséquence on leur resusoit leur portion à l'hérédité paternelle: quant aux parens d'alliance, il n'en étoit pas question dans l'article des loix qui trai-

quier en Angleterre; qui suivant l'occasion, s'assemble tantôt comme cour ordinaire, & tantôt comme cour d'équité.

toient du droit de succession, n'étant fait mention que de parens de sang (agnati). Donc par l'édit unde liberi le préteur permettoit aux émancipés de prétendre à l'héritage de leur pere (ou grand pere) conjointément avec leurs freres; & par celui d'unde cognati les parens d'alliance étoient mis en possession de l'héritage d'un allié, quand il n'y avoit point de parent de sang. Ces deux genres d'hérédité n'étoient cependant pas appellés hæreditas, mais seulement bonorum possessio; ces dénominations étant très exactement distinguées, quoique l'effet qui en résultoit sur exactement le même (1).

De même, les loix des douze tables n'avoient

ei

'n' E

d'e

Ci

ne

acc

dic

cau

(1

emp

qui l

com

frau

⁽¹⁾ Comme l'autorité des peres, à Rome, étoit sans bornes, & duroit toute leur vie, il arrivoit affez fouvent qu'on émancipoit des fils, foit pour la fûreté ou la fatisfaction des personnes qui formoient quelque entreprise avec eux. Cette autorité des peres avoit été poussée si loin par les loix de Romulus, confirmées ensuite par celle des douze tables, qu'ils pouvoient vendre leurs fils comme esclaves jusqu'à trois fois, si après la premiere ou feconde ils venoient à recouvrer leur liberté: ce n'étoit donc qu'à la troisieme fois que les fils redevenoient libres, qu'ils pouvoient entiérement se soustraire à l'autorité paternelle. Sur cette maxime de droit étoient fondées, la formalité particuliere & la méthode d'émanciper les fils. On apportoit d'abord des balances & quelque monnoie de cuivre; sans ces formalités tout auroit été nul : & ensuite le pere faisoit une vente en due forme de son fils à la personne nommée pour l'acheter, qui devoit aussi-tôt l'affranchir : ces cérémonies se répétoient trois sois. Cinq témoins devoient être préfens, outre un homme pour tenir les balances (libripens), & un autre (antestatus) pour rappeller aux témoins dans l'occafion l'importance de l'affaire qu'ils avoient devant les yeux.

fixé de réparation que pour les cas de vol; & il n'y étoit point fait mention de ceux où les biens se trouvoient enlevés de force (action qu'on ne regardoit pas à Rome d'aussi mauvais œil que le vol, qui étoit considéré comme un crime particulier aux esclaves). A la suite du tems le préteur accorda indemnisation à ceux à qui il arriveroit d'être privés de leurs biens par violence, & les autorisa à exiger quatre sois la valeur de la perte, de ceux qui avoient commis le fait malicieusement. Si cui dolo malo bona rapta esse dicentur, ei in quadruplum JUDICIUM DABO.

De plus, ni la loi des douze tables, ni celles qui se firent ensuite dans les assemblées du peuple, n'avoient pourvu qu'à très peu de cas de fraude. En ceci de même le préteur intervint comme juge d'équité, quoique cela n'arriva que du tems de Ciceron; & promit dédommagement aux personnes lésées, dans les cas où les loix présentes n'en accordoient aucune. Quæ dolo malo sada esse dicentur, si de his rebus alia adio non erit, & causa susta susta esse videbitur, suddictum dans (1).

é

ı,

la

nt

r-

e;

ai-

iée

10-

ré-

&

ca-

⁽¹⁾ En même tems que le préteur proposoit un nouvel édit, il faisoit aussi connoître les formules particulieres qu'on devoit employer pour qu'il le mît ensuite en exécution. Le préteur qui le premier donna l'édit ci-dessus, se nommoit Aquilius, comme le rapporte Ciceron dans cette élégante histoire bien connue des savans, & dans laquelle il rapporte l'espece de fraude dont on accusa taussement Canius, chevalier romain,

Par de semblables édits, les préteurs accorderent avec le tems, des indemnisations aux semmes mariées dans de certains cas, & aussi aux mineurs (minoribus viginti-quinque annis succurrit prætor, &c.) (1).

fe

n

in

qu

ol

te

no

po

ma

ne

un auf

écr

don

fans

ci c

pré

il fa

chai

fon

voir

étoie

les j

de fe

1

Les cours d'équité établies en Angleterre, ont pareillement pourvu à un très grand nombre de cas, ou especes de demandes, auxquelles les tribunaux ordinaires, gênés par leurs cérémonies & leurs dogmes particuliers sur le droit, ne sauroient acquiescer. Ainsi elles peuvent, en certains cas, accorder des actions pour & contre des enfans,

quand il acheta une maison de plaisance & des jardins, près de Syracuse en Sicile. Ciceron sinit ce récit par observer que Canius sut laissé sans recours, « vu qu'Aquilius, son collégue & » son ami, n'avoit pas encore publié ses formules sur la » straude ». Quid enim faceret? nondum enim Aquilius, collega & familiaris meus, protulerat de dolo malo formulas. Off. III. 14.

(1) La collection ou le fystème de loix qui s'étoit formé d'une suite d'édits publiés en divers tems par les préteurs, sut appellé jus prætorium, & aussi jus honorarium (qui ne lioit pas étroitement). Les loix des douze tables, de même que celles qui avoient de tems en tems reçu leur fanction dans l'affemblée du peuple, s'appelloient par excellence, jus civile. La distinction étoit précisément la même que celle qui a lieu en Angleterre, entre les loix ordinaires & statuées, & le droit ou la pratique des cours d'équité. Les deux branches de la charge judiciaire de préteur étoient très-distinctes; & il y avoit, de plus, cette dissérence très-sensible entre ses décisions, comme juge de droit civil, ou comme juge d'équité, c'est que les premieres étant sondées sur le jus civile, étoient perpétuelles; au lieu que les dernieres devoient être proposées dans le courant de l'année, & étoient conséquemment appellées actiones annuæ, ou octiones prætoriæ; comme les précedentes s'appelloient actiones civiles, ou actiones perpetuæ.

nonobstant leur minorité -- & pour & contre des femmes mariées, malgré la protection de leurs maris. Celles-ci peuvent même, en certains cas, intenter procès à leurs époux devant une cour d'équité. Les exécuteurs testamentaires peuvent être obligés à payer intérêt de l'argent qu'ils ont longtems entre mains. Les cours d'équité peuvent nommer une commission pour entendre les rapports de témoins absens. Quand d'autres preuves manquent, elles peuvent exiger le serment de l'une ou l'autre des parties; ou en pareil cas forcer un marchand à produire ses livres. Elles peuvent aussi consirmer un titre d'une terre, quoique les écrits en sussent perdus, &c.

(

ıt

,

,

de

a-&

la ol-

as.

l'u-

fut ioit

que l'af-

vile.

lieu roit

le la il y

eci-

itė, pient

ofées opel-

réce-

Le pouvoir des cours d'équité en Angleterre, dont la cour de chancellerie est la principale, doit sans doute son origine au droit qu'avoit déjà celleci de créer & d'octroyer des writs. Quand il se présentoit de nouveaux cas épineux, pour lesquels il falloit une nouvelle espece de writ, les juges de chancellerie, trouvant nécessaire que la justice eût son cours, & en même tems ne voulant pas pourvoir généralement & à perpétuité aux cas qui leur étoient présentés, en créant de nouveaux writs, les juges, dis-je, ordonnoient aux deux parties de se présenter devant eux, afin de se procurer une information aussi complete que possible, quant

aux circonstances du cas; & puis rendoient jugement là-dessus par forme d'essai.

C'est, sans doute, à une telle origine & à de telles circonstances que les cours d'équité en Angleterre, doivent leur présente institution. Vu la précision des idées que l'on se forme aujourd'hui du pouvoir des magistrats & des juges, on peutà peine se figurer que cette espece de tribunaux, quelqu'utiles qu'ils soyent, puissent être autorisés, En effet, dans les tems même de leur établissement, leurs procédures n'étoient pas exemptes d'opposition; & dans la suite, même encore sous le regne d'Elizabeth, il fut décidé dans l'affaire de Colleston & Gardner, que tuer un séquestre de la cour de chancellerie, dans l'exercice de son emploi, n'étoit pas un assassinat; lequel jugement ne pouvoit être fondé, que sur ce que la commise fion du féquestre, & conséquemment le pouvoir de ceux qui le faisoient agir, n'étoient pas légitimes (1). Cependant l'autorité de ces tribunaux s'est fixée avec le tems; une des branches qui constituent le corps des loix reçoit même à préfe

E

p

q

te

pr

qu

fo

Si

tr'

dir

pu

der

for

auc

un

on

qu'

de

feni

dev

moi

don

neni

ne f

7

⁽¹⁾ Lorsque le chevalier Edouard Coke étoit président du banc du roi, & milord Ellesinere, grand chancelier, sous le regne de Jacques I, une dispute très-vive s'éleva entre les cours ordinaires & celles d'équité, dont il est fait mention au chap. 4. du IIIe. livre des Commentaires du juge Blackstone; ouvrage dans lequel le sujet des cours d'équité auroit pu être plus étendu.

DE L'ANGLETERRE. 1

fent des appels des sentences qui y sont prononcées; & je ne doute pas qu'on ne pût produire plusieurs actes de la législation entiere, dans lesquels leur légitimité est généralement reconnue.

64

de

n-

la

ıui

tà

X,

és.

Te-

tes

ous

aire

de

em-

ent

mif-

voir

égi-

aux

qui

pré-

nt du

re les

fone;

u être

fent

Voici quelle est l'espece de marche, qui avec le tems s'est introduite en chancellerie, quant aux procédures. Après que cette cour a reçu une requête, on envoie un writ de sub pana à la personne en délit, pour lui commander de paroître. Si elle ne le fait pas, on ordonne une faisse contr'elle; & si on répond un non inventus, c'est-àdire, si elle ne se trouve pas, on la proclame; puis on nomme une commission pour l'appréhender comme rebelle, & la commettre dans la prison de la Fleet. Si l'accusé continue à ne tenir aucun compte de ces divers ordres, on dépêche un huissier pour le saisir; & si cela ne se peut, on permet un féquestre de ses biens de terre jusqu'à comparution. Tel est le pouvoir que la cour de chancellerie, comme tribunal d'equité, a infensiblement acquis, pour forcer à comparution devant elle. Quant à l'exécution de ses décrets, il paroît qu'elle n'y a pas eu autant de succès; du moins les auteurs qui ont écrit sur le droit, & dont j'ai eu occasion de voir les ouvrages, tiennent pour maxime, que la cour de chancellerie ne fauroit porter atteinte aux biens, mais seule-Tome I.

d

R

fi

lin

il

Ca

pro

l'a

tes fult

cen

tent fant

qu'o

auro

des I

ils r

ment

gistra

dopte

prédé

fuivoi

calcul

tans.

ment à la personne; & consequemment celui qui refuse de se soumettre à ses ordres doit seulement être commis à la prison de la Fleet (1).

A cette occasion j'observerai, que l'autorité du grand chancelier, en Angleterre, comme juge d'équité, est plus étroitement limitée, que celle que les préteurs de Rome avoient pu prendre. Ceux-ci réunissoient en eux - mêmes le double emploi de décider sur les causes suivant le droit civil (jus civile), & suivant le droit prétorien, ou loi d'équité; il n'y avoit pas non plus d'autre tribunal qui pût les contrôler: d'où il arrivoit que leurs décisions dans le cours de l'équité étoient fortarbitraires. D'abord, ils n'avoient pas accoutumé de se faire une regle invariable d'adhérer à la teneur de leurs propres édits, pendant l'année entiere de leur charge; & ils s'arrogeoient le pouvoir de les changer comme ils le jugeoient à propos. Pour remédier à un si grand défaut dans l'administration

⁽¹⁾ La cour de chancellerie fut apparemment la premiere des deux cours d'équité qui ait été établie: comme c'étoit le tribunal suprème du royaume, il étoit le mieux en état de former l'établissement d'un office ou pouvoir, qui d'abord devoit naturellement donner lieu à plusieurs objections. La cour de l'échiquier, comme on peut le supposer, suivit seulement l'exemple de la cour de chancellerie: & pour d'autant mieux assurer le nouveau pouvoir qu'elle s'arrogeoit, elle trouva même nécessaire de se servir de toute la force dont elle étoit capable; ainsi tant le trésorier que le chancelier de l'échiquier siégeans (ou sont supposés siégés) dans ce tribunal, quand il s'assemble comme cour d'équité.

de la justice, il se fit une loi seulement l'an de Rome 687 (pas long tems avant Ciceron), qui fut appellée lex cornetia, du nom de C. Cornelius, tribun du peuple, qui la proposa sous le confulat de C.Piso, & Man. Glabrio. Par cette loi il étoit ordonné qu'à l'avenir les préteurs devroient constamment rendre leurs sentences suivant leurs propres édits, sans y rien changer durant toute l'année de leur préfecture. Quelques jurisconfultes modernes produisent un certain senatus-confulte pour le même effet, qu'ils disent être émané cent ans auparavant; pendant que d'autres doutent de son authenticité : cependant en le suppofant vrai, la fanction de la loi ci-dessus, montre qu'on n'y avoit pas fait toute l'attention qu'on auroit dû.

i

e

LS

é.

al

rs

i-

de

ur

de

les

our

ion

niere

oit le

forevoit

ur de

nême

able;

geans affemQuoiqu'on eût mis un frein au pouvoir arbitraire des préteurs, dont nous avons parlé ci-devant, ils retenoient encore un autre privilege, également nuisible; qui étoit que chaque nouveau magistrat, en entrant en charge, étoit libre de n'addopter que ce qu'il lui plaisoit, des édits de ses prédécesseurs, & de rejetter le reste: d'où il s'ensuivoit que les loix ou édits prétoriens, quoique calculés pour un si grand nombre de cas importans, n'étoient réellement en force qu'une seule

année, tems que duroit l'emploi de préteur (1). Il ne se fit même aucun réglement pour remplir a grand vide dans la jurisprudence romaine, avant le tems de l'empereur Adrien; ce qui est une autre preuve remarquable de l'extrême lenteur avec laquelle se font les réglemens utiles qui concernent le bien général de chaque nation. Sous le regne de cet empereur dont je parle, on fit, par for ordre, la collection des plus utiles édits des ancien préteurs, ou plutôt on en composa un seul édit et néral, qui devoit ensuite servir de regle à tous la juges civils dans leurs décisions, & fut à cause à cela appellé édit perpétuel (perpetuum edictum) Cet édit, quoiqu'il n'existe plus, devint biente fameux; tous les jurisconsultes de ce tems là le commenterent à l'envi; & l'empereur même pensa que c'étoit une action si glorieuse pour son regne, d'avoir opéré un si grand ouvrage, qu'il se crut à cause de cela, un second Numa (2).

n

al

Ci d'

VE

er

pe

qu

le

lei

de

ce

s'a

qu

lo

VO

CO

D' le

on

fou

des

une

ble

coa

les que

aur

pile

⁽¹⁾ Ces édits de leurs prédécesseurs en charge, que les priteurs trouvoient à propos d'adopter, s'appelloient edicta trais titia; ceux qu'ils publioient eux-mêmes (avec les changemes qu'ils avoient fait dans les précédens) s'appelloient edicta nous A cause du pouvoir ci-dessus mentionné qu'exerçoit chaque nouveau préteur à son tour, leurs édits étoient quelques distingués du nom de leges annuæ, loix annuelles. Voy. Ordin Ver. I. 42.

⁽²⁾ Il se sit encore plusieurs autres grandes collections à loix, après l'édit perpétuel dont on a parlé; y ayant eu une de pece d'émulation entre les empereurs romains, quant à l'a croissement du droit.... Ensin, sous le régne de Justinies

DE L'ANGLETERRE. 13

(1).

r ce

Want

au-

avec

nen

egne

for

ciens

t gé

is le

fe de

um).

entôt

là le

penfa

egne,

crut

es pri a trali gemen

a nova

chaqu

Quefor Oras

ions d

une th

tà l'a

linies

Mais, en Angleterre, les cours d'équité, nonobstant la jurisdiction étendue qu'elles se sont arrogées avec le tems, n'ont jamais empiété sur celle des autres tribunaux. Car ceux ci continuent d'exister sur le même pied qu'autrefois, & se trouvent être un frein permanent aux innovations & en général aux procédés de celles-là. Et ici on peut remarquer les moyens aussi extraordinaires qu'efficaces, mis en usage de part & d'autre par les tribunaux des deux especes, pour balancer leur autorité réciproque. Par son privilege exclusif de créer & d'envoyer des writs, la cour de chancellerie a pu empêcher les tribunaux ordinaires de s'arroger la connoissance des nouveaux cas auxquels il n'avoit pas encore été pourvu par aucune loi en force, & réunir ainsi en eux-mêmes le pouvoir de juges d'équité à celui de juges de droit commun; accident qu'on avoit sujet de craindre. D'un autre côté, les tribunaux ordinaires ont seuls le droit d'infliger châtiment (ou accorder indem-

on publia ce fameux recueil, appellé le Code Justinien, qui, sous dissérens titres, comprend les loix romaines, les édits des préteurs, & les rescrits des empereurs; & le tout reçut une égale sanction. C'étoit là un événement à-peu-près semblable à celui qui aura lieu en Angleterre, si jamais il se fait une coalition entre les cours ordinaires & celles d'équité; dès lors les deux especes de tribunaux seront également obligés de calquer leurs décisions sur la masse entiere des cas précédens qui auront été jugés, du moins de ceux qu'il sera possible de compiler & de sormer en un seul corps de loix.

I 3

nisation) dans les cas de violence où les délibérations des cours d'équité trouveroient de l'obstacle; & par ce moyen ont été en état de mettre un frein aux entreprises de celles-ci, & empêcher qu'elles ne s'érigeassent en tribunaux de droit commun & d'équité; réunion également dangereuse.

F

8

i

1

n

n

d

é

P

f

P

C

De l'état présent des cours d'équité en Angleterre, eu égard aux tribunaux ordinaires, il en est résulté qu'elles ont été réellement maintenues dans des bornes qu'on peut appeller exactes, si on considere la nature de leurs fonctions. D'abord, elles ne peuvent ni toucher aux actes de parlement, ni à la pratique établie des autres tribunaux, encore moins annuller les jugemens déjà rendus dans ces derniers; comme les préteurs romains avoient quelquefois coutume de faire, quant aux décisions de leurs prédécesseurs, & quelquesois même quant aux leurs propres. Les cours d'équité ne peuvent pas même connoître des cas où il est possible que les autres tribunaux portent remede. Même les cours ordinaires ont défendu si vaillamment les bords de leurs frontieres, qu'elles ont empêché celles d'équité de se servir de la méthode de nommer des jurés; tellement que lorsque dans une cause déjà commencée, dont le tribunal de la chancellerie doit connoître, les parties viennent à s'en rapporter à la justice sur quelque fait partiblée de jurés doit décider), dans ce cas, dis-je, la cour de chancellerie est obligée de renvoyer la cause à celle du banc du roi, pour y être jugée en dernier ressort (1). Ensin l'exemple de la régularité des démarches usitées dans les tribunaux ordinaires, s'est communiqué aux cours d'équité; & on conserve soigneusement des régistres des plaidoyers, délibérations & actes de ces tribunaux-ci, pour servir de regles à l'avenir dans leurs jugemens (2).

rd.

le;

ein

les

&

le-

eft

ans

on-

lles

ni

ore

ces

ent

ons

ant

ent

que

les

les

ché m-

ine

la

ent

ti.

C'est pourquoi l'on découvre que bien loin qu'un juge d'équité puisse adoucir & modérer, (c'est-à-dire changer) le droit écrit ou les statuts, il ne peut pas même apporter d'altération aux loix non écrites, c'est-à-dire, à la pratique établie dans les autres tribunaux, non plus qu'aux jugemens qui y sont sondés, ni même s'immiscer dans les cas auxquels les loix écrites ou non écrites ont déjà pourvu en général, & dont il est possible que les cours ordinaires prennent connoifsance.

(1) Voyez Cunningham & Jacob, Dictionn. de droit,

⁽²⁾ Le maître des archives est le dépositaire de ces registres, comme le titre de son emploi le désigne. Sa charge dans la cour de chancellerie est de grande importance, vu qu'il peut ouir & terminer les causes en l'absence du grand chancelier.

De toutes les observations ci-dessus il s'ensuit : que quant aux cours d'équité, telles qu'elles sont établies aujourd'hui en Angleterre, on en peut donner la définition suivante, savoir, qu'elles sont une espece de législation inférieure & expérimentale, continuellement occupée à découvrir & à pourvoir aux réparations par voye de droit, dans les cas auxquels, ni les tribunaux ordinaires, ni le corps entier des jurisconsultes n'ont encore trouvé à propos ou pratiquable de fixer aucune loi. En quoi elles doivent s'abstenir de s'immiscer dans les cas auxquels elles trouvent qu'on a déjà pourvu en général. Un juge d'équité doit aussi adhérer dans ses décisions, au système des sentences déjà prononcées dans son tribunal, & dont on conferve à cet effet scrupuleusement les régistres.

De cette derniere circonftance il s'ensuit encore, qu'un juge d'équité, par l'usage même qu'il fait de son pouvoir, en diminue continuellement la partie arbitraire; vu que chaque nouveau cas qu'il décide, & chaque proposition qu'il fait, devient une borne, qu'on s'attend que lui & ses succesfeurs en charge ne passeront pas.

Pour conclure, on peut encore ajouter ici, que les appels des fentences passées dans les cours d'équité sont portés à la chambre des pairs : cette seule circonstance peut faire voir qu'un juge d'é

DE L'ANGLETERRE. 13

quité est assujetti à de certaines regles fixes, outre celles de la simple nature & de la pure conscience; un appel étant naturellement fondé sur la supposition que quelques regles de cette espece ont été négligées.

Cette discussion sur le droit d'Angleterre, s'est trouvée beaucoup plus longue que je ne me l'étois proposé d'abord; elle a même, à ce que je m'apperçois, grossi cet ouvrage de deux nouveaux chapitres. Cependant, j'avoue que j'ai été d'autant plus tenté de traiter un peu au long le sujet des cours d'équité, que j'ai découvert le désaut (qu'on peut appeller constitutionel) concernant le pouvoir arbitraire de cette espece de tribunaux, qui s'est appuyée de l'autorité apparente des gens de robe & d'habiles praticiens; & que je n'ai trouvé dans aucun livre qu'on eût essayé ouvertement de le resuter, ni même de désinir la nature & le vrai but des cours d'équité.

CHAPITRE XI.

Justice criminelle.

JE me propose de parleractuellement d'une chose qui, quoiqu'elle ne fasse pas en Angleterre, &

même ne doive faire nulle part, partie des pour voirs constitutionels, c'est-à-dire, des prérogatives au moyen desquelles les puissances de l'Etat se balancent mutuellement; d'un autre côté, intéresse essentiellement la sûreté particuliere, & par contre-coup la constitution elle-même : c'est la justice criminelle que je veux dire. Mais avant que d'exposer quelles sont à cet égard les loix d'Angleterre, il est certaines choses que je pric qu'on observe.

Lorsqu'une nation confie à un certain nombre de personnes, ou à une seule, le dépôt de la force publique, elle se propose deux choses: l'une, de résister plus sûrement aux aggressions du dehors; l'autre, de maintenir au dedans la tranquillité.

Pour parvenir au premier but, chacun sacrisse, jusques à un certain point, de sa propriété, quelques ois même de sa liberté; mais, quoique le pouvoir de ceux qui se trouvent les chess de l'Etat, puisse être par là très-considérable, cependant on ne peut pas dire que la liberté publique soit après tout dans un grand danger; parce que, dans le cas où le prince tourneroit contre la nation une sorce qu'il ne doit employer que pour elle, cette nation, si elle étoit véritablement libre, par où j'entends si elle n'avoit point de préjugés politi-

ques, sauroit très-bien les moyens de pourvoir à sa sûreté.

Par rapport au second but, c'est-à-dire, à la tranquillité intérieure, indépendamment de nouveaux sacrifices de sa liberté, chacun doit encore, ce qui est bien plus délicat, faire celui d'une partie de sa sûreté personnelle.

La puissance législative, placée par la nature des choses humaines dans l'alternative, ou d'exposer les particuliers à des dangers qu'elle peut extrêmement diminuer, ou de livrer l'Etat aux maux qui sont sans limites, de la violence & de l'anarchie, se voit forcée de rendre chacunde ses membres accessible aux atteintes de la force publique; &, en leur retirant le bénésice du pacte social, de les laisser à leur soiblesse individuelle vis à vis de la puissance, relativement immense, des exécuteurs des loix.

Il y a plus: au lieu que cette puissance devoit, dans le premier cas, éprouver une si grande réaction, ici elle ne doit en rencontrer aucune; & la loi est obligée d'aller jusques à interdire la tentative même de la résistance. C'est donc à régler un pouvoir si dangereux, & à faire ensorte qu'il ne soit employé qu'à son but, c'est-à-dire, véritablement & uniquement au maintien de l'ordre, que la légissation doit se surpasser elle-même.

Mais il y a ceci de très-important à observer \$ c'est que plus la nation s'est réservé de pouvoirs. plus elle a mis, par consequent, de bornes à celui des exécuteurs des loix, plus aussi les précautions doivent être ingénieusement recherchées.

Dans un Etat où, par une suite d'événemens, on en est venu au point que la volonté du prince tient lieu de loi, il étend à volonté, & sans résistance, une oppression générale; les plaintes-mêmes sont étouffées; & chaque objet particulier, indiscernable à ses yeux, trouve une sorte de sûreté dans son néant. Par rapport au petit nombre de ceux qui l'approchent, comme ils sont, d'un autre côté, les instrumens de sa grandeur, ils ne peuvent avoir que des caprices à redouter; danger, contre lequel, s'il regne une certaine douceur dans les mœurs, ils sont jusques à un certain point rasfurés.

Mais dans un Etat où les exécuteurs des loix trouvent à chaque pas des obstacles, leurs pasfions, même les plus fortes, font continuellement mises en jeu; & certe portion de la force publique, qui est, entre leurs mains, l'instrument qui doit assurer à l'Etat la tranquillité, devient facilement une arme très dangereuse.

Et pour ne prendre d'abord que le cas le plus favorable, supposons celui d'un prince qui a en tout les intentions les plus droites; supposons encore, qu'il ne prête jamais l'oreille aux suggestions de ceux qui ont intérêt de le tromper: mais il sera sujet à erreur; & cette erreur qui, je le veux encore, ne viendra que de son attachement au bien public, pourra néanmoins le conduire à agir comme s'il avoit des vues toutes opposées.

Dans les occasions qui se présenteront, & il s'en présentera souvent, de faire le bien de l'Etat en passant par dessus les regles, rassuré, d'un côté, par la droiture de ses intentions, &, de l'autre, n'étant pas naturel qu'il emploie beaucoup de sa gacité à découvrir les conséquences fâcheuses d'actes dans lesquels sa vertu-même fait qu'il se complaît, il ne verra point que, pour obtenir un avantage présent, il donne atteinte aux loix qui sont la sûreté de la nation, & que ces actes, si louables quand on regarde à leur principe, ouvrent la breche par laquelle doit un jour entrer la tyrannie.

Bien plus: il ne comprendra pas même les plaintes qu'on pourra lui faire: insister dessus lui paroîtra la chose la plus injurieuse: l'amour propre, peut-être sans qu'il s'en doute, viendra se mettre de la partie; il poursuivra avec chaleur ce qu'il a commencé de sang froid; & si les loix n'y ont pas pourvu, il pourra être dans la bonne soi, & traiter comme ennemis de l'Etat des hommes dont tout le crime sera, ou d'avoir plus de lumieres que lui, ou d'avoir été dans une meilleure position pour juger de l'effet des choses.

Mais c'est faire beaucoup d'honneur à la nature humaine, de supposer que ce cas, d'un prince qui n'a jamais l'intention d'augmenter sapuissance, soit un cas bien ordinaire. L'expérience atteste, au contraire, que les caracteres les plus heureux ne résistent pas à la rentation du pouvoir : il n'a de charmes qu'autant qu'il met en état d'aller plus loin; & l'autorité, détestant jusques à l'idée de liens, ne cesse de s'agiter qu'elle ne s'en soit enfin affranchie.

Renverser ouvertement toutes les limites & se porter tout à coup pour maître absolu, sont des choses que nous avons dit étre impraticables; mais, d'un autre côté, ces pouvoirs de la nation, qui bornent celui du prince, ne peuvent avoir d'esfet qu'autant qu'ils sont mis en jeu par des particuliers: tantôt c'est un citoyen qui, par la publicité & la force de ses plaintes, ouvre les yeux de la nation; tantôt c'est un membre actuel du cor se législatif, qui propose une loi pour remédier à un abus de l'autorité; ce sera donc contre ces particuliers que le prince va porter tous ses efforts (1).

⁽¹⁾ Par le prince j'entends tous ceux qui, avec quelque

Il le fera même autant plus sûrement que, suivant l'erreur ordinaire à ceux qui gouvernent, il croira que l'opposition qu'il éprouve, quoique générale, ne tient qu'à une ou deux têtes; & au milieu des calculs qu'il fera, d'un côté, de la petitesse de l'obstacle qui se présente à surmonter, &, de l'autre, de l'avantage décissé de l'unique coup qu'il croie avoir à frapper, il sera excité par le désespoir de l'ambition, qui se voit sur le point d'échouer, & par la plus violente de toutes les haines, je veux dire celle qu'a précédé le mépris.

Dans la supposition que je fais toujours d'une nation véritablement libre, des procédés militaires ne sont pas des choses auxquelles le prince puisse seulement penser: une telle violation du pacte social, jointe à l'horreur du moyen, le mettroit à coup sûr en danger. Mais d'un autre côté, comme il a juré de réussir, à désaut d'autres ressources il jettera toute son activité du côté des moyens que la loi lui a laissé, de déployer la force publique; & si elle n'a pas pourvu, pour ainsi dire, à tout, il fera servir le peu de précautions qu'elle aura prises, à couvrir ses injustices; il se portera avec sorce vers son but particulier, en parlant sans cesse du bien général; & il détruira les désenseurs

titre & dans quelque Gouvernement que ce soit, sont à la tête des affaires.

de la loi, à l'abri des formes qu'elle a préfentes. (1)

Il y a plus: indépendamment des maux présens qu'il pourra faire, si la législation ne s'interpose pas à temps, les coups trapperont sur la constitution elle-même; & la consternation venant à être générale, chacun se trouvera enchaîné, dans un état qui aura toutes les apparences d'être libre.

Non-seulement la sûreté du citoyen, mais celle de l'état lui-même, exigent donc les plus grandes précautions dans l'établissement de la puissance nécessaire, mais si redoutable, d'insliger des peines. La premiere à prendre, celle même sans laquelle il est impossible d'en prévenir les dangers, c'est qu'elle ne soit jamais laissée à la disposition, ni même à l'insluence de celui qui est le dépositaire de la force publique.

Une autre précaution indispensable, c'est que cette puissance ne soit pas placée non plus dans le corps législatif: & cette précaution si nécessaire dans tout état, l'est bien d'avantage, lorsqu'il n'y a qu'une petite partie de la nation qui ait une part actuelle au pouvoir législatif.

d

lu

ex

ro

de

fes

cip

gifl

con

nou

bles

Poir inév

leurs

foib

T

de g

⁽¹⁾ S'il étoit quelqu'un qui m'accusat de calomnier la nature humaine, car ce n'est qu'elle que j'accuse ici, je le prierois de jetter les yeux sur l'histoire de Louis XI, de Richelieu, & sur-tout, sur celle d'Angleterre avant la révolution: il y verroit l'ambition redoubler de ruse & d'activité, à mesure qu'elle perdoit les moyens de se satisfaire.

Si le pouvoir judiciel étoit entre les mains de la partie législative du peuple, non-seulement il y auroit l'inconvénient si grand d'être indépendant; mais il produiroit, de plus, le mal extrême d'ôter ce qui identifie cette partie avec le tout, c'est-à-dire, une sujettion commune aux mêmes regles. Le corps législatif, qui ne pourroit, sans se perdre lui-même, établir ouvertement, & par ses loix, des exceptions en faveur de ses membres, les introduiroit par ses jugemens; & le peuple se donneroit des maîtres, en se nommant des représentants.

Le pouvoir judiciel doit donc absolument résider dans un corps subordonné & soumis, non dans ses actes particuliers, à l'égard desquels il doit être comme un sanctuaire, mais par rapport à ses principes & à ses sormes, que c'est à la puissance législative à lui prescrire. Comment ce corps sera-t-il composé? c'est à l'égard de quoi il faut encore de nouvelles précautions.

Dans un état où le prince est le maître absolu, de grands corps de judicature sont très-convenables, parce qu'ils resserrent jusques à un certain point l'acception des personnes, qui est la suite inévitable de cette sorte de gouvernement. D'ailleurs ces corps, quelles que soient leurs prérogatives, étant, au sond dans l'état de la plus grande soiblesse, n'ont que leur intégrité & leur constance

Tome I.

à observer certaines regles & formes, pour s'attirer le respect des peuples : & par-là ils en impofent au prince lui-même, & lui ôtent la penfée d'en taire les instrumens de ses fantaisses (1).

Mais dans une monarchie véritablement limitée. c'est-à-dire, dans celle où le prince, par le droit & par le fait, né soumis aux loix, ces grands corps de judicature se trouveroient contraires au principe de la constitution, qui ne veut pas qu'il existe quelque part plus de puissance qu'il n'en faut pour le but qu'on se propose; outre qu'un tel surcroît, dans les viciffitudes de la fluctuation inévitable dans un tel état, pourroit devenir très-dangereux.

po pe

for pai

roi

fe c

req

la (

droi

féqu

que

lorfe

fes ju

nemi

D

(1) On a en vue ici les parlemens françois, & notamment celui de Paris, qui, à la tête de tous les autres, forme un corps si considérable, qu'on l'a vu citer pour se rendre comme un quatrieme ordre aux états-généraux du royaume. Ce corps, dont le poids est augmenté par la circonstance que ses membres tiennent leurs places à vie, a eu constamment l'avantage, dont nous avons parlé, d'en impofer, & d'être au-dessus de toute crainte & acception de personnes pour l'administration de la justice tant criminelle que civile : aussi la cour l'a-t-elle trouvé si difficile à ménager, que les ministres ont quelquesois dû nommer des juges particuliers, ou commissaires, pour faire le procès à ceux qu'ils vouloient perdre.

Mais cet avantage n'est que local, & relatif seulement au gouvernement françois, qui est une monarchie absolue, avec des restes considérables d'aristocratie. Dans un état libre un aussi puissant corps, revêtu du pouvoir de décider de la vie, de l'honneur & de la propriété des citoyens, seroit fort dangereux, comme on va voir; & il le feroit fur-tout, si de tels juges avoient dans l'état britannique le pouvoir, qu'ils ont dans tous les autres états du monde, de décider en matiere

de droit comme en matiere de fait.

De plus, ce que ces corps ont nécessairement d'imposant, avantage décisif lorsqu'il s'agit de suppléer à la foiblesse des loix, se trouvant inutile dans un état où elles ont pour elles toute la force de la nation, auroit encore l'inconvénient d'y faire craindre autre chose que ce qu'il faut précisément que l'on y craigne.

Ces grands tribunaux, je veux le supposer, conserveroient, dans la variété des événemens, toute l'intégrité qui les distingue dans des états d'une constitution différente : ils ne s'informeroient jamais du crédit, bien moins encore des sentiments politiques de ceux sur le sort desquels ils sont appellés à décider. Mais ces avantages n'étant point fondés fur la nature des choses, & leur puissance paroissant les dispenser de tant de vertu, on verroit peut-être s'établir l'opinion dangereuse, que fe conformer aux loix n'est pas la seule chose que requiere la prudence : le citoyen, appellé, dans la sphere où la fortune l'a placé, à défendre ses droits & ceux de la nation, redouteroit les conféquences d'une conduite même légitime; & quoique rassuré par la loi, il pourroit être consterné lorsqu'il en envisageroit les ministres.

Dans l'assemblée de ceux qui sont appellés à être ses juges, le citoyen ne verroit peut être pas d'ennemis; mais il ne verroit pas d'hommes non plus,

qu'un rapport de circonstances pût conduire à s'întéresser à son sort : & leur rang joint sur-tout à leur nombre, lui paroîtroit les foustraire à ce qui est le frein de l'injustice là où la loi n'a pu en établir d'autre, je veux dire les reproches du public.

Et ses craintes seroient considérablement augmentées, si, par l'admission de la jurisprudence reçue dans certains états, il voyoit ces tribunaux, déjà si redoutables, s'envelopper dans une sorte de mystere, & se rendre, pour ainsi dire, inaccesfibles (1).

(1) Ceci regarde le secret de la procédure, qui s'observe par toute l'Europe dans l'administration de la justice criminelle, conformément aux regles du droit civil. Dès qu'un accusé est en prison, il est séquestré de tout le mon-de; jusqu'à ce qu'il ait subi tous ses interrogatoires. Un ou deux juges sont nommés pour l'interroger : & il se trouve feul devant eux dans quelque chambre de la prison. Les témoins sont ouïs à part; & il n'est admis à les voir que lorsqu'on a fini de recevoir leurs dépositions: alors on les confronte avec lui devant tous les juges, afin que les témoins puissent voir si le prisonnier est réellement l'homme contre qui ils ont déposé, & pour que le prisonnier, de son côté, puisse dire ce qu'il a à objecter contr'eux: cela fait, on rejette le témoignage de ceux des témoins qui font trouvés récufables : les dépositions des autres sont produites devant les juges, ainsi que les réponses du prisonnier, qui a été préalablement sommé de confirmer ces dépositions, ou de les déclarer fausses; & on lui délivre une copie du tout, afin qu'il puisse préparer sa justification avec l'assistance d'un avocat, qu'on lui permet alors d'avoir. Les juges, comme nous l'avons déjà dit, ont la décision de ce qui est de droit & de fait, comme aussi de tous les incidens qui peuvent arriver dans le cours du procès, tels que l'admission de témoins pour être ouis en faveur du prisonnier, &c.

ta

pe

ven

ble

que

acc

peu bor

eft dapi

Cette espece de judicature criminelle peut avoir son utilité, en tant qu'il ne s'agit que de découvrir la vérité, matiere dont "Il ne pourroit penser, sans estroi, à ces vastes prisons dans lesquelles il sera peut-être un jour rensermé, à ces procédures inconnues qu'il faudra qu'il subisse, à cette séparation totale de la société des autres hommes, à ces longs & sécrets interrogatoires où, livré absolument à luimême, il n'aura qu'une désense passive à opposer aux questions variées d'hommes sur les intentions desquels il ne sera point suffisamment rassuré, & où son cœur, siètri dans la solitude, ne sera soutenu ni par les conseils de ses amis, ni par les regards de ceux qui seront des vœux pour sa délivrance.

La sûreté du citoyen, & l'opinion de cette sûreté, étant donc presque également essentielles à la jouissance de la liberté, & nécessaires à son maintien; ces deux choses ne doivent, par conséquent, jamais être perdues de vue dans l'établissement du pouvoir judiciel; & je crois qu'on peut, à cet égard, poser les regles suivantes.

la discussion n'est pas de mon sujet: mais en même temps le prisonnier est tellement au pouvoir des juges, qui peuvent, même le détenir presque autant que bon leur semble, en multipliant, ou en dissérent ses interrogatoires, que par-tout où elle est adoptée on redoute autant d'être accusé que d'être coupable, & que l'on y évite, tant qu'on peut, de se mêler des affaires publiques. Nous verrons d'abord combien la maniere de procéder devant des jurés, qui est particuliere à la nation angloise, est admirablement adaptée à la nature d'un état libre.

Premierement, je rappellerai ce que j'ai déjà dit, que le pouvoir judiciel ne doit jamais être placé dans un corps indépendant, beaucoup moins encore entre les mains de celui qui est déjà le dépositaire de la force publique.

J'alouterai que l'accusé doit avoir tous les moyens possibles de défense. La procédure, sur toutes choses, doit être publique. Les tribunaux doivent être tels, & leurs formes telles, qu'ils inspirent le respect, & jamais la terreur. Et les cas doivent être si bien déterminés, & les bornes si bien posées, que ni le pouvoir exécutif, ni les juges eux mêmes, ne puissent impunément les paffer.

Enfin, puisque l'avantage de vivre en société doit absolument s'acheter, non-seulement par le facrifice d'une partie de la liberté (facrifice, au reste, qui, dans un état bien institué, ne coûte rien à l'homme fage), mais encore par le facrifice allarmant d'une partie de la sûreté personnelle, en un mot, puisque tout pouvoir judiciel est un mal, quoique nécessaire, il faut ne rien négliger de ce qui peut en diminuer les dangers. Et comme cependant il est un terme où il faut que la prudence humaine s'arrête, comme il est un moment où le facrifice de la sûreté du particulier doit enfin se faire, & où la loi doit l'abandonner

me pri

Ang

en e

t

q

I me tice de 1

qu'u ildo pour trancher le mot, à une décission jusques à un certain point arbitraire; il faut qu'elle ait reculé, le plus qu'il a été possible, ce moment où l'arbitraire doit prendre place, & que, lorsque le citoyen sera appellé à voir son sort décidé par les lumieres incertaines de la conscience de ses semblables, elle ait tellement arrangé les choses, qu'il y trouve toujours des avocats, & jamais des adversaires.

CHAPITRE XIL

Continuation du même sujet.

Après ces observations, que j'ai cru absolument nécessaires pour pouvoir faire connoître l'esprit de la jurisprudence criminelle qui a lieu en Angleterre, & ce qu'elle a d'avantageux, je vais en donner l'exposé.

1-

el

n

s.

ue

un

er

Lorsqu'une personne est accusée de quelque crime, le magistrat, qu'on appelle en Angleterre justice, ou juge de paix, expédie un ordre (Warrant) de la faire saissir: mais ce warrant ne peut être qu'un commandement de se faire amener l'accusé; il doit l'entendre, & prendre par écrit ses répon-

ses, ainsi que les diverses informations. S'il ré-s' sulte de cette enquête, ou que le crime dont on accuse n'a pas été commis, ou qu'il n'y a pas de raison d'en soupçonner l'accusé, il doit le libérer sans restriction. Si l'enquête donne un résultat contraire, il doit exiger de l'accusé une caution de paroître pour répondre à l'accusation, ou, dans les cas de crimes contre lesquels la loi prononce une peine capitale, l'envoyer réellement en prison, pour subir son interrogatoire & son jugement aux prochaines sessions.

Mais la précaution de faire examiner un accusé avant de permettre son emprisonnement, n'est pas la seule que la loi ait prise en sa faveur : elle a de plus établi que sa cause seroit de nouveau discutée, avant de lui faire courir le hasard quelconque d'une procédure. A chaque session, le shérif nomme ce qu'on appelle la grande assemblée des jurés, (grand jury). Cette assemblée doit être de plus de douze hommes, & de moins de vingt-quatre, & est toujours formée des personnes les plus qualifiées d'un comté: sa fonction est d'examiner les preuves qui ont été données de chaque accusation. S'il ne se trouve pas douze personnes dans l'assemblée qui trouvent qu'une accusation soit sondée, l'accusé est incontinent libéré; si, au contraire, il y en a douze qui s'accordent à trouver les preuves suffisantes, l'accusé est dit être sous jugement, & est retenu pour subir la suite de la procédure.

Lorsque le jour est venu où l'accusation doit se juger définitivement, le prévenu comparoît à la barre du tribunal. Le juge, après lui avoir lu le bill qui contient les motifs de sa détention, doit lui demander comment il veut être jugé; & il répond, par Dieu & la loi de mon pays: ce qui est une réclamation des moyens que la loi lui donne pour sa justification. Le shériss nomme alors ce qu'on appelle la petite assemblée des jurés, (petty jury): cette assemblée doit être composée de douze hommes, choisis dans le comté où le crime a été commis, possesseur d'un sonds de terre de dix livres sterling de revenu; & c'est leur déclaration qui doit décider du mérite de l'accusation.

Il falloit donc absolument que l'accusé eût une grande influence sur le choix de ces hommes, dont son sort dépend : aussi la loi lui en a-t-elle accordé une très-considérable, par le grand nombre de récufations qu'elle lui accorde.

Ces récusations sont de deux sortes. La premiere qui s'appelle récusation to the array, (in universum) est pour rejetter l'assemblée entiere: elle a lieu dans le cas où le shériff, qui l'auroit formée, ne pourroit être regardé comme personne indifférente; par exemple, s'il étoit intéressé dans l'accusation, s'il étoit parent ou allié de l'accusateur, ou, en général, de la partie lésée.

La seconde espece de récusation, qui s'appelle récusation to the polls, (incapita) se propose contre les jurés pris séparement; & le chevalier Coke la divise en quatre cas. Celle qu'il appelle propter konoris respedum a lieu lors d'une différence de condition; ainsi le prévenu pourroit recuser un lord dont il verroit le nom sur la liste. Celle propter delictum a pour but d'éloigner un homme qui auroit été flétri par un jugement. Celle propter desectum se propose contre un juré. (juror) qui seroit étranger, ou qui n'auroit pas un fonds de terre de la valeur fixée par la loi. Celle propter affedum est pour écarter tout juré qui pourroit avoir quelque intérêt à la condamnation de l'accufé; celui, par exemple, avec qui il auroit quelque inimitié; celui avec qui il feroit en procès; celui qui seroit parent, allié ou associé de l'accusateur, ou d'une même corporation, &c. (1)

1

ľ

ii

P

po

&

qui

tres

étal

elle

des

Enfin, pour rassurer jusques à l'imagination de l'accusé, la loi lui accorde, sans préjudice

⁽¹⁾ Lorsque l'accusé est étranger, la moitié des jurés doivent être aussi étrangers: c'est ce qu'on appelle jury de medietate linguæ.

DE L'ANGLETERRE. 159

aux diverses récusations ci dessus, la récusation peremptoire; c'est à-dire, sans alléguer de raison, de vingt jurés successivement (1).

Lorsqu'enfin l'assemblée des jurés est formée & qu'ils ont prêté le serment, le procès est dit être ouvert, & l'accusateur produit les preuves de son accusation. Mais à la dissérence des regles prescrites par le droit civil, les témoins déposent en présence de l'accusé: il peut leur proposer des questions, produire des témoins en sa faveur, & les saire déposer sous serment. Enfin il a un conseil qui l'aide, non-seulement dans la discussion du point de droit qui peut se trouver compliqué avec le sait, mais aussi dans l'éclaircissement du sait lui même, & qui lui indique les questions à saire, ou même les sait pour lui (2).

Ce sont là les précautions que la loi a prises pour les cas d'accusations ordinaires; mais dans les cas d'accusations pour crime de hante trahison, & de misprisson de trahison, c'est-à-dire, de cons-

⁽¹⁾ Lorsque ces diverses récusations épuisent le pannel qui doit être de quarante-huit jurés, on en nomme d'autres, sur un writ du juge, qui porte decem, ou octo tales; & on les nomme les tales.

⁽²⁾ Cependant cette derniere circonstance n'est point établie par la loi, si ce n'est dans les cas de trahison; elle n'est admise que par la coutume, & par l'indulgence des juges.

piration contre la vie du roi ou contre l'Etat, & de non-révélation (1), accusations qui supposent un parti & des accusateurs puissans, la loi a donné à l'accufé de nouvelles ressources.

Premierement, aucune accufation, à moins qu'il ne soit précisément question d'avoir attenté fur la vie du roi, ne peut être reçue après trois années écoulées depuis l'offense. 2º. L'accusé peut indépendamment de ses divers droits de récusation, récuser peremptoirement jusques à trentecinq jurés. 3°. Il peut choisir deux conseils, pour l'affister pendant tout le tems de la procédure. 4º. Pour empêcher que les témoins qu'il a à produire ne foient écartés, les tribunaux doivent lui accorder, pour les obliger à paroître, tous les moyens de contrainte qui sont usités dans des cas pareils. 5°. On doit lui livrer, dix jours avant le jugement, en présence de deux témoins, & pour cinq shellings, une copie de la procédure, qui doit contenir tous les faits sur lesquels porte l'accusation, le nom, la demeure & la profession des jurés qui doivent composer l'assemblée, & même de tous les témoins que l'on se propose de produire contre lui (2).

n

d

b

E

P

de

le

ſé:

rit

nie

⁽¹⁾ La peine de la non-révélation est la confiscation des biens, & l'emprisonnement pendant la vie. (2) Stat. 7. de Guil. III. c. 3; & 7. Ann. c. 21. Ce der-

Lorsque, soit dans le cas de haute trahison, soit dans celui de crimes ordinaires, l'accusateur & l'accusé ont allégué leurs raisons, & que les témoins ont répondu aux questions, soit des juges, foit des jurés, l'un des juges prend la parole & fait une récapitulation de tout ce qui s'est allégué d'essentiel. Il établit aux jurés ce qui constitue précisément l'état de la question, & il leur donne son opinion, non sur le fait, mais sur le point de droit qui peut servir à les guider dans leur décision. Cela fait, les jurés se retirent dans une chambre voisine; ils doivent y rester, jusques à ce qu'ils se soient accordés entr'eux, sans boire ni manger & sans feu, à moins que le juge ne le permette autrement. Leur déclaration (veredictum) doit porter précisément que le prévenu est coupable ou non coupable, du fait dont on l'accuse. Enfin, la maxime fondamentale de ce genre de procédure, est que les jurés, pour condamner, doivent être unanimes.

Et, comme le principal but de l'inflitution de l'épreuve par des jurés, est de soustraire les accusés à la décision de personnes revêtues d'une autorité quelconque permanente (1); non-seulement

nier acte ne devoit prendre force qu'après la mort du défunt prétendant.

⁽¹⁾ Junius dit fort bien, que « le but ou l'intention des » loix n'est pas de se fier sur ce que les hommes voudront

l'opinion que le juge délivre n'a de poids qu'autant que les juges veulent lui en donner, mais, de plus, leur déclaration doit porter aussi sur le point de droit qui se trouve immédiatement joint au fait: c'est-à-dire, qu'ils doivent établir & l'existence d'un certain fait, & donner la raison qui le rend contraire à la loi (1).

Cela est même si fort requis, qu'un bill d'indidment ou d'accusation, doit absolument avoir
ces deux choses pour objet. Ainsi un indidment
pour trahison doit porter, que les faits en question
ont été commis dans un esprit de trahison (proditoriè). Un indidment pour meurtre doit porter,
que le crime a été commis de malice délibérée.
Un indidment pour vol doit porter, que la chose
a été prise avec intention de voler (animo surandi), &c. (2).

2

))

rei fai

jui me

[»] faire, mais de prendre des précautions contre ce qu'ils » pourront faire ».

⁽¹⁾ Amoins qu'ils n'aiment mieux donner un special verdict, ou déclaration sous reserve. « Quand les jurés (dit
» Coke) doutent de la loi, & ont l'intention de faire ce qui
» est juste, ils prononcent sur le fait, en se servant de cette
» clause, Et super totà materià petunt discretionem Justicia» riorum ». Inst. IV. p. 41. Nous observons ici, que ces paroles de Coke ne laissent aucun doute sur le pouvoir qu'ont les
jurés de décider aussi du point de droit joint au fait dans un
procès: pouvoir que la constitution rend nécessaire à tous
égards, sur-tout puisqu'un prisonnier en Angleterre ne peut
récuser le juge, comme on le peut en droit civil, & pour les
mêmes raisons pour lesquelles il peut récuser un témoin.

⁽²⁾ On a si fort pour maxime qu'une assemblée de jurés, doit décider & dufait & du crime qui y est attaché, que si un

Les jurés sont même si fort les maîtres de leur déclaration, la loi a tellement craint que les précautions qu'elle pourroit prendre à leur égard, n'eussent, ainsi qu'il n'est que trop ordinaire, un effet contraire à celui qu'il eût été d'abord naturel d'espérer, & qu'un pouvoir établi, pour leur faire observer certaines regles, ne s'occupat bientôt à les en faire fortir ; que c'est un principe établi, qu'un juré, en délivrant son opinion, ne doit avoir d'autre regle que son opinion elle-même, c'est-à-dire, que la croyance qui résulte, dans son esprit, des faits respectivement allégués, de leur crédibilité, de celle des témoins, & même de toutes les circonstances dont, en son particulier, il peut avoir connoissance. Voici comment s'exprime le Chief Justice Hale, dans son Histoire de la commune loi, chap. XII, §. 11.

« Les jurés doivent peser la crédibilité des té-» moins, & la force & efficace de leurs déposi-» tions; en quoi, comme je l'ai dit ci-devant, » ils ne sont pas précisément obligés de suivre les » regles de la loi civile, par exemple d'avoir » deux témoins pour prouver chaque fait, à

recueil de suffrages n'avoit pour objet que la simple réalité du fait à la charge de l'accusé, le juge ne pourroit à cause de cela, insliger aucun châtiment. Ainsi dans le cas de Woodfall, qui avoit été accusé d'avoir imprimé la lettre de Junius au roi, les jurés prononcerent, coupable d'avoir imprimé & publié, seulement; ce qui sit que le prisonnier sut absous.

» moins que ce ne soit pour un cas de trahison; » ni de rejetter un témoin parce qu'il est seul; ni » de croire toujours deux témoins, si la proba-» bilité du fait se trouve, ensuite d'autres circons-» tances, leur être contraire. Car le jugement ne » se rend pas simplement ici sur la déposition des » témoins, mais auffi fur celle des jurés; vu qu'il » est possible qu'ils aient, en leur particulier, » connoissance de la fausseté d'une chose qu'un » témoin a déposé être vraie, ou qu'un témoin » est inadmissible & ne mérite aucune créance, » quoique rien n'ait été objecté contre lui, & » qu'ils donnent leur suffrage en conséquence (1)». Si la fentence porte non coupable (not guilty) le prévenu est libéré, & ne peut, sous aucun prétexte, être jugé de nouveau pour raison du même crime. Si au contraire elle porte coupable (guilty), alors, mais seulement alors, les juges entrent en fonction, & prononcent la peine que la loi dé-

font

la

Se

nif. me

fe i

int

nin fift:

cet

d'ur

baro cier

» l'

n v

(1) Les mêmes principes & les mêmes formes s'observent dans les causes en matiere civile. La seule différence est, que la récusation péremptoire n'est pas alors admise.

cerne (1). Mais dans cette fonction encore ils ne

la récusation péremptoire n'est pas alors admise.

(1) Lorsque l'accusé est un des lords temporels, il jouit aussi du droit universel d'être jugé par ses pairs; mais la procédure differe alors à quelques égards. Premierement, quant au nombre des jurés: tous les pairs, lesquels en sont alors la fonction, doivent être cités au moins vingt jours à l'avance.

Secon-

font point laissés à eux-mêmes : ils doivent absolument s'en tenir à la lettre; aucune interprétation vague ne peut avoir lieu; & quelque criminel que fût un fait, il resteroit impuni, s'il se trouvoit n'entrer expressément dans aucun des cas sur lesquels la loi prononce. Le mal de l'impunité d'un crime, c'est-à-dire, un mal dont une loi nouvelle peut tout de suite prévenir les conséquences, n'a pas paru, dans la législation angloise, pouvoir entrer en comparaison avec le danger de violation d'une barriere si importante à la sûreté de l'individu (1).

A toutes ces précautions, prises par la loi pour la sureté du sujet, il y faut ajouter une circonstance, qui seule justifieroit la partialité avec la

Secondement, lorsque la procédure a lieu pendant la session. il est dit être dans la haute cour de parlement; & les pairs reunissent glors la fonction de jurés & celle de juges : si le parlement n'étoit pas siégeant, la procédure seroit dite être dans la cour du haut intendant d'Angleterre ; ce qui est un office qui ne fe renouvelle que dans cette occasion; & c'est alors ce haut intendant qui fait la fonction de juge. Troisiémement, l'unanimité n'est pas requise; & c'est le plus grand nombre, confistant en douze personnes au moins, qui décide.

(1) Je donnerai un exemple du scrupule des juges anglois à cet égard. Sir Henri Ferrers ayant été arrêté en conséquence d'un Warrant qui le nommoit chevalier, au lieu qu'il étoit baronet, son valet Nightingale, prenant sa défense, tua l'officier. On décida que " vu le défaut du Warrant, le meurtre de » l'officier, qui vouloit exécuter le Warrant, n'étoit pas un » vrai meurtre, puisque ce n'étoit pas un bon Warrant : c'est » pourquoi il fut déclaré non coupable de meurtre & d'homi-

» cide». Reports de Croke. P. III, p. 371.

quelle les jurisconsultes anglois donnent à leurs loix la préférence sur le droit civil: c'est que ces loix rejettent absolument la torture (1). Sans répéter ce que dit, sur ce sujet, l'admirable Traité des délits & des peines, je dirai seulement, que la torture, ce moyen déjà si révoltant en luimême, auroit, sur-tout dans un état libre, les plus sunestes conséquences. Il a été absolument nécessaire, en la rejetant, d'empêcher que, sous le prétexte de chercher la vérité, l'innocent ne sût livré à la vengeance de ses ennemis. Il a fallu, de plus, y soustraire le coupable convaincu lui même, & bannir entiérement un moyen, dont l'effet inévitable seroit de ne mettre aucune sin aux accusations (2).

Pour ôter jusques à la possibilité des abus, c'est

(a

vé

ve

ne

qu

adi

voi

lui

(1

geoir

⁽i) Coke dit, dans son troisieme Institut, p. 35, que, lorsque Jean Holland duc d'Exester, & Guillaume de la Poole duc de Sussolk, voulurent, sous Henri VI, renouveller les tentatives pour introduire le droit civil, ils commencerent par la torture, dont l'instrument sut appellé la fille du duc d'Exester.

⁽²⁾ Le juge Foster rapporte, d'après Whitlock, que l'évêque de Londres ayant dit à Felton, qui avoit assassiné le duc de Buckingham, que s'il ne vouloit pas accuser ses complices, il n'avoit qu'à se préparer à la torture, celui-ci répondit: Si cela est ainsi, je ne sais qui je pourrai accuser dans l'extrêmité du tourment; peut-être l'evêque Laud, ou quelqu'autre personne de ce tribunal. « Admirable réslexion, » ajoute Foster, « dans la bouche d'un enthousiasse & d'un scélérat. » Laud ayant proposé la torture, après quelque débat, les juges déclarerent unanimément que les loix d'Angleterre ne permettoient pas d'employer la torture.

encore un usage invariable que la procédure soit publique. Le coupable ne comparoît & ne répond, que dans des lieux dont l'accès est ouvert à tout le monde; & les témoins, lorsqu'ils déposent, le juge, lorsqu'il délivre son opinion, les jurés, lorsqu'ils rendent leur sentence, sont tous sous les yeux du public. Ensin le juge ne peut changer ni le lieu ni la maniere de l'exécution d'un jugement; & le shériss, qui ôteroit la vie à un homme d'une maniere dissérente de celle que la loi prescrit, seroit coupable de meurtre, & poursuivi comme tel (1).

En un mot, la constitution de l'Angleterre, étant une constitution libre, exigeoir par cela seul (ainsi que je ne l'aurois que trop répété, si une vérité aussi fondamentale pouvoit se répéter trop souvent) des précautions extraordinaires, pour prévenir les dangers de la puissance d'insliger des peines; & c'est sur-tout, considérée dans cet esprit, que l'épreuve par des jurés paroît une institution admirable.

Non-seulement, par cette institution, le pouvoir judiciel est absolument hors des mains de celui qui a le pouvoir exécutif; il est de plus hors

⁽¹⁾ Et si toute autre personne, que le shériss, se chargeoit d'une exécution à mort, sût-ce le juge lui-même, ce seroit homicide. Commentaires de Blackstone. L. IV. Ch. 14.

des mains du juge lui-même. Non seulement, ce lui qui a le dépôt de la force publique ne peut la déployer, qu'après en avoir reçu, pour ainsi dire, la permission de ceux qui ont le dépôt des loix; mais ceux ci sont eux mêmes retenus par un obstacle exactement pareil, & ils ne peuvent faire parler la loi, que lorsque, aussi à leur tour, ils en ont reçu la permission.

n

t

p

in

ne

ge

An

la

idé

çue

que

pré

core

E

(1)

cet he

pouvo

Et ces personnes auxquelles la loi a donné exclusivement le pouvoir de décider qu'il y a lieu à infliger une peine, ces hommes, sans le suffrage desquels le pouvoir exécutif & le pouvoir judiciel sont condamnés à l'inaction, ne forment pas entr'eux une assemblée permanente, & où ils ayent eu le temps de voir en quoi leur puissance peut servir à leur intérêt particulier; ce sont des hommes pris tout à-coup d'entre le peuple, qui n'ont peutêtre jamais été appellés à cette sonction, & qui ne prévoient pas d'y être jamais rappellés.

Les nombreuses récusations déroutant, d'un côté, les menées de ceux qui, malgré tant de désavantages, voudroient s'obstiner à faire servir le pouvoir judiciel à leurs vues, & excluant, de l'autre, les passions particulieres; l'unique sentiment qui puisse influer sur l'intégrité de ceux qui ont seuls le droit de mettre la sorce publique en mouvement, dans l'instant de pouvoir qui leur est

toyens, est lié à celui de l'homme sur le destin duquel ils vont prononcer.

Enfin cette heureuse institution est telle, que le pouvoir judiciel, ce pouvoir par lui-même si sormidable, qui dispose, sans résistance, de la vie, de l'honneur & des biens des citoyens, & qui, nonobstant toutes les précautions qu'on peut prendre pour le restreindre, doit après tout rester, en grande partie, arbitraire; ce pouvoir, dis-je, existe en Angleterre, remplit à tous égards le but de son institution, & n'est entre les mains de personne (1).

Dans tout ce que j'ai dit, au reste, des avantages de la jurisprudence criminelle, qui a lieu en Angleterre, je n'ai eu en vue que son rapport avec la constitution libre; & ce n'est que dans cette idée que je l'ai comparée avec la jurisprudence reçue dans d'autres états. Cependant, lors même que je fais abstraction de ces grands motifs que j'ai présentés, je ne puis m'empêcher de trouver encore aux loix angloises de grands avantages.

Elles n'exposent un accusé au péril d'une procé-

⁽¹⁾ La conféquence de cette institution est, que personne, en Angleterre, ne fauroit voir l'homme, dont il pût dire, cet homme peut décider de ma vie ou de ma mort. Si l'on pouvoit, pour un moment, oublier le bonheur d'une telle institution, on devroit au moins en admirer l'invention.

dure, que sur l'avis de douze personnes, ati moins (1). Soit dans les prisons, soit devant le juge, elles ne serment pas un seul moment l'accès à ceux qui ont des avis ou des consolations à lui donner: elles lui permettent même d'appeller tous ceux qui peuvent avoir à dire quelque chose en sa faveur. Ensin, ce qui est très-important, les témoins, qui déposent contre lui, doivent déposer en sa présence; il peut leur proposer des questions, &, par une demande imprévue, déranger tout un système de calomnie. Toutes choses que resusent les loix établies dans d'autres états.

q

n lá

d

de

tio

né

di

c'e

CO

la

dar

by

libe

Si donc un accusé voit son sort se décider par des hommes (2) qui n'ont, peut-être, pas toute la sagacité que, dans des occasions délicates, il est avantageux de rencontrer dans un juge; d'un autre côté, la loi, par les extrêmes facilités qu'elle lui apporte, a tout au moins fait compensation. Si le juré n'a pas ce long exercice qui donne l'expérience, il n'a pas non plus la dureté de cœur qui en est la suite; & apportant au pied du tribunal tous les principes, je dirai même tout l'instinct de l'humanité, il n'exerce, qu'en tremblant, la sonction redoutable à laquelle il se voit appellé; & dans les cas douteux, il se jette toujours du côté de la douceur.

⁽¹⁾ Du grand jury.

⁽¹⁾ Petty jury.

J'ajoûterai que, dans le cours ordinaire des choses, les jurés ont beaucoup d'égard aux directions du juge: que, lorsqu'étant d'accord sur le fait, ils sont embarrassés sur le degré de crime qui s'y trouve attaché, ils laissent la chose à la décision du juge, comme nous l'avons déjà dit, en rendant ce qu'on appelle un special verdict: (sentence sous referve) que toutes les fois que les circonstances leur paroissent excuser un homme, cependant reconnu coupable, ils ajoutent, en rendant leur sentence, qu'ils le recommandent à la merci du roi; ce qui ne manque jamais d'opérer, tout au moins, un relâchement de la peine: que, quoique dans le cas d'absolution on ne puisse, sous aucun prétexte, ordonner une nouvelle procédure par jurés, on l'accorderoit cependant dans celui d'une condamnation rendue sur des preuves fortement soupconnées d'être fausses (1). Enfin, ce qui établit une différence bien honorable aux loix d'Angleterre, c'est que, ne connoissant pas la torture; elles ne connoissent pas non plus de peine plus grande que la privation simple de la vie.

Toutes ces choses mettent une si grande douceur dans l'exercice de la justice criminelle, que le trial by jury, dont je viens de parler, est l'article de sa liberté auquel le peuple anglois est le plus forte-

⁽¹⁾ Blackstone Com. L. IV. C. 27.

ment & le plus généralement attaché; & la seule plainte que j'aie entendue à cet égard, a été celle d'hommes qui, plus sensibles à la nécessité de l'ordre qu'aux égards dûs à l'humanité, trouvent que trop de coupables restent impunis.

CHAPITRE XIII.

Conclusion du même sujet. Loix sur les emprisonnemens.

Mais, ce qui met le comble au sentiment d'indépendance dont les loix d'Angleterre sont jouir, sentiment qui est un des plus grands avantages attachés à la liberté, c'est la grandeur de leurs précautions sur la matiere si délicate des emprisonnemens.

Premiérement, en accordant, dans le plus grand nombre de cas, la libération fous caution, & en ne laissant point, comme on l'a vu, les cas à la discrétion du juge, elles ont ôté les prétextes, que les circonstances pourroient fournir, de priver un homme de sa liberté.

Mais c'est sur-tout contre la puissance exécutive que la législation a tourné ses efforts; & ce n'est même que tard qu'elle a pu parvenir à lui arracher d

n

a

te

un pouvoir, qui la mettoit en état d'enlever au peuple ses désenseurs & de consterner ceux qui pourroient être tentés de le devenir, & qui ayant ainsi toute l'efficace de moyens plus odicux, sans en avoir les dangers, étoit l'arme la plus redoutable avec laquelle elle pût attaquer la liberté.

Les moyens indiqués originairement par les loix d'Angleterre, pour libérer un homme injustement emprisonné, étoient les writs appellés, de mainprize, de odio & atid, & de homine replegiando: ces writs, qui ne pouvoient se resufer, étoient un ordre au shériss du comté où un homme étoit détenu, de s'enquérir des causes de la détention, &, suivant les cas, de le libérer, ou purement & simplement; ou sous caution.

Mais le moyen le plus usité, & même qui, étant le plus général & le plus sûr, a tacitement aboli tous les autres, est le writ d'Habeas Corpus, ainsi appellé parce qu'il commence par les mots Habeas Corpus ad subjiciendum. Ce writ, étant un writ de haute prérogative, devoit sortir de la cour du King's Bench: son esset s'étendoit dans tous les comtés indisséremment; & le roi y ordonnoit, où étoit censé y ordonner à celui qui détenoit un de ses sujets, de le présenter devant le juge, avec la date & la cause de la détention, pour ensuite se soumettre à ce que le juge ordonneroit.

Mais ce writ, qui pouvoit être une ressource dans les cas de détentions violentes faites par des particuliers, ou d'emprisonnemens obtenus à leur requête, n'en étoit qu'une bien foible, ou plutôt n'en étoit pas une, contre le pouvoir du prince, fur-tout sous le regne des Tudors, & dans le commencement de celui des Stuarts. Et même dans les premieres années de Charles I, les juges du King's Bench, qui, par une suite de l'esprit du temps, & parce qu'ils tenoient alors leurs places durant le benè placito, étoient toujours devoués à la couronne, déciderent nettement « que lors-» que l'emprisonnement avoit été fait par or-» dre exprès du roi, ou des membres du con-

» seil privé, ils ne pouvoient, sur la présenta-

» tion d'un writ; ni libérer, ni admettre à cau-

» tionnement, encore que l'ordre d'emprison-

» nement ne portât aucune cause ».

Ces principes, & la maniere de procéder qui en étoit la suite, attirerent l'attention du parlement; & dans l'acte de la pétition des droits, paffé la troisieme année du regne de Charles I, il fut ordonné, que personne ne put être détenu en conséquence de tels emprisonnemens.

n

tr

re

ch

re

fur

Mais l'adresse des juges sut éluder l'effet de cet acte: ils ne refuserent pas, à la vérité, de libérer un homme emprisonné sans cause; mais ils apporterent tant de délais à l'examen des caufes, qu'ils obtenoient tout l'effet d'un plein déni de justice.

La législation s'interposa de nouveau; & dans l'acte passé dans la seizieme année du regne de Charles I, le même qui supprima la chambre étoilée, il su ordonné « que dans le cas où quelqu'un seroit » envoyé en prison par le roi lui-même en personne, ou par son conseil privé, on devra lui acmo corder, sans délai, un writ d'Habeas Corpus, » & que le juge sera obligé d'examiner & de démo cider, dans les trois jours qui suivront le re-

» tour du writ, la légalité de l'emprisonnement.»

Cet acte sembloit ne pouvoir plus être éludé: il le sut cependant encore; & par la connivence des juges, le détenteur pouvoit, sans péril, attendre un second & un troisieme writ, appellés un alids & un plaries, avant de produire le détenu.

Toutes ces différentes ruses donnerent enfin, la naissance au fameux acte d'Habeas Corpus, passé la trentieme année du regne de Charles II, qui est regardé en Angleterre comme une seconde grande charte, & qui a enlevé définitivement toutes les ressources de l'oppression (1).

⁽¹⁾ Le véritable titre de l'acte est: Acte pour mieux affurer la liberté du sujet, & prévenir l'exil au-delà des mers.

Les principaux articles de cet acte sont : rapour fixer les dissérens termes dans lesquels un prisonnier devra être produit : ces termes sont proportionnés à la distance des lieux; & aucun ne peut excéder vingt jours.

- 2. Tout officier, soit concierge de prison, qui ne produira pas le prisonnier dans le tems fixé, ou qui ne lui délivrera pas, soit à son agent, six heures après demande, une copie du warrant d'emprisonnement, ou qui transportera le détenu d'une prison à l'autre, sans une des raisons exprimées dans l'acte, sera condamné, pour la premiere sois, à une amende de cent livres sterling, & pour la seconde, à une amende de deux cents, au profit de la personne lésée, & de plus déclaré incapable d'exercer son office.
- 3. Aucune personne, délivrée par Habeas Corpus, ne pourra être emprisonnée de nouveau pour la même offense, à peine de cinq cents livres sterlings d'amende.
- 4. Si une personne, emprisonnée pour trahison ou félonie; requiert, dans la premiere semaine d'un terme, ou dans le premier jour d'une session, d'être jugée dans ce terme ou dans cette session, sa demande devra lui être accordée, à moins que les témoins du roi ne pussent être produits dans ce même temps. Si cette personne n'est pas jugée au

- 5. Celui des douze juges ou le lord chancelier, qui, sur la présentation du warrant d'emprisonnement, ou sur serment que le même est dénié, resuseroit de délivrer un writ, sera seul condamné, à une amende de cinq cents livres sterlings, au profit de la partie lésée.
- 6. Aucun habitant d'Angleterre, excepté ceux qui, convaincus & jugés, demandent à être transportés, ne pourra être envoyé prisonnier en Ecosse, Irlande, Jersey, Guernsey, ou à quelque place que ce soit au delà de la mer sous la domination ou hors de la domination du roi : ceux qui exécuteront un tel emprisonnement, & leurs assistants, seront condamnés à une amende, qui ne pourra être moindre de cinq cents livres sterlings, au prosit de la personne lésée, avec paiement du dommage au triple, seront declarés incapables d'aucun office, encourront toutes les peines d'un præmunire (1), &

⁽¹⁾ Les statuts de præmunire, ainsi appellés du writ pour les saire exécuter, qui commençoit par les mots præmunire (pour præmonere) facias, avoient originairement pour objet de s'opposer aux usurpations des papes. Le premier sut passé sous le regne d'Edouard I, & a été suivi de plusieurs autres, qui, même avant la réformation, poserent

ne pourront recevoir le pardon du roi.

des bornes si efficaces, qu'elles attirerent à l'un d'eux, l'épithete d'execrabile statutum. Les délits, contre lesquels ces statuts prononçoient, surent aussi appellés des præmunire; & sous ce mot on comprenoit en général toute entreprise qui tendoit à établir imperium in imperio, « en prépatant à des procédures papales une obéissance qui appartient au roi seul. » La peine portée dans ces cas sut encore appellée un præmunire: elle s'est depuis étendue à plusieurs autres; & elle emporte la consiscation de tous les biens, & l'emprisonnement pendant la vie. Commentaires de Blackstone. Ch. 8. Livre IV.

Fin du premier Livre.

tre tic tici

l'A roi la due

LIVRE SECOND.

CHAPITRE I.

Avantages particuliers à la Constitution d'Angleterre. 1°. Réunion de la Puissance exécutive.

Nous avons vu, dans les précédens chapitres, les ressources des diverses parties du gouvernement d'Angleterre, pour se balancer l'une l'autre; & comme leur action & réaction mutuelles produisent la liberté de la constitution, laquelle n'est autre chose que l'équilibre entre les pouvoirs qui gouvernent. Je me propose actuellement de faire voir, que ces mêmes parties de la constitution, qui la-rendent si dissérente de celle des autres états libres, ont, de plus, des avantages particuliers & très-grands; avantages qui, jusques ici, n'ont point été suffisamment observés.

La premiere singularité du gouvernement de l'Angleterre, à titre d'état libre, c'est d'avoir un roi; c'est d'avoir jeté dans la même place, toute la force du pouvoir exécutif, & de l'avoir rendue inamovible. C'est-là aussi ce qui en a rendu

le dépôt facré & inébranlable: c'est en faisant un grand & un très-grand citoyen, qu'on a empêché qu'il ne s'en élevât plusieurs, & qu'on a prévenu des choses qui, dans toutes les républiques, ont amené la perte de la liberté, &, avant qu'on la perdit, en ont empêché la jouissance.

Si l'on jete l'œil sur les états qui ont jamais été libres, on verra que le peuple, y tournant toujours sa jalousse, ainsi qu'il étoit très-naturel, contre le pouvoir exécutif, mais ne pensant jamais au moyen de le limiter, qu'on a si heureusement employé en Angleterre (1) n'a jamais su faire autre chose que de le consier par des
élections annuelles, c'est-à-dire, de s'en réserver la disposition. D'où il arrivoit que le peuple, qui avoit déjà la réalité de la puissance, y joignant encore l'exercice actuel & la majesté, se trouvoit, par la loi & par le fait, sormer tout l'état. Pour ébranler donc tout l'état, il n'y avoit qu'à mettre en mouvement un certain nombre d'individus.

Dans un état petit & pauvre, la chose n'a pas d'inconvéniens, parce que chacun y est occupé des moyens de pourvoir à sa subsistance; parce que les objets de grande ambition y man-

quent

e

la

m

cit

leu

eft

&

les

mei

blée

géné

moin

I

I

⁽¹⁾ Celui de rendre ce pouvoir dépendant du peuple, quant aux subsides dont il a besoin. Voyez sur ce sujet le Chap. VI. du Liv. I.

quent, & parce que le mal ne fauroit s'y compliquer. Dans un état qui travaille à s'agrandir, la poursuite & le danger de l'entreprise inspirent une sagesse générale, & chacun y use sobrement de ses droits de citoyen.

Mais quand une fois, ces motifs extérieurs venant à cesser, les passions & les vertus-mêmes qu'ils excitoient sont réduites à l'inaction, le peuple se retourne vers l'intérieur de la république; & chacun, en cherchant à y prendre part à toutes les assaires, cherche à retrouver une agitation dont son esprit ne peut plus se passer, & à exercer un pouvoir qui, tout petit qu'il est, ne laisse pas de flatter son amour-propre.

Les événemens précédens ayant naturellement donné du crédit à un certain nombre de citoyens, ils font servir la disposition générale à leurs vues particulieres; la puissance législative est sans cesse en mouvement; étant mal informée & mal dirigée, elle ébranle, à chaque motion, les bases sur lesquelles les loix, & conséquemment la liberté elle-même, sont fondées.

Il y a plus: ceux qui composent les assemblées publiques, n'ayant, vu leur grand nombre, aucun espoir de satisfaire leur ambition ou, en général, leurs passions particulieres, cherchent du moins à satisfaire leurs fantaisses; & ils accu-

Tome I.

nt

mulent les honneurs & les dignités sur quelque favori, que la voix publique éleve.

Mais comme, dans un tel état, on est, par la violence des mouvemens, presque toujours hors de la regle, il arrive qu'on n'y connoît jamais précisément le point des choses où l'on en est. Le pouvoir donné est déjà très-grand, que ceux qui le donnent ne s'en doutent point; & celui qui l'a n'en fait pas toute l'étendue : ce n'est qu'à la premiere occasion qu'il perce tout à coup le nuage qui lui déroboit le sommet, & s'y place. Le peuple, de son côté, ne le retrouve que pour voir fon favori devenu son maître, & ne s'apperçoit du mal, que pour trouver qu'il est sans remede.

Ce pouvoir acquis ainsi subrepticement, & n'ayant l'appui, ni de la loi, ni de l'ancien cours des choses, ni même le respect de ceux qui y sont foumis, ne peut se soutenir qu'en en abusant. Le peuple trouve enfin le moyen de se réunir que que part : il se choisit un protecteur; ce protecteur s'éleve à son tour ; à son tour aussi il trahit ses engagemens; le pouvoir fait son effet; & le défenfeur devient tyran.

Ce n'est pas tout : les mêmes causes qui ont donné un maître à l'état, lui en donnent deux, lui en donnent trois. Toutes ces puissances rivales cherchent à s'engloutir mutuellement; ce

q fa po

n

d

la ave

ch:

riu

dan cea toy toir

& q gran

"

les

» pe » qu

)) s'é w &

up a

» le » her

» de

DE L'ANGLETERRE. 179 n'est que diffénsions & que batailles; & l'état est dans une convulsion continuelle.

Si, avec cela, le peuple étoit libre, il faudroit que ses maux sussent prodigieux, pour pouvoir faire compensation; mais il est esclave, & n'a point ce qui fait ailleurs le dédommagement de la servitude, je veux dire, la tranquillité.

Pour prouver toutes ces choses, si elles en avoient besoin, je n'aurois qu'à renvoyer à ce que chacun sait de Pissstrate & de Mégaclès, de Marius & de Sylla, de César & de Pompée. Cependant, je ne puis me resuser à traduire un morceau de la harangue que faisoit autresois un citoyen de Florence: on y verra en abrégé l'histoire de toutes les républiques; j'entends de celles qui, par leur liberté, en ont mérité le nom, & qui, de plus, ont passé un certain point de grandeur & de puissance.

« Et afin que rien de ce qui est humain ne soit » perpétuel & stable, c'est la volonté du ciel,

» que dans tous les états, quels qu'ils foient, il

» s'éleve des familles fatales, qui en sont la ruine

7-

nt

4,

12-

ce

» & la destruction. C'est de quoi notre républi-

» que, autant & plus qu'un autre, peut fournir

» le déplorable exemple, comme devant ses mal-

» heurs, non pas à une seule, mais à plusieurs

» de ces familles. Nous avons en d'abord les

» Buondelmonti & les Huberti. Nous avons es

» ensuite les Donati & les Cerchi; & aujourd'hui,

» chose honteuse & ridicule! nous nous déchirons

» pour les Ricci & les Albizi.

» Quand autrefois les Gibelins furent accablés,

» chacun attendoit que les Guelfes satisfaits vou-

» droient vivre tranquillement; cependant il ne

» s'étoit écoulé que peu de temps, qu'ils se divi-

» serent de nouveau dans les factions des Blancs

» & des Noirs. Quand les Blancs furent abattus,

» de nouveaux partis s'éleverent & de nouveaux

» troubles les suivirent. Tantôt c'étoit des com-

» bats en faveur des exilés, & tantôt des querelles

» entre la noblesse & le peuple. Et afin de donner

» à d'autres ce que nous-mêmes ne savions ni ne

» voulions posséder tranquillement, nous confià-

» mes notre liberté, tantôt au roi Robert, tantôt

» à son frere, tantôt à son fils, & enfin au duc

w d'Athenes; ne nous fixant ni reposant jamais

» dans aucun gouvernement, comme ne fachant

» ni jouir de la liberté, ni supporter la servi-

» tude (1) ».

La constitution de l'Angleterre a prévenu de pareils malheurs. Non seulement, en diminuant le pouvoir, ou plutôt l'exercice actuel du pouvoir du P lé la la aff

tei

qu gie mé

qui I

fon

aint difp fes

total

galite unique neurs nes fo

propr gnités

roi ef

⁽¹⁾ Histoire de Florence par Machiavel, Liv. III.

⁽¹⁾ N peuple (

peuple (1), & en ne le faisant intervenir dans la législation que par ses représentans, elle a évité la violence irrésistible de ces grandes & générales assemblées, qui, de quelque côté qu'elles se jettent, abattent & prosternent tout; mais de plus, comme le pouvoir du peuple, lorsqu'il en a, & qu'il sait & veut s'en servir, est toujours prodigieusement formidable, la constitution lui a formé un contrepoids; & c'est la puissance royale qui est ce contrepoids.

Pour lui donner la force nécessaire à une telle fonction, elle a premiérement placé de son côté, ainsi qu'on l'avu, le pouvoir d'appeller & de faire disparoître le pouvoir légissatif, & de s'opposer à ses résolutions.

Secondement, elle a encore jeté de son côté la totalité du pouvoir exécutis.

Enfin, pour établir toujours plus une sorte d'égalité, elle a donné à celui qu'elle faisoit le ches unique de l'état tous les privileges, tous les honneurs, toute la majesté, dont les dignités humaines sont susceptibles. Dans le langage de la loi le roi est maître, & les peuples sont sujets: il est le propriétaire universel du royaume; toutes les dignités & les places sont des essets de sa libéralité;

le

lu

⁽¹⁾ Nous verrons ensuite qu'on n'a diminué le pouvoir du peuple que pour augmenter d'autant plus sa liberté.

on ne s'adresse à lui qu'avec les expressions & l'extérieur d'une humilité presque orientale. De plus, sa personne est sacrée & inviolable; &, conspirer contre lui, est un crime égal à celui d'une conspiration contre tout l'état.

En un mot, comme il étoit impossible de chercher à rendre l'équilibre réel, sans sacrisser le but aux moyens, c'est-à-dire, sans détruire la liberté en voulant assurer la constitution, on a du moins completé, en apparence, le désicient qu'il falloit absolument laisser, en jetant du côté du ches unique toute la force qui peut résulter de l'opinion. Et, au milieu des agitations, qui sont absolument nécessaires pour que l'état conserve sa liberté, la puissance royale, qui est l'ancre qui doit le retenir dans certaines bornes, résiste non seulement par la grandeur de son poids, mais par sa prise.

C

8

d

di

fo

ré

8

ne

m

fo

ple

me

ful

ab

rég

La grandeur des prérogatives du roi, en donnant une stabilité générale à l'état, a donc diminué la possibilité des malheurs dont nous avons parlé ci-dessus: elle l'a prévenue tout-à-fait, en empêchant qu'il y ait aucun citoyen qui puisse jamais parvenir à une grandeur dangereuse.

Et pour parler d'abord d'un avantage dont la multitude se laisse aisément frapper, je veux dire la naissance, il est impossible qu'elle produise jamais, en Angletèrre, d'esset, même un peu considérable. Car quoiqu'il y ait des seigneurs qui, outre de grandes richesses, peuvent encore alléguer une naissance illustre, cependant cet avantage, continuellement comparé avec l'éclat du trône, se réduit à rien; parce que, dans la gradation universellement reçue des différentes dignités, & que l'Angleterre admet aussi, le titre de prince souverain, & de roi, met celui qui le porte hors de toute proportion.

L'étiquette même de la cour d'Angleterre y est conforme : les personnes qui appartiennent à la famille du roi, ont le titre de princes du sang, &, en cette qualité, une prééminence décidée (1); & les premiers seigneurs s'honorent des différens titres & offices de serviteurs dans sa maifon. Lors donc qu'on laisse à part l'étendue & la réalité du pouvoir du roi, ainsi que les grandes & nombreuses espérances qu'il peut remplir, pour ne considérer que la majesté, & la force uniquement d'opinion qui en résulte, on trouvera cette force si grande, que vouloir l'attaquer par la simple prérogative de la naissance, qui n'est elle même qu'une force d'opinion & extraordinairement fubordonnée, seroit la chose du monde la plus absurde.

n

a

re

1-

⁽¹⁾ Par un statut de la troisseme année de Henri VIII, cela s'étend aux sils, petit-sils, freres, oncles & neveux du roi régnant.

Si cette différence écrase ceux-mêmes qui de vroient chercher à se la dissimuler, à plus forte raison frappe-t-elle le peuple. Et si, malgré le fentiment que tout Anglois doit avoir de sa valeur, comme homme libre, il s'en trouvoit quelqu'un dont les organes fussent assez délicats pour être éblouis par le faste & les armoiries d'un seigneur, il seroit totalement aveuglé lorsqu'il viendroit à se tourner vers la majesté royale.

Le feul homme donc, qui pourroit paroître, à ceux qui ne connoissent pas la constitution de l'Angleterre, capable de mettre le gouvernement en péril, seroit celui qui, par la grandeur de ses talens & de ses services, posséderoit à un haut degré l'amour du peuple, & jouiroit d'un grand crédit dans la chambre des communes.

Mais, quelque grand que soit cet enthousiasme du public, des applaudissemens stériles sont tout le fruit que celui qu'il favorise peut en attendre. Il n'a à espérer ni consulat, ni dictature, ni, en un mot, aucun pouvoir à l'abri duquel il puisse démasquer tout-à-coup l'ambition qu'on voudroit lui supposer, ou, quand on ne lui en supposeroit point, se corrompre insensiblement. La seule porte que la constitution ouvre à son ambition, plus ou moins grande, est une place dans le ministere, sous le bon plaisir du roi. Si, par de nouveaux

ti

fa

re

P

m

CI

m

de

Ve

DE L'ANGLETERRE. 185

services & la conservation de son crédit, il se met en état d'aspirer plus haut, la seule porte qui s'ouvre de nouveau, est celle de la chambre des seigneurs.

Mais ce pas de l'homme du peuple vers l'établissement de sa grandeur, en est, en même tems, un grand vers la diminution de cette puissance qui pouvoit le rendre redoutable.

Premiérement le peuple, voyant qu'il dépend beaucoup moins de ses suffrages, commence par cela feul à diminuer fon attachement. Le voyant, de plus, décoré de prérogatives qui font l'objet de sa jalousie, j'entends sa jalousie politique, & membre d'un corps qui a souvent des intérêts oppofés aux fiens, il s'imagine que cette grande & nouvelle dignité n'a pu être acquise qu'au moyen d'un pacte secret de le trahir. Suivant lui, son patron, subitement transformé, va prendre le contrepied d'une conduite qui lui a valu ses succès & sa haute réputation, & démentir, en peu d'heures, des principes si long temps & si hautement professés. En cela sûrement le peuple se trompe; mais en quoi il n'auroit pas tort, ce seroit de craindre que ce zele si vif, si constant, j'ajouterai même, si vrai, lorsqu'il avoit pour lui le stimulant de l'intérêt particulier, le trouvant désormais souvent en opposition, n'en soit beaucoup tempéré.

Il y a plus. L'homme du peuple ne trouve pas même dans sa nouvelle dignité, toute l'augmentation de grandeur & d'éclat qu'on pourroit d'abord imaginer.

Ci-devant il n'étoit, il est vrai, qu'un simple particulier; mais il étoit l'objet auquel toute la nation s'intéressoit: ses actions étoient annoncées par la voie des papiers publics; & il faisoit l'objet de la plus grande partie des conversations.

Toutes ces marques d'affection s'acquierent quelquefois, je le sais, assez légerement; mais elles ne se soutiennent, quoiqu'on en puisse dire, que quand on rend des services réels: or le titre mérité, & universellement donné, de biensaiteur de la nation, est toujours un très-beau titre, & qui peut fort bien se soutenir sans décoration. De plus, s'il n'étoit que membre de la partie inférieure du corps législatif; d'un autre côté, il y étoit le premier; & le mot, premier, est toujours un très-grand mot.

li

fe

ju

ta

qu

CO

éto

till

Mais à présent qu'il est fait lord, toute cette grandeur, jusques là indéterminée, se définit. En lui accordant des prérogatives établies & sixées par des loix connues, on ôte à son éclat cette incertitude si précieuse dans les choses d'imagination; & son prix tombe, justement parce qu'on l'évalue.

De plus, il est lord: mais il est des hommes qui ont peu de talens, & pas beaucoup de qualités estimables, qui sont lords aussi; sa place est pourtant d'être à côté d'eux; la loi ne lui accorde rien de plus; & tout ce que sa grandeur a de réel, se perd parmi un tas de grandeurs héréditaires & conventionnelles.

Et ce ne sont pas là les seules pertes que l'homme du peuple doit essuyer. Indépendamment des grands changemens qu'il voit au loin, il en éprouve autour de lui de non moins grands & bien plus réels.

S'élevant autrefois du milieu de la chambre des communes, ses talens & ses succès l'avoient aussitôt mis hors du pair; & poussé par la chaleur & la vivacité de la voix publique, ceux qui auroient été tentés d'être ses compétiteurs, étoient réduits au silence, ou même devenoient ses partisans.

Admis aujourd'hui dans une assemblée qui tient ses droits de sa naissance, il y trouve des hommes, jusques ici, ses supérieurs, des hommes jaloux des talens de l'homo novus, & qui sont bien résolus, qu'après avoir été le chef dans la chambre des communes il ne soit pas le premier dans la leur.

En un mot, les succès de l'homme du peuple étoient brillans, même redoutables; mais la conftitution, dans leur récompense même, lui fait trouver l'ostracisme. Son mouvement étoit grand, & sa course rapide; c'étoit, si l'on veut, un torrent qui alloit tout renverser; mais ce torrent est nécessité, par l'arrangement des choses, à aller se jeter dans un vaste réservoir, où il se mêle, & perd sa direction & son mouvement.

Je sais que l'on peut dire que, pour éviter le pas qui doit le priver de tant d'avantages, l'homme du peuple doit refuser la dignité qu'on lui offre, & attendre des succès plus grands & plus décisifs de son éloquence dans la chambre des communes, & de son crédit parmi le peuple.

Mais ceux qui lui donnent ce conseil ne l'ont pas bien examiné. Sans doute il est possible qu'il y ait, & même il y a des hommes en Angleterre, qui, dans la poursuite actuelle d'un projet qu'ils croient utile au bien public, seroient capables de resuser, pour un tems, une place qui ôteroit à leur vertu les moyens de s'exercer, ou même lui feroit courir des hasards. Mais malheur à celui qui persisteroit dans un tel resus avec des vues dangereuses, & qui, dans un gouvernement qui a établi la liberté sur des bases si solides, voudroit faire acroire au peuple que son salut tient à la vertu, & à la vertu persévérante d'un seul citoyen. Ses desseins (& la chose ne pourroit tarder), venant à être découverts, son obstination à se tenir

hors du cours des choses, indiqueroit des prétentions à des choses si extraordinaires, que tout ce qu'il y auroit de gens attachés à l'état, dans quelque parti qu'ils sussent, sortiroient sur lui; & il tomberoit accablé de tant de ridicule, qu'il vaudroit mieux pour lui tomber de la roche Tarpeienne (1).

Enfin, lors même qu'on supposeroit que le nouveau lord conserveroit tout son crédit dans le public, ou, ce qui ne seroit pas moins difficile, qu'un lord quelconque pût, par ses richesses & sa naissance, briller d'un éclat rival de la majesté royale, tous ces avantages, quels qu'ils sussent, ne pouvant lui attribuer la plus petite portion de pouvoir exécutif, ne seroient jamais que des avantages d'apparat. Trouvant tous les principes d'activité redoutablement consignés dans la puissance même qu'il voudroit attaquer, son crédit se con-

⁽¹⁾ Le lecteur objectera peut-être, qu'il n'est pas possible qu'un homme, en Angleterre, entretienne des vues pareilles à celles que je suppose ici: c'est précisément ce que j'ai prétendu prouver. L'avantage essentiel qu'a le gouvernement anglois par-dessius tous ceux qui ont été appellés libres, & qui, de fait, ne le sont point, c'est qu'il n'y a personne en Angleterre qui puisse s'occuper sérieusement de la pensée, de s'élever jamais jusqu'au niveau du pouvoir chargé de l'exécution des loix. Tous les hommes, dans l'état, quel qu'en puisse être le rang, l'opulence, ou l'influence, sont convaincus immédiatement, que, de fait comme de nom, ils seront toujours sujets: & ils sont par-là-même forcés d'aimer, de désendre & de faire valoir des loix, qui garantissent au sujet la liberté. On insistera dans la suite plus amplement sur cette observation.

fumeroit en discours jamais réduits en action; &, après s'être poussé, ainsi qu'on le suppose, jusques au pied même du trône, n'y trouvant pas le plus petit ruisseau du pouvoir indépendant qu'il puisse s'approprier, qui le vivisie en donnant au moins quelque apparence à son importance politique, il seroit toujours forcé, quelque vigoureux qu'eût été son jet, de languir & de se sécher.

A Dieu ne plaise cependant, que je veuille dire que le peuple anglois soit si fort réduit à l'inaction, qu'il ne puisse, dans un temps d'oppression, se choisir un désenseur. Non, j'ai voulu seulement dire que les loix d'Angleterre n'ouvrent aucune porte à ces accumulations de pouvoirs qui ont perdu tant de républiques; qu'elles n'offrent à l'ambitieux aucun moyen de profiter de l'inadvertance, ou même de la reconnoissance du peuple, pour s'en faire le tyran; & que la force publique, dont le roi est dépositaire, tant que les choses restent dans le cours légal, est absolument inébranlable: ce qui, pour le dire en passant, lui est un motif bien puissant de n'en point sortir (1).

⁽¹⁾ Il y a plusieurs événemens dans l'histoire de l'Angleterre, qui mettent dans la plus grande évidence cette idée de la stabilité que le pouvoir d'une couronne peut donner à un état. Le premier qui se présente, c'est la facilité avec laquelle le grand duc de Marlborough, & tout son parti dans le royaume, surent dépouillés de leurs emplois. Annibal, dans des circonstances à-peu-près semblables, continua la guerre mal-

CHAPITRE II.

Conclusion du même sujet. Le pouvoir exécutif est plus aisément contenu lorsqu'il n'est qu'un.

Un autre grand avantage, & qu'on ne soupconneroit point d'abord, dans cette unité du grand magistrat de l'Angleterre, dans cette réunion, &, pour ainsi dire, dans cette coacervation de toutes

gré le sénat de Carthage: César tint la même conduite dans les Gaules; & lorsqu'ensin on lui ordonna expressément de résigner le commandement, il sit marcher son armée à Rome, & y établit le despotisme militaire. Mais le duc, quoique entouré, comme ces généraux, d'une armée victorieuse, & d'alliés, avec le secours desquels il continuoit une guerre remplie de succès, le duc, dis-je, n'hésita pas de résigner sa commission au premier ordre qu'il en reçut. Il savoit ses soldats absolument préoccupés en faveur du pouvoir contre lequel il se su révolté: il connoissoit la prosondeur des racines que le même préjugé avoit poussées dans les esprits de toute la nation, & que tout concouroit, dans le sein de cette nation, à soutenir ce pouvoir: il n'ignoroit pas, que la nature même des prétentions qu'il eût voulu faire valoir, est immédiatement sait tourner contre lui tous ses officiers & capitaines; en un mot, il voyoit, que le bras de mer qu'il avoit à repasser, étoit le moindre obstacle qu'il est rencontré.

Un autre événement dont le ferai mention ici, c'est celui de la révolution de 1689. Si la splendeur, & le pouvoir si anciennement établi d'une couronne, n'avoient pas, de longue main, détourné le peuple de penser à fixer les yeux sur quelques citoyens particuliers, s'ils n'avoient pas, en général, empêché tout individu dans l'état de parvenir à un certain degré de pouvoir & de grandeur; l'expulsion de Jacques II eût pu avoir des suites semblables à celles qui eurent lieu à Rome après la

mort de Céfar.

les branches du pouvoir exécutif, c'est la facilité de le limiter.

Dans les états où l'exécution des loix est confiée entre plusieurs mains, &, dans chacune, avec des titres & des prérogatives dissérentes, cette division, & la mobilité de mesures qui en est la suite, dérobent sans cesse la véritable cause des maux de l'état; &, dans l'éternelle variation des choses, aucun principe ne s'établit, & les meilleurs restent sans utilité.

Tantôt, ce sont des tribuns militaires, & tantôt des consuls: tantôt ce sont des patriciens qui envahissent tout, & tantôt ceux qu'on appelle nobles (1): tantôt on est tyrannisé par des décemvirs, & tantôt par des dictateurs.

La tyrannie, dans de tels états, ne renverse pas toujours les barrières, mais elle s'élance par-dessus: lorsqu'on la croit bornée dans un lieu, elle reparoît tout à-coup dans un autre : elle ne se joue pas des essorts du peuple comme invincible,

mais

q

re

fe

te

VO

me

fui bai

ébi

for

qua

pui.

la fe

⁽¹⁾ Le point, d'être admissibles à tous les emplois publics, gagné enfin par les plébéiens, ayant rendu vaine l'ancienne distinction entr'eux & les patriciens, il en résulta une union entre les grands plébéiens (commoners, ou membres des communes), revêtus de ces emplois, & les anciens patriciens : de-là une nouvelle classe d'hommes, appellés nobiles, & nobilitas; noms par lesquels Tite-Live, après cette époque, distingue constamment les hommes & les samilles qui surent à la tête de l'état.

mais comme inconnue : faisi avec les bras d'Hercule, elle échappe avec les ruses de Protée.

Mais, en Angleterre, l'indivisibilité de la force exécutrice des loix, & sa grandeur, ont toujours prévenu les erreurs du peuple, en dirigeant invariablement sa vue & ses efforts sur un seul & même objet; & la permanence de ce pouvoir a donné de la permanence & de la régularité aux précautions prises pour le restreindre.

Constamment tournés vers cette forteresse antique du pouvoir royal, ils en font, depuis sept siecles, l'objet de leurs allarmes; ils en considerent avec inquiétude toutes les parties; ils en observent toutes les issues; ils ont même percé la terre, pour en découvrir les souterrains & les voies secretes.

Réunis par la grandeur du danger, ils ont formé régulierement leurs attaques; ils ont établi, d'abord au loin, leurs ouvrages; ils les ont enfuite rapprochés successivement; & lorsque les barrieres qu'ils avoient posées sont venues à être ébranlées par les efforts du dedans, ils les ont fortisiées par de nouvelles.

Après que la grande charte eut été établie, quarante confirmations successives vinrent à l'appui. L'acte de la pétition des droits, & celui de la seizieme année de Charles I. les suivirent. Quel-

Tome I.

ques années après l'on vit s'établir l'acte d'Habeas Corpus; & le bill des droits parut ensuite. Enfin, quelles qu'aient été les circonstances, ils ont toujours eu dans leurs travaux l'inestimable avantage de connoître avec certitude le siege général des maux dont ils avoient à se désendre; & chaque malheur, chaque éruption particuliere, en indiquant un endroit soible, a procuré un nouveau rempart à la liberté.

Pour tout dire en deux mots, le pouvoir exécutif en Angleterre est redoutable; mais il avertit, & reste pour toujours le même: ses ressources sont vastes; mais on les connoît: il a été fait l'attribut indivisible & inaliénable d'une seule personne; mais toutes les autres, de quelque ordre qu'elles soient, sont réellement intéressées à la contenir dans les bornes qui lui ont été posées (1).

pu

qu

CUI

Pol

àp

une lui-

bef

me chamie pil fa

⁽t) Ce dernier avantage de la grandeur & de l'indivisibilité du pouvoir exécutif, je veux dire, l'obligation où il met les plus grands personnages dans l'état, de faire sincerement cause commune avec le peuple, sera discuté plus amplement dans la fuite; & l'on proposera alors au lecteur une comparaison plus particuliere entre les formes de gouvernement angloise & républicaine.



CHAPITRE III.

Second avantage. Division de la puissante législative.

La seconde singularité que l'Angleterre, comme ne formant qu'un seul état, & un état libre, offre dans sa constitution, c'est la division de la puissance législative. Mais, pour mieux faire sentir les avantages de cette division, je dois poser quelques principes.

Sans doute il est très-estentiel, pour assurer la constitution d'un état, d'y limiter le pouvoir exécutif; mais il l'est beaucoup plus d'y limiter le pouvoir législatif. Ce que celui-là ne fait que pas à pas (je veux dire, de renverser les loix), & par une suite plus ou moins longue d'entreprises, celui-ci le fait en un moment. Les loix n'ayant besoin, pour exister, que de sa volonté, il peut aussi les anéantir par sa volonté; &, si l'on veut me permettre l'expression, la puissance législative change la constitution, comme Dieu créa la lumiere.

Pour rendre donc stable la constitution d'un état, il faut absolument y borner le pouvoir législatif. Mais, au lieu que le pouvoir exècutif peut se boriner, quoique réuni, & même ne se borne que mieux; le législatif, au contraire, pour pouvoir être borné, doit absolument être divisé. Car, quelques loix qu'il fasse pour se limiter lui même, elles ne sont jamais, par rapport à lui, que de simples résolutions; les points d'appui aux barrieres qu'il voudroit se donner, portant sur lui & dans lui, ne sont pas des points d'appui. En un mot, on trouve, à arrêter la puissance législative lorsqu'elle est une, la même impossibilité qu'Archimede trouvoit à mouvoir la terre (1).

tif

pr

for

lin

tre

fair

len

vier

fe n

pof

cho

ties

posi

paff

qui

nolo

non.

l'une

donn

prob

coml

en ré

tre fa

D

Et non-seulement la division de la puissance législative est capable de la limiter, en faisant de chaque partie le point d'appui qui doit arrêter les autres; mais elle la limite réellement. Si elle a été divisée en deux parties, il est probable qu'elles ne se réuniront pas toujours soit pour faire, soit pour détaire: si on l'a divisée en trois parties, la chance, qu'il ne se fera aucun changement, se trouve extrêmement augmentée.

Il y a plus. Une sorte de point d'honneur s'introduisant naturellement entre les diverses parties du corps législatif, elles ne se proposeront mutuellement que des choses tout au moins jus-

⁽¹⁾ C'est qu'il manquoit d'un point d'appui pour y placer ses instrumens.

tifiables, & les changemens très-nuisibles seront

prévenus avant leur naissance.

Si les pouvoirs législatif & exécutif different si fort, quant à la nécessité d'être divisés pour être limités, ils ne different pas moins quant aux autres conséquences de la division.

La division du pouvoir exécutif introduit nécesfairement des oppositions de fait, même des violences, entre les diverses parties; & celle qui vient à bout de réunir à soi toutes les autres, se met incontinent au dessus des loix. Mais l'opposition qui s'introduit, & qui, pour le bien des choses doit s'introduire entre les diverses parties du corps législatif, n'est jamais qu'une opposition de principes & d'intentions; tout se passe dans les régions morales; & la seule guerre qui se fasse, est une guerre de volontés & de nolontés, de voix pour ou contre, de oui & non.

De plus, lorsque, par la sorte de victoire de l'une des parties, toutes se réunissent, c'est pour donner l'existence à une loi qui a une très grande probabilité d'être bonne: lorsque l'une d'elles succombe & voit sa proposition tomber, le pis qui en résulte est, qu'une loi ne se fait point dans un temps donné; & il n'en coûte à l'état d'autre sacrifice que celui d'un être de raison, d'une

r

ıt

er

spéculation, plus ou moins utile, qui n'a pas eu son effet, mais qui pourroit l'avoir dans la suite.

En un mot, l'effet de la division du pouvoir exécutif est, ou l'établissement plus ou moins prompt, du droit du plus fort, ou une guerre continuelle (1); celui de la division du pouvoir légissatif, est, ou la vérité, ou le repos.

Regle générale, par conséquent: pour qu'un état soit stable, il faut que le pouvoir législatif y soit divisé: pour qu'il soit tranquille, il faut que le pouvoir exécutif y soit réuni.

Que si l'on avoit quelque doute au sujet des principes posés ci-dessus, on n'auroit qu'à jeter les yeux sur toute la suite des opérations de la législation en Angleterre, pous en trouver la démonstration. L'on verroit avec étonnement, combien, depuis la restauration, c'est-à-dire, pendant un espace de plus de cent années, il y a eu peu de variation dans les loix du pays; bien que (& cette observation est importante) la législation ait été, pour ainsi dire, dans une action continuel-

lo

a

VE

de

m

do

qui

des

pul (

que pro pou

⁽¹⁾ On fait les hostilités fréquentes qui eurent lieu entre le sénat romain & les tribuns. En Suéde il y a eu des contentions sans sin entre le roi & le sénat, dans lesquels tantôt l'un, tantôt l'autre a emporté la balance. Et, en Angleterre, lorsque le pouvoir exécutif sut doublé, parce que le roi avoit laissé prendre au parlement une existence perpétuelle & indépendante, il s'ensuivit immédiatement une guerre civile.

le, (& ce que tout homme sans passion avouera) ait constamment procuré le bien public. Bien plus: si l'on excepte l'acte passé sous Guillaume III, qui rendoit les parlements triennaux, & qui fut révoqué par un acte suivant, sous George I, qui les rendit septennaux, il n'y en a eu aucune, intéressant véritablement la constitution, qui a-yant éré faite depuis l'époque dont nous parlons, ait ensuite éré annullée.

Si l'on compare une telle constance aux bouleversemens continuels de la législation de quelques anciennes républiques, à la folie de plusieurs des loix que l'on y portoit (1), & à la folie, plus grande encore, avec laquelle on y renversoit les loix les plus salutaires le lendemain du jour qui les avoit vu sanctionner: si l'on se rappelle les moyens extraordinaires auxquels la puissance législative, convaincue quelquesois qu'avec toute sa grandeur elle ne faisoit que se mieux exterminer ellemême, y étoit obligée d'avoir recours pour se donner des entraves, (2) l'on sera persuadé de

(1) Les Athéniens, entre autres loix, en avoient fait une qui défendoit d'appliquer à d'autres usages, qu'à l'entretien des théâtres & des spectacles, une partie des revenus publics.

n

re

es

ls

en

ce

nt

⁽²⁾ Dans quelques anciennes républiques, pour rendre quelque loi permanente, on avoit défendu que personne n'en proposat la révocation sous peine de mort; & ceux qui, pour le bien de l'état, dans une circonstance pressante, vou-

l'inestimable avantage qu'a, à cet égard, la constitution de l'Angleterre (1).

Et cette division de la législation angloise n'a été suivie d'aucune division de fait dans la nation : ce qui, en vérité, est une circonstance des plus heureuses. Chacune de ses parties constituantes possede assez de force pour faire respecter ses résolutions; & cependant il n'en est point arrivé de division réelle dans les forces de l'état. Seulement une part, plus grande à proportion; de tout ce qui peut attirer la révérence du peuple, a été attribuée aux parties de la législation, dans lesquelles on ne pouvoit placer qu'un degré de confiance moindre que dans les autres; & les inégalités en fait de force réelle, qui ont eu lieu entre elles, ont été composées par la magie de la dignité.

Ainsi le roi, qui seul forme une partie de la législation; a de fon côté la majesté du titre royal: les deux chambres ne sont en apparence que

loient violer cette loi, comptant sur la compassion du peu-

ſę

du

me

tu dé

ďu

HO

ple, paroissoient en public la corde au cou.

(1) Nous verrons dans la suite, que la vraie cause de l'uniformité & de la sagesse des opérations de la législation angloise, c'est l'opposition qui heureusement a lieu entre les différentes vues & les différents intérêts des divers corps qui la composent: considération, sans laquelle toutes les recherches politiques ne sont que des spéculations en l'air, & qui est la seule qui puisse conduire à des conclusions pratiques de quelque utilité.

des conseils entierement dépendans de lui; elles ne s'assemblent, à ce qu'il paroît, que pour lui donner des conseils; & elles ne s'adressent jamais à lui que de la maniere la plus grave & la plus respectueuse.

Mais, comme les nobles qui forment le second ordre de la législation, se trouvent n'avoir, & quant au poids réel, & quant au nombre, aucune proportion avec la totalité du peuple (1), ils ont d'un autre côté, reçu tout l'éclat des honneurs personnels & d'un titre héréditaire.

De plus, l'étiquette donne à leur corps une grande supériorité sur celui des représentants du peuple. Ils sont la Maison haute; & ceux ci sont la Maison basse. Ils sont censés plus particulierement le conseil du roi; & c'est dans le lieu de leur assemblée qu'est son trône.

Lorsque le roi vient en parlement, c'est de la

le

es ps es ir,

⁽¹⁾ C'est faute d'avoir bien considéré ce sujet, que Rousseau se récrie quelque part contre ceux qui, parlant des états-généraux de France, » osent appeller le peuple le Tiers-Etat. « A Rome, où tout l'ordre que nous décrivons ici étoit inverse, où les faisceaux se baissoient jusqu'aux pieds du peuple, & où les tribuns, dont la fonction, semblable à celle du roi d'Angleterre, étoit de s'opposer à l'établissement de nouvelles loix, n'étoient qu'une espece de magistrature subalterne, à Rome, dis-je, il s'en suivit désordres sur désordres. En Suéde, & en Ecosse avant l'union, des vices d'une autre nature prévalurent: dans le premier de ces royaumes, par exemple, un corps monstrueux de deux mille mobles subjugea fréquemment & le roi & peuple.

chambre des lords qu'il fait citer les communes ; & elles y comparoissent à la barre pour entendre fa déclaration. C'est encore auprès des lords comme auprès de leurs juges, que les communes portent leurs diverses accusations. Lorsqu'ayant passé un bill, elles le leur envoient pour demander leur concurrence, elles députent toujours un certain nombre de leurs membres (1): & eux mêmes envoient les leurs par quelques uns des affistans seulement de leur chambre (1). Lorsque les modifications, que l'une des chambres desireroit apporter à un bill présenté par l'autre, rendent une conférence nécessaire, les députés de celle des communes au commité, formé alors de membre des deux chambres, doivent y être découverts. Enfin les bills, où qu'ils aient reçu leur derniere fanction, doivent rester dans la chambre haute, pour y attendre le consentement royal.

De plus, les lords sont membres de la législation en vertu d'un droit inhérent à leur personne & censés affister en parlement pour leur propre compte & pour le foutien de leurs intérêts propres;

(1) L'orateur de la chambre des pairs, qui est ordinairement le lord chancelier, doit descendre de son sas de laine pour venir recevoir le bill des communes.

⁽²⁾ Qui sont les douze grands juges, & les Mastres de la chancellerie. L'étiquette regle aussi les égards avec lesquels deux d'entr'eux, qui sont députés pour porter un bill aux communes, doivent le remettre.

& ils ont, en conséquence, le privilége de donner leur suffrage par procuration (1), & d'entrer, c'est à dire, d'enrégistrer un protest contre les résolutions de leur chambre. En un mot, cette partie de la puissance législative étant destinée à balancer souvent le pouvoir du peuple, ce qu'il n'a pu recevoir en force réelle, il l'a reçu en splendeur & grandeur extérieure; & lorsqu'il ne peut résister par son poids, il en impose par son volume.

Enfin ces diverses prérogatives qu'accorde la conflitution, faites pour se balancer l'une l'autre, intimément liées avec l'état, fleurissant & se slétriffant dans les différentes vicisfitudes de la prospérité publique, quelques oppositions particulieres qu'elles occasionnent, elles n'en sauroient produire aucune lorsqu'il s'agit du bien public clairement reconnu, Et lorsque, pour se rassurer contre l'incertitude, toujours si grande, de raisonnemens à priori sur des sujets tels que celui-ci, on jete les yeux fur les débats des deux chambres depuis une longue suite d'années, & qu'on voit quelles loix ont été proposées, quelles acceptées, quelles rejetées, & quelles raisons ont été alléguées de part & d'autre, on est convaincu de la bonté des principes sur lesquels a été formée la législation angloise.

⁽¹⁾ Les membres de la chambre des communes n'ont pasce droit, parce qu'ils font, eux-mêmes, procureurs pour le peuple. Coke Inst. IV. p. 41.

CHAPITRE IV.

Troisieme avantage particulier au gouvernement anglois. Le pouvoir de proposer des loix, mis entre les mains du peuple.

Une troisieme chose qu'il me reste à faire voir être particuliere au gouvernement de l'Angleterre, c'est la maniere dont il a réparti & reglé les fonctions des trois pouvoirs législatifs.

Si l'on y fait attention, on verra, que dans toutes les anciennes républiques la fonction du peuple étoit d'approuver, ou de rejeter ce qu'on lui proposoit, & de donner aux loix la sanction finale. La sanction des personnes ou des corps chargés de l'exercice du pouvoir exécutif, étoit de préparer les loix & de les proposer; & ils avoient toujours, ce que j'appellerai l'initiative, c'est-à dire, le pouvoir de mettre la puissance législative en mouvement (1).

⁽¹⁾ Ce pouvoir, de considerer & approuver préalablement les loix à proposer au peuple, étoit, dans les premiers temps de la république romaine, constamment exercé par le sénat : les loix se faisoient populi justu, ex auctoritate senats. Même, dans les cas d'élections, il falloit premierement l'approbation & l'auctoritas du sénat à l'égard des personnes proposées pour

Cette initiative, ou ce droit exclusif de propofer dans les assemblées législatives qui n'est attribué qu'aux seuls magistrats, est essectivement trèsutile, peut être même nécessaire, dans les états dont la forme est républicaine, pour donner de la permanence aux loix, comme aussi pour prévenir ces désordres & ces contentions à qui aura le plus de pouvoir, dont nous avons fait mention cidevant: mais en examinant de près la chose, nous trouverons cet expédient suivi d'inconvéniens, aussi grands que les maux auxquels on veut le faire servir de remede.

Il est vrai qu'au commencement ces magistrats, ou ces corps, ont fréquemment recours à la puiffance législative, pour en obtenir telles branches du pouvoir dont ils n'oseroient se saissir de leur chef, ou pour lever tels obstacles à leur autorité naissante dont ils craignent de s'affranchir peremptoire-

avoir les suffrages du peuple. Tum enim non gerebat is magistratum qui ceperat, si patres auctores non erant facti. CIC. pro Plancio, 3.

A Venise, le sénat exerce un pouvoir semblable à l'égard du grand conscil, ou de l'assemblée des nobles. Dans le canton de Berne, toutes les propositions doivent être discutées dans le petit conseil, composé de vingt-sept membres, avant que d'être mises devant son conseil des deux-cents, dans lequel réside la souveraineté de tout le canton. A Geneve, la loi est « que rien ne sera traité dans le conseil-général, ou assemblée des citoyens, qui n'ait été préalablement traité » & approuvé dans le conseil des deux-cents & que rien » ne sera traité dans les deux-cents, qui n'ait été auparavant traité & approuvé dans le conseil des vingt-cinq. »

ment. Mais lorfque leur pouvoir a acquis un certain point de stabilité en même tems que d'étendue, les manifestations de la volonté législative n'étant plus que des entraves à son exercice, ils ne voient, en elle, qu'un ennemi qu'ils doivent bien se garder de réveiller. En conséquence, ils convoquent l'affemblée le plus rarement qu'ils peuvent : lorsqu'ils le font, ils ont grande attention de ne rien proposer en faveur de la liberté; bientôt même ils s'en dispensent tout-à-fait; & le peuple, après avoir ainsi perdu le pouvoir de soutenir légalement ses droits, est exposé au plus haut degré de ruine politique, à l'impuissance de les réclamer; à moins de trouver quelques moyens indirects, par lesquels il puisse de loin à loin réveiller ses priviléges dormans : moyens qui peuvent se trouver, & être efficaces dans de petits états, où il est aifé de prendre des mesures qui répondent aux fins propofées; mais dans les états d'une certaine étendue on a toujours trouvé au bout, qu'ils n'ont fait naître que d'autres abus, de la même espece que ceux qu'on avoit voulu prévenir.

fa

d

le

gl

a

qu

na

l'h

bef

le i

rec

lac

Mais comme le principe capital de la constitution angloise differe totalement de celui qui forme la base des gouvernemens républicains, celle-là peut procurer au peuple des avantages, auxquels ceux-ci ne sauroient atteindre. C'est le peuple, ou du moins ceux qui le représentent, qui ont l'initiative, c'est-à-dire, qui préparent les loix & qui les proposent. Et parmi les nouveautés que les politiques de l'antiquité pourroient trouver dans cette constitution, celle de voir la personne chargée du pouvoir exécutif faire ce qu'ils croyoient nécessairement le lot du peuple, & le peuple, ce qu'ils regardoient comme la fonction indispensable de ses magistrats, ne seroit sûrement pas celle qui les étonneroit le moins.

Je sais que l'on me fera l'objection, que le roi d'Angleterre, pouvant dissoudre, ou même ne pas convoquer son parlement, a un droit qui, par le fait, se trouve être le même que celui que je dis si dangereux

A cela je réponds, qu'il faut combiner toutes les choses ensemble. Sans doute, si le roi d'Angleterre eût pu exister sans son parlement, il y a long-tems qu'il se seroit dispensé de le convoquer; & cette assemblée, ainsi que les assemblées nationales de plusieurs états, n'existeroit que dans l'histoire.

Mais, ainsi que nous l'avons vu ci dessus, les besoins de l'état, & ceux du souverain lui même, le mettent dans la nécessité d'avoir fréquemment recours à son parlement; & c'est alors qu'on voit la dissérence qu'il y a, entre le droit de ne pas convoquer, lorsque la nature des choses oblige enfin à le faire; & celui, lorsqu'une assemblée est formée, d'être le seul qui y propose.

Dans le dernier cas, lors même qu'un prince, afin de garder les apparences, pourroit se résoudre à parler d'autre chose que de ses besoins, ce seroit pour proposer, par maniere d'acquit, le sacrifice de quelque prérogative dont il ne sauroit que faire, ou pour résormer quelque abus que son inclination ne le porteroit point à imiter; mais il se garderoit bien de toucher aux endroits que son ambition pourroit regarder comme délicats.

a

CC

ca

lo

im

les

aux

les lem

tant ges

cela

form que

& da l'affe

déter

fure

En l

& qu

nouve

ques Ecoss

Yant

T

De plus, toutes ses concessions se faisant, ou paroissant se faire de son propre mouvement, & étant, en quelque saçon, des essets de son zele pour le bien public, tout ce qu'il feroit au dessus de rien, ou tout au moins au-dessus de très peu, seroit, suivant lui, des choses sort considérables, & pour lesquelles on devroit avoir beaucoup de reconnoissance. Enfin, ce seroit à lui à poser les modifications & les exceptions aux loix qu'il accorderoit; ce seroit encore lui qui en fourniroit les expressions: il ne seroit pas raisonnable d'attendre qu'il se donnât de très-grands soins pour éviter les ambiguités. (1)

⁽¹⁾ Dans l'origine de la chambre des communes, les bills étoient présentés au roi sous la forme de pétitions. Celles Mais

Mais le parlement d'Angleterre n'est point, comme nous l'avons déjà dit, condamné à attendre patiemment, & en filence, les loix qu'on voudra bien lui proposer. A l'ouverture de chaque session. il prend lui même en main le grand livre de l'état: il en ouvre toutes les pages; il en examine tous les articles.

Et il n'est pas si pressé de finir. Lorsqu'il a découvert des abus, il recherche quelles en sont les causes: lorsqu'ils proviennent de la violation des loix, il les raffermit: lorsqu'ils viennent de leur imprévoyance, il y pourvoit par de nouvelles (1).

auxquelles le roi avoit assenti, étoient couchées sur les roles du parlement, avec sa réponse; & à la fin de chaque par-lement les juges les réduisoient en statuts. Divers abus s'étant glisses dans ces opérations, il fut ordonné que les juges formeroient le statut avant la fin de la séssion. Enfin cela n'ayant pas suffi, les bills furent introduits dans la forme qu'ils ont aujourd'hui, c'est-à-dire, que c'est chaque chambre qui dresse le statut elle-même, dans la forme, & dans les termes, qui doivent subsister après qu'il a eu

l'assentiment royal. (1) Jamais assemblée populaire ne posséda le privilege de déterrer, approfondir, & proposer quelque nouvelle me-sure à prendre, comme l'ont les communes en Angleterre. En France, lorsqu'il étoit permis à leurs Etats-généraux de s'assembler, on avoit peu d'égards à leurs remontrances; & quant aux états particuliers des provinces, à peine osoient-ils en faire. En Suéde, le pouvoir de proposer des nouveautés appartenoit dernierement à une assemblée appellée le Committé secret, composé de nobles & de quelques ecclésiastiques; aujourd'hui il appartient au roi. En Ecosse, jusqu'à l'Union, toutes les propositions mises devant le parlement étoient conçues par des personnes ap-

Tome 1.

Le grand objet, sur-tout des subsides, n'est point; suivant lui, une chose sur laquelle il faille si fort se hâter: il est le seul juge de leur quantité, ainsi que de la maniere & des moyens de les lever; & il ne se détermine, à cet égard, que quand il voit toutes les sûretés du sujet solidement établies. En un mot, la législation, dans un tel état de choses, n'est point un contrat gratuit, & où le peuple soit obligé de prendre ce qu'on lui donne, & comme on le lui donne: c'est un contrat dans lequel il achete & paie, & dont il prescrit les conditions & sournit lui même les termes.

Ce n'est pas tout. Le parlement anglois a donné une plus grande étendue encore à ses prérogatives sur ce sujet si important. Non-seulement il s'est assuré le droit de proposer les loix, & la correction des abus, il a porté aussi le pouvoir exém

P

av

m

res

ges

ne & f

terr

à av

de d

cept

à l'é

L'ur le n

il pe n'est

ques

te,

pellées les lords des articles. Quant à l'Irlande, tous les bills, préparés par le roi dans son conseil privé, sont proposés au parlement par le lord lieutenant, pour être approuvés ou desapprouvés: seulement il leur est permis de discuter entr'eux ce qu'ils appellent les chefs d'un bill, qu'on prie ensuite le lord lieutenant de faire parvenir au roi, qui en trie les clauses qui sui conviennent, ou qui met de côté le tout, sans être tenu d'y donner tôt-ou-tard une réponse précise. Et pour ce qui est des gouvernemens républicains, jamais les magistrats n'y sont contens, qu'ils ne se soient emparés en entier du privilège important de proposer: at il ne saut pas croire que ce soit uniquement l'effet de seur ambition; c'est aussi la conséquence de la situation où ils se trouvent, d'après les principes-mêmes de cette sorme de gouvernement.

cutif à renoncer à (oute prétention de faire la même chose. C'est même une regle constante, que ni le roi, ni son conseil privé, ne peuvent faire des changemens aux bills proposés par les deux chambres; & le roi doit purement & simplement les approuver ou rejeter: précaution qui, pour peu qu'on y fasse axtention, paroîtra avoir été nécessaire pour donner aux déliberations une liberté & une régularité completes (1).

J'avoue qu'il paroît très - naturel, dans la formation d'un état, de confier l'opération, si importante, de préparer & de proposer des loix, à ceux dont les emplois & l'expérience doivent avoir consommé la sagesse. Mais la pratique a malheureusement démontré, que les grandes affaires meurissent moins la tête, qu'elles ne corrom-

⁽¹⁾ Il est vrai que le roi envoie de tems-en-tems des messages à l'une ou l'autre des chambres; & personne, je pense, ne voudroit qu'il n'y eût aucune correspondance entre lui & son parlement: mais ces messages sont toujours exprimés en termes généraux; ils ne sont faits que pour engager la chambre à aviser sur certains sujets; il n'y est pas question d'articles ni de clauses particulieres; les communes ne sont point obligées de déclarer formellement, dans un tems fixé, qu'elles acceptent ou rejetent, la proposition du roi; en un mot, la chambre en agit à l'égard de ces messages, comme elle fait à l'égard des petitions présentées par de simples particuliers. L'un ou l'autre membre ouvre l'avis sur le sujet exprimé dans le message du roi; on forme un bill de la maniere usitée. il peut tomber chaque fois qu'il paroît sur la scene; & ce n'est jamais la proposition de la cour, mais l'avis de quelques-uns des membres de la chambre, que celle-ci discute, & qu'elle adopte ou rejette finalement.

pent le cœur; & il s'est trouvé que l'esset d'une précaution, qui paroît d'abord dictée par la prudence même, est de mettre le peuple, par rapport à une chose qui intéresse tant son falut, sur la désensive la plus désavantageuse, & de le livrer aux agressions continuelles de ceux qui joignent, aux plus grandes tentations de le tromper, les plus grands moyens d'y réussir.

Si l'on jette les yeux sur l'histoire des anciens états, dans les temps où le pouvoir exécutif, y étant encore dans la dépendance, étoit obligé de recourir souvent à la puissance législative, on verra, presque continuellement, celle-ci interrogée & dirigée par ceux qui ne vouloient que la conduire au précipice, ne se mouvoir que pour faire des plaies à l'état.

Et ces hommes, sur la sagesse desquels la loi avoit d'abord si fort compté, en vinrent à la sin au point de perdre tellement toute pudeur, que, quand les argumens ne suffirent plus, ils recoururent à la force; les assemblées législatives devinrent des champs de bataille, & leur puissance une vraie calamité.

Je sens très bien, au reste, que la dissérence des circonstances empêcheroit que les choses prissent en Angleterre une aussi funeste tournure (1).

(1) J'entends particulierement ici la circonstance où se

ui ti ci

av

m

ve l'i

ch

elle exé cré des

dès le r lité

que en p

& i ou i

l'aur

trouv préfei cutée Mais, d'un autre côté, qu'on se rappelle que la personne qui y est chargée du dépôt du pouvoir exécutif, réunit en elle toute la force & toute la majesté publique. Qu'on se représente le grand & unique magistrat de la nation poursuivant la sanction des loix qu'il auroit proposées, avec la vivacité de ses intérêts, qui sont toujours si grands, avec la chaleur de l'orgueil monarchique, qui ne veut point essuyer de resus, & en déployant toute l'immensité de ses ressources.

Il étoit donc absolument indispensable que les choses sussent ordonnées en Angleterre comme elles le sont. Si les ressorts moteurs du pouvoir exécutif sont entre les mains du roi un dépôt sacré, ceux du pouvoir législatif sont entre les mains des deux chambres un dépôt qui ne l'est pas moins; dès qu'il est quession de les mettre en mouvement, le roi est frappé, à son tour, de la même immobilité où tous les autres doivent se tenir, dès qu'il est question de ses propres prérogatives : lorsqu'il est en parlement, il a laissé sa puissance à la porte; & il n'a que son organe pour pouvoir dire oui, ou non. Si une masse, telle que la puissance royale, avoit pu s'agiter dans le corps législatif, elle l'auroit incontinent bouleversé.

i

n

30

ce

if-

1).

fe

trouve le peuple, d'avoir délégué tout son pouvoir à des représentans. Les conséquences de cette institution seront discutées dans le chapitre suivant.

CHAPITRE V.

Où l'on examine, s'il seroit avantageux à la liberté publique, que tout le corps du peuple donnat des suffrages pour faire passer les loix.

Mais, dira-t on, quelle que soit la sagesse des loix d'Angleterre, quelles que soient leurs précautions par rapport à la sûreté du particulier, le peuple, ne les y sanctionnant pas expressément lui même, ne sauroit être regardé comme un peuple libre. L'auteur du Contrat Social va même plus loin, il décide que α le peuple anglois qui » pense être libre se trompe fort; il ne l'est que » pendant l'élection des membres du parlement : » sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est » rien (1) ».

Avant de répondre à cette objection, j'observerai que le mot *liberté* est un de ceux dont on a le plus abusé. n

ho

n'e

po

feu

tåt

de

COL

jan

Ainsi, à Rome, où le petit nombre, qui étoit réellement maître de tout, sentoit qu'une autorité légitime, entre les mains d'un seul, mettoit sin à ses tyrannies, il faisoit accroire au peuple, que, pourvu que ceux qui les faisoient mourir militairement, qui les accabloient de misere & d'insultes,

⁽¹⁾ Contrat Social. Chap. XV.

DE L'ANGLETERRE. 215

e'appellassent consules, dictatores, patricii, nobiles, en un mot, de tout autre nom que de l'épou vantable nom de rex, ils étoient libres, & qu'une aussi précieuse situation méritoit qu'ils sousfrissent tout pour la conserver.

C'est encore ainsi que des auteurs ont écrit de nos jours, séduits par une admiration peu résléchie pour les gouvernemens de l'antiquité, peutêtre encore par le plaisir de contraster fortement dans la lie de nos temps modernes, n'ont su voir de modele que dans l'institution de Sparte ou de Rome. Suivant eux, la seule affaire du citoyen est d'être sans cesse assemblé sur la place, ou de marcher au combat : être vaillant, endurci aux travaux, dévoré d'un ardent amour de la patrie (qui n'est au fond que l'ardent desir de nuire aux autres hommes, en faveur de la société dont on est membre), & d'un ardent amour de la gloire (1), (qui n'est encore que l'ardent desir de les massacrer, pour s'en vanter ensuite) leur ont paru être les feules choses par lesquelles l'homme focial méritât d'être estimé: & prodiguant, pour appuyer de telles idées, des expressions exagérées, par conséquent dispensées d'être exactes, & les mots. jamais définis de lâcheté, d'avilissement, de gran-

e

ft

e-

le

oit

ité

n à

le,

ai-

tes,

⁽¹⁾ Je prends ces mots dans le fens qu'on leur donnoit dans les anciennes républiques, & que leur donnent ceux qui nous en parlent.

deur d'ame, de vertu, ils ne nous ont jamais dit la feule chose qui méritat d'être dite, savoir, si l'on étoit heureux dans ces états qu'ils nous exhortoient d'imiter.

Et tandis qu'ils méconnoissoient ainsi le seul but raisonnable des sociétés, ils n'ont pas moins méconnu celui de la regle qui les devoit diriger. Ils ont été satisfaits lorsqu'ils ont vu le petit nombre, qui décidoit réellement de tout, s'acquitter, de temps en temps, de la cérémonie illusoire de convoquer le grand pour paroître le consulter: & donner son suffrage, quel que sût le désavantage de la forme, quelque inexécutée même que sût la loi qu'on prétendoit faire en commun, leur a paru être la liberté.

Mais ces auteurs ont raison: celui qui contribue, par son suffrage, à la sanction des loix, a fait luimême la loi; en y obéissant il s'obéit à luimême; il est donc libre. Jeu de mots, & rien de plus. Celui qui a voté dans une assemblée législative populaire, n'a pas fait la loi; il n'y a contribué, ou paru contribuer, que pour sa millieme, ou même sa dix-millieme partie; il ne lui a été permis, ni d'objecter, ni de discuter, ni de proposer de tempérament; & il n'a pu dire que oui, ou non. Lorsqu'une loi passe conformément à son suffrage, ce n'est point à ce suffrage qu'il doit de voir sa vo-

sonté réussir, c'est parce que d'autres ont occafionnellement voulu comme sui : lorsqu'une loi contraire à ses intentions est sanctionnée, il faut tout de même qu'il s'y soumette.

Il y a plus: lors même qu'on supposeroit, que donner son suffrage constitue nécessairement la liberté, cette liberté ne peut jamais durer qu'un instant, après lequel il faut absolument s'en remettre à la discrétion d'un autre, c'est à-dire donc, n'être plus libre. Il faut, par exemple, que le citoyen, qui a donné son suffrage, s'en rapporte à la bonne soi de celui qui les recueille; & c'est plus d'une sois qu'on a vu s'en faire de fausses déclarations.

Il faut encore qu'il s'en rapporte à quelqu'un, pour l'exécution des choses qu'on vient de résoudre: & lorsque l'assemblée sera séparée, & qu'il se trouvera seul, vis-à vis de ceux qui ont le dépôt de la sorce publique, vis-à vis du consul, par exemple, ou du dictateur, il sera très peu en sûreté, s'il n'a que celle d'avoir contribué, par son sustingement son sus de ceux qui ont le déposit de la sorce publique, vis-à vis du consul, par exemple, ou du dictateur, il sera très peu en sûreté, s'il n'a que celle d'avoir contribué, par son sus sus de ceux qui ont le déposit de sera sera de la sorce publique de sera sera de la sera de la

Qu'est-ce donc que la liberté? La liberté, répondrai-je, autant qu'elle peut se trouver dans une association d'êtres, dont les intérêts sont presque toujours opposés, consiste en ce que chacun,

lorsqu'il respecte la personne des autres, & qu'il les laisse jouir tranquillement des fruits de leur industrie, soit sur de jouir, à son tour, des fruits de la fienne, & que sa personne soit en sureté. Mais contribuer par son suffrage à établir cet ordre, cet enchaînement, au moyen duquel un homme noyé, pour ainsi dire, dans la foule, est sûrement protégé; indiquer les regles que doit suivre celui qui, muni d'une force considérable, est chargé de la défense des individus; pourvoir à ce qu'il ne les passe point : ce sont là les fonctions, les actes du gouvernement, & point du tout des parties qui constituent la liberté.

Pour tout dire en deux mots: contribuer, par son suffrage, à la fanction des loix, c'est avoir une portion quelconque depuissance, mais dans l'exercice de laquelle, encore une fois, on est trèséloigné de voir toujours sa volonté réussir. Vivre dans un état où les loix font égales pour tous, & fûrement exécutées (quels que foient les moyens par lesquels on parvienne à ces avantages), c'est être libre.

Soit: nous convenons que donner son suffrage n'est pas la liberté, mais un moyen de l'établir, moyen, même, qui peut dégénérer en une simple formalité: nous convenons, de plus, qu'il est possible qu'il en existe d'autres, & que, décider

qu'un état, de la constitution & de l'administration intérieures duquel on n'a aucune connoissance, est un pays où le peuple est esclave, n'est rien; n'est plus, uniquement parce qu'on n'y retrouve pas les comices de l'ancienne Rome, est une décision, certainement précipitée. Mais, d'un autre côté, il nous paroît que la liberté seroit beaucoup plus complete, si tout le peuple étoit expressément appellé à dire son avis sur les regles qui doivent l'établir; & que les loix d'Angleterre, par exemple, si elles se faisoient par le suffrage de tous, seroient plus sages, plus équitables, &, sur-tout, plus sûrement exécutées. Pour cette objection, comme elle est tout au moins spécieuse, j'entreprendrai d'y répondre.

Si, dans une association quelconque d'hommes, il pouvoit n'être question que d'établir une sois ce que chacun doit aux autres & à l'état; si ceux qui sont chargés de pourvoir à l'exécution de toutes ces choses, n'avoient ni une ambition, ni, en général, des passions qu'un tel emploi excitât & donnât le moyen de satisfaire; en un mot, si, ne regardant leur sonction que comme une tâche pénible, ils n'étoient jamais tentés de s'écarter de l'intention de ceux qui les ont proposés; j'avoue qu'alors il pourroit n'y avoir pas d'inconvénient à ce que chacun se donnât le plaisir de prendre une

petite part au gouvernement de la société dont il est membre : ou plutôt je me trompe ; dans une telle société, & parmi de tels êtres, il n'y auroit pas besoin de gouvernement.

Mais l'expérience nous apprend qu'il faut bien d'autres précautions pour obliger les hommes à être justes les uns envers les autres : & c'est, dans les premiers mêmes que l'on peut prendre à cet égard, qu'est la source la plus féconde des maux qu'on se propose de prévenir. Ces loix qui devoient être égales pour chacun, ne parlent bientôt plus que suivant que le dicte l'intérêt de ceux qui en font les dépositaires : instituées pour la protection de tous, elles ne défendent bientôt plus que les usurpations de quelques uns; &, le peuple continuant à les respecter, tandis que ceux qui en sont les gardiens les comptent pour peu, elles n'ont à la fin d'autre effet, que de compenfer l'inégalité de forces réelles dans le petit nombre de ceux qui sont de concert à se mettre à la tête de la société, & de rendre réguliere & sans péril, la tyrannie que ce petit nombre exerce sur le grand.

Remédier donc à des maux qui sont une suite nécessaire de la nature des choses, obliger ceux qui sont en quelque façon les maîtres de la loi à s'y conformer, rendre sans effet la conspiration fourde, puissante & sans cesse active, de ceux qui gouvernent; voilà ce qui exige des lumieres & un esprit de persévérance, qu'il ne faut point attendre de la multitude.

La plus grande partie de ceux qui la composent, distraits par les besoins plus pressants de la subsistance, n'ont ni le loisir, ni même, par l'imperfection de leur éducation, les connoissances nécessaires à de tels soins. La nature, d'ailleurs, avare de ses dons, n'a donné qu'à une petite portion d'hommes une tête capable des calculs compliqués d'une législation: & comme le malade se confie à un médecin, le plaideur à un avocat, de même, le très-grand nombre des citoyens doit se confier à ceux qui sont plus habiles qu'eux, pour l'exécution de choses qui, en même tems qu'elles les intéressent si essentiellement, requierent tant de qualités pour les bien faire.

A ces raisons, déjà si fortes, il s'en joint une autre, s'il se peut, plus décisive. C'est que la multitude, par cela seul qu'elle est une multitude, est incapable d'une résolution résléchie.

Ceux qui font partie d'une assemblée de peuple, n'y sont excités par aucune vue nette & précise d'un intérêt présent & personnel. Se voyant, d'ailleurs, confondus dans la foule de ceux qui sont appellés à faire la même sonction; sachant que leur résolution ne changera rien à la résolution générale, & que, de quelque côté qu'ils se jettent, le résultat sera le même; ils n'entreprennent point d'étudier en quoi les choses qu'on leur propose s'accordent avec la totalité des loix existantes ou avec les circonstances; parce qu'on n'entreprend point un très - grand travail, lorsqu'on est sûr qu'il ne produira aucun esset.

C'est cependant avec ces dispositions, & chacun se confiant sur tous, que l'assemblée se forme. Mais, par une suite de ce que très peu ont résléchi sur ce qui doit en faire l'objet, très peu y portent d'avis, ou du moins d'avis à eux & auquel ils tiennent. Comme il faut cependant prendre un parti, la plupart se décident par des raisons dont ils rougiroient de se payer dans des occasions bien moins férieuses : un spectacle inusité, un changement dans le lieu de l'assemblée, un mouvement, une rumeur, font, dans l'indécision générale, la raison suffisante de la détermination du grand nombre (1); & de l'agrégation de volontés, formées sans connoissance de cause & sans réflexion, se forme une volonté totale qui est aussi sans réflexion.

⁽¹⁾ On peut voir dans l'histoire du peuple romain, de quelle importance il étoit de l'assembler dans un lieu plutêt que dans l'autre: il désapprouvoit hors des murs, par exemple, ce qu'il approuvoit lorsqu'il voyoit le Capitole,

Si, au milieu de tous ces désavantages, l'afsemblée étoit laissée à elle-même, & que personne n'eût intérêt de la jeter dans l'erreur, le mal, quoique très considérable, ne seroit cependant pas extrême; parce qu'une telle assemblée n'étant jamais appellée à se décider que sur le oui ou sur le non, c'est à dire, n'ayant jamais que deux partis à prendre, il y a chance égale pour chacun d'eux; & on pourroit du moins espérer, que de deux sois l'une elle rencontreroit le bon.

Mais la ligue de ceux qui ont part à l'autorité, ou à ses avantages, ne reste pas ainsi dans l'inaction. Ils veillent tandis que le peuple dort : uniquement occupés de leur pouvoir, ils ne respirent que pour l'augmenter : prosondément versés dans les affaires, ils voient d'un coup d'œil toutes les conséquences des choses; & disposant des ressorts du gouvernement, ils sont naître à leur gré tous les incidens qui peuvent influer sur l'esprit d'une multitude qui n'est point sur ses gardes, & qui attend que quelque chose la décide.

Ce sont eux qui convoquent l'assemblée & qui la dissolvent; ce sont eux qui lui proposent, & qui la haranguent. Habiles à profiter de tout, ils se servent également de la docilité du peuple pendant la calamité publique, & de son inconsidé.

ration dans un tems de prospérité. Lorsque les choses prennent une tournure contraire à leurs espérances, ils le congédient. Lui faisant plusieurs propositions à la sois, & qu'il faut accepter en bloc, ils cachent ce qui va à leurs vues particulieres, ou le colorent, en le joignant à des choses qu'ils savent devoir frapper agréablement le grand nombre (1). Présentant, dans leurs discours, des raisonnemens & des faits qu'on n'a point le temps de vérisier, ils jettent dans des erreurs lourdes, & cependant décisives; & les lieux communs de la rhétorique, aidés de leur influence personnelle, leur suffisent pour entraîner la majorité des suffrages.

D'un autre côté, le petit nombre de ceux, car enfin il s'en trouve, qui, ayant réfléchi sur l'objet en question, voient les conséquences du pas qu'on va faire, perdu dans la foule, ne peut faire entendre sa foible voix au milieu de l'acclamation universelle. Il n'est pas plus le maître d'ar-

rêter

n

1'2

fo

qu

em en

nev

affa ces

cati ple

abol

trati

cito

la pa étrai

tout

alors qu'à

tée p les m qui le

ges ;

il éto

lorsqu blées

En

de qua

oblige

les che

 T_{0}

⁽¹⁾ C'est ainsi que le sénat s'attribua à Rome le pouvoir des impositions. Il promit, lors de la guerre contre les Veïens, de donner une paie aux citoyens qui s'enrôleroient, & pour cela il établit un tribut. Le peuple, uniquement frappé de l'avantage actuel de ne pas servir à ses dépens, sut transporté d'une telle joie, qu'il s'assembla en soule devant la porte du sénat, & prenant les mains des sénateurs, il les appelloit ses peres. Nihil acceptum unquam a plebe, tanto gaudio traditur; concursum itaque ad curiam esse, prehensatasque exeuntium manus, patres vere appellatos, &c. Tit. Liv. Lib. IV.

rêter le mouvement général, qu'un homme, au milieu d'une armée qui est en marche, n'est le maître de ne pas marcher: en attendant, les suf-frages se donnent; une pluralité se déclare; on l'appelle la volonté de tous: & elle n'est, dans le sond, que l'esset de la ruse de quelques ambitieux qui rient en secret (1).

(1) Je pourrois confirmer tout cela par une foule d'exemples tirés de l'histoire ancienne : mais qu'il me soit permis de n'en emprunter que de ma patrie, & celebrare domestica facta; il n'y en a point qui prouvent mieux ce que je me propose ici. A Geneve on fit en 1707 une loi, que l'on y tiendroit tous les cinq ans une assemblée générale du peuple, où l'on traiteroit des affaires de la république? mais les magistrats, qui redoutoient ces assemblées ne tarderent pas d'obtenir des citoyens la révocation ce cette loi; & la premiere résolution que prit le peuple, dans la premiere de ces assemblées, en 1712, fut de les abolir pour toujours. Le profond secret avec lequel les magistrats préparerent la proposition qu'ils vouloient faire de cette abolition, & la maniere imprévue dont on la fit connoître aux citoyens, lors, seulement, qu'assemblés ils furent requis de la passer anx voix , n'ont pu qu'imparfaitement justifier cette étrange détermination du peuple ; & la consternation qui faisit toute l'affemblée lorsqu'on proclama le résultat des suffrages. confirme l'opinion où font bien des gens, que l'on eut recours alors à la fourbe. Ce mystere d'iniquité a été tenu secret jusqu'à ce jour : mais l'opinion commune, qui a été adoptée par Rousseau dans ses Lettres de la montagne, est que les magistrats avoient instruit les sécrétaires, à l'oreille de qui les citoyens devoient donner de voix basse leurs suffrages, de maniere que , lorsqu'un citoyen disoit approbation il étoit cense approuver la proposition des magistrats; & lorsqu'il disoit rejection, il étoit supposé rejeter les assemblées périodiques.

En 1738 les citoyens donnerent force de loix à un petit code de quarante-quatre articles, entre lesquels une seule ligne les oblige pour toujours d'élire leurs quatre syndics, c'est-à-dire, les chess du conseil des vingt-cinq, d'entre les membres seu-

En un mot, ceux qui connoissent l'intérieur des républiques, & en général la maniere dont les choses se passent dans les très-grandes assemblées, conviendront que le petit nombre qui est réuni, qui agit, & qui est vu, a un tel avantage vis-à-vis du grand nombre qui a les yeux tournés sur eux & qui est sans union, que, même avec une adresse médiocre, ils sont toujours les maîtres des résolutions; que par une suite de la nature même des choses, il n'est pas d'ineptie à laquelle on ne puisse faire assentir un grand assemblage d'hommes; & que

lement de ce conseil; or avant ce temps leur choix étoit illimité. Ce fut alors aussi qu'ils laisserent glisser dans la loix dont j'ai fait mention dans une note (ci-dessus pag. 204) le mot approuvé, transcrit d'un autre code & la consequence de cela sut de rendre les magistrats maitres absolus de la

législation.

C'est ainsi que les citoyens, dépouillés successivement de tous leurs droits politiques, ne conserverent guere plus que le plaisir d'être appellés une assemblée souveraine quand ils s'assembloient, (idée qui entretenoit pourtant parmi eux un esprit de résistance qu'il eut été dangereux aux magistrats de trop provoquer), & le pouvoir, au moins, de resuser d'élire les quatres Syndics. C'est sur ce seul privilege que les citoyens firent, il y a quelques années, leur dernier essort; & un concours singulier de circonstances ayant heureusement excité & conservé parmi eux un esprit peu commun d'union & de persévérance, ils réussirent ensin, en grande partie, à réparer les torts qu'on les avoit induits à se saire à eux-mêmes depuis deux cents ans & plus. (Un changement total s'est depuis ce tems-là opéré, par des sorces étrangeres, dans le gouvernement de la république (en 1782) c'est pourquoi ce n'est pas ici le lieu de faire quelque observation.)

des loix seroient plus sages, & plus probablement dirigées à l'avantage de tous, d'être faites en jetant au sort, avec des dez, que par les suffrages d'une multitude.

ľ

t

[-

ii

1-

ix êi-

ft fue

lliont not de

ent ere ine ant eux au ce ues de rmi ce, orts eux s-là ient s ici FIN du Tome premier.

ridadory To A & B wiL to E

DES MATIERES

Contenues dans ce premier Volume.

* |-=:a-()-=:a-()-=:a-()-=:a-()*

The Charles of the Control of the Co	
INTRODUCTION. page	2 1
CHAP. I. Causes de la liberté de la nation angioise. Raisons de la disférence qui se trouve entre son gouvernement & celui de la France. En Angleterre, l'énorme pouvoir de la couronne sous les premiers rois normands, sit naître l'union entre la noblesse & le peuple. CHAP. II. Second avantage que l'Angleterre	5
avoit sur la France: elle formoit un état indivis.	10
CHAP. II. Seconde partie. Continuation du même sujet.	34
CHAP. III. Puissance législative.	51
CHAP. IV.	61
CHAP. V. Limites que la constitution a don-	
nees au pouvoir du roi.	64
CHAP. VI. Continuation du même sujet.	68

TABLE DES MATIERES:	329
CHAP. VII. Nouvelles limites. page	73
CHAP. VIII. Liberté particuliere.	86
CHAP. IX. Du droit observé en Angleterre	31
quant aux matieres civiles.	97
CHAP. X. Continuation du même sujet. Les	
cours d'équité.	120
CHAP. XI. Justice criminelle.	137
CHAP. XII. Continuation du même sujet.	151
CHAP. XIII. Conclusion du même sujet. Loix	
fur les emprisonnemens.	168
LIVRE SECOND.	
CHAP. I. Avantages particuliers à la consti- tution d'Angleterre. 1. Réunion de la puis	
Sance exécutive. page	175
CHAP. II. Conclusion du même sujet. Le pou- voir exécutif est plus aisément contenu lors	
qu'il n'est qu'un.	191
CHAP. III. Second avantage. Division de la	
puissance législative.	195
CHAP. IV. Troisieme avantage particulier	

au gouvernement anglois. Le pouvoir de proposer des loix, mis entre les mains du

peuple.

230 TABLE DES MATIERES.

CHAP. V. Où l'on examine, s'il seroit avantageux à la liberté publique, que tout le sorps du peuple donnât ses suffrages pour faire passer les loix. page 214

Fin de la Table du Tome I.

appere the la time the beque social unites bullion his of Buone. TRUE ME THE LUTIMENT Combretto and the state that he has completely Spatishers and the control of the service of the grade of the file Charles Transaction Control of TOME THOOKS The state of the s C. Rosesca, N. . New notice Apr.

G

O to Byer as been been as

American to a not Torogen.

there yether the cases of the contract trace.

Qi

c

CONSTITUTION

DE

L'ANGLETERRE,

0 0

ÉTAT

DU

GOUVERNEMENT ANGLOIS.

Comparé avec la forme républicaine & avec les autres monarchies de l'Europe.

PAR M. DE LOLME,

Membre du conseil des deux-cent de la république de GENEVE.

Quatrieme édition, entiérement revue & augmentée de la moirié, sur l'édition angloise, dédiée au Roi par l'auteur.

Ponderibus librata suis OVID. Métam. L. I. 13.

TOME SECOND.

CHAD

A LONDRES,

Chez G. ROBINSON, No. 25. Pater-noster-Row. J. Murray, No. 32. Fleet-Street.

M. DCC. LXXXV.

COMPUTUTION

DE

L'ANGLE TERRES

ETAT

ONE TOUR A CONTRACTOR

Congress aver la printe républication de la congression de la printe républication de la congression della congression della congression d

Harte de Majer des Majers des de la representa

Oursiems officier, emforcement avite & sugmente de la mode, bet Weltfon anglode, skilke an Roi per i nuem.

The state of the s

TOMESECTOND.

This was

A LONHRES.

Che G. Robinson, N. 18, Patar noffer Row.

M DCC. EXXXV.

CONSTITUTION

DE

L'ANGLETERRE.

CHAPITRE VI.

Avantages, que recueille le peuple, du pouvoir de nommer des personnes qui le représentent.

COMMENT le peuple remédiera-t il donc aux désavantages nécessairement attachés à sa position? Comment résistera-t il à la phalange de ceux qui réunissent les honneurs, les richesses, les dignités, le pouvoir?

Ce sera en employant, pour la désense, les mêmes moyens dont ils se servent pour l'attaque: c'est en empruntant leurs armes, leur ordonnance, leur discipline.

Ils sont en petit nombre, par conséquent aisément réunis: il faut donc leur opposer un petit nombre, pour être aussi réunis. C'est parce qu'ils sont en petit nombre qu'ils déliberent sur tout, & ne suivent que des avis mûrement pesés; c'est parce qu'ils sont en petit nombre qu'ils ont des

Tome II. A

formes qui leur servent, sans cesse, de point de ralliement, des maximes dont ils ne se départent pas, & des plans qu'ils ne perdent jamais de vue: encore une fois donc, opposez leur un petit nombre, & vous aurez tous ces avantages.

De plus, ceux qui gouvernent, par une nouvelle suite de ce qu'ils sont peu, ont une part plus considérable, par conséquent un intérêt plus vif, au fuccès quelconque de leurs entreprises. Faisant profession de mépriser leurs adversaires, & étant toujours sur l'offensive, ils s'imposent la nécessité de vaincre. Ils ont à faire (eux qui sont excités par les plus puissans motifs, & qui veulent acquérir) à une multitude qui, ne voulant que conserver, a de longs intervalles d'inaction & de sang-froid. Mais en se nommant des représentans, & en concentrant ainsi sa puissance dans un petit nombre d'hommes, le peuple se donne le ressort qui lui manquoit pour être à l'égalité, & il excite, chez ses défenseurs, des passions qu'il ne sauroit ressentir lui-même.

à

n

de

pi

le

Ver

Chargés exclusivement du dépôt de la liberté publique, les députés du peuple seront excités par le sentiment de la grandeur des intérêts qui leur ont été confiés. Distingués du reste de la nation, & formant une assemblée particuliere, ils désendront les droits dont ils sont les gardiens,

avec toute la chaleur que donne l'esprit de corps (1). Placés sur un grand théâtre, ils espéreront de s'y distinguer; & la ruse & l'activité de l'ambition auront en tête la vivacité, la persévérance, que donne l'amour de la gloire.

Enfin, les représentans du peuple étant naturellement choisis parmi les citoyens les plus favorifés de la fortune, & ayant, par conséquent, beaucoup à conserver, auront, même dans les tems tranquilles, les yeux ouverts sur les motions du pouvoir. Leurs avantages les mettant dans le cas d'une comparaison continuelle avec ceux qui gouvernent, la jalousie, qu'ils en concevront, leur donnera une sensibilité extrême sur toutes les augmentations de leur puissance. Semblables à ces machines qui indiquent les opérations de la nature dans le tems qu'elles sont encore imperceptibles à nos fens, ils feront connoître au peuple ce qu'il ne voit jamais que trop tard; & leur plus grande proportion des biens, soit réels, soit de l'opinion, en feront, si je puis m'exprimer ainsi, les barometres qui découvriront, dans leur prin-

s

a

⁽¹⁾ Sans une telle disposition d'esprits les communes de l'Angleterre n'eussent jamais maintenu leur droit de taxation avec tant de vigilance, contre les entreprises, sou vent peut-être involontaires, des lords.

CHAPITRE VII.

Continuation du même sujet. Le peuple retireroit peu d'avantages de sa faculté de nommer ses représentans, s'il ne leur conféroit en même tems toute son autorité législative.

Les observations qu'on a faites dans le chapitre précédent sont si claires, que le peuple, dans les gouvernemens où il a quelque part, a toujours senti la nécessité de toutes ces choses, & n'a jamais cru pouvoir remédier par lui-même aux désavantages de sa position. Toutes les sois que, réveillé par le sentiment de l'oppression, il a voulu faire usage de sa puissance, on l'a vu se mettre sous la conduite d'un petit nombre d'hommes, qui l'avoient éclairé & encouragé: & lorsque les circonstances ont exigé de sa part une conduite un peu soutenue, il n'a réussi qu'au moyen de la

fe

L

R

ne

de

ré

m

tu

ce

pr

CE

⁽¹⁾ Tout ceci suppose essentiellement, que les représentants du peuple sont unis d'intérêt avec le peuple. Nous verrons bientôt que c'est-là le chef-d'œuyre de la constitution d'Angleterre.

DE L'ANGLETERRE.

de

oit ses

me

api-

ans

ours

ja-

dé-

ue,

pulu

lous

l'a-

cir-

un

e la

éfen-

Nous

stitu-

déférence la plus implicite aux chefs qu'il s'étoit choisi.

Mais ces conducteurs, ainsi choisis au hasard, étant facilement intimidés par les terreurs du pouvoir; la consiance illimitée qu'on leur voue ne se déclarant jamais que quand le mal est extrême, & ne se soutenant que par un concours extraordinaire de circonstances, & auquel ceux qui gouvernent ne sont guere pris qu'une sois; le peuple a presque toujours cherché à prositer des instans de supériorité que les événemens lui avoient donnés, pour rendre durables ces avantages qu'il voyoit être passagers, & pour établir des hommes qui sussent spécialement chargés de sa désense, & que la constitution avouât. C'est ainsi qu'à Lacédémone, le peuple obtint des éphores, & à Rome des tribuns.

Fort bien, dira-t-on; mais le peuple romain ne permettoit pas à ses tribuns de rien conclure définitivement; il vouloit ratisser lui-même les résolutions qu'ils avoient prises (1). Mais c'est cela même qui contribua sur tout à en rendre l'institution vaine. Le peuple voulant mêler son avis à celui de ceux auxquels, dans sa sagesse, il s'étoit promis de s'en rapporter, voulant déclarer, avec cent mille suffrages, ce que ceux de ses conduc-

⁽¹⁾ Rousseau, Contrat Social.

Les fénateurs, les confuls, les dictateurs, les grands personnages qu'il avoit la prudence de craindre & la simplicité de croire, continuoient à être mêlés avec lui, & à déployer leur savoirfaire; ils le haranguoient encore (r); ils changeoient encore le lieu des assemblées; prétendant que les augures n'étoient pas favorables, sous ce prétexte-là, ou sous d'autres, ils les dissolvoient ou les dirigeoient (2): & les tribuns, lorsqu'ils

⁽¹⁾ Valere Maxime rapporte, que les tribuns ayant voulu proposer des arrangemens au suiet des bleds dans un temps de disette, Scipion Nasica contint l'assemblée en leur disant: «Silence, Romains: Je sais mieux que » vous ce qui convient à la république ». Tacete que so Quirites; plus enim ego quam vos, quid Reipublica expediat, intelligo. Qua voce audita, omnes pleno venerationis silentio, majorem ejus autoritatis, quam suorum alimentorum, curam egerunt.

⁽²⁾ Quid enim majus est? si de jure Augurum quærimus, dit Cicéron, qui étoit lui-même augure, & qui plus est, sénateur, quàm posse à summis imperiis, & summis potestatibus, comitiatus & concilia vel instituta dimittere, vel habita rescindere? Quid gravius, quàm rem susceptam dirimi, si unus Augur ALIUM (id est, alium diem) dixerit? De Legib. Lib II. § 12.

oid

n-

ce li-

ns

ci-

les

de t à

ir-

ın-

int

ce

ils

ulu

un

en

rso pe-

nis en-

15,

ft,

ta-

vel

di-

t?

avoient pu parvenir à se réunir, avoient le désespoir de voir échouer, par des ruses misérables, des projets suivis avec les plus grandes peines & même les plus grands périls.

Lorsque, voyant la partie fortement liée, ils desespéroient de réussir par de tels moyens, ou craignoient de les user en les prodiguant, ils recouroient à d'autres finesses. Ils donnoient au consul, par le moyen d'une simple formule (1), un pouvoir absolu sur la vie des citoyens; ou bien, ils nommoient un dictateur. Le peuple se consternoit à la vue de la mascarade d'état qu'on lui présentoit; & les tribuns, quelque clairvoyans qu'ils sussent, trembloient à leur tour, se voyant sans désenseurs (2).

D'autres fois ils calomnioient les tribuns devant l'assemblée elle-même; ou, les déchirant en secret, ils les décréditoient totalement. C'est ainsi que le peuple vit tranquillement massacrer Tiberius Gracchus, le seul romain réellement vertueux, le seul qui aitaimé véritablement le peuple. C'est ainsi que Caïus, que l'exemple de son frere n'intimida point,

(1) Videat conful, ne quid detrimenti respublica capiat.

^{(2) «} Les tribuns du peuple, » dit Tite-Live, grand admirateur du pouvoir des nobles, « & le peuple lui-mê» me, n'osoient ni lever les yeux, ni sousser en présen» ce d'un dictateur. » Nec adversus dictatoriam vim aut tribuni plebis, aut ipsa plebs, attollere oculos, aut hiscere audebant. Tit. Liv. L. VI. §. 16.

fut à la fin tellement abandonné, qu'il ne se trouva personne qui voulût même lui prêter un cheval pour fuir la fureur des nobles; & qu'il sut obligé de se donner la mort lui-même, en invoquant les dieux sur ses inconstans concitoyens.

D'autres fois encore, ils suscitoient des divisions parmi le peuple : des brigues esfroyables se déclaroient tout-à-coup la veille d'une opération importante; & les gens modérés évitoient des assemblées, où ce ne devoit être que tumulte & que confusion.

Enfin, pour que rien ne manquât à la facilité avec laquelle ils abusoient les assemblées populaires, ils falsifioient les déclarations du nombre des voix : ils allerent même une sois jusques à voler les urnes dans lesquelles les citoyens devoient jeter leurs suffrages (1).

Att. Service the Control of The Service of the Serv

Allegar and the lates

and the state of t

⁽¹⁾ On peut lire, par rapport à toutes ces choses, ce que dit Plutarque, sur-tout dans la Vie des Gracques. Aureste, je fais grace au lecteur des assemblées où l'on arma une partie du peuple contre l'autre; je ne lui parle que des temps qui précéderent ou suivirent immédiatement la troisieme guerre punique, c'est-à-dire, de ce qu'en appelle les beaux tems de la république.

9

CHAPITRE VIII.

Conclusion de ce sujet. Effets qu'a eut, dans le Gouvernement anglois, le parti qu'a pris le peuple de conférer tout son pouvoir à ses représentans.

Mais lorsque le peuple a consié son pouvoir à un petit nombre de personnes, les choses prennent tout de suite une bien dissérente tournure. Ceux qui gouvernent, trouvant qu'au lieu de ces assemblées qu'ils affectent de mépriser, & qu'ils ne se lassent point de comparer aux tempêtes & à l'Euripe (1), avec lesquelles même ils se croient en conséquence dispensés d'être justes, trouvant, disje, qu'ils ont à faire à des hommes qui n'ont, vis-àvis d'eux, qu'une infériorité de conventions, ils revêtent, tout de suite, d'autres sentimens, & se gardent bien, sur-tout, de leur parler des poulets sacrés, des livres Sibyllins, & des jours blancs ou noirs. Voyant leurs nouveaux adver-

⁽¹⁾ Cicéron ne tarit point là-dessus: Quod enim fretum, quem Euripum, tot motus, tantas, & tam varias habere putatis agitationes fluctuum; quantas perturbationes, & quantos assus habet ratio Comitiorum. (Or. pro Muranâ.) Concio, dit-il encore, qua ex imperitissimis constat, &c. de Amieitia. §. 25.

faires exiger des égards, cela seul leur en inspire : les voyant agir d'une maniere constante, suivre des regles sixes, en un mot, avoir des formes, ils viennent à les considérer, par la même raison, qui les fait respecter eux-mêmes du peuple.

Les représentans du peuple, d'un autre côté, ne tardent pas à se donner tout ce qui peut servir à déployer avec esset le pouvoir dont ils sont dépositaires, tout ce qui peut faire en sorte que leurs résolutions soient le résultat de la réslexion, de la raisson. C'est ainsi que l'on vit les députés du peuple anglois requérir, dès le tems de leur origine, d'être assemblés séparément: ils obtinrent ensuite de se nommer un président; bientôt après, ils voulurent être consultés sur la derniere sorme des actes auxquels ils donnoient naissance; ensin, ils voulurent les dresser eux mêmes.

Pour prévenir, dans leur intérieur, toute possibilité de surprise, c'est une regle que toute proposition, ou tout bill, doit être lu trois sois, à jours dissérens & indiqués, avant de recevoir sa sanction sinale: & avant chaque lecture du bill, ainsi que lors de sa premiere introduction, il saut résoudre expressément qu'on doit continuer à s'en occuper: si le bill est rejeté, dans laquelle que ce soit de ces diverses opérations, il tombe, & ne peut plus être présenté dans cette session (1).

Les communes ont été sur tout jalouses de la liberté de la parole dans l'intérieur de leur assemblée. Elles ont exigé expressément, comme nous l'avons déjà dit, qu'aucun de leurs procédés ou propos ne pût être jugé ou examiné ailleurs: enfin, pour écarter des délibérations tout motif étranger à la chose même, elles n'ont laissé à leur président ni opinion ni suffrage; elles ont même établi, comme regle, non-seulement que le roi ne leur put faire proposer, mais même que son nom fût jamais prononcé (2).

Mais ce qui décide, sur tout, en faveur d'une constitution où le peuple n'agit que par ses repréfentans, c'est-à-dire, au moyen d'une assemblée peu nombreuse, & où chacun propose, délibere

⁽¹⁾ C'est encore une regle, dans la chambre des communes, que personne ne parle qu'une sois le même jour. Lorsque les diverses clauses d'un bill exigent une discussion plus libre, on en donne le soin à un commité, qui fait ensuite son rapport; quand l'objet est important, le commité est sormé de toute la chambre, assemblée dans le même lieu, mais d'une maniere moins solemnelle, & sous un autre président, qu'on appelle le Chairman du commité. Pour sormer de nouveau la chambre, l'on remet la masse sur la table, & le parleur reprend sa place.

⁽²⁾ Si quelqu'un parloit, dans son discours, de ce que le roi souhaite, de ce qu'il verroit avec plaisir, &c. il seroit tout de suite appellé à l'ordre, comme voulant influencer le débat.

& discute, c'est qu'elle est la seule qui puisse avoir l'avantage immense, avantage que je ne sais si j'ai bien su faire sentir quand j'en ai parlé ci-devant (1), de mettre entre les mains du peuple les ressorts moteurs de la puissance législative.

Dans une con stitution où le peuple est appellé à prononcer sur les loix, ce ne sont que ceux qui sont vus, par conséquent ceux qui gouvernent, qu'on a le tems, ou même qu'on se soucie d'écouter; & ils acquierent à la sin, ainsi qu'on l'a vu dans toutes les républiques, le droit exclusif de proposer s'il leur plaît, quand il leur plaît, comme il leur plaît. Prérogative telle, qu'elle mettroit une assemblée, formée des plus grands génies, à la merci de deux ou trois sots, & rend absolument illusoire le pouvoir si vanté du peuple: prérogative, en même tems, qui, se trouvant dans les mains de ses adversaires, le sorce à rester sans cesse passif, & lui ôte la seule ressource qu'il pourroit opposer à leurs attaques.

Pour tout dire en un mot: Une constitution réprésentative met le remede entre les mains de ceux qui sentent le mal; mais une constitution populaire met le remede entre les mains de ceux qui causent le mal; & elle mene nécessairement au mal-

⁽¹⁾ Au Chap. IV de ce livre.

heur, à la calamité politique, de confier les moyens & le soin de réprimer le pouvoir, à ceux qui ont le pouvoir.

CHAPITRE IX.

Autre désavantage des gouvernemens républicains. Le peuple y est nécessairement trahi par ceux en qui il se consie.

Mais ces assemblées générales d'un peuple que l'on faisoit prononcer sur ce qu'il n'entendoit ni n'examinoit, cette consusson dans laquelle l'ambitieux cachoit ses artifices & alloit sûrement à son but, n'étoit pas le seul mal des anciennes républiques. Il étoit un vice plus secret, mais frappant plus immédiatement sur le principe attaché à cette sorte de gouvernement.

Il étoit impossible que le peuple y eût jamais de véritables désenseurs. Ni ceux qu'il avoit expressément choisi, ni ceux qui, favorisés par les circonstances, dirigeoient ses assemblées (car le peuple, encore une sois, n'a du pouvoir que pour le donner ou le laisser prendre), ne lui pouvoient être unis par le sentiment des mêmes intérêts. Leur crédit les mettant, en quelque sorte, à l'égalité avec les dépositaires du pouvoir exécutif, ils pensoient peu à réprimer des vexations dont ils se voyoient à l'abri. Bien plus: ils craignoient de diminuer une puissance qui devoit être un jour la leur, si même ils n'y participoient pas déjà (1).

C'est ainsi que les tribuns n'eurent jamais de but sérieux & suivi, que celui de faire admettre le peuple, c'est à dire, eux-mêmes, à toutes les dignités. Après avoir obtenu que les plébéiens sussentient admis au consulat, ils obtinrent que les mariages sussent libres entr'eux & les patriciens; ils les sirent ensuite admettre à la dictature, au tribunat militaire, à la censure; en un mot, ils n'employoient le pouvoir du peuple qu'à augmenter des prérogatives qu'ils appelloient les prérogatives de tous, & dont il n'y avoit, en esset, qu'eux & les leurs qui dussent jouir.

Mais nous ne voyons pas qu'ils aient emploié la puissance du peuple à des choses véritablement utiles au peuple. Nous ne voyons pas qu'ils aient limité le pouvoir terrible de ses magistrats, qu'ils

⁽¹⁾ Quelle apparence que des hommes, qui s'attendoient à dévenir eux-mêmes préteurs, voulussent se prêter sérieu-fement à restreindre le pouvoir des préteurs? que visant au consulat, ils pussent desirer d'en limiter la puissance? que sûrs, par la faveur du peuple, d'être faits sénateurs, ils tâchassent réellement de borner l'autorité du sénat?

aient jamais réprimé cette classe de citoyens qui sait saire respecter ses crimes; en un mot, qu'ils aient jamais cherché, d'un côté, à régler, de l'autre, à rensorcer le pouvoir judiciaire: précautions sans lesquelles on s'agiteroit jusques à la sin du monde, sans trouver la véritable liberté: précautions, sans lesquelles, comme dit Pope, les loix seront toujours trop soibles pour les sorts, trop fortes pour les soibles.

Le pouvoir judiciaire, ce critericum fûr d'un gouvernement, ne fut jamais à Rome qu'un inftrument de tyrannie. Les consuls y exercerent, dans tous les tems, le droit de vie & de mort. Les dictateurs l'eurent, les préteurs l'eurent, les tribuns du peuple l'eurent, le sénat, à plus forte raison, l'eut; & les trois cents soixante & dix déserteurs, qu'il fit précipiter dans une fois, au rapport de Tite-Live, du haut du roc tarpeien, montrent assez ce qu'il favoit faire. On peut même dire, qu'à Rome le droit de vie & de mort, ou plutôt, le droit de tuer, étoit attaché à tout pouvoir, quel qu'il fût, même à celui qui résulte simplement du crédit ou de la richesse; & la seule conséquence du meurtre des Gracques, qui fut suivi de celui de trois cents, & ensuite de celui de quatre mille citoyens désarmés, que les nobles assommerent, fut d'engager le fénat à bâtir un temple à la concorde. La loi porcia de tergo civium, qu'on a si fort célébrée; n'avoit d'autre effet que d'achever de rassurer, contre
celle du talion, les consuls, préteurs, questeurs,
&c. qui, ainsi que Verrès (1), faisoient battre de
verges & mettre en croix, par fantaisse, les citoyens obscurs.

Enfin, ce qui montre avec combien peu de connoissance, même de l'histoire, on nous fait l'éloge du gouvernement de l'ancienne Rome, c'est que le sénat y eut dans tous les tems le pouvoir des impositions; celui de dispenser de l'esset des loix; celui même de les abroger (2).

(1) Si l'on jette les yeux sur Lacédémone, on verra, par les divers traits de la justice des Ephores, que les choses n'y étoient gueres mieux reglées. Ensin, à Athenes même, qui est la seule des républiques anciennes où il paroisse qu'il y ait eu de la liberté, on voit les magistrats procéder, à-peu-près, comme on fait aujourd'hui chez les Turcs: & je n'en donnerai pour preuve, que l'histoire de ce barbier du Pirée, qui ayant répandu dans la ville la nouvelle de la défaire des Athéniens en Sicile, qu'il avoit apprise d'un étranger qui s'étoit arrêté devant sa boutique, sur mis à la torture par ordre des Archontes, parce qu'il ne savoit nommer son auteur. Plutarque, Vie des Nicias.

(2) On voit fréquemment les consuls enlever du capito-

(2) On voit fréquemment les confuls enlever du capitole les tables des loix passées sous leurs prédécesseurs; &
ce n'étoit point, comme on est d'abord tenté de le croire,
une violence qu'il n'y avoit que le succès qui justissât: c'étoit une suite du pouvoir exprès qu'avoit le sénat, cujus
erat gravissimum judicium de jure legum, ainsi qu'on peut
le voir par plusieurs endroits de Cicéron. Les augures euxmêmes, dit encore Cicéron, avoient ce droit. « Lors» qu'une loi n'a pas été proposée au peuple, dans la for» me requise, les augures peuvent la supprimer: tel su
» le sort de la loi tetia, par décret du collège: tel celui
» des loix liviæ, sur l'avis de Philippe, consul & augure ».

En un mot, par une suite de la communicabilité du pouvoir, essentiellement attachée au gouvernement républicain, il est impossible qu'il y soit jamais soumis à des regles. Ceux qui y sont en état de le réprimer, en deviennent par là même les désenseurs. Elevés, si l'on veut, de l'état le plus humble, & qui sembloit le plus rassurer sur leurs vues, ils ne sont pas plutôt arrivés à un certain point, qu'ils les portent au-delà. Ils ne cherchoient précédemment qu'à voir observer les loix; ils ne pensent aujourd'hui qu'à s'en affranchir; & se voyant arrivés au niveau d'une société qui dispose de tout & jouit de tout, ils ne songent plus qu'à s'y agréger (1).

Le peuple se voit, dans de tels états, dans l'iné-

Legem, si non jure rogata est, tollere possunt; ut tetiam, decreto collegii; ut livias, consilio Philippi consulis & auguris. De Legib. Lib. II. §. 12.

(1) Cela leur est toujours aisé à essectuer. Dans les réspubliques, la classe d'hommes, qui se trouve à la tête de l'état, a constamment les yeux attachés sur le peuple; asin d'y démêler ceux qui ont acquis de l'insluence sur lui, & de les attirer à son parti: & plus la sorme du gouvernement est démocratique, plus cette attention est pour elle

indispensable.

e,

ė-

115

IIT

X-

11-

ut

n.

La constitution de Rome avoit même expressement pourvu à cela. Non-seulement les censeurs pouvoient transséter quelque citoyen que ce sût dans la tribu qu'il leur plaisoit, même dans le senat (& sans doute ils ne manquerent pas de faire un usage politique de ce privilege); mais il étoit de regle, que toute personne avancée par le peuple à quelque office public, comme au consulat, à l'édilité, au tribunat, devint par-là-même membre du senat. Voyez Middleton, Dissertation sur le sénat romain.

Tome 11.

vitable nécessité d'être trahi par ceux qu'il rend, par sa faveur, puissans & indépendans des loix. Corrompant, pour ainsi dire, tout ce qu'il touche, il ne distingue un homme que pour attaquer sa vertu: il ne l'éleve que pour le perdre, & conséquemment s'assoiblir lui-même. Que dis je! Il lui donne des intérêts entiérement opposés aux siens, & l'envoie grossir le nombre de ses ennemis.

Ainsi, à Rome, lorsque la foible barrière qui fermoit au peuple le chemin aux dignités & au pouvoir, eut été renversée, celles des familles plébeiennes que les suffrages du peuple commencerent à y porter, formerent, avec les anciennes samilles patriciennes, une nouvelle combinaison, nobiles & nobilitas, qui n'étant composée d'aucune classe particuliere d'hommes, mais de tous ceux qui étoient assez puissans pour s'y maintenir ou s'y faire admettre, on ne vit plus, dans la république, qu'une tête qui, composée de tout ce qu'il y avoit d'acrédité & de riche, & disposant à son gré des loix de la puissance du peuple, ne garda plus ni modération ni mesure (1).

Toute confirmion qui n'aura pas égard à ces, choses, sera donc une constitution essentiellement

⁽¹⁾ Ce fut, quoiqu'en disent ceux qui ont écrit sur ce sujet, un grand malheur pour le peuple romain, que l'abolition du patriciat; quoiqu'à dire vrai, cela ne pût manquer d'arriver.

imparfaite. C'est dans l'homme que sont les maux dont on a à se désendre: ce n'est donc que par des précautions générales, qu'on peut se flatter de les prévenir. Si c'est une erreur suneste de n'attendre que justice & équité de ceux qui gouvernent; c'en est une, qui ne l'est pas moins, de s'imaginer que, tandis que la vertu, la modération, sont le propre de ceux qui s'opposent aux abus du pouvoir, toute l'ambition, tout le desir de dominer se sont retirés dans l'autre parti.

! Quoique l'homme fage, entraîné par le pouvoir des noms & la chaleur des contentions politiques. puisse quelquesois perdre de vue le but, il ne sait pas moins, que ce n'est pas contre les Appius, les Coruncanius, les Cethegus, mais contre tous ceux qui peuvent faire taire ou parler les loix, qu'il faut diriger ses précautions : que ce n'est pas le consul, le prêteur, l'archonte, le ministre, le roi, qu'il faut craindre; que ce n'est pas non plus le tribun, ou le repréfentant du peuple à qui il faut se fier implicitement; mais que les objets de notre jalousse doivent être tous ceux, sans distinction, qui, par quelque voie que ce soit, & avec quelque nom que ce soit, se font donnés les moyens de tourner contre chacun la force de tous, & ont tellement arrangé les choses autour d'eux, que quiconque veut leur résister se trouve toujours seul contre mille.

S

e

e

|-

15

it

)-

,

es.

nt

ce a-

n-

CHAPITRE X.

Différence fondamentale entre le gouvernement anglois, & les gouvernemens que l'on vient de décrire. En Angleterre, ceux en qui le peuple place sa confiance, n'ont aucune part au pouvoir exécutif. Utilité du pouvoir qu'a la couronne.

Comment la constitution de l'Angleterre a t elle donc remédié à des maux qui, du premier coup d'œil, semblent réellement irrémédiables? Comment a t elle obligé ceux, en faveur desquels le peuple s'est dépouillé, à une reconnoissance essicace & persévérante? ceux qui ont une puissance particuliere, à ne penser qu'à l'avantage de tous? ceux qui font les loix, à n'en faire que de justes? c'est en les y soumettant eux mêmes, & en leur en ôtant, pour cela, l'exécution.

Le parlement peut établir le nombre de troupes réglées qu'il lui plaît; mais tout de suite un autre pouvoir se présente, qui en prend le commandement, qui en remplit tous les postes, & qui les fait mouvoir à son gré. Le parlement peut

établir des impôts : mais tout de suite un autre pouvoir s'empare du produit, & a seul l'avantage & la gloire de la distribution. Le parlement peut, si l'on veut, annuller les loix qui servent de base à la sûreté du sujet : mais ce ne sont pas les fantaisses & les caprices de ses membres, ce sont les caprices & les fantaisses d'autres hommes qu'il aura fatisfaits, lorsqu'il aura abattu les colonnes de la liberté.

t

e

t

a

le

1P

n-

le

Fi-

n-

de

ne

&

ou-

ite

le

8

eut

Et il ne suffisoit pas d'ôter aux législateurs l'exécution des loix, par conféquent l'exemption, qui en est la suite immédiate; il falloit encore, leur ôter ce qui eût produit les mêmes effets, l'espoir de jamais s'attribuer cette autorité exécutive.

Cette autorité est devenue en Angleterre une prérogative unique, indivisible, attribuée inaliénablement & de longue main, à une seule personne, par les loix les plus folemnelles & la coutume la plus constante; & toutes les forces actives de l'état ont été réunies autour d'elle.

Pour en assurer toujours plus le dépôt, la constitution a donné à celui à qui elle l'a con. fié, toute la puissance qui peut résulter de l'opinion; elle lui a donné, sur-tout, la distribution & la conservation des graces, & elle a intéressé l'ambition elle même, à le maintenir.

Elle lui a donné une part dans le pouvoir légiflatif; portion passive, à la vérité, & la seule qui puisse lui être assignée sans mettre l'état en danger; mais au moyen de laquelle il détourne les coups qu'on voudroit porter à son autorité constitutionelle.

Enfin, il est la seule puissance existante par soimême, & indépendante dans l'état. Le général, le ministre, l'homme en place, ne sont tels que par la continuation de son bon plaisir: il se délivreroit du parlement lui-même, si jamais il lui voyoit prendre trop de consistance; & il n'a besoin que d'un mot, pour anéantir toute puissance, quelle qu'elle sût, qui pourroit le mettre en danger: prérogatives redoutables! mais sur lesquelles on se rassure, lorsqu'on pense, d'un côté, aux grands droits par lesquels elles ont été contre-balancées, &, de l'autre, aux conséquences heureuses qui résultent de leur union.

De cette unité, &, si je puis m'exprimer ainsi, de cette entiere sequestration de l'autorité exécutive, s'ensuit d'abord cet avantage, que nous avons déjà fait remarquer dans un des chapitres précédens, que l'attention de toute la nation est dirigée vers un seul & même objet. Outre cela, le peuple jouit par ce moyen d'un autre avantage, le plus essentiel de tous: il peut donner sa consiance, sans

23

donner du pouvoir sur lui-même, & contre luimême; il peut établir des gardiens, sans en faire ses maîtres.

Ceux à qui le peuple a délégué le pouvoir de faire des loix, sont sûrs d'en ressentir eux-mêmes tout le poids: ils peuvent augmenter le pouvoir exécutif; mais il ne sauroit s'en revêtir: ils ne peuvent pas le faire mouvoir; ils ne peuvent que lui délier les bras: ils tiennent leur importance, leur existence même du besoin que ce pouvoir a d'eux: ils savent qu'aussi-tôt qu'ils auroient complété l'œuvre, & trahi la consiance du peuple, ils se verroient dissous, rejetés, comme des instrumens usés & désormais sans valeur.

e

i

-

2,

-

25

IX

a-

u-

ti-

ns

é-

ée ole

lus

ans

La même disposition des affaires en Angleterre, y prévient aussi ce désaut essentiel inhérent au gouvernement de la multitude, dont il a été question au chapitre précédent.

Dans cette espece de gouvernement, la cause du peuple, comme on l'a observé, est continuellement abandonnée & trahie. Les prérogatives arbitraires des pouvoirs gouvernans sont favorisées en tout tems, ouvertement ou sous main, non seulement par ceux qui en jouissent, non seulement par ceux encore qui peuvent se promettre avec sondement d'en partager un jour l'exercice; mais aussi par toute une soule d'autres gens, qui, suivant la disposi-

tion ordinaire des hommes à avoir toujours trop bonne opinion de leur état & de leurs mérites, s'imaginent follement, qu'un tems viendra où ils auront à leur tour quelque branche du gouvernement, ou même qu'ils sont déjà associés, de maniere ou d'autre, à l'autorité qui gouverne.

Mais comme on a fait de cette autorité en Angleterre l'attribut indivisible & inaliénable d'un feul, tous les autres individus de l'état sont parlà même intéressés à la contenir dans ses bornes. De cette maniere, la liberté est devenue la cause commune de tous; les loix qui l'assurent sont maintenues par des hommes de tout rang & de tout ordre; & l'acte de Habeas Corpus, par exemple, a pour zélés désenseurs les plus grands seigneurs du royaume, aussi bien que les moindres sujets.

Le ministre-même, en conséquence de cette inaliénabilité du pouvoir exécutif, n'est pas moins intéressé que ses concitoyens, à maintenir les loix sur lesquelles la liberté publique est sondée. Il a beau s'occuper de la jouissance de son autorité, & des moyens de la retenir; il n'ignore pas qu'une intrigue de cour, un caprice, peuvent à chaque instant déranger ses plans, & le consondre avec la multitude; & que le ressentiment d'un successeur, long-terns écarté, pourroit l'envoyer languir dans le même cachot, que ses passions momentanées le tenteroient de préparer aux autres.

De la maniere donc que les affaires sont arrangées, les grands se trouvent dans la nécessité de faire cause commune avec le peuple, pour restreindre le pouvoir gouvernant dans ses excès; &, ce qui n'est pas moins essentiel au salut public, ils sont forcés, par la même raison, à se garder de passer les bornes de leur puissance & de leur influence particulière: ainsi un esprit général de justice se répand dans toutes les parties de l'état.

Le particulier opulent, le représentant du peuple, le puissant pair, ayant sans cesse le coup d'œil d'une puissance sormidable, d'une puissance à laquelle ils ne peuvent opposer que la sauve-garde des loix, & qui leur rendroit au centuple leurs plus légeres violations, sont sorcés de ne desirer que de bonnes loix, & de les observer jusques au scrupule.

e

5

2-

1-

ır

u

es i-

ſla

ır,

ns

Que le peuple craigne donc (il le faut, pour sa liberté), mais qu'il ne cesse jamais entiérement d'aimer ce trône, dépôt unique des forces actives de l'état.

Qu'il sache que c'est lui qui, prêtant une force immense au bras de la justice, la met en état d'amener en compte le foible comme le puissant transgresseur; qui a supprimé, & sarclé, si je puis m'exprimer ainsi, toutes ces tyrannies, tantôt siguées, tantôt rivales, qui tendent sans cesse à germer du sein des sociétés, & qui sont d'autant plus terribles, qu'elles sont moins assurées.

Qu'il sache que c'est lui qui, faisant dépendre les graces de la volonté d'un seul, a réduit dans une enceinte privée, ces projets dont la poursuite ébranloit autrésois les états, a changé en intrigues les conslits, les sureurs de l'ambition; & que ces contentions, qui ne sont que l'amuser aujourd'hui, sont les volcans qui embrasoient les anciennes républiques.

Que c'est lui qui, ne laissant voir au riche d'autre sûreté pour son palais que celle que le cultivateur a lui-même pour sa cabane, a réuni sa cause à la sienne; celle du puissant à celle du foible; celle du citoyen accrédité à celle de celui qui est inconnu.

C'est le trône, sur tout, c'est cette puissance jalouse, qui l'assure que ses représentans ne seront jamais que ses représentans; & elle est la Carthage toujours subsistante qui lui répond de leur vertu.

same of the case de la sulface partecer été d'amp rer en cometa le sécloie compar de publications. se effetur, seus a s'apparent est, la cle , disparantir

CHAPITRE XI.

Pouvoirs que le peuple exerce tui-même. Election des membres du partement.

La constitution de l'Angleterre, ayant lié le sort de ceux à qui le peuple confie sa puissance, à ce-lui du peuple lui-même, semble, par cette seule précaution, avoir tout fait pour sa sûreté.

Cependant, comme la suite des événemens peut, avec le tems, réaliser les choses qui avoient paru dans l'origine les plus improbables; il seroit possible que les ministres du pouvoir exécutif, malgré même la grandeur des précautions spécialement prises pour empêcher leur influence, employassent ensin de tels moyens, qu'ils opérassent le facrifice de quelques unes des loix qui assurent la liberté. Lors même que ce danger seroit réellement chimérique, il se pourroit, du moins, que connivant à une administration vicieuse, & dispensateurs faciles du produit des travaux du peuple, les représentants du peuple lui sissent éprouver plusieurs des maux d'un mauvais gouvernement.

t

Enfin, comme leur devoir est, non-seulement de le préserver des calamités d'un pouvoir arbitraire, mais, de plus de lui procurer la meilleure administration possible, il se pourroit encore, qu'ils montrassent à cet égard une tiédeur qui équivaudroit à des maux réels.

Il falloit donc que la constitution eût aussi préparé le remede à toutes ces choses: or c'est dans le droit d'élection qu'il se trouve.

Lorsque le tems est venu où la commission que le peuple avoit donnée expire, il se rassemble dans les différentes villes ou comtés; il réélit ceux de ses représentans dont il approuve la conduite, & il rejette ceux qu'il sait avoir donné lieu à ses plaintes. Remede simple, & qui, ne supposant que la connoissance de choses de sait, est entierement à la portée du peuple: mais remede, en même tems, le plus efficace de tous; car le mal dont on se plaint ne venant point d'un vice du gouvernement, mais des dispositions particulieres d'un certain nombre des personnes, exclure ces personnes, c'est arracher jusqu'à la racine.

Mais je m'apperçois que pour faire sentir les avantages que le peuple anglois peut retirer du droit d'éledion, & des moyens qu'il a de la mettre en œuvre, il est un autre de ses droits, dont il faut premierement que je parle.

rer des calaca da d'una ponvoir ablacal

CHAPITRE XII.

Continuation du même sujet. Liberté de la presse.

e

e

S

:5

5.

-

la

,

(e

t,

in

:ft

es

du

re

ut

Les maux d'un Etat ne venant pas seulement du désaut de ses loix, mais encore de leur inexécution, & d'une inexécution qui est souvent telle, qu'il est impossible de la soumettre à des peines, ou même à des qualifications déterminées, on a imaginé, dans plusieurs états, un moyen qui pût suppléer à l'impersection des législations, & commencer où elles sinissent; je veux parler de la censure: pouvoir, dont les essets peuvent être très grands, mais dont l'exercice, à la dissérence du pouvoir législatif, doit être laissé au peuple.

Le but de la législation n'étant point, comme en l'a vu, de rechercher & d'exécuter les volontés particulieres de chaque citoyen, mais uniquement de découvrir & de déclarer ce qui est l'intérêt général dans des circonstances données, il n'est point de l'essence de la chose que chacun soit consulté là dessus; & dès que ce moyen, qui paroît d'abord si naturel, de rechercher par l'avis de tous ce qui convient à tous, se trouve sujet, dans la pratique, aux plus grands inconvéniens,

il ne faut pas hésiter de l'abandonner. Mais l'opinion générale formant seule le ressort du pouvoir censorial, on ne sauroit atteindre le but, qu'en faisant que cette opinion même soit déclarée; c'est uniquement d'elle qu'il doit être question; & il saut, par conséquent, que ce soit le peuple lui-même qui parle & la maniseste. Un tribunal particulier de censure manque donc essentiellement son but: il a, de plus, de très-grands inconvéniens.

N'étant établi que pour prononcer sur des cas qui sont hors de la regle, il ne peut être soumis à aucune regle. D'ailleurs, par la nature de la chose, il ne sauroit avoir de contre-poids constitutionel, & il présente le spectacle d'un pouvoir entiérement arbitraire, & qui, dans ses diverses exertions, peut réduire les citoyens au désespoir, en affectant leur tranquillité & leur bonheur de la manière la plus cruelle. Il produit encore le trèsgrand mal, en dictant les jugemens du peuple, de lui ôter cette liberté de penser, qui est le plus beau privilège, ainsi que le soutien de la liberté proprement dite (1).

di

qu

pa

pl

⁽¹⁾ Montesquieu, Rousseau, & même tous ceux, que je sache, qui ont écrit sur ce sujet, vantent avec beaucoup d'enthousialine le tribunal de censure institué à Rome. Ils n'ont pas sait attention, que ce pouvoir, remis entre les mains de magistrats particuliers, avec d'autres pouvoirs arbitraires

On peut donc compter comme un nouvel & très-grand avantage des loix d'Angleterre, la liberté qu'elles laissent au peuple d'examiner & de censurer la conduite du gouvernement & de tous ceux qui en administrent quelque branche. Non-seulement elles assurent à chaque particulier le droit de présenter des pétitions, soit au roi, soit aux deux chambres: elles lui donnent encore celui de porter ses plaintes & ses observations quelconques au tribunal du public, par la voic de l'impression. Droit redoutable à ceux qui gouvernent, & qui, dissipant sans tesse le nuage de majesté dans lequel ils s'enveloppent, les ramene au niveau des autres hommes, & frappe sur le principe même de leur autorité.

n

5

S

is

a

i-

ir

es

r,

la

5-

e ,

us

rté

je

oup

Ils

ains

ires

31110

Aussi ce privilege n'a été obtenu du pouvoir exécutif, que le dernier de tous, & avec la plus

oblervees, il tiont toute l'Angleierre en

qu'on y avoit annexés, n'étoit qu'une pure ruse d'état, de même nature que celles dont nous avons parlé dans les chapitres précédens, inventée, comme toutes les autres, par le sénat, pour assurer son autorité. Le chevalier Thomas More, dans son Système de Gouvernement, qu'il a intitulé, Relation de l'Utopie (de la Région heurause) a adopté sur ce sujet des opinions semblables; il ne veut point que le peuple puisse censurer les actions de ceux qui le régissent; & l'individu, qui parle de la conduite du gouvernement, est chez lui digne de mort.

Je trouve une espece de plaisir, je l'avoue, de faire observer au lecteur à cette occasion, qu'encore que j'aie été nommé par certaines gens l'avocat du pouvoir, j'ai néanmoins donné plus d'étendue à l'idée de la liberté, que plusieurs écrivains

qui en font sonnet le nom avec emphase.

grande difficulté. La liberté, à tous autres égards, étoit déjà assurée, que les Anglois étoient encore, pour l'expression publique de leurs sentimens. fous un joug, pour ainsi dire, despotique. L'histoire est remplie des sévérités de la chambre étoilée, contre ceux qui osoient écrire en matiere de gouvernement : elle avoit réglé le nombre des imprimeurs & des presses, & établi un ticenseur, fans l'approbation duquel rien ne pouvoit être mis au jour. Ce tribunal, ne connoissant d'ailleurs point, dans sa procédure, celle des jurés, & décidant de sa seule autorité, trouvoit coupables tous ceux qu'il plaisoit à la cour de regarder comme tels; & ce n'est pas sans raison que Coke, dont les idées de liberté étoient encore teintes des préjugés du tems où il vivoit, dit, après avoir fait l'éloge de ce tribunal, que, quand les regles en font observées, il tient toute l'Angleterre en repos. newers metalitant and and pare

Lorsque la chambre étoilée eut été abolie, le long parlement, dont l'autorité ne redoutoit pas moins l'examen, sit revivre les ordonnances contre la liberté de la presse. Charles II, & après lui Jacques II, en obtinrent encore le renouvellement: l'acte expirant, en 1692, sut à cette époque, quoique postérieure à la révolution, continué pour deux années; & ce ne sut qu'en 1694, que

q

P

Pe

PI

que le parlement ayant refusé de le continuer encore, la liberté de la presse, ce privilege dont l'autorité sembloit ne pouvoir se résoudre à se défaisir, sut finalement établie.

Mais en quoi consiste donc précisément cette liberté ? Seroit - elle la liberté laiffée à chacun d'imprimer tout ce qui lui vient dans la tête? de calomnier, de noircir qui bon lui semble? Non. les mêmes loix qui protégent la personne & la propriété du citoyen, ont encore pourvu à sa réputation; & elles décernent contre les libelles. proprement dits, à peu-près les mêmes peines décernées par tout. Mais, d'un autre côté, elles n'ont pas voulu, ainsi qu'il est en usage dans d'autres états, qu'un homme fût tenu pour coupable. par cela feul qu'il imprime : & elles ne prononcent de peine que contre celui qui a réellement imprimé des choses criminelles, & qui est déclaré coupable par douze de ses pairs, choisis avec les précautions que nous avons indiquées précédemment.

La liberté de la presse, comme elle a lieu en Angleterre, consiste donc, pour la définir plus particulierement, en ce que les tribunaux, ou juges quelconques, ne peuvent prendre connoissance qu'après coup des choses qu'on imprime, & ne peuvent procéder en ce cas qu'en employant la procédure des jurés.

Tome If.

e

7-

,

re

rs

é-

es

n-

e,

les

ait

en

en

0 10

, le

pas

on-

lui

lle-

po-

nti-

94,

que

C'est même cette derniere circonstance, qui constitue sur-tout la liberté de la presse. Si le magistrat, quoique restreint à n'agir que sur des écrits déjà publiés, étoit le maître de ses décisions, il se pourroit que sur un article qui, comme celui - là, excite si particulierement la jalousse du pouvoir, il soutint rellement ses efforts, qu'il parvînt à couper à la fin toutes les têtes de l'hydre.

Mais que le juge soit mis en mouvement par un particulier, ou qu'il le soit par le gouvernement lui même, son unique sonction est de prononcer la peine: c'est aux jurés à décider & le point de droit & le point de fait, c'est-à-dire, à déclarer si un tel écrit a été réellement composé ou publié par un tel, si c'est bien contre un tel qu'il s'adresse, & si ce qu'il contient est criminel.

à

g

é

d

D

D

3

eu

W

pul

li stol

Et quoique la loi ne permette pas en Angleterre, qu'un homme accusé d'avoir écrit un libelle fasse la preuve des faits qu'il a avancés (chose qui auroit les plus sâcheuses conséquences, & quiest proscrite par tout) (1); d'un autre côté, le

quelconques, he penvent prendre connoisance

⁽¹⁾ Dans les actions pour dommages entre particuliers, le eas, si je ne me trompe, est dissérent ; & le défendeur à la permission de produire des témoins pour les faits qu'il a avancés.

ń

-

ts

,

10

1-

5

de

un

nt

er

de

é-

ofé

un

rie

prin

le-

IP

ofe

quí-

le

quei

, le

nr & qu'il

procès verbal devant porter que les faits sont faix, malicieux, &c. & les jurés étant absolument les maîtres de leur verdict, c'est-à-dire, étant les maîtres de faire entrer dans la formation de leur opinion, tout ce dont ils peuvent avoir connoissance, il n'est pas douteux qu'ils absoludroient, dans le cas où les faits avancés seroit d'une évidence reconnue, & d'une tendance généralement mauvaise.

Mais cela seroit sur-tout vrai, s'il étoit question du gouvernement; parce qu'ils joindroient à cette connoissance le sentiment d'un principe généralement répandu en Angleterre, & qui a été dernierement exposé avec force aux jurés. dans une cause assez célébre : « que , quoique » parler mal des particuliers puisse être une » chose blâmable, cependant les actes publics » du gouvernement doivent être foumis à un » examen public; & que c'est rendre service à » ses concitoyens que de s'en exprimer librep ment » (1).

Aussi cette extrême sûreté avec laquelle chaeun peut communiquer ses idées au public , &

MERCHANISTA

⁽¹⁾ Voyez le discours de l'avocat Glynn en faveur de Woodfall, poursuivi par le procureur général pour aveir publié la lettre de Junius au roi.

le grand intérêt que chacun prend en Angleterre à tout ce qui tient au gouvernement, y a-t-elle extraordinairement multiplié toutes les especes de papiers publics. Indépendamment de ceux qui, se publiant au bout de l'année, du mois, ou de la semaine, font la récapitulation de tout ce qui s'est fait ou dit d'intéressant dans leurs différens périodes, il en est plusieurs qui, paroissant journellement, ou de deux jours l'un, annoncent au public les opérations du gouvernement, ainsi que les diverses causes importantes, foit au civil, foit au criminel, avec les divers traits des plaidoyers réciproques. Dans le tems de la fession du parlement, les votes, ou résolutions journalieres de la chambre des communes, sont publiées avec autorité; & les difcours les plus intéressans, prononcés dans les deux chambres, sont recueillis en notes, & pareillement communiqués au public par la voie de l'impression.

8

s'

Q

pe

ci

co

ob

de

ave

Enfin, il n'y a pas jusques aux anecdotes par; ticulieres de la capitale & des provinces qui ne viennent encore groffir le volume; & les divers me papiers, circulant & se réimprimant dans les différentes villes, se distribuant même dans les campagnes, où tout, jusques au laboureur, les lit avec empressement, chaque particulier se

ngle-

, y

s les

at de

, du

ation

dans

qui,

l'un,

uverortan-

c les

ans le

s, ou

com-

es dif-

ans les

& pa-

voie de

voit tous les jours instruit de l'état de la nation, d'une extrêmité à l'autre; & la communication est telle, que les trois royaumes semblent ne faire qu'une scule ville.

Et c'est dans cette publicité même de toutes choses, qu'est ce pouvoir, que nous avons dit être si nécessaire pour suppléer à l'impersection inévitable des loix, & qui contient dans leurs bornes ceux qui ont une portion quelconque de l'autorité. Convaincus que toutes leurs actions sont exposées au grand jour, ils n'osent se hasarder à ces acceptions de personnes, à ces connivences obscures, à ces vexations de dérail, que l'homme en place se permet, lorsqu'exercant son office, dérobé aux yeux du public, &, pour ainsi dire, en un coin, il sait que, s'il est prudent, il peut se dispenser d'être juste. Quelque soit l'abus qu'ils seroient tentés de se permettre, ils favent qu'il sera incontinent divulgué : le juré fait, par exemple, que sa dées par cision, le juge, que sa direction, vont être qui ne communiquées au public; & il n'est point d'homdivers me en fonction qui ne se voie, à chaque sois,
ans les obligé d'opter entre son devoir, & le sacrifice
de toute sa réputation d'intégrité.

Qu'on ne croie pas, au reste, que je parle

alier fravec trop de magnificence de cet effet des pa-

piers publics. Je sais fort bien que toutes les pieces qu'ils renferment ne sont pas des modeles de logique ou de bonne plaisanterie : mais, d'un autre côté, il n'arrive jamais qu'un objet intéressant véritablement les loix, ou en général le bien de l'état, manque de réveiller quelque plume habile, qui, fous une forme, ou fous une autre, communique ses observations & ses plaintes. J'ajouterai que, quoique l'homme irréprochable, victime pour un tems d'un préjugé malheureux, puisse, soutenu du sentiment de son intégrité, négliger des imputations, même graves, l'homme prévaricateur, n'entendant que ce qu'il se dit déjà à lui-même, est bien éloigné d'avoir le même avantage; & que le trait le plus méprisable suffit pour percer de part en part celui qui a déjà sa conscience contre lui (1).

Ceux mêmes qui, par leur grandeur, semblent le plus au dessus de la censure du public,

f

il

fe

8

⁽¹⁾ Je prendrai ici occasion d'observer que, bien loin que la liberté de la presse soit une chose fatale à la réputation des particuliers, elle en est le plus sûr rempart. Lorsqu'il n'existe aucun moyen de communication avec le public, chacun est exposé, sans désense, aux coups secrets de la malignité & de l'envie. L'homme en place perd son honneur, le négociant son crédit, le particulier sa réputation de probité, sans connoître ni ses ennemis, ni leur marche: mais lorsqu'il existe une presse libre, l'homme innocent met tout de suite les choses au grand jour, & écrase tous ses accusateurs à la fois, par une sommation publique de prouver ce qu'ils avancent.

.

es

s,

et

al

le

us

es

r-

é-

nt

ê-

nt

i-

le

art

n-

c,

oin ou-

rt.

ets

for ou-

eur in-

ra-

pu-

essent pas ceux qui en ressentent le moins les essets. Ils ont besoin des suffrages de ce vulgaire qu'ils assectent de mépriser, & qui est, dans le fond, le dispensateur de cette gloire, objet de leurs soins ambitieux. Quoiqu'ils n'aient pas tous la bonne soi d'Alexandre, ils ne sont pas moins dans le cas de dire: ô peuples! que ne sai-sons-nous pas pour nous procurer vos louanges.

J'avoue que, dans un état où le peuple n'ose s'exprimer que pour dire des choses agréables, soit le prince, soit ceux auxquels il a consié son autorité, peuvent quelquesois se méprendre sur les sentimens publics; ou, qu'à désaut de cet amour dont on leur resuse les témoignages, ils savent se borner à inspirer la terreur, & trouver, du moins, leur satisfaction à voir la multitude consternée retenir ses plaintes.

Mais, lorsque les loix donnent un libre cours à l'expression des sentimens du public, ceux qui gouvernent ne peuvent se dissimuler les vérités désagréables qui retentissent de toutes parts. Ils sont obligés d'essuyer même la plaisanterie; & ce n'est pas toujours la plus mauvaise qui les assigne le moins. Ainsi que le lion de la fable, ils reçoivent les coups des ennemis qu'ils méprisent le plus; & ils sont à la sin arrêtés court, & obligés de renoncer à des projets d'injustice,

dont les foins, après tout considérables, ne leur attirent, au lieu de cette admiration qui est leur salaire & leur but, que mortification & que dégoût.

En un mot, quelqu'un qui réfléchira sur ce qui fait le mobile de ce qu'on appelle les grandes affaires, & fur la fensibilité insurmontable de l'homme à la façon de penser de ses semblables, ne balancera pas à affirmer que, s'ilétoit possible que la liberté de la presse existât dans un gouvernement despotique, &, ce qui ne feroit pas moins difficile, qu'elle y existât fans changer la conftitution, elle y formeroit feule un contre-poids au pouvoir du prince. Que si, par exemple, dans un empire d'Orient, il se trouvoit un sanctuaire qui, rendu respectable par l'ancienne religion des peuples, procurât la fûreté à ceux qui y porteroient leurs observations quelconques; que delà sortissent des imprimés que l'appolition d'un certain sceau fit pareillement respecter, & qui, dans leurs apparitions journalieres, examinassent & qualifiassent librement la conduite des cadis, des bachas, des visirs, du divan & du sultan lui même; cela y introduiroit tout de suite de la liberté.

said which indicates the second combine

. migo fasicira efi

CHAPITRE XIII.

eft &

ce

inole

m-

s'il-

tât

qui

fât

oit

)ue

. il

ble

t la

va-

im-

pa-

pa-

lent

25 ,

cela

Continuation du même sujet.

Un autre effet très considérable de la liberté de la presse, c'est qu'il met le peuple en état de déployer les moyens réels que la constitution lui a donnés, d'influer sur le gouvernement.

Nous avons vu précédemment l'impossibilité où étoit un grand nombre d'hommes, appellés à se décider en corps & sur le champ, de prendre un parti réfléchi. Mais cet inconvénient, suite inévitable de leur position, ne prouve point une infériorité personnelle vis-à-vis de ceux que quelques avantages particuliers mettent en état de les diriger. Ce n'est pas la fortune, c'est la nature qui a mis entre les hommes les différences essentielles; & quelque qualification que puisse donner à l'assemblage de leurs semblables un petit nombre de personnes sans réflexion, il n'est souvent entre l'homme d'état & tel homme de ce qu'ils appellent la lie du peuple, qu'une enveloppe qui, quoique grossiere, n'a besoin, pour disparoître, que d'une occasion; & c'est plus d'une fois qu'on a vu , du fein d'une multitude en apparence

méprisable, sortir tout-à-coup des Viriatus, des Spartacus.

Ce ne sont donc, encore une sois, que les eirconstances & le tems qui manquent au peuple; & la liberté de la presse vient remédier à ce désavantage. Par son moyen chacun peut, à loisir & en silence, s'instruire de tout ce qui tient aux questions sur lesquelles il doit se déterminer. Par son moyen une nation tient conseil & délibere, lentement à la vérité (car une nation ne s'instruit pas comme une assemblée de juges), mais sûrement, & dans la meilleure sorme. Par son moyen tous les saits sont à la sin éclaircis, & par le choc des diverses réponses & repliques, il ne reste que les argumens solides (1).

⁽¹⁾ Ce droit de discuter publiquement des sujets politiques, est déjà seul un grand avantage pour le peuple qui en jouit. Si les citovens de Geneve, par exemple, ent mieux maintenu leur liberté, que le peuple n'a pu le saire dans les autres républiques de la Suisse, je crois qu'ils en sont redevables à l'ample droit qu'ils ont de saire des remontrances publiques à leurs magistrats. C'est ordinairement au conseil des vingt-cinq qu'ils les adressent; & ces magistrats sont obligés d'y répondre. Si leur réponsent le tems (deux ou trois semaines) pour préparer une réplique, à laquelle les magistrats doivent aussi répondre; & le nombre des citoyens, qui se présentent à chaque nouvelle remontrance, s'accroît à proportion qu'on trouve la raison de leur côté. Les remontrances saites, il y a quélques années, au sujet de la sentence portée contre le célebre Rousseau; en sont un exemple mémorable: la pre-

Aussi, quoiqu'il soit très-permis de ne pas déférer implicitement aux résolutions tumultuaires d'un peuple que des orateurs agitent; d'un autre côté, lorsque ce peuple, laissé à lui même, persévere dans des opinions que des écrits publics ont long tems discutées, & dont ils ont sur-tout écarté toute erreur de fait, cette persévérance me paroît une décision extrêmement respectable; & c'est alors, quoique seulement alors, qu'on peut dire: la voix du peuple est la voix de Dieu,

Comment donc le peuple anglois peut-il agir, lorsqu'ayant une opinion véritablement à lui, il forme des plaintes contre l'administration? c'est comme nous l'avons vu, par l'élection de ses députés: & le même moyen de communication, qui l'a éclairé sur les choses dont il se plaint, le met aussi en état d'y appliquer le remede.

Il fait, par ce moyen, quels avis ont été ouverts, par qui ils l'ont été, qui les a soutenus:

miere ne fut présentée que par quarante citoyens; le nombre de ceux qui accompagnerent les suivantes, s'augmenta jusqu'à neuf cents. Cette circonstance & l'apparat avec lequel ces remontrances (ou ces représentations, comme on les appelle plus communément) sont présentées, les a rendues la terreur des magistrats: elles ont même été plus utiles encore aux citoyens genevois pour prévenir les abus, que pour y remédier; & il y a apparence que rien ne retiendra plus essicacement les magistrats de faire quelque démarche hasardée, que la crainte qu'elle ne donne lien à une représentation.

;

e

il sait les raisons qui ont été alléguées; & par la manière dont les suffrages se donnent, il n'ignore aucun de ceux qui votent constamment pour soutenir des mesures pernicieuses.

Et, non-seulement le peuple connoît les dispositions de chacun des membres de la chambre
des communes; mais la publicité de toutes choses lui fait connoître, de plus, les sentimens
politiques du très-grand nombre de ceux que
leur position rend propres à y avoir place. Et
prositant, soit des occasions de vacance, que
diverses causes rendent assez fréquentes; soit,
siur-tout, de celle de l'élection générale, il purise successivement, ou tout-à-coup, l'assemblée
législative; &, sans changer le gouvernement,
il en résorme le principe.

Quelques personnes douteront, je le sais, de ces vues patriotiques & suivies que je prête au peuple anglois, & m'objecteront le désordre de certaines élections. Mais ce reproche qui, pour le dire en passant, ne convient gueres dans la bouche de ceux qui voudroient que le peuple sît tout par lui-même; ce reproche, dis je, quoique sondé jusques à un certain point, ne l'est pas autant que le croient ceux qui n'ont jeté qu'un coup d'œil momentané sur l'état des choses.

Sans doute, dans une constitution où les grands fujets de crainte sont si efficacement prévenus, il est impossible que le peuple n'ait de grands intervalles d'inattention. Appellé alors tout-à-coup à se nommer des représentans, il n'a point examiné à l'avance ceux qui lui demandent son suffrage; & ceux-ci n'ont point eu, dans la tranquillité publique, d'occasion de se distinguer.

L'électeur convaincu, d'un autre côté, que celui qu'il choisira, aura autant d'intérêt que luimême au maintien de la liberté, n'entre point dans des recherches difficiles, & dont il voit qu'il peut se dispenser. Obligé cependant de donner la préférence à quelqu'un, il se décide par des motifs qui ne sont excusables, que parce qu'il fant des motifs pour se décider, & que, dans ce moment, il n'en a pas d'autres; & j'avoue que, dans le cours tranquille des choses, & auprès d'électeurs d'un certain état, celui des candidats qui donne la plus belle fête, risque d'avoir beaucoup d'avantage.

e

e

,

e

u

le

ır

la

le

,

ne

nt

es

Mais lorsque, d'un côté, les démarches du gouvernement, & de l'autre, la connivence d'une majorité dans la chambre des communes, viendroient à donner une allarme sérieuse à la nation, on verroit alors se déployer, pour le maintien de la liberté, les causes qui ont concouru à l'établir. Il se formeroit une combinaifon générale, & des membres actuels du parlement qui sont restés fideles à la cause publique,
& des personnes de toute condition d'entre le
peuple. Des conférences, en pareil cas, s'établissent, des souscriptions même s'ouvrent pour
soutenir les frais quelconques d'une opposition si
nécessaire; & les motifs petits & particuliers
étant réduits au silence à la vue du danger national, les sentimens professés, & même réduits
en action, d'amour de la liberté, deviennent les
seuls titres qui décident des ésections.

C'est ainsi que se formerent les parlemens qui supprimerent les impositions & emprisonnemens arbitraires, & la chambre étoilée. C'est ainsi que, sous Charles II, le peuple, revenu de la sorte d'enthousiasme avec lequel il reçut un roi, si long-tems persécuté, ne lui donna ensin que des parlemens composés d'une majorité d'hommes attachés à la cause publique. C'est ainsi que, persévérant dans une conduite que les circonstances rendoient nécessaire, le peuple éluda les susses du gouvernement; & Charles ne se porta à dissoudre trois parlemens consécutifs, que pour se retrouver sans cesse en tête les mêmes hommes qu'il croyoit congédier.

C'est encore ainsi que Jacques II, à qui des

promesses, qu'il étoit bien résolu de ne pas tenir, procurerent d'abord toute la faveur du peuple, n'eût enfin à faire qu'à des parlemens patriotiques, que le peuple soutenoit opiniâtrement; & ayant voulu lui même s'obstiner à son tour, il termina son regne par la catastrophe que chacun sait.

En un mot, ceux qui réfléchiront que la constitution a tellement arrangé les choses, que la cause générale se trouve être celle de la liberté, & qu'il n'y a que des causes d'accident qui puissent engager des membres de la chambre des communes à savoriser des mesures qui y soient contraires, que le peuple n'a, par consequent, qu'à en changer les membres pour la résormer, & qu'un parlement composé d'hommes nouveaux est, presque à coup sûr, un parlement populaire, seront si frappés de l'efficace du droit d'élection, qu'ils conviendront que le peuple est le mastre final des ressorts du gouvernement.

Et, quoique ses plaintes n'aient pas toujours un esset prompt & immédiat (promptitude qui seroit le symptôme d'une mobilité sunesse dans les parties de la constitution, & en ameneroit tôt ou tard la ruine); cependant, lorsqu'on examinera attentivement le jeu & les ressources de ses mêmes parties, on ne trouvera point que

à

e

:5

ce soit une assertion trop hardie de dire, qu'il est impossible que des griefs, dans lesquels le peuple persevere, c'est-à dire encore une sois, des griefs sondés, ne soient tôt ou tard redresses.

CHAPITRE XIV.

Droit de refistance. Shalling state

Mais toutes ces prérogatives du peuple, prises en elles mêmes, ne sont que de soibles armes contre les forces réelles de ceux qui gouvernent. Toutes ces précautions, tous ces droits réciproques, supposent essentiellement que les choses restent dans le cours légal & prévu. Quelle seroit donc la ressource du peuple, dans le cas où le prince, s'affranchissant subitement de tout lien, & se jetant, pour ainsi dire, hors de la constitution, ne respecteroit plus ni la personne, ni la propriété du citoyen, & voudroit ou régner sans son parlement, ou le forcer de sous-crire à ses volontés? ce seroit la résistance.

Sans entrer ici dans la discution d'une these qui obligeroit de remonter aux principes des

gouvernemens, par conséquent à un grand détail, & sur laquelle, d'ailleurs, les personnes sans préjugé sont assez d'accord, je me contenterai de dire (& ce sera assez pour le but que je me propose), que cette these est ainsi décidée par les loix d'Angleterre, & que la résistance y est regardée comme la ressource légititime & sinale contre les violences du pouvoir.

Ce fut la résistance qui donna l'existence à cette grande charte, sondement de la liberté; & l'excès d'une puissance, établie par la force, sur réprimé par la force (1). C'est le même moyen qui en a procuré, en divers tems, la confirmation. Enfin, ç'a été la résistance à un roi, qui comptoit pour rien ses engagemens, qui a mis sur le trône la famille aujourd'hui régnante.

Il y a plus: cette ressource, qui n'avoit été jusques là qu'une voie de fait opposée à des voies de fait, fut, à cette époque, avouée par la loi elle-même. Les lords & les communes,

il

le

es

es

t.

0-

es

le

as

ut

la

n-

ou

if-

·fc

les

1

⁽¹⁾ Milord Littleton dit fort bien dans ses lettres Perfanes: « si les privileges du peuple d'Angleterre sont des » concessions de la couronne le pouvoir de la couronne » même n'est-il pas une concession du peuple » ? on pourroit dire avec autant devérité, & en des termes plus rapprochés du suiet de ce chapitre: si les privileges du peuple furent une usurpation du pouvoir des rois, ce pouvoir même des rois sut originairement une usurpation (si ce sut par surprise, n'importe) de la liberté naturelle du peuple.

solemnellement assemblés, déclarerent que » le » roi Jacques II, ayant fait ses efforts pour

ler de

Er

bus

ienn

ont

ision

ngu

Un

ort,

'no

halei

le.

juf

emer

our 1

n co

ergé

fai

u jug

nce

trib

it en

ouze ige 1

» S

(1) B

» subvertir la constitution du royaume, en rom-

» pant le contrat originel entre le roi & le

» peuple; & ayant viole les loix fondamenta-

» les, & s'étant retiré du royaume, avoit ab-

» diqué le gouvernement, & que le trône, en

» conséquence, étoit vacant » (1).

Et de peur que ces principes, que la révolution constatoit, ne fussent, avec le tems, comme ces fecrets d'état qui ne sont vrais que pour une certaine classe de citoyens, le même acte assura expressement à chaque particulier le droit de réclamer formellement contre les abus du pouvoir, &, qui plus est, d'avoir des armes pour sa défense. Voici comment s'exprime le juge Blackstone, dans ses commentaires sur les loix d'Angleterre.

» Et pour la défense de ces droits, quand ils » font violés ou attaqués, les sujets d'Angleterre

» font entitrés, premiérement, à l'administra-

» tion & au libre cours de la justice dans les

» tribunaux de la loi; secondement, au droit

» de présenter des pétitions au roi ou au par-

⁽¹⁾ Le bill des droits a donné depuis une nouvelle fanction à tous ces principes.

lement; & enfin au droit d'avoir & employer des armes pour leur défense » (1).

Enfin, ce droit de s'opposer à la violence, bus quelque forme & de quelque part qu'elle ienne, est si bien reconnu, que les tribunaux ont pris quelquesois pour motif de leurs dé issons. Je rapporterai là-dessus un fait assez ingulier.

Un connétable, hors de son precinct, ou resort, arrêta une femme nommée Anne Dekins; nommé Tooly prit sa défense, & dans la haleur de la querelle tua l'affiftant du connétae. Poursuivi comme meurtrier, il allégua pour justification, que l'illégalité de l'emprisonement étoit une cause de provocation suffisante our rendre l'homicide excusable, & demandoit, conféquence, d'être admis au bénéfice du ergé. Les jurés ayant prononcé sur le point fait, laisserent le point de droit à la décision juge, en rendant un special verdict ou senace sous reserve. L'affaire fut portée par devant tribunal même du King's Bench, & de-là effe rencore ajournée, pour avoir l'opinion des uze grands juges. Voici l'opinion que délivra le ge Holt.

[»] Si un homme est emprisonné par une au-

⁽¹⁾ Blackstone's Comment. B. I. Ch. 1. p. 140.

up

pas

id

lou

pen

out

actic

a na

ble,

ans

alors

caufe

le pe

de ce

dans

on a

Lo

me, il

poissa

d'un j

prend

C

» torité illégale, c'est une provocation suffisant » à toutes personnes, ensuite de leur compassions » beaucoup plus lorsque l'emprisonnement el » fait sous couleur de justice. Quand la liber-» té du sujet est attaquée, c'est une provoca-» tion à tous les sujets d'Angleterre: un homme » doit s'intéresser pour la grande charte & le lui » loix; & si quelqu'un en emprisonne un aum » illégalement, il est un offenseur contre » grande charte ». Après quelque débat, ou par . sionné sur-tout parce que le nommé Tooly a paroissoit pas avoir eu connoissance que le con nétable fût hors de son precina, sept des juge furent d'opinion, que le prisonnier n'étoit co pable que de meurtre non volontaire; & il fi admis au bénéfice du clergé (1).

Mais c'est à l'égard de ce droit d'une résistant finale, que se voit sur tout l'avantage d'u moyen tel que la liberté de la presse. Comme plus grands droits du peuple ne sont rien, sans perspective d'une résistance qui en impose à ce qui oseroient ouvertement les violer, ce droit m me de résister n'est rien, s'il n'existe un moy de concert entre les diverses parties du peup

Chaque citoyen en particulier, inconnuà tou

ouel a (1) Rapports de cas débattus & jugés in banco regin dans le tems de la feue reine Anne.

sant apporte en silence des coups auxquels il ne voit pas que personne s'intéresse : laissé à sa force indiiduelle, il tremble vis-à-vis de la puissance reoutable & toujours prête de ceux qui gouverent; & ceux-ci fentant, s'exagérant même, es avantages de leur position, peuvent, ou, ce ui revient presque au même, croient pouvoir out ofer.

Tion:

t ef

liber-

voca-

)mm

& le

autr

tre

oca

oly o

e d'u

me l

fans

à cet

oit m

moy

peupl

regin

Mais lorsqu'ils voient qu'il n'est aucune de leurs actions qui ne soit exposée au grand jour; que, par la vivacité avec laquelle tout se communique, a nation forme, pour ainsi dire, un tout irritajuge le, dont aucune partie ne peut être touchée ans exciter un frémissement universel; ils sentent il figulors, que la cause de chacun est réellement la cause de tous, & qu'attaquer le dernier d'entre istant le peuple, c'est attaquer tout le peuple.

C'est ici encore qu'il faut remarquer l'erreur de ceux qui, ne voyant la liberté du peuple que dans sa puissance, ne voient sa puissance que dans on action.

Lorsque le peuple opere beaucoup par lui-même, il est impossible qu'il acquiere jamais une conoissance exacte de l'état des choses. L'événement d'un jour détruit les idées qu'il avoit commencé à prendre la veille; & dans le mouvement contiquel aucun principe, & sur-tout aucun concert,

Da

n'a le tems de s'établir. Vous voulez que le perple aime & défende ses loix & sa liberté? laissezlui donc le tems de savoir ce que c'est que loix & que liberté, & de se reunir sur leur objet : vous voulez une réunion, une coalition, qui ne peur s'obtenir que par un procédé lent & paisible; & vous secouez sans cesse le vase.

Je dirai plus, il est contradictoire que le peuple agisse, & qu'il soit réellement puissant. Si le sentiment de l'oppresson l'a forcé de sortir de l'ordre légal, où il ne trouvoit plus de sûreté, c'est pour se trouver tout-à-coup soumis à un peup nombre de chefs, d'autant plus absolus que leu titre n'est point éclairei: si même il n'est question pour lui de camp & de discipline militaire.

Si c'est dans le cours ordinaire & légal que le peuple est appellé à se mouvoir, chacun des individus s'y voit obligé, pour le certain succès qu'i se propose, de se joindre à un parti; & ce part ne sauroit être sans un conducteur. Les citoyens se divisent, & prennent l'habitude de reconnoître des chess; ils ne sont à la fin que les cliens d'un certain nombre de patrons; & ceux-ci, enchaît nant les bras comme ils maîtrisoient les sussira ges, comptent pour peu un peuple, dont avec une partie ils savent contenir l'autre.

n

1

b

C

n

Mais lorsque les ressorts du gouvernement son

peu-

ffez.

x &

VOUS

peut

ible:

peu

Sile

l'or-

c'el

peti

leur

fior

rue le

indi

qu'i

part

oyen

noître

s d'un

chai

fuffra

ec une

it foo

placés absolument hors du peuple, leurs mouvemens sont par-là même dégagés de tout ce qui pouvoit les compliquer ou les masquer. Le peuple considérant désormais les choses spéculativement, & n'étant, pour ainsi dire, que juge des coups, ne se fait que des idées justes; & ces idées, dans le repos général, gagnant & s'insinuant de proche en proche, il n'a ensin plus, sur l'objet de sa liberté, qu'une volonté & qu'une ame.

Réuni ainsi en un tout, il est à chaque instant le maître de frapper le coup décisif qui doit mettre tout de niveau : semblable à ces puissances de méchanique, dont la plus grande efficace est celle de l'instant qui précede leur action, il a de la force précisément parce qu'il n'en déploie point encore; & c'est dans cet état d'immobilité, mais d'attention, qu'est son véritable momentum.

Ceux, d'un autre côté, qui, soit par un esset de la fortune, soit en vertu d'une commission particuliere du peuple, sont mouvoir les ressorts du gouvernement, se voyant placés comme sur l'arene, & observés à distance par des hommes libres d'esprit de parti & qui n'ont en eux qu'une consiance conditionelle, craignent d'exciter un mouvement qui seroit la destruction, non pas de tout pouvoir, mais qui, quoiqu'il pût arri-

ver ensuite, seroit sûrement & d'abord celle du leur. Et à supposer que, les causes dont nous avons parlé ci-dessus, perdant subitement leur effet, ils s'aprétassent à faire entr'eux le sacrifice des loix qui sont la base de la liberté, venant à lever les yeux sur cette vaste assemblée qui tient ses regards arrêtés sur eux, ils sentiroient se consirmer bien vîte leur vertu vacillante, & se hâteroient de regagner des principes, hors desquels il n'est pour eux que ruine & que perdition.

En un mot, le grand nombre ne pouvant agir que pour être foumis, ou pour détruire, la feule part avantageuse qu'il puisse avoir dans une constitution, doit être, non pas d'intervenir, mais d'influer; de pouvoir agir, & non pas d'agir.

La puissance du peuple n'est pas lorsqu'il frappe, mais lorsqu'il en impose: c'est quand il peut tout renverser, qu'il n'est jamais dans le cas de s'émou, voir; & Manlius rensermoit tout en quatre paroles, lorsqu'il disoit au peuple de Rome: Ostendite bellum, pacem habebitis.



nn weigen of thempiers of element

CHAPITRE XV.

Preuves, tirées des faits, de la vérité des principes posés dans cet ouvrage. 2. La maniere singuliere dont les révolutions se sont toujours terminées en Angleterre.

CE n'est pas assez d'avoir prouvé par le raifonnement les avantages de la constitution de l'Angleterre: l'on me demandera, sans doute, si les essets répondent à la théorie. Mais à cette question, qui, je l'avoue, est extrêmement en place, ma réponse est toute trouvée: ce sera celle que faisoit, je crois, un Lacédémonien: venez & voyez.

r

1

1

-

En lisant l'histoire d'Angleterre, on est sur-tout frappé d'une circonstance, qui distingue avanta-geusement le gouvernement anglois de tous les autres gouvernemens libres: c'est la maniere dont les révolutions se sont constamment terminées en Angleterre.

Si nous jetons les yeux avec quelque attention fur l'histoire des autres états libres, nous verrons que les dissentions qui s'y sont élevées ont toujours fini par des accords, où l'on n'a eu soin sé-

rieusement que de l'intérêt d'un petit nombre, tandis qu'on a eu peu d'égard à ceux de la multitude. Précisément le contraire est arrivé en Angleterre, où nous voyons les révolutions toujours suivies de précautions plus amples, & mieux calculées pour assurer la liberté générale.

L'histoire des anciennes républiques grecques, & sur-tout celle de la république romaine, dont il nous reste le plus de monumens entiers, fournissent des preuves frappantes de ce que je viens d'observer en premier lieu.

Quelle fut, par exemple, la conséquence de la grande révolution, qui chassa les rois de Rome, & où le sénat & les patriciens furent les conseillers & les conducteurs du peuple ? Denys d'Halycarnasse & Tite-Live nous l'apprendront : les sénateurs s'attribuerent immédiatement ce pouvoir exercé par les rois, dont ils venoient de se plaindre si hautement. L'exécution des décrets qu'ils feroient à l'avenir, fut confiée à deux magistrats, pris de leurs corps, & entierement dépendans d'eux, qu'ils appellerent consuls, & qu'ils revêtirent de tous les signes extérieurs dont les rois s'étoient parés. On eut soin seulement de régler, que les haches & les faisceaux, symboles du pouvoir de vie & de mort sur les citoyens que le sénat s'arrogea, ne seroient point portés devant

les deux consuls, mais seulement devant un à la fois, pour ne pas doubler la terreur du peuple. (1)

r

t

S

e

,

ir

1-

Is

s,

15

3-

is

r,

u. le nt

Ce ne fut pas tout : les fénateurs gagnerent ceux qui avoient alors le plus à dire parmi le peuple, & les admirent dans leur corps comme membres (2). Il est vrai que cette précaution étoit nécessaire, & que, prudemment, ils ne pouvoient pas se dispenser de la prendre : mais il n'en est pas moins vrai, que les intérêts des personnages éminens dans la république étant ainsi mis en sûrêté, la révolution sut terminée. Les nouveau sénateurs, ainsique les anciens, eurent grand soin de ne pas diminuer un pouvoir devenu le leur, en insistant sur les mesures à prendre pour la liberté du peuple. Ils firent plus : ils rendirent ce pouvoir plus terrible encore qu'il n'avoit été; & le supplice, auquel le consul condamna militairement le nombre de ceux qui restoient attachés à l'ancienne forme, & ses propres fils, avertit le peuple de ce qu'il avoit à attendre, si jamais il présumoit de s'opposer à l'autorité de ceux qu'il venoit dé se donner, sans y penser, pour maîtres.

suite indisseremment à tout le senat. ibid.

⁽¹⁾ Omnia jura (regum), omnia infignia primi confules tenuére; id modò cautum est, ne, si ambo fasces haberent, duplicatus terros videretur. Tit. Liv. II. 1.

(2) Ces nouveaux sénateurs furent appellés conscripti: de-là le nouveaux sons conscripti, qui fut donné dans la

Parmi les loix ou coutumes oppressives, que le sénat, après l'expulsion des rois, avoit laissées en vigueur, le peuple cria le plus contre celles qui, condamnant à l'esclavage les citoyens, quand ils ne pouvoient payer au tems stipulé leurs dettes avec les intérêts (qui étoient exorbitans à Rome), les livroient garrotés à leurs créanciers: de-là le nom de Nexi, qu'on donna à cette forte d'esclaves. Les cruautés exercées par les créanciers sur des infortunés, dont le nombre devint fort grand par les calamités domestiques que leur attiroient les fréquentes guerres où l'on impliquoit continuellement Rome; ces cruautés, disje, souleverent enfin la masse du peuple : il abandonna la ville & ses concitoyens inhumains, & se retira de l'autre côté de l'Anion.

Mais cette seconde révolution, non plus que la premiere, ne procura que l'avancement de quelques particuliers. On créa un nouvel office appellé le tribunat. On y éleva ceux que le peuple avoit mis à sa tête en abandonnant la ville. Leur fonction devoit être de protéger à l'avenir les citoyens; & on les revêtit, pour cet effet, de certaines prérogatives. Cette constitution, il faut l'avouer, eut pu devenir très-avantageuse au peuple, du moins pendant long-tems, si l'on avoit pris certaines précautions pour prévenir la trop

grande importance personnelle que pouvoient acquérir ces nouveaux magistrats (1). Mais ceux-ci ne jugerent pas à propos de suggérer ces précautions; & quant aux abus-mêmes qui avoient originairement donné lieu aux plaintes du peuple, il ne fut plus question de les redresser (2).

Dans ces premiers âges, cependant, de la république, le sénat & les patriciens étoient trop étroitement unis, pour que ces magistrats de nouvelle création, avec tous leurs privileges personnels, pussent se faire admettre au consulat, ou dans le sénat, & séparer ainsi tout-à-fait leur condition de celle du peuple. Cette situation, où l'on devoit souhaiter de les tenir toujours, produisit d'abord de très-bons effets; & leur conduite répondit en grande partie à l'attente du peuple. Les tribuns se recrioient hautement sur le pouvoir exorbitant dont le sénat & les consuls s'étoient emparés: & il est à propos d'observer ici (ce dont bien des lecteurs seront surpris peut être), que pendant soixante ans écoulés depuis l'érection des rois, le pouvoir que ces supérieurs s'étoient arrogé sur la vie des citoyens, n'avoit été assujetti

mesures des autres par sa seule opposition.

(2) Aussi y eut-il dans la suite plusieurs autres séditions

à ce fuiet.

⁽¹⁾ Leur nombre qui n'étoit que de dix, eût dû être beaucoup plus grand; & ils n'auroient jamais dû accepter le pouvoir laisse à chacun d'eux, d'arrêter tout court les

à aucune loi connue. Les tribuns insisterent donc, pouf que l'on sît des loix que les confuls sussent obligés à l'avenir de suivre, afin qu'il ne leur sût plus permis de ne consulter que leur caprice dans l'exercice de ce dangereux pouvoir (1).

Quelque équitable que fût la demande, le fénat & les patriciens s'y opposerent avec chaleur; & tantôt nommant des dictateurs, tantôt appellant les prêtres au secours, tantôt par d'autres moyens, ils surent toujours rendre inutiles les efforts des tribuns. Ensin pourtant, comme ceux-ci y alloient alors de bonne soi, le sénat sut obligé de plier; & l'on passa la loi Tésentilla, par la quelle il sut statué qu'on seroit un code général de loix.

fe

ta

êı

p

VE

pa

de

le

tr

ri

m

Ces commencemens paroissoient promettre le meilleur succès à la cause du peuple : mais malheureusement le sénat sut obtenir, que le tribunat seroit vacant pendant tout le tems qu'on travailleroit au code; il obtint aussi que le conseil des dix, appellé les décemvirs, qu'on devoit charger de ce travail, seroit pris d'entre les patriciens: ainsi les mêmes causes produisi-

⁽¹⁾ Quod populus in se jus dederit, co consulem usurum; non insos libidinem, ac licentiam suam pro lege habituros. Tit. Liv. III, 9.

63

rent encore les mêmes effets; & le pouvoir du fénat & des confuls fut laissé dans le code, appellé la loi des douze tables, aussi indéfini que jamais. Quant aux loix dont nous avons parlé, concernant les débiteurs, dont le peuple n'avoit cessé de se plaindre amerement, & au sujet desquelles il étoit juste de leur donner quelque satisfaction, elles surent consirmées, & même rendues plus terribles, par les termes dans lesquels on les coucha.

Le vrai motif du fénat, quand il créa cette nouvelle magistrature des décemvirs, fut d'avoir un prétexte, en suspendant l'ancienne charge de conful, de suspendre aussi celle de tribun, & de fe debarrasser ainsi du peuple pendant l'importante besogne de la confection du code. Pour être fûr de son fait à cet égard, il crut ne pouvoir mieux faire que de remettre toute l'autorité de la République entre les mains de ces nouveaux magistrats. Mais pour le coup le sénat & les patriciens éprouverent, à leur tour, le danger de confier le pouvoir sans réserve. Les décemvirs les tromperent, comme ils avoient eux-mêmes trompé le peuple : ils retinrent, de leur autorité privée le pouvoir illimité qu'on leur avoit confié; & ils le firent sentir enfin aux patriciens, comme aux plébéiens, jusqu'à ce que l'union des

deux partis contre eux produisit leur catastrophe.

Les anciennes dignités de la république furent rétablies & avec elles le tribunat. Ceux du peuple qui avoient servi d'instrumens à la destruction du décemvirat, furent, comme il étoit naturel, élus tribuns; & ils entrerent en fonction avec une prodigieuse provision de popularité, tandis que le crédit du fénat & des patriciens, par une suite de la longue tyrannie qui ne faisoit que d'expirer, avoit prodigieusement baissé. Ces deux circonstances réunies ne donnerent que trop de facilité aux tribuns, pour terminer cette révolution comme on avoit fini les autres, en la faisant servir à leur agrandissement particulier. Ils firent ajouter de nouveaux privileges perfonnels à ceux qu'ils possédoient déjà : ils obtinrent une loi qui ordonnoit, que les résolutions prises dans les comices par tribus (assemblée où les tribuns étoient admis pour proposer des loix nouvelles) seroient obligatoires pour toute la république; loi par laquelle ils formerent un imperium in imperio, & acquirent, comme Tite-Live dit, une arme des plus dangereuses (1).

Depuis ce tems la république fut sujette à de grandes convulsions, qui, comme toutes les précédentes, n'aboutissoient toujours qu'à aug-

menter

la

C

m

VL

ro

ex

re

to

ha

me

du d'u

avo

que

con

don

7

⁽¹⁾ Acerrimum telum.

menter le pouvoir du petit nombre. Les tribuns proposerent fréquemment de libérer le peuple de ses dettes, de faire entre les citoyens le partage égal des terres conquises sur l'ennemi, de diminuer l'intérêt de l'argent prêté. Ces réglemens eussent été excellens, & il étoit bon de les proposer: mais malheureusement pour le peuple ils ne servoient que de prétextes aux tribuns. Les vrais points où ils visoient, c'étoit le consulat, la prêtrise, & les autres offices du pouvoir exécutif: ils étoient destinés à les contrôler seulement; & ils vouloient les partager. C'est à ces vues qu'ils firent constamment servir ce qu'ils paroissoient faire pour la cause publique. Par exemple, pour parvenir au consulat, ils s'y prirent de la maniere suivante.

S

r

e

25

1e

te

en

u-

er-

in-

ons

où oix

ré-

im-

ite-

1).

de de

s les

aug-

enter

Après avoir, pendant plusieurs années, saissitutes les occasions qui s'étoient présentées pour haranguer le peuple à ce sujet, après avoir même excité des séditions pour vaincre l'opposition du sénat, ils se prévalurent de la circonstance d'un interregne, c'est-à-dire, d'un tems où il n'y avoit qu'eux seuls de magistrats dans la république; & ils proposerent aux tribus, qu'ils avoient convoquées, de passer les trois loix suivantes:

1º. de régler le tant du prêt à intérêt: 2º. d'ordonner qu'aucun citoyen ne pût posséder plus de Tome II.

500 acres de terre : 3º. d'exiger que l'un des confuls fût pris du corps des plébéiens. Mais à cette occasion il parut évidemment, dit Tite-Live, quelles des loix dont il s'agissoit étoient agréables au peuple, & laquelle des trois tenoit à cœur à ceux qui les avoient proposées : car les tribus accepterent les loix concernant l'intérêt de l'argent & les terres; mais ils rejeterent celle du consulat plébéien; & les deux premiers articles auroient été réglés dès ce moment-là, si les tribuns n'avoient déclaré que les tribus étoient convoquées pour accepter ou rejeter les trois propositions ensemble (1). Il s'ensuivit de grandes émotions pendant toute une année; & enfin les tribuns, par leur persévérance à exiger que les tribus donnassent leurs suffrages pour les trois rogations conjointement, obtinrent ce qu'ils voulurent, & vainquirent, à la fois, l'opposition du fénat & la répugnance du peuple.

a

V

le

en

éd

no

nic

foi

des

pro

répi

eft l

Live

lidér

grece

Ils s'y prirent de la même maniere, afin de se faire déclarer éligibles pour toutes les places du pouvoir exécutif & du crédit public dans l'état. Mais après que toutes leurs vues de cette espece

⁽¹⁾ Ab Tribunis, velut per interregnum, concilio plebis habito, apparuit quæ ex promulgatis plebi, quæ latoribus gratiora essent; nam de foenore atque agro rogationes jubebant, de plebeis consulatu antiquabant: & perfecta utraque res esset, ni tribuni se in omnia simul consulere plebem dixissent. Tit. Liv. VI. 39.

3

ıt

it

ar

é.

nt

rs

fi

nt

0-

es

les

les

ois

ils

fi-

e fe

du

tat.

ece

lebis

ju-

ple-

furent accomplies, la république n'en fut pas plus tranquille, & les intérêts du peuple n'en furent pas plus avancés. Il y eut de nouveaux combats pour l'admission actuelle des tribuns dans ces places, pour les procurer à leurs parens & amis, pour avoir le gouvernement des provinces & le commandement des armées. Il est vrai que, de tems à autre, quelque tribun patriote & humain s'appliquoit sérieusement à redresser les griefs du peuple : mais l'histoire apprend qu'un tel homme étoit toujours fûr d'avoir contre lui ses collegues, & avec eux tout le corps de ces hommes, à qui le peuple avoit, en différens tems, conféré des consulats, des édilités, la censure & d'autres dignités sans nombre. Tous ces gens s'opposoient avec la derniere véhémence aux vrais patriotes, & les faisoient toujours finalement périr. Tel fut le sort des Gracques & de Fulvius.

Je me suis un peu étendu sur les essets que produisirent les dissérentes révolutions dans la république romaine, parce que son histoire nous est la mieux connue de toutes celles des anciens peuples, & que Denys d'Halicarnasse & Tite-Live nous en ont conservé des monumens considérables. Cependant l'histoire des républiques grecques n'auroit pas laissé de fournir nombre

E 2

de faits qui prouvent également ma these : par exemple, la révolution qui chassa les Pisistratides d'Athènes : celle qui établit les quatre cents; & puis les trente, qui furent à leur tour expulsés: toutes ces révolutions se terminerent toujours à mertre le gouvernement entre les mains du petit nombre. La république de Syracuse; celle de Corcyre, dont Thucydide nous a transmis la relation assez circonstanciée; enfin celle de Florence, dont Machiavel a écrit l'histoire; toutes ces républiques furent dans leur tems des théàtres de convultions populaires, qui finirent par des conventions, où l'on eut fort peu d'égards aux griefs du peuple, où on les oublia souvent entiérement, quelque beau semblant qu'eussent commencement ceux qui jouoient le fait au rôle de ses défenseurs (1).

ti

C

ir

é

pi

do

du

av.

atr

COL

COL

la

ren

rou

tat

met

de l

qui patu ciété

Lau

Mais si nous jetons les yeux sur l'histoire d'Angleterre, elle nous offrira des scenes bien différentes: nous y verrons, au contraire, que les révolutions y ont toujours eu des résultats,

⁽¹⁾ Les révolutions en France ont eu toutes la même issue. On en peut voir un exemple remarquable dans la note (1) p. 28 Tom. I. de cet ouvrage. L'histoire d'Espagne, du Dannemarc, de la Suede, de l'Ecosse, Sc. sournit des traits pareils. Mais j'ai disséré de parler des Etats monarchiques, jusqu'à ce que j'aie sait certaines observations, qu'on trouvera dans le chapitre XVII.

dont tous les ordres du peuple ont réellement & indifféremment profité.

T

: à

it

de

la

0-

es à-

ar rds

ent

ent le

ire

ien

que

its,

ième

is la

gne, urnit

Etats erva-

Tout extraordinaires que ces faits paroissent, ils existent; & il est clair, par toutes les circonstances qui les ont accompagnés, qu'on a été constamment redevable de ce phénomene à cette impossibilité, sur laquelle j'ai tant insisté, où étoient les repréfantans du peuple de s'approprier quelque branche du pouvoir exécutif, & de séparer par-là leur condition de celle du reste du peuple.

Sans remonter jusqu'aux conventions faites avec les premiers rois de la lignée normande, arrêtons nous à la grande-charte, qui sert encore de base à la liberté angloise. Plusieurs circonstances, dont nous avons rendu compte dans la premiere partie de cet ouvrage, concoururent alors pour renforcer le pouvoir de la couronne, si bien qu'il ne restoit personne dans l'état qui eût d'autre parti à prendre que celui de mettre des bornes à ce pouvoir. De-là la plus grande union entre tous les ordres du peuple : de là cette grande charte, qui s'étendit sur tout, qui pourvut à tout. Tous les objets qui peuvent naturellement inviter les hommes à vivre en focièté, furent réglés dans ses trente-huit articles. L'autorité judiciaire y fut fixée, la personne &

la propriété des individus, la sûreté du marchand & de l'étranger, garanties. Les citoyens de la plus haute classe renoncerent à nombre de privileges oppressifs, qu'ils étoient accoutumés de longue main à regarder comme leurs droits indubitables (1). L'esclave-même se vit assurer ses instrumens de labourage; & ce sut peut-être le premier exemple, dans les annales du monde, d'une guerre civile terminée par des stipulations en saveur de ces infortunés, à qui presque partout ailleurs l'avarice & l'ambition continuoient de resuser les droits de l'humanité.

I

f

lo

fe

n

pl

di

CC

pe

di

cu

po

for

ter

en

Sous Henri III. il s'éleva de grands troubles, qui furent tous terminés par les confirmations les plus folemnelles de la grande Charte. Sous Edouard I, Edouard II, Edouard III, & Richard II, ceux à qui le peuple avoit confié ses intérêts, ne perdirent aucune occasion de renforcer toujours plus cette base de la liberté publique, & de prendre toutes les précautions qui pouvoient en multiplier les bons essets. Ils furent constamment persuadés que leur cause étoit la même que celle du reste du peuple.

Lorsque Henri de Lancastre sit valoir ses pré-

⁽¹⁾ Tous les possesseurs de terres s'engagerent à établir, en faveur de leurs tenants ou vassaux (ergà suos), les mêmes libertés qu'ils s'étoient fait accorder à eux-mêmes par le roi. Magn. Chart. C. 38.

d

a i-

le

1-

es le

ns

rnt

5 ,

ns

us

i-

fes

n-

rté

ns

Ils

use

ré-

ta-

s)., mê-

tentions à la couronne, les communes reçurent la loi du vainqueur. Mais dans l'acte même, par lequel elles lui déférerent la couronne sous le nom de Henri III, elles prirent les précautions qu'on voit dans le Tome II. de l'Histoire du Parlement Anglois. Frappés de la fagesse des conditions stipulées alors, les auteurs de cette histoire observent, que les communes de l'Angleterre n'étoient pas sottes alors. L'expression est peut-être plus que naïve elle même. Ils devoient dire que les communes d'Angleterre eurent le bonheur de former une affemblée, où chaque membre pouvoit propofer & discuter librement ce qu'il vouloit : qu'il ne leur fût pas possible de faire fervir à leurs vues particulieres ces avantages, ni, en général, la confiance que le peuple avoit placée en elles : qu'en conséquence elles ne perdirent pas leur tems, & se firent accorder des conditions utiles de la part du pouvoir dont dépendoit à chaque instant leur dissolution & leur dispersion; s'appliquant ainsi, sagement, à procurer le salut du peuple, dans lequel seul ils pouvoient trouver le leur propre.

Pendant les longués contentions entre les maifons d'York & de Lancastre, les communes resterent spectatrices de troubles, qu'il n'étoit pas en leur pouvoir de prévenir; elles reconnurent fuccessivement les titres des vainqueurs, comme d'Edouard IV, de Richard III, & enfin d'Henri VII, qui termina ces querelles; mais tout en les reconnoissant, elles surent constamment se prévaloir de l'importance des services qu'exigeoit d'elles le nouveau souverain, & obtenir des conditions savorables pour tout le corps du peuple.

A l'avenement de Jacques I, que l'on peut regarder comme une espece de révolution, puisqu'il plaça une nouvelle famille sur le trône d'Angieterre, les chess de la nation ne stipulerent rien qui ne sût savorable à la liberté générale.

Après l'avenement de Charles I, il y eut des mécontentemens de la plus sérieuse espece, qui furent cependant d'abord terminés par l'acte appellé Pétition de droit, lequel est encore regardé comme le tableau le plus précis & le plus exact des droits du peuple (1).

A la restauration de Charles II, la constitution

j

⁽¹⁾ Je conviens que les troubles qui eurent lieu pendant la dernière partie de ce regne, contredifent en plein l'affertion qui fait le sujet de ce chapitre; mais ils prouvent en même temps la verité des grands principes posés dans cet ouvrage. Ces troubles qu'on peut m'objecter, ne tirent leur origine que du moment où Charles I. se désista du pouvoir de dissoudre son parlement, c'est-à-dire, du moment où les membres de cette assemblée acquirent une autorité indépendante, personnelle & permanente, qu'ils tournerent bientôt contre le peuple qui le leur avoit conférée.

étant rétablie sur ses premiers principes, les mêmes esses s'ensuivirent, qu'elle avoit produits précédemment. Aussi voyons nous, que tout le cours de ce regne ne sut qu'une suite de précautions prises pour assurer la liberté générale.

Enfin, le grand événement qui eut lieu en 1689, confirme, de la maniere la plus frappante, ce qui a été observé dans ce chapitre. C'est alors qu'on vit reparoître le phénomene politique d'une révolution, terminée par une suite d'actes publics, où les intérêts seuls du peuple en gros furent consultés; où l'on n'inséra pas la moindre clause, même indirecte, pour favoriser l'ambition présente, ou les vues de grandeur future, de ceux qui s'employoient à faire pasfer ces actes. Certes, si quelque chose est capable de nous donner une idée complete de l'excellence, & en même tems de la singularité des principes sur lesquels est fondé le gouvernement anglois, c'est la lecture attentive de ce système de pactes publics, auxquels la révolution de l'année 1689 a donné naissance, c'est à dire, du bill des droits avec toutes ses différentes clauses, & les divers actes qui le confirment & fortifient, passes sous les deux regnes suivans, jusqu'à l'avenement de la maison d'Hanovre.

ri es

é-

le.

ı'il er-

re-

qui

des qui

apgar-

plus

tion

ndant 'affernvent dans ne tidéfista e, du

uirent ente,

CHAPITRE XVI.

Seconde différence. De quelle manière les loix pour la liberté du sujet sont exécutées en Angleterre.

feconde différence dont j'ai parlé, entre le gouvernement anglois & celui des autres états libres, tombe sur l'objet important de l'exécution des loix. Sur cet article encore nous trouverons que tout l'avantage est du côté du gouvernement anglois; & la comparaison qu'on fera entre l'histoire de ces autres états & celle d'Angleterre, conduira à faire observer, que toutes imparfaites qu'étoient, dans les autres Etats libres, les loix concernant la liberté des citoyens, leur exécution étoit encore plus défectueuse. En Angleterre, au contraire, non seulement les loix pour la sûreté du sujet sont très-amples, mais la maniere dont elles sont exécutées, les rend encore plus avantageuses; & la liberté des sujets Anglois est autant favorisée par l'esprit de justice & de douceur qui influe sur toutes les branches du gouvernement, que par la sagesse des loix mêmes.

u

b

fe

q

Ici la république romaine nous fournira encore des exemples, qui prouvent la premiere partie de ce que l'on vient d'observer. Quand j'ai dit, au chapitre précédent, que dans les tems de troubles on n'avoit rien stipulé pour le peuple en corps, j'ai voulu dire, rien qui dût finalement répondre au but Lorsque le peuple étoit irrité jusqu'à un certain degré, ou lorsque fa concurrence étoit nécessaire pour exécuter certaines résolutions, ou pour faire réussir certaines. mesures, qui intéressoient particulierement ceux qui avoient le pouvoir en main, il n'eût pas été prudent à ceux - ci de témoigner ouvertement leur mépris pour les desirs du peuple : aussi eurent ils soin d'ajouter toujours aux loix qu'ils faisoient passer, des déclarations générales en faveur de la liberté publique. Mais ces déclarations, & les principes qu'elles sembloient devoir établir, étoient ensuite ouvertement désavoués dans la pratique.

a

1-

25

n

ix

la

n-

ets

ce

n-

les

Ainsi, lorsqu'on sit voter le peuple, environ un an après l'expulsion des rois, que le gouvernement monarchique ne seroit jamais plus rétabli à Rome, & que celui qui l'entreprendroit, seroit dévoué aux dieux, on ajouta un article, qui, en termes généraux, consirmoit aux citoyens le droit, qu'ils avoient eu sous les rois, d'en appeller au peuple des sentences de mort passées contr'eux. Mais (ce qui surprendra le lecteur) il n'y eut point de peine décernée contre les violateurs de cette loi : aussi voyons-nous dans Dénys d'Halicarnasse & dans Tite - Live, que les consuls s'embarrassoient peu des appels des citoyens, & que dans l'exercice plus que militaire de leurs fonctions, ils se jouoient d'un droit qu'ils auroient dû respecter, quelque imparfaite & soible qu'en sût la sanction.

Dans la suite on ajouta un article de même teneur aux loix des douze tables: mais les décemvirs, à qui l'on confia d'abord l'exécution de
ces loix, se conduisirent à cet égard plus mal
encore que les consuls n'avoient fait avant eux;
& après leur expulsion (1), les magistrats qui
leur succéderent, paroissent avoir, aussi peu que
leurs prédécesseurs, respecté la vie des citoyens.
Entre plusieurs exemples je n'en rapporterai qu'un
seul, qui sera voir sous quels légers prétextes
les citoyens étoient souvent exposés à perdre la

⁽¹⁾ Aprés l'expulsion des décemvirs, on sit aussi une loi, pour qu'il ne sut pas permis de créer aucun magistrat duquel on ne put appeller au peuple (magistratus sine provocatione, Tit. Liv. III, 55); & par cette loi le peuple pensoit avoir aboli la dictature; mais le fait, qui va être rapporté, & qui arriva environ dix ans aprés, fait voir que cette loi ne sut pas mieux observée que les autres.

vie. Spurius Mælius, ayant été accusé de vouloir se faire roi, sut cité par le général de la cavalerie, de comparoître devant le dictateur, asin de se justifier de cette imputation un peu singuliere. Spurius se résugia parmi la soule; le général de la cavalerie l'y poursuivit, & le tua sur la place. La multitude se montrant indignée d'une telle violence, le dictateur la sit assembler devant son tribunal, & déclara que Spurius avoit été légitimement mis à mort, quand même il eût été innocent du crime dont on l'avoit accusé, puisqu'il avoit resusé d'obéir, lorsque le général de la cavalerie l'avoit cité devant le dictateur (1).

S

9

S

e

n

1-

le

al

i

ie

S.

ın

es

la

ne natus

loi t,

les

Environ cent & quarante ans après le temps dont nous parlons, la loi pour l'appel au peuple fut statuée pour la troisieme sois : elle n'en fut pas mieux observée pour cela dans la suite; & non seulement nous la trouvons fréquemment violee par les divers magistrats de la république, mais le sénat même, malgré cette loi, statua des exemples formidables aux dépens des citoyens. Nous en avons un dans les trois cents

⁽¹⁾ Tumultuantem deinde multitudinem, incerta existimatione sacti, ad concionem vocari justi, & mælium jure
cæsum pronunciavit, etiam si regni crimine insons suerit,
qui vocatus a magistra equitum ad dictatorem non venisset,
Tit. Liv. IV, 15.

foldats qui pillerent la ville de Rhegium. Le sénat, de sa seule autorité, ordonna qu'ils sussent tous mis à mort. En vain le tribun Flavius sit des remontrances contre cette sévérité excessive, exercée sur des citoyens romains, le sénat, dit Valere Maxime, persista dans sa résolution (1).

Toutes ces loix, pour garantir la vie des citoyens, avoient été passées jusqu'ici sans menacer de la moindre punition ceux qui les violeroient. Enfin la célebre loi Porcia décerna la peine de bannissement, contre ceux qui seroient sustiger & mourir un citoyen romain. Cependant nous voyons, par un grand nombre d'exemples postérieurs à cette loi, qu'elle ne sut pas mieux observée que les autres. Cela engagea Caius Gracchus à faire passer la loi Sempronia, munie d'une nouvelle Sanction: mais elle sut tout aussi impuissante pour sauver sa vie & celle de ses amis que la loi Porcia, l'avoit été pour conserver la vie à son frere & à ses partisans. Ensia, tous les événemens de ces tems là prou-

le

m

in

dan par

don hon

bito

conf

puif

de l

lemn

gee ,

⁽¹⁾ Val. Max. L. II. c. 7. Cet auteur ne dit pas le nombre précis de ceux qui furent mis à mort à cette occafion; il dit seulement qu'on en exécuta 50 à la fois pendant plusieurs jours consécutifs: d'autres auteurs en sont
monter le nombre à 4000. Tite-Live parle de toute une
lègion: Legio campana, que Rhegium occupaverat,
obsessa déditione facta securi percussa est. Tit. Liv. XV. Epit,
j'ai suivisci Polybe, qui dit qu'on n'en prit que 300, & qu'on
les condussit à Rome.

vent manifestement que le mal étoit incurable. Je ferai mention ici d'un fait, comme fournissant un exemple remarquable du peu de scrupule des magistrats romains à ôter la vie aux citoyens. Un Memmius s'étant présenté pour prétendre au confulat, que briguoit aussi un homme protégé par le tribun Saturninus, celui ci fit faisir & expirer le premier sous les coups, au milieu de la place publique. L'infolence du tribun, au rapport de Ciceron, alla jusqu'à donner à cet acte de cruauté, en présence de tout le peuple assemblé, l'extérieur & la forme d'un acte de justice publiqu (1).

Ce n'est pas tout. Ce ne fut pas uniquement en qualité d'hommes publics, & pour soutenir les prérogatives de leurs corps respectifs, que les magistrats romains se permettoient de pareilles injustices. L'avarice & la rapine de chacun en

a

it

e ır

S.

1-

le 2-

n-

nt

ne t,

it, 99

⁽¹⁾ Ciceron, dans fon discours pour Robirius, dit que dans l'assemblée du peuple, où il étoit défendu de la part des censeurs, à l'exécuteur de jamais paroître, l'on y entendit retentir la formule fatale (cruciatils carmina) . dont se servoient les magistrats pour faire exécuter un homme à mort ; J. lictor : colliga manus ; caput obnubito ; arbori infesici suspendite. Memmius étant un citoyen considérable (comme on peut hardiment le supposer, puisqu'il brignoit avec succès le consulat), tous les grands de la république prirent l'allarme à cette action atroce du tribun le jour fuivant le senat adressa les paroles solemnelles aux consuls, videant ne quid detrimenti respu-blica capiat; & le tribun sut tué dans une bataille ran-gie, qui se donna aux pieds du capitole.

particulier & joignit à l'ambition publique. On commença par opprimer les provinces. Bientôt ce mal attaqua l'Italie même, le cœur de la république, jusqu'à ce que la loi Calpurnia de repetundis sur faite pour l'arrêter dans ses progrès. Cette loi donnoit le droit aux citoyens & aux alliés, de poursuivre le recouvrement de ce qui leur avoit été extorqué par les magistrats & les grands; & dans la suite la loi justa ajouta la peine du bannissement à l'obligation de saire restitution.

Mais le désordre ne fit que changer de forme. Les juges se montrerent aussi corruptibles, que les magistrats s'étoient montrés tyrans. Ils trahirent, dans leurs provinces, la cause de la république qui leur étoit confiée; & il aimerent mieux partager le butin avec les consuis, les préteurs & les proconsuls, que de faire valoir les loix contre eux.

Il fallut avoir recours à d'autres expédiens, pour remédier à ce nouveau mal. On fit des loix pour juger & punir les juges-mêmes; & furtout on fit de continuels changemens dans la maniere de composer les assemblées. Mais la maladie étoit trop enracinée, pour pouvoir être guérie par les moyens ordinaires de la législation. Les juges prévaricateurs, pour se soustraire à la

ju

conviction, employerent les mêmes ressources qui avoient sauvé les magistrats coupables; & ces changemens étonnans qui se firent dans la constitution des corps de judicature (1), au lieu d'arrêter la corruption des juges, ne firent que transférer à d'autres hommes le prosit qu'il y avoit à s'en rendre coupable. Déjà du tems des Gracques l'on se pleignoit généralement, de ce qu'il n'y avoit pas moyen de punir celui qui avoit de l'argent à donner (2). Ciceron témoigne, que de son tems la même opinion étoit généralement reçue & avérée (3); & ses harangues ne sont remplies que de lamentations sur ce qu'il

n

a

le

S.

IX

ui

8

ta

re

)r-

s,

lis

ent

les oir

ns,

oix

fur-

la

ma-

etre

on.

la

on-

⁽¹⁾ Les juges, à l'assemblée desquels présidoit ordinairement le préteur, étoient tirés du ssempronia ; proposée par Caius S. Gracchus, statua, qu'on les tireroit à l'avenir de l'ordre équestre. Dans la fuite le consul Cépion sit recevoir une loi, par laquelle les juges devoient être pris également de l'un & de l'autre ordre. Bientôt après, la loi Servilia remit l'ordre équestre seul en possession de la judicature; & la loi Livia la rendit entiérement au sénat. Vint ensuite la loi Plautia, pour que les juges sussent et des trois ordres, savoir des sénateurs, des chevaliers & des plébéiens. La loi Cornelia, conçue par le dictateur Sylla, remit le sénat dans la possession exclusive de la judicature. La loi Aurelia la rendit aux trois ordres. Pompée changea le nombre des juges, & le réduisit à soixante & quinze; il changea aussi la maniere de les élire. Ensin César rétablit l'usage primitif, de ne tirer les juges que de l'ordre sénatorial.

⁽²⁾ App. de Bell. Civ.

⁽³⁾ Act. in Kerr. l. s.

appelle la futilité & l'infamie des jugemens publics.

T

n

k

e

pl

ra

d'

de

rei

du

pri

2)

W 1

D 8

2

)) e

)) C

D 8

» n

» d

» le

» &

D al

» la

» d'

(1)

L'impunité des juges corrompus n'étoit pas le seul mal qui travailloit la république. Tout l'empire sut ensin en convulsion. Les horribles vexations, &, malgré leur notoriété, l'absolution d'un Aquilius, proconsul de la Syrie, & celle de plusieurs autres tyrans, coupables des mêmes crimes, réduissrent l'Asie au désepoir. Ce sut alors qu'éclatta la terrible guerre de Mithridate, dont le tocsin sut le massacre de quatre-vingts mille romains, commis en un jour par toutes les villes de l'Asie (1).

Ainsi les loix & les jugemens publics non seulement manquerent le but pour lequel on les avoit établis, mais ils devinrent même de nouveaux moyens d'oppression, ajoutés à ceux qui existoient déjà. Les personnes qu'on accu-soit, & que l'on condamnoit, étoient des citoyens opulens, dont on convoitoit les richesses des particuliers, sur lesquels l'un ou l'autre corps trouvoit prise, où le petit nombre de magistrats, encore assez vertueux pour s'opposer au torrent de la corruption générale; tandis qu'on laissoit impuni un Pison, dont Ciceron, dans sa harangue contre lui, rapporte des choses qui sont stré-

⁽¹⁾ Appian. de B. C.

82.

mir, & un Verrès, coupable d'énormités de la même espece.

S

S

11

25

n

le

es

int

e,

ests

tes

on

on de

Xus

cu-

ci-

ffes

rps

ats,

rent Noit

ranfré-

De là une guerre plus formidable encore que la précédente, & à la malignité de laquelle il est étonnant que Rome n'ait pas succombé. La plus grande partie de l'Italie, irritée de la tyrannie des jugemens publics, se souleva tout d'un coup. Ciceron, qui nous apprend la cause de cette révolte, qu'il appelle la guerre sociale, rend compte du triste état de la republique, & du mauvais usage qu'on avoit fait des mesures prises pour y remédier. « Il n'y a pas encore, » dit-il, cent & dix ans, que la loi, pour le » recouvrement de l'argent extorqué par des ma-» gistrats, fut proposée par le tribun Calpurnius » Pison. Plusieurs autres loix pour le même » effet, & de plus en plus séveres, suivirent » celle - ci : mais il y a eu tant d'accusations . » & tant de condamnations, une guerre si for-» midable a été excitée en Italie par la terreur » des jugemens publics, &, lorsque les loix & » les jugemens ont été suspendus, l'oppression » & le pillage de nos alliés a tellement prévalu, » que ce n'est point par notre force, mais par » la foiblesse des autres, que nous continuons » d'exister » (1).

⁽¹⁾ Cic. de Off. II , 75.

Je suis entré dans ce détail à l'égard de la république romaine, parce que les faits, sur lesquels il est fondé, non seulement sont remarquables par eux mêmes, mais aussi, qu'on n'en sauroit tirer de conclusion juste, à moins de les présenter au lecteur dans leur suite, & dans les rapports qu'ils ont les uns aux autres. On se tromperoit très-fort en mettant ces faits sur le compte du luxe, qui prévalut dans les derniers tems de la république, sur celui de la corruption des mœurs parmi les citoyens, & de l'abandon de leurs anciens principes. Ce ne sont là que des phrases, qui peuvent servir à exprimer la manière dont le mal se maniseste, mais qui n'en développent point les causes.

Les troubles que nous venons de rapporter, naquirent de la nature même du gouvernement républicain; d'un gouvernement dans lequel le pouvoir exécutif & suprême avoit été concentré dans le corps de ceux en qui le peuple avoit placé sa consiance, à côté duquel, par conséquent, il ne restoit aucun autre pouvoir dans l'état, qui est assez d'influence sur eux, pour les obliger de se tenir dans les bornes de la justice & de la décence. En attendant, comme le peuple, destiné pour tenir ce corps en échec, donnoit continuellement une part dans l'autorité exécutive à

ic

-1

t

, t

and nd

-6

p

1

5

:5

t

-

-

1-

te

le

25

le

es

1-

HS

,

nt

le

ré

a-

it,

uì

de

la

114

n-

à

85

ceux à qui elle confioit le soin de ses intérêts, il augmentoit le mal dont il se plaignoit, chaque sois qu'il prenoit des mesures pour y remédier; au lieu de faire des levées de combattans contre les ennemis de sa liberté, comme il se l'imaginoit, ce n'étoit au sond que de nouveaux associés qu'il leur sournissoit.

De-là cette désertion continuelle de la cause du peuple, qui, dans le tems même des révolutions, quoique les passions du peuple fussent en jeu, & que les esprits fussent plus unis, se manifeltoit d'une maniere frappante. Nous pouvons tracer les symptômes de la grande défectuolité politique dont nous avons fait mention ici, dans les premiers âges de la république, aussi bien que dans les derniers périodes de sa durée. Tant que Rome fut petite & pauyre, cette défectuosité y rendit inutiles tous les droits ou pouvoirs que le peuple possédoit, & sit échouer toutes les mesures qu'il prenoit pour désendre sa liberté, précisément de la même maniere que, dans les époques les plus brillantes, elle fit périr tous les fruits que l'on se promettoit des réglemens les plus falutaires, & tourner même ces derniers entiérement au profit de l'ambition & de l'avarice du petit nombre. En un mot, la prodigieuse fortune de la république ne créa

point le vice dans la constitution, elle lui donna seulement l'essor.

Mais si nous jetons les yeux sur l'histoire de la nation angloise, nous y verrons des effets tout disserens s'ensuivre d'un gouvernement qui n'avoit pas les mêmes désauts: nous verrons la cordialité avec laquelle les individus de tout ordre se sont toujours réunis pour donner les bornes requises au pouvoir exécutif, qu'ils savoient ne pouvoir jamais leur appartenir. Nous l'avons déjà dit, lors des révolutions publiques, on sixa avec le plus grand soin les limites de ce pouvoir; & quand la paix sur rendue à l'état, ceux qui resterent à la tête de la nation, manisesterent une jalousse constante à maintenir les avantages que les efforts réunis de tous avoient obtenus.

C'est ainsi que, par un des articles de la Grande Charte, le pouvoir exécutif ne doit toucher à
la personne du sujet qu'en conséquence d'un jugement passé contre lui par ses pairs : & telle
sut ensuite l'union générale pour le maintien de
cette loi, que le jugement par des jurés (trial
by jury), cette admirable maniere de procéder,
qui met le peuple si bien à l'abri de toutes les
invasions du pouvoir même de celles que l'on
pourroit faire sous la sanction de l'autorité judiciaire; cette maniere, dis-je, de procéder, a

pr mi les

leg co la pro

qui ref éte

116

Nor gleto Nor com voyo que prov

leur nani pays s'est roya car, salai Robi

ques

y co form qu'o qui a

la

ut

it

té

ot

es ir

,

le &

fne

10

n-

à

u-

le

de

al

r,

es

on

li-

12

été conservée jusqu'à ce jour dans toute sa pureté primitive; tandis qu'elle s'est altérée successivement, & ensin perdue totalement, dans toutes les autres contrées de l'Europe où on l'avoit connue (1). Ce n'est même pas assez dire; ce privilege d'être jugé par ses pairs a fait plus que se conserver en Angleterre: ce n'étoit d'abord que la prérogative des conquérans, des maîtres, appropriée exclusivement aux parties des nations qui avoient commencé par envahir & subjuguer le reste par les armes; ici il s'est successivement

C'est non seulement la personne, c'est aussi la

étendu sur tous les ordres du peuple.

⁽¹⁾ La procédure par des jurés fut en usage parmi les Normands, long-tems avant qu'ils eussent envahi l'Angleterre : aujourd'hui elle est totalement perdue dans la Normandie. Ce fut même de très - bonne heure qu'elle commença à y dégénérer de sa premiere institution : nous voyons dans l'histoire du droit coutumier d'Angleterre par Hale, que l'unanimité des jurés n'étoit point requise dans cette province pour leur Verdict ou rapport; seulement, lorsque les jures n'étoient pas d'accord, on en fortoit quelques-uns de leur nombre, & l'on en mettoit d'autres à leur place, iufqu'à ce qu'on eut obtenu par ce moyen l'unanimité. En Suede, où, selon l'opinion des savans du pays, la procedure par des jurés a pris naissance, il ne s'est conservé, dans quelques contrées reculées de ce royaume, que quelques formalités de cette institution; car, d'aillieurs, les jurés y sont établis à vie, & ont un salaire en conséquence. Voyez l'Etat de la Suede par Robinson. En Ecosse, le voisinage de l'Angleterre n'a pu y conserver aux jugemens par jurés leur ancienne & vraie forme : l'unanimité des jurés n'y est point requise, à ce qu'on m'a dit, pour former un verdict; c'est la majorité qui décide.

propriété de l'individu qui a été mise en sûreté contre toute entreprise arbitraire du pouvoir exécutif. On a successivement réduit ce dernier à ne pouvoir toucher à la moindre portion de la propriété du sujet, pas même sous le prétexte des besoins de l'état, si ce n'est du consentement libre des réprésentans du peuple. Et le zele de ces représentans à assurer à cet égard les intérêts de la nation, dont les leurs propres étoient inséparables, ce zele, dis-je, a été si sincere & si constant, que le privilege de se taxer eux-mêmes, fondé d'abord sur la tenure la plus précaire, & simplement comme un mode de gouvernement adopté par le fouverain pour sa propre convenance, est devenu avec le tems un droit établi du peuple, que le fouverain a trouvé à la fin néceffaire de reconnoître solemnellement & à diverfes reprises.

Il y a plus, les représentants du peuple ont appliqué ce droit de taxation à un usage bien plus noble encore que celui de la seule préservation de la propriété; avec le tems ils l'ont converti heureusement en moyen régulier & constitutionnel, d'influer sur les motions du pouvoir exécutif. Au moyen de ce droit ils ont gagné l'avantage, d'être continuellement appellés à concourir dans les mesures du souverain, de voir celui-ci don-

ner la plus grande attention à leurs requêtes, & remplir scrupuleusement les engagemens qu'il contracte avec eux. C'est ainsi que de tous les peuples, tant anciens que modernes, l'Anglois seul a obtenu le bonheur unique d'avoir sa part dans le gouvernement, en élisant des représentans, qui, par les circonstances particulieres où ils se trouvent, & par l'étendue de leurs droits, ont, à la sois, & la volonté de servir sidelement leurs commettans, & la capacité de le faire.

Aussi les communes n'ont-elles pas été contentes d'avoir établi, une sois pour toutes, la liberté du peuple par les moyens dont nous venons de faire mention: ils ont ensuite fait de la conservation de ces moyens l'objet principal de leurs soins (1), & saisi toutes les occasions qui se présentoient pour leur donner, pour ainsi dire, une nouvelle vie.

t

u

)-

15

n

ti

f.

,

1-

C'est ainsi que, sous Charles I, ce privilege du peuple, d'accorder des subsides à la couronne, ayant été attaqué d'une maniere qui ne pouvoit qu'allarmer toute la nation, les communes, sans

⁽¹⁾ La premiere opération des communes, au commencement d'une session, c'est de nommer quatre grands commités. L'un est le commité de la religion, un autre celui des griefs, un autre de cours de justice, enfin un autre pour le commerce, &c: ces commités sont permanens pour toute la session.

perte de tems, soutinrent ce droit important, ce grand boulevard constitutionel de tous leurs autres droits, & se hâterent de combattre dans son origine toute entreprise à cet égard qui pût servir d'exemple, & produire finalement la ruine entiere de la liberté publique.

Ils ne s'arrêterent pas là; ils étendirent leurs soins à tous les abus quelconques qui s'étoient introduits. L'autorité judiciaire, par exemple, dont le pouvoir exécutif s'étoit emparé imperceptiblement, tant pour la personne que pour la propriété de l'individu, fut abrogée par le même acte qui abolissoit la cour de la chambre étoilée; & la couronne sut ramenée à son vrai office constitutionel, savoir à maintenir & protéger par sa sorce l'exécution des loix.

Les efforts de la législation, qui suivirent celui ci, ont porté encore plus haut les privileges du peuple : ils ont mis la couronne dans l'impuissance de saisir & emprisonner, même pour peu de tems, la personne du sujet, excepté dans les cas fixés par la loi, & dont les juges propres doivent décider.

Et il ne faut pas croire que cette liberté sans exemple, ainsi amplissée, aux dépens du pouvoir exécutif, soit devenue le privilege exclusif des grands & des puissans. Tous les sujets, sans distinction, ont droit d'en jouir: ce sut l'injure saite à un citoyen commun, qui donna l'existence à l'acte, par lequel on a entiérement consolidé cette branche intéressante de la liberté publique. « L'oppression d'un particulier obscur » (dit le juge Blackstone) sit naître le sameux » acte d'Habeas Corpus ». Junius a cité cette observation du juge; & elle vaut bien la peine que nous la répétions ici, par la juste idée qu'elle donne de cette disposition de tous les ordres, à s'unir pour la désense de la liberté commune, qui est un trait caractéristique du gouvernement Anglois (1).

Cette union générale pour la liberté publique ne s'est point bornée à former seulement des loix qui la garantissent; elle a opéré avec la même vigueur, lorsqu'il s'est agi de faire punir ceux qui avoient entrepris de les enfreindre; & le souverain s'est vu constamment réduit à en sacrisser les violateurs, lors même qu'ils se trouvoient ses zélés serviteurs, à la justice de la patrie.

qui , comme tels : s'eto em prétés à lours vites ,

⁽¹⁾ Le particulier dont il est question ici, sut un nommé François Jenks, qui ayant proposé en 1676 à Guildhall, de supplier le roi pour avoir un nouveau parlement, sur examiné devant le conseil privé, & envoyé en prison, où on le garda environ deux mois, au moyen des délais employés par les dissérens juges auxquels il s'adressa pour avoir un Habeas Corpus. Voyez State-Tryals, T. VII, anno 1676.

Si l'on demande des exemples de ce que j'avance ici, je puis renvoyer les curieux jusques sous le regne d'Edouard I. On verra là des juges, atteints & convaincus d'avoir commis des exactions énormes dans l'exercice de seurs offices, condamnés par sentence du parlement (1). Et quand on fait attention aux énormes amendes qu'on seur imposa, lesquelles ils furent en état de payer, à ce qu'il paroît, on peut conclure hardiment, que dans cette enfance-même de la constitution, le remede sur appliqué un peu tard à la maladie : cependant il y sur appliqué ensin.

Sous Richard II, on vit statuer des exemples de la même espece. Michel de la Pole, comte de Suffolk, qui avoit été chancelier du royaume, le duc d'Irlande, & l'archevêque d'York, ayant abusé de leur pouvoir en poursuivant des mesures qui tentoient au renversement de la liberté publique, surent déclarés coupables du crime de haute trahison; & un grand nombre de juges, qui, comme tels, s'étoient prêtés à leurs vues,

Le particulier dont il est question tei . far un

⁽r) Le chevalier Ralph de Hengham, chef de justice du banc du roi, sur mis à une amende de 7000 marcs; le chevalier Thomas Wayland, chef de justice des plaidoyers communs, subit la consiscation de tout son bien; & le chevalier Adam de Stratton, premier baron de l'échiquier, sur condamné à 34000 marcs d'amende.

furent enveloppés dans la même condamnation (1).

Sous le regne de Henri VIII, le chevalier Thomas Empson, & Edmond Dudley, après avoir été les promoteurs des exactions commises sous le regne précédent, furent les victimes du zele des communes à désendre la cause du peuple. Sous le roi Jacques I, ni la dignité du chancelier Bascon, ni ses grandes qualités personnelles, ne purent le mettre à couvert de la censure la plus sévere pour les mauvaises pratiques dont il s'étoit rendu coupable. Sous Charles I, les juges, ayant osé imiter l'exemple de ceux sous Richard II, en

⁽¹⁾ Les plus notables de ces juges étoient le chevalier Robert Belknap, & le chevalier Robert Trésilian, chef de justice du banc du roi. Le dernier avoit mis par écrit une suite de questions tendantes à confèrer une autorité despotique à la couronne, ou plutôt aux ministres suidits, qui avoient trouvé moyen de se rendre entièrement mastres de la personne du roi. Le chevalier Robert Trésilian proposa ces questions aux juges, qu'on avoit assemblés pour cet estet, & ils opinerent en leur faveur. L'une entr'autres, des opinions de ces juges, ne tendoit à rien moins qu'à annuller d'un seul coup tous les droits des communes, en leur ôtant le privilège important, mentionné cidessus, d'entamer tous les sujets de débats qu'elles jugeoient à propos, & de les discuter librement: on vouloit interdire aux communes, sous peine d'être punis comme trastres, de délibérer sur aucune matière hors celles limitées par le roi. Tous ceux qui avoient trempé dans les déclarations sussities des juges, furent convaincus de haute trahison. On en pendit quelques-uns, entr'autres le chevalier Robert Trésilian: les autres ne surres le chevalier Robert Trésilian: les autres ne surres le chevalier Robert Trésilian: les autres ne surres que bannis, par l'intercession des évêques. Voyez l'Histoire parlementaire d'Angleterre, T. I.

opinant contre les droits du peuple, éprouverent de la part des communes la même vigilance qui avoit opéré la catastrophe des premiers. Le lord Finch, garde du grand sceau, sut obligé, pour se sauver, de passer la mer. Les juges Davenport & Crawley surent emprisonnés; & l'on arracha le juge Berkley du banc où il siégeoit, comme nous l'apprend Rushworth.

Sous le regne de Charles II, nous trouvons de nouveaux exemples de cette vigilance des communes. Les chevaliers William Scroggs, lord chef de justice du banc du roi, François North, chef de justice des plaidoyers communs, Thomas Jones, l'un des juges du banc du roi, & Richard Weston, l'un des barons de l'échiquier, surent accusés par les communes, pour avoir montré de la partialité dans l'administration de la justice, & le juge Scroggs, contre lequel on prouva completement certaines accusations positives, sur démis de ses emplois.

Les divers exemples produits ici, sont pris de différentes périodes de l'histoire d'Angleterre, pour faire voir que ni l'influence, ni la dignité des infracteurs des loix, lors même qu'ils avoient été les plus intimes serviteurs de la couronne, ne surent jamais capables d'en imposer au zele des communes pour maintenir les droits du peuple. On pourroit peut-être rapporter d'autres exemples tendans

Ple

te

d

le

p

le de fé de

qui fo ce

du dis

))))

» » au même but; je crois néanmoins devoir avertir ceux qui voudront se donner la peine de pareilles recherches, que la raison du danger, toujours indubitablement attaché aux infractions des loix, les leur fera trouver moins fréquens qu'ils ne pensent peut-être.

La régularité introduite dans les opérations du pouvoir exécutif en Angleterre a été si grande, le peuple y a été accoutumé conséquement à s'attendre de ce côté-là à une justice si exacte, que le souverain même, pour s'être permis une fois de violer la sûreté du sujet, n'échappa point à la sévérité de la censure. L'attentat commis par ordre de Charles II, sur la personne du chevalier Jean Coventry, consterna la nation; & la violence que se permit alors le souverain pour satisfaire fon ressentiment particulier (licence que, dans certains autres pays, des classes entieres d'individus s'arrogent comme un droit), cette violence, dis-je, excita une fermentation générale: « Cet" » événement(dit l'evêque Burnet)excita un furieux » tumulte dans la chambre basse. — Il donna » de grands avantages à tous ceux qui étoient » opposés à la cour; & les noms de partis de » la cour & de la patrie, qui paroissoient ou-» bliés jusques là, reprirent vigueur » (1).

⁽¹⁾ Voyez l'histoire de Burnet , T. I. a. 1669. Le par-

Telles sont les bornes posées par le gouvernement Anglois aux opérations du pouvoir exécutif: bornes qui n'ont point leurs pareilles dans
aucun autre état libre, ancien ou moderne; &
qui doivent leur existence à la circonstance même
qui paroissoit la rendre impossible, je veux dire, à
la grandeur de ce pouvoir, qui n'à abouti, par l'événement, qu'à rénuir pour l'objet usurpé les vues
& les efforts de tous les ordres du peuple.

De cette force & de cette stabilité particuliere du pouvoir exécutif en Angleterre, il en a résulté une autre conséquence très-avantageuse (dont nous avons parlé plus haut, & qu'il est à propos de répéter dans ce chapitre, destiné à consirmer les principes avancés dans les précédens), je veux dire la continuation de cette union générale des hommes de tous les rangs, & un esprit de justice mutuelle répandu par là dans tous les ordres.

Tout environnée que se trouve la couronne par les bornes dont on vient de parler, elle a conservé sa prérogative indivisible. Elle possede encore toute sa force essective, & n'est liée que par ses propres engagemens, & par la consi-

lement passa un acte à cette occasion, qui donnoit une plus grande étendue aux précautions prises pour la sureté personnelle du sujet : on le cite toujours sous le nom d'acte de Coventry.

dération

d

fe

a

m

fi

S'

ro

aff

pa ils

nu

tan

ver

de

COL

au :

arb

tinu

que

fent

leur

pas

re q

1

Les grands & les riches de la nation, qui, assistés par le peuple en corps, ont pu renfermer l'exercice de cette autorité, dans des limites si bien définies, ne sauroient se promettre qu'elle s'y contiendra, que tant qu'eux-mêmes continueront, par leur conduite juste, à mériter cette assistance du peuple, qui seule peut les faire paroître respectables aux yeux du souverain; & ils ne sauroient espérer que la couronne continuera d'observer les loix, qui leur assurent leurs richesses, leurs dignités & leur liberté, qu'autant qu'eux-mêmes continueront de les observer.

n

e

ft

é

é-

te

s,

là

ne

2

ede

jue

nsi-

une fure-

nom

tion

Il y a plus: tous les efforts qu'ils continuent de faire pour maintenir leurs dtoits contre la couronne, sont des encouragemens qu'il donnent au reste du peuple pour désendre les siens contre eux. Leur constante opposition à tout procédé arbitraire de ce pouvoir, est une déclaration continuelle, qu'ils sont contre tout acte d'oppression, que les avantages supérieurs dont ils jouissent pourroient les inviter à commettre contre leurs co-sujets d'un ordre inférieur. Et il ne faut pas croire, par exemple, que cette censure sévere qu'ils conçurent à faire passer sur une action Tome II.

violente & inconsidérée de leur souverain, ne suit qu'une limitation des actions immédiates des futurs rois anglois: non, ce su une précaution plus étendue, prise pour assurer la liberté publique; ce su un engagement solemnel, de tous les puissans de l'état, avec tout le corps du peuple, pour respecter scrupuleusement la personne du plus petit d'entre ce peuple.

t

d

d

in

de

pr

CG

ex

fé

bo

teč

que

mê

n'ei

Et, de fait, la constante conduite des deux chambres du parlement nous fait voir, que ces observations ne sont point de pure spéculation. En remontant jusqu'aux tems les plus reculés, on verra toujours les membres de la chambre-basse scrupuleux à ne s'arroger aucune distinction qui pût leur ôter l'affection du peuple (1). Des que les privileges qui leur avoient paru nécessaires pour s'acquitter de leur devoir, ont été jugés onéreux à la communauté, ils les ont toujours retranchés. Et lorsqu'il y en a eu d'entre

conflance of polision de tour procede

⁽¹⁾ Dans tous les cas de crime public, jusqu'à la moindre violation de la paix publique, les membres des communes n'ont aucun privilege quelconque par-dessus ceux du reste du peuple: ils peuvent être mis en prison par un juge de paix, & leur procès peut leur être fait en consequence, de la même maniere qu'à tout autre sujet. En matiere civile seulement, ils ne peuvent être sais durant le tems que dure une session, ni pendant les quarante jours qui la précédent, & les quarante qui la suivent; mais pendant tous ces tems-mêmes on peut leur intenter procès, quant à leurs biens, pour toute dette juste.

eux qui ont fait servir ces privileges, ou, en général, l'influence qui dérivoit de leur situation, à quelque but oppressif, ils ont cherché eux-mêmes à les faire punir.

Ainsi nous voyons sous Jacques I, le chevalier Giles Mompesson, de la chambre-basse, après s'être rendu coupable de monopoles, & d'autres actes onéreux au peuple, non-seulement expulsé, mais accusé & poursuivi avec la plus grande chaleur par la chambre, & finalement condamné par les seigneurs, à être publiquement dégradé de son rang de chevalier, tenu à jamais infame, & pour toute sa vie en prison.

1

<

S

.

-

n

25

1-

1-

1-

re

11-

mux

un fe-

le

urs

es,

Sous le même regne, le chevalier Jean Bennet, de la chambre-basse, trouvé coupable de diverses pratiques commisses en sa qualité de juge de la cour prérogative de Canterbury, comme d'avoir extorqué des sommes exorbitantes, &c. su chassé de la chambre, & poursuivi pour ces crimes.

En 1641, Henri Benson, député de Knaresborough, ayant été découvert à vendre des protections, éprouva la même indignation de la chambre, & sur expussé.

Enfin, pour faire voir combien il est notoire que ni la qualité de représentant du peuple, ni même aucun degré d'influence dans la chambre, n'en sauroient dispenser aucun membre de l'ob-

fervance exacte des regles de la justice, les communes frapperent en une occasion le coup de cenfure le plus sévere sur leur orateur-même, pour avoir une seule fois ofé convertir les fonctions de fa charge en moyen de faire fon profit particulier. Le chevalier Jean Trevor, orateur de la chambrebasse, ayant, dans la sixieme année du regne de Guillaume III, reçu mille guinées de la cité de Londres, « comme une gratification de la pei-» ne qu'il s'étoit donnée lorsqu'il s'étoit agi de » passer le bill des orphetins, » fut voté coupable de haut-crime & de malversation, & expulse de la chambre. La chétive somme même de vingt guinées, qu'un autre membre, Mr. Hungesford, avoit eu la foiblesse d'accepter pour le même sujet, parut mériter l'attention de la chambre, & il en fut pareillement chasse (1).

fe

a

OL

ne

pri

cel

gif

(de

inte

(2

tion

un

peut

loi , civile

ment

de la

Si nous tournons les yeux sur la chambre des seigneurs, nous trouverons qu'ils on de même toujours en soin que leurs privilèges particuliers ne tournassent point au détriment de la justice

⁽¹⁾ On pourroit alléguer d'autres exemples de l'attention de la chambre-basse sur la conduite de ses membres, tant antérieurs que postérieurs à celui-ci. On peut voir à ce sujet la relation de la conduite des communes dans l'affaire du projet de la compagnie pour la mer du Sud; & quelques années après dans celle de la corporation charitable, projet frauduleux, particulierement oppressif pour les pauvres, pour lequel on expulsa divers membres.

commune dûe au reste du peuple (1). Ils ont constamment donné les mains à tout ce qui leur a été proposé à ce sujet par les communes. Et de sait, si l'on considere le nombre de privileges oppressifs que les nobles s'arrogent dans presque tous les autres pays, la hauteur & la violence avec laquelle ils les maintiennent, on ne prisera pas peu le corps de la noblesse angloise, (& en même tems le gouvernement dont elle fait partie), pour avoir donné son consentement libre à ce que ses privileges sussens s'est-à-dire, précisément au point où il le falloit pour obtenir les sins constitutionelles de cette chambre.

Dans l'exercice de leur autorité judiciaire en matiere civile, les seigneurs ont manifesté un esprit d'équité, qui n'est aucunement inférieur à celui qu'ils ont montré dans leur capacité législative. Ils se sont acquittés de cette fonction, (de toutes la plus sujette à tentations) avec une intégrité supérieure à celle dont puisse se van-

:5

rs

e

on

nt

ce

el-

le,

H-

⁽²⁾ En cas de crime public, ou même d'une simple violation de la paix publique, le pair peut être emprisonné par un juge de paix, jusqu'à ce qu'il trouve caution; & l'on peut faire le procès aux pairs selon le cours commun de la loi, pour tout crime au-dessous de la sélonie. En matiere civile, ils ne peuvent en aucun tems être saiss personnellement; mais on peut obtenir exécution quant à leurs biens, de la même maniere qu'à l'égard des autres sujets.

ter une assemblée judiciaire de toute autre nation quelconque. Et je ne pense pas de m'avancer trop en soutenant, que la conduite de la chambre des seigneurs, en leur qualité de juges civils, a constamment été telle, qu'elle l'a mife au dessus de la médisance & du soupcon-même.

Le privilege-même dont ils jouissent, de juger exclusivement leurs membres en cas d'accusation qui peut affecter leur vie , (droit que l'on diroit , au premier coup d'œil, devoir répugner à l'idée d'un gouvernement régulier, & allarmer le reste du peuple); ce privilege, dis-je, a constamment été employé par les seigneurs à rendre justice à leurs co-sujets. Jetons les yeux sur les procès de l'état, ou sur l'histoire d'Angleterre, & nous ne trouverons point, ou que très peu d'exemples, de pairs, réellement coupables des crimes dont ils étoient accusés, qui aient tiré quelque avantage de n'avoir pas été jugés par des jurés de la chambre des communes.

Cette modération & cette justice des deux chambres du parlement, dans l'exercice de leur pouvoir (si opposée à ce qu'on a vu plus haut, de la conduite des puissans la république romaine), n'a pas été la seule conséquence heureuse de la jalousie salutaire de ces deux corps contre le pouvoir de la couronne. Ce même motif les a en-

0

f

t

gagés auffi à donner toute leur attention à un autre point essentiel à la liberté publique, à confiner les cours de justice dans les limites requises.

-

la

1-

i-

e.

21

n

,

ee

te

1-

f-

ès

15

1-

es

le

le

IX

ur

de

i-

de

le

n-

Dès les premiers tems ils ont favorisé les plaintes contre l'influence de la couronne sur ces cours; & ensin ils ont fait passer des loix pour la prévenir. Par toutes ces mesures (il est essentiel de le remarquer) ils déclaroient de la maniere la plus forte, qu'aucun sujet ne devoit penser à s'exempter de la soumission dûe au cours uniforme de la loi. Et les exemples séveres qu'ils ont concouru à statuer aux dépens des juges qui s'étoient rendu les instrumens de la passion du souverain, ou des vues de ses ministres, sont de terribles leçons aux juges qui leur ont succédé, pour ne s'aviser jamais, en faveur même du plus grand individu, de se détourner de cette ligne de justice, que la sagesse réunie des trois branches de la légissation leur a marquée.

Cette situation singuliere des juges anglois relativement aux trois pouvoirs constituans de l'état, & aussi la protection formidable qu'ils sont sûrs d'en recevoir, aussi longtems qu'ils continuent d'être les sideles ministres de la justice, ont à la sin produit une telle impartialité dans la distribution de la justice publique en Angleterre, ont introduit dans les cours de justice une habitude si forte de n'avoir aucun égard à l'influence ni à

l'opulence des parties contendantes, ont procuré à chaque individu un accès si facile à ces cours, & une telle certitude d'obtenir justice, que l'on chercheroit en vain rien de pareil dans tout autre gouvernement. Philippe de Commines, il y a trois cents ans, louoit déjà, dans les termes les plus énergiques, l'exactitude avec laquelle on rendoit la justice en Angleterre aux sujets de tous les ordres (1); & l'impartialité avec laquelle elle est administrée de nos jours, doit, à plus forte raison encore, remplir d'étonnement tout étranger, qui a l'opportunité de venir observer les usages de ce pays (2).

1

p

a

a

d

p

I

(1) Voyez la page 33 du Tome I. de cet ouvrage.

(2) On voudra bien me permettre de me citer moi-même comme témoin de fait. Peu après que je fus venu en Angleterre pour la premiere fois, on commença un procès dans l'une des cours de justice contre un prince qui touchoit de bien près à la couronne; & à-peu-près dans le même tems un seigneur soutenoit un autre procès pour la propriété de certaines mines de plomb très-considérables en Yorkshire. J'observai que dans les deux cas la décision sut contraire aux parties les plus puissantes : je n'en fus pas autant étonné, que je l'aurois été si je n'avois été, de longue main, informé de la grande impartialité qui regne dans la procédure en Angleterre; j'étois préparé à voir de mes yeux des exem-ples de cette espece. Une chose cependant me surprit, je l'avoue; c'est que personne ne parut l'être, pas même de la rigueur avec laquelle on avoit suivi le cours ordinaire de la loi, particulièrement dans la premiere de ces causes : ces procédures, que j'étois disposé à considérer comme des exemples signales de justice, à la production desquels devoient avoir plus ou moins coopéré quelques circonstances du tems, ou une vertu peu commune de la part des juges, cette procédure, dis-je, fut regardée de tous ceux à qui j'en enten-dis parler, comme le cours ordinaire des choses, auquel on s'attendoit. Cette circonstance devint pour moi un motif Iré

rs,

on

tre

ois

er-

uf-

1);

rée

m-

ni-

me An-

cès

me

iété ire.

aux

né, for-

ure em-

, je

e la

ces em-

ms,

ro-

ruel

otif

En effet, l'administration de la justice publique a été portée en Angleterre à un tel degré d'impartialité, que l'on peut dire, avec la plus exacte vérité, que toute infraction des loix, fût-elle commise par les hommes les plus puisfans, & même par la direction spéciale des premiers ferviteurs de la couronne, sera réparée publiquement & completement; & le moindre des sujets obtient une telle réparation, dès qu'il a le courage de se présenter & d'implorer les loix de son pays. Il faut avouer que voilà des circonstances bien extraordinaires; que, pour être croyables aux yeux de ceux qui savent la difficulté qu'il y a d'établir des loix justes parmi les hommes, & d'en procurer ensuite l'exécution requise, elles ne doivent être moins que de fait, & qu'on ne sauroit en rendre raison, qu'après avoir levé les yeux sur la constitution du gouvernement même, c'est-à-dire, après avoir confidéré les rapports dans lesquels fe trouve le pouvoir exécutif (ou la couronne), vis-à-vis des deux corps qui forment avec lui la législation, ceux où se trouvent ces deux afsemblées vis-à vis de la couronne, & l'une de l'autre, & enfin la situation de tous les trois à l'égard de tout le corps du peuple (1).

très-puissant à m'enquérir de la nature d'un gouvernement, qui produisoit de pareils effets.

(1) Ce qui a été dit plus haut de l'impartialité avec

Enfin, une autre circonstance très remarquable dans le gouvernement anglois, & qui seule dénote quelque chose de particulier & d'excel-

laquelle la justice est administrée dans tous les cas en Angleterre, n'étant pas de nature à être prouvé en alléguant simplement des faits, je ne suis point entré là-dessus dans des particularités. Je rapporterai cependant ici deux

cas, qui me paroissent devoir frapper le lecteur.

Le premier de ces cas est le procès commencé en 1763 par quelques compagnons-imprimeurs, contre les messagers du roi, pour en avoir été arrêtés & emprisonnés pendant un court espace de tems, en vertu d'un general warrant, ou prise de corps, des sécretaires d'état; & celui qui fut intenté ensuite, par un autre particulier, contre l'un de ces sécretaires-mêmes. Dans ces actions on adhéra scrupuleusement à toutes les formes de la procédure usitée entre particuliers; & tant le fécretaire d'état, que les messagers, furent finalement condamnés. Ce que je prie, après cela, le lecteur d'observer, c'est qu'en faisant attention à toutes les circonstances qui accompagnerent cette affaire, on auroit de la peine à proposer un cas où les ministres pussent être plus tentés de se prévaloir d'une influence illicite, pour empêcher le cours ordinaire de la justice. Il faut noter encore. que les actes, pour lesquels ces ministres furent condamnés, n'étoient pas de ces actes d'oppression maniseste, que personne ne pourroit entreprendre de justifier. Ils n'avoient fait que suivre une pratique, dont ils avoient des exemples configués dans leurs bureaux; & leur cas, si j'en ai été bien informé, fut tel, que tout autre, dans de pareilles circonftances, se seroit cru autorisé à en agir comme eux.

L'autre cas présente un trait singulier de cette consiance avec laquelle tout sujet anglois réclame ce qu'il pense être se justes droits, & de cette certitude avec laquelle les remedes de la loi lui sont ouverts dans tous les cas. Je veux parler de l'arrêt exécuté sous le regne de la reine Anne, en 1708, contre la personne de l'ambassadeur russe, que ses créanciers sirent prendre hors de son carosse, pour la somme de cinquante livres sterlings qu'il leur devoit. Ce n'est pas tout: les conséquences qu'eut ce fait sont encore plus remarquables. Le czar ressentit vivement cette injure, & demandoit que le shériss de Middlesex, avec les officiers qui avoient exécuté l'arrêt, sussent punis de mort. « Mais à

lent dans sa nature, c'est cet esprit de douceur extrême avec laquelle la justice criminelle est administrée en Angleterre; sur cet article sur tout on peut dire que l'Anglèterre dissere de tous les autres pays du monde.

1-

le

1-

n

é-IS

X

ir

u

u

es

e-|-

nt c-

es

it re

1-

,

rit

es

f-

ce re

lX

n

es

10

as

e-

ui

Lorsqu'on considere les punitions usitées dans les autres états de l'Europe, on est étonné de voir avec qu'elle cruauté les hommes y traitent leurs semblables. A la vue seule de ces punitions ont demeure convaincu, quand on ne le seroit point par d'autres circonstances, que les hommes qui, dans ces états, ont fait ces loix, & qui président à leur exécution, craignent peu, pour eux mêmes ou pour leurs amis, d'être jamais les victimes de ces loix si inconsidérement établies.

Dans la république romaine, des circonstances pareilles à celles dont nous avons fait mention, ont produit les plus grandes défectuosités dans l'espece de justice criminelle qui y eut lieu. La classe des citoyens qui étoient à la tête de la

[»] l'étonnement de cette cour despotique, dit le juge Black» stone, de qui je tire ce sait, la reine chargea son ministre
» de répondre qu'elle ne pouvoit saire Insliger de peine à
» aucun de ses sujets, même au dernier, qu'autant qu'elle
» se trouvoit autorisée par la loi d'Angleterre ». Le parlement passa à cette occasion un acte, qui désendit d'arrêter, soit un ambassadeur, soit ce a de ses domestiques qu'il
a fait enrégistrer chez le sécretaire d'état, & de saisir ses
effets. On envoya à Moscou, par un ambassadeur extraordinaire, une copie de cet acte, bien peinte & enluminée.

république, & qui surent fort bien se dispenser mutuellement de toute loi ou pratique trop sévere, non seulement se permit de grandes libertés, comme nous avons vu, en disposant de la vie des citoyens inférieurs; mais elle avoit introduit, de plus, un extrême degré de cruauté dans l'exercice des pouvoirs iniques qu'elle s'étoit arrogés à cet égard (1). fa

TO

VL

10

in

CE

d'

fo

le

20

ju

CC

u

qu

di

ré

pl

de

pi

da

fu

Tournons les yeux sur les républiques grecques, & nous n'y verrons pas les choses mieux conduites. D'après leur nature démocratique, & les révolutions fréquentes auxquelles elles furent sujettes, on se seroit naturellement attendu à y voir employer avec douceur une autorité, que ceux qui en jouissoient devoient sentir n'être que précaire: mais, par un esset de la violence qui accompagnoit ces mêmes révolutions, un esprit d'irrégularité & de cruauté s'étoit emparé des Grecs dans l'exercice du pouvoir de punir On connoit les loix peu mesurées de Dracon, que l'on disoit écrites, non avec de l'encre, mais avec du

⁽¹⁾ La maniere ordinaire dont le fénat s'y prenoit pour mettre les citoyens à mort, étoit de les faire précipiter de la roche Tarpéienne. Quelquefois les consuls, ou d'autres magistrats particuliers, faisoient expirer les citoyens sur la croix; d'autres sois, & plus communément, ils les faisoient sustiger jusqu'à la mort, après leur avoir fait attacher la tête entre les branches d'une sourche, c'est ce qu'ils appelloient cervicem surce inserere.

fang. Les séveres loix des douze tables, chez les romains, étoient, pour la plus grande partie, empruntées des Grecs; & c'étoit une opinion vulgaire à Rome, que les cruautés exercées par les magistrats sur les citoyens, n'étoient qu'une imitation de l'exemple que leur avoient donné à cet égard les Grecs (1).

fer .

re,

m-

i-

de

er-

à

C-

X

×

nt

le

le

11

it

25

n

n

u

Enfin l'usage de la torture, cette méthode d'administrer la justice, où l'on peut dire que la solie est jointe à la cruauté, avoit été adopté par les Grecs, en conséquence des mêmes causes qui avoient concouru à produire l'irrégularité de leur justice criminelle: & cette pratique continue encore de nos jours sur le continent européen, par une suite de l'arrangement général des choses, qui y opère une certaine nonchalance pour remédier aux abus de l'autorité publique.

Mais la nature du gouvernement, qui a procuré au peuple anglois tous les avantages décrits plus haut, l'a délivré aussi, à plus forte raison, des moyens d'oppression les plus crians, lesquels prévalent dans d'autres pays.

Cette légereté à disposer des droits les plus

⁽¹⁾ César reproche expressément ce sait aux Grecs, dans son discours en saveur des complices de Catilina, que Salluste nous a transmis: Sed eodem ille tempore, Græciæ morem imitati. (Majores Nostri) verberibus animadvertebant in cives, de condemnatis ultimum supplicium sumtum.

précieux de l'humanité, ces insultes faites plus ou moins inévitablement à la nature humaine dans les autres états, par une suite de leurs formes de gouvernement, tout cela est banni du milieu d'une nation, dont heureusement les intérêts sont commis aux soins de gens, qui continuent d'être eux mêmes sujets aux loix qu'ils concourent à faire, & exposés à toute pratique tyrannique qu'ils laissent introduire, de gens qui, par-là même qu'ils possedent des avantages pardessus le reste du peuple, n'en sont que plus exposés aux abus que leur devoir est de prévenir, & aux dangers dont il leur est enjoint de désendre la communauté. (1)

Aussi voyons nous, dès les premiers tems, l'ufage de la torture entiérement étranger à l'Angleterre: & tous les efforts pour l'introduire ont constamment échoué, quels que fussent le pouvoir & le crédit de ceux qui l'entreprirent, ou les

⁽²⁾ Les historiens remarquent que les communes, sous le regne de Charles II, se hâterent de faire annuller l'ancien statut, de Hæretico comburendo (pour brûler les hérétiques) aussi-tôt qu'il sut connu publiquement que l'héritier présomptif de la couronne étoit catholique. Peut-être n'auroient-elles pas montré tant de diligence & d'empressement, si elles n'avoient été convaincues que leurs membres ou leurs parens peuvent subir un sugement tout comme tout autre individu de parmi le peuple, pendant qu'on pourra produire contr'eux une loi expresse & couchée par écrit.

C'est à la même raison qu'il faut attribuer le scrupule remarquable, avec lequel on a évité dans les loix angloises toute sorte de sévérné cruelle dans les punitions, que l'expérience a fait juger nécessaire d'établir pour la sûreté de la société. La plus grande vengeance qu'exercent ces loix, pour les crimes les plus énormes, ne va jamais au-delà d'une simple privation de la vie (2).

La législation angloise a été si soigneuse d'établir la clémence, même envers des criminels convaincus, comme le principe sondamental du gouvernement, que l'on a inseré un article exprès

t

⁽¹⁾ On peut revoir sur ce sujet la remarque (1), page 162 du Tome I. de cet ouvrage, où il est sait mention de l'opposition qu'éprouvereur le comte de Sussoit & le duc d'Exeter, lorsqu'ils voulurent introduire la torture: cet attentat sur même une des causes de l'accusation intentée dans la suite contre le dernier. Il faut lire aussi la remarque (2) de la même page, où l'on rapporte la déclaration formelle des juges contre la torture, dans le cas de Felton, qui avoit assassiné le duc de Buchingham.

⁽²⁾ On trouve dans l'histoire, à l'année 1605, un trait singulier du soin qu'a la législation angloise, de ne pas laiffer introduire des exemples de cruauté. Lorsque ceux qui étoient impliqués dans la conjuration des poudres eurent reçu sentence de moit, la proposition sur faite à la chambre-basse, pour demander au roi d'en surfeoir l'exécution, jusqu'à ce qu'on eût délibéré sur quelque punition extraordinaire à insliger aux criminels; mais la proposition sur rejetée. Elle eut le même sort dans la chambre-haute. Voyez l'Histoire parlementaire de l'Angleterre, T. V. a. 1605.

dans le graud pacte public, qui a eu lieu lors de l'importante époque de la révolution, pour proscrire toute punition cruelle & inusitée (1). On est allé jusqu'à ajouter une clause pour cet esset au serment que les rois prêteroient à leur couronnement; leur imposant ainsi l'obligation perpétuelle, « de faire exécuter la justice avec » douceur (2) ».

(1) Bill des Droits, art. 10. "On n'exigera point de caubrion excessive; on n'imposera point d'amende exorbitanbre; on n'insligera pas des peines cruelles & inusitées ».

» te; on n'infligera pas des peines cruelles & inusitées ».

(2) Ce même esprit de la législation angloise, qui lui a fait prendre de telles précautions en faveur même des coupables atteints & convaincus, l'a engagée d'autant plus à pourvoir en faveur de ceux qui sont seulement soupçonnés ou accusés d'avoir commis un délit quelconque. De-là le zele avec lequel on s'est prévalu de toutes les occasions importantes, entr'autres de la révolution, pour faire confirmer & rensorcer l'institution des jugemens par jurés, les loix touchant les emprisonnemens, &, en général, ce système de jurisprudence criminelle, dont nous avons fait la description dans la premiere partie de cet ouvrage, & auquel nous renvoyons le lecteur.



transported the second of the seal of the second of the second of

ing the analysis of the source of the source

properties and the second section and continues and being second-and

erest about the contract of the contract of the expense.

p

q m

g

CHAPITRE XVII.

Développement du gouvernement anglois. En quoi la monarchie angloise, entant que monarchie, differe de toutes les autres monarchies connues.

La these constamment soutenue dans cet ouvrage, & que je pense avoir suffisamment munie de comparaisons tirées de l'histoire des autres pays, c'est que la liberté visible dont jouit la nation angloise, est essentiellement dûe à l'impossibilité où sont ses conducteurs, ou, en général, tous les gens en crédit chez elle, de s'emparer d'une branche quelconque du pouvoir exécutif; pouvoir exclusivement & immuablement assuré à la couronne. De là ce soin & cette inquiétude avec laquelle ces hommes ont constamment les yeux attachés sur l'exercice de ce pouvoir. De là leur persévérance à observer les engagemens de toute espece qu'ils peuvent avoir contractés avec le reste du peuple.

Une considération importante se présente ici d'elle-même. Comment la couronne, en Angleterre, peut-elle (aussi constamment que nous voyons Tome II.

qu'elle le fait) se conserver tout le pouvoir exécutif dans l'état, &, de plus, inspirer aux grands de la nation la conduite, si avantageuse à la liberté publique, dont nous faisons mention ici? Ce sont là des effets, que le pouvoir d'aucune autre couronne de la terre n'a jusqu'ici pu produire.

D

d

fa

bl

ve

ex

me

pre

me

&

de

en e

ofě

con

ceffi

roya

man

à pe

ronn

ces

ques

xemp

F

Nous voyons bien, que dans tous les états de forme monarchique, les hommes élevés par-deffus le reste du peuple par leur opulence, ou par leur crédit personnel, ont toujours formé des combinaisons entr'eux contre le pouvoir du monarque. Mais il est bon d'observer que leurs vues, en formant ces combinaisons, ne tendoient à rien moins qu'à limiter l'autorité souveraine d'une maniere générale & impartiale. Ils cherchoient à se soustraire entiérement à cette autorité, ou même, selon les circonstances, à l'anéantir entiérement.

C'est ainsi que nous voyons, dans tous les états de la Grece, les rois finalement détruits & exterminés. Les mêmes évenemens ont eu lieu en Italie, où l'on a vu, dans les anciens tems, l'exiftence éphémere de plusieurs petits royaumes, ainsi que nous l'apprennent les historiens & les poëtes. Nous favons même de quelle maniere une telle révolution a eu lieu à Rome.

Dans des tems plus près des nôtres, nous voyons les souverainetés monarchiques, qui s'étoient élevées sur les ruines de l'empire romain, détruites l'une après l'autre par de puissantes factions; & des circonstances à peu près semblables ont eu lieu en dissérens tems dans les divers royaumes de l'Europe.

En Suede, en Dannemarc, en Pologne, par exemple, nous voyons les fouverains fréquemment réduits par les nobles à l'état de simples présidens de leurs assemblée, de chefs purement oftensibles du gouvernement.

5

n

e

at

u

1-

ts

1-

en

if-

5,

es

ne

Dans d'autres contrées, comme en France, & en Allemagne, où les monarques, possesseurs de domaines considérables, se trouvoient mieux en état de maintenir leur pouvoir, les grands ont osé leur faire la guerre, tantôt seuls, tantôt conjointément. La même chose est arrivée successivement en Ecosse, en Espagne & dans les royaumes modernes de l'Italie.

Enfin, ce n'a été qu'au moyen d'armées permanentes, que la plupart de ces rois ont pu, peu à peu, revendiquer les prérogatives de leurs couronnes; & ce n'est qu'en continuant de tenir ces forces sur pied, qu'à l'exemple des monarques de l'Orient, ou, pour mieux dire, à l'exemple de tous les monarques qui jamais existerent, ils ont pu se conserver ces prérogatives.

f

d

1

u

in

pe

to

qu

Co

eff

gra

for

me

nus

l'or

mis

fifte

dus fe c

l'ex

imp plus

de

(1)

de Si

Comment donc, encore une fois, la couronne d'Angleterre peut-elle conserver le grand nombre des siennes sans le secours d'aucune force pareille? comment peut-elle retenir tout le pouvoir exécutif de l'état? Car il saut bien observer, que la couronne d'Angleterre ne reçoit aucun secours pour cela des forces régulieres qu'elle a à sa dispotion; & si quelqu'un doute de ce fait, il n'a qu'à jeter les yeux sur l'étonnante sujetion au pouvoir civil où le militaire est retenu, pour se convaincre qu'un roi anglois ne doit la conservation de son autorité à rien moins qu'à son armée (1).

Supposons que les armées d'un roi d'Espagne ou de France, par exemple, pussent être anéanties tout d'un coup; assurément il ne se passeroit pas six mois, avant que le pouvoir de ces souverains sût réduit à rien. Quelque formidables que soient actuellement leurs prérogatives; elles leur échapperoient & se démembreroient immédiatement (2): & supposé qu'il continuât d'exister sous eux une sorme de gouvernement

⁽¹⁾ Henri VIII, le prince le plus absolu qui peut-être ait jamais régné, ne tenoit point d'armée sur pié.
(2) Tel sur le cas des divers royaumes de l'Espagne.

⁽²⁾ Tel fut le cas des divers royaumes de l'Espagne, & de la France-même, dans des tems peu éloignes des nêtres.

réguliere; ils se trouveroient réduits à une influence peu différente de celle qu'ont les doges de Venise ou de Gênes dans le gouvernement de leurs républiques (1).

ves.

ron-

om-

orce

POU-

fer-

u'el-

le ce

e fu-

retedoit

oins

agne

affe-

ces

ida-

ves;

pient

inuât

ment

t-être

gne,

Comment donc (je ne faurois trop répéter une question, que je regarde comme la plus intéressante en fait de politique) comment se peut-il que la couronne d'Angleterre, dénuée de toute force armée, puisse éviter des dangers auxquels tous les autres souverains sont exposés? Comment peut elle, sans aucune force pareille, effectuer des choses incomparablement plus grandes, que n'en peuvent effectuer les autres fouverains avec leurs armées formidables? Comment foutient-elle ces efforts universels, inconnus dans toute autre monarchie, qui, comme l'on a vu, sont constamment & publiquement mis en œuvre contr'elle? Comment leur réfifte-t-elle avec une force, qui ôte aux individus jusqu'à l'espoir de réussir à toute autre chose qu'à mettre des bornes justes & générales à l'exercice de son autorité? Comment, enfin, imprime t-elle, à tous les grands de l'état, ni plus ni moins que la jalousie constante qu'il faut de son pouvoir, pour les nécessiter, dans l'e-

⁽¹⁾ Ou de celle qu'on avoit bien voulu laisser aux rois de Suede avant la derniere révolution de ce royanme.

xercice même de leurs droits & privileges incontestables, à continuer de briguer & de mériter l'affection du reste du peuple?

Je réponds que ces grands, qui, même dans des tems paisibles, sont si formidables aux autres monarques, se trouvent, en Angleterre, partagés en deux assemblées; &, ce qu'il est essentiel d'ajouter, que des principes sur lesquels cette division est faite, il en résulte nécessairement la solidité & l'indivisibilité du pouvoir de la couronne.

Le lecteur a pu remarquer dans le cours de cet ouvrage, que je l'ai conduit beaucoup aude là des limites dans lesquelles s'étoient contenus jusqu'ici les auteurs qui ont écrit sur le gouvernement; ou plutôt, que j'ai fuivi une route entiérement différente de celle que ces auteurs avoient prise. Mais comme l'observation que je viens de faire, sur la stabilité du pouvoir de la couronne en Angleterre, & sur la cause de cette stabilité, est neuve dans son genre, il n'est pas surprenant que les principes, qui servent à démontrer la vérité de mon observation, different totalement de ceux qu'on a regardés jusqu'id comme les fondemens de la politique. Le lecteur pourroit s'attendre que je lui exposasse id ces principes d'une maniere qui ne lui laissat

rien à desirer sur cette matiere: mais cela nous engageroit dans des discussions, aussi longues qu'étrangeres, au sujet de ce livre, sur ce qui constitue réellement la base du gouvernement & de l'autorité parmi les hommes. Je me contenterai donc de prouver cette observation par des saits; ce qui, après tout, est encore plus que ce que les écrivains en sait de politique n'ont coutume d'entreprendre pour appuyer leurs spéculations.

in-

ıé-

ans

au-

ar-

en-

cet-

ent

ou-

de

au-

nte-

r le

oute

eurs

e je

le la

ette

pas

-dé-

rent

u'ici

lec-

e ici

iffat

Comme je m'étois principalement proposé de faire voir, comment la grande liberté dont les Anglois jouissent est le résultat de la forme toute particuliere de leur gouvernement, &, à cette occasion, de comparer celle-ci avec la forme républicaine; mon intention a été, dès le commencement, de m'en tenir à la circonstance, qui constitue la différence essentielle de ces deux formes de gouvernement, & qui est en même tems la cause immédiate de la liberté apgloise : cette circonstance consiste en ce que toute l'autorité exécutive de l'état se trouve hors des mains de ceux en qui le peuple place sa confiance. Quant à la cause éloignée de cette liberté, je veux dire, à la stabilité du pouvoir de la couronne, au moyen de laquelle cette autorité exéeutive est si bien garantie, je me serois peut-

H 4

être tû là-dessus, si je ne me trouvois dans l'absolue nécessité d'en faire mention ici, pour obvier aux objections que les plus difficiles de mes
lecteurs pourroient faire sans cela, tant aux observations que je leur ai déjà présentées, qu'à
quelques autres qui suivront bientôt.

D'ailleurs je confesse ici, que j'ai souvent appréhendé dans le cours de cet ouvrage, que mes lecteurs en général, induits en erreur par l'identité des noms, n'attachassent un sens trop étendu à ce que j'ai dit touchant l'utilité du pouvoir de la couronne en Angleterre; qu'ils ne pensassent, par exemple, que j'attribue la supériorité de la forme du gouvernement anglois sur la forme républicaine, uniquement à ce que la premiere approche plus de la nature des monarchies établies dans les autres parties de l'Europe, & que j'envisage toute espece de monarchie comme préférable en elle-même au gouvernement républicain. Ce n'est nullement mon opinion. J'ai pour cela trop de prédilection, ou, si l'on veut, de préjugé en faveur du gouvernement sous lequel je suis né; & si, d'un côté, j'en connois les défauts, je sais aussi, de l'autre, tout le prix des avantages qui les y compensent.

Voilà ce qui m'a fait hâter en quelque façon,

ŀ

de me prévaloir de la premiere occasion qui se présenteroit pour m'expliquer sur ce sujet, pour faire voir que le pouvoir de la couronne en Angleterre pose sur des sondemens tout-à-sait disférens de ceux qui servent d'appui au même pouvoir dans d'autres contrées, & pour engager le lecteur à observer (ce qui suffira pour le présent); que comme la monarchie angloise, par sa nature, differe de toutes les autres, tout ce qui est dit ici de ces avantages lui est particulier, & ne doit être entendu que d'elle seule.

t

e

Ir

p

u

e

IS

e

25

1.

n

,

n

9

y

9

Mais pour en venir aux preuves de la folidité que donne au pouvoir de la couronne en Angleterre la coexistence des deux assemblées qui concourent à former le parlement anglois, je commencerai par indiquer au lecteur divers actes connus des deux chambres, par lesquels elles ont tour à tour frustré les entreprises de l'une contre les prérogatives de l'autre.

Sans aller chercher des exemples plus loin que le regne de Charles II, nous voyons que, sous ce prince, la chambre des communes avoit commencé à adopter la méthode d'ajourer, à leurs bills de subsides, tel autre bill qu'elle avoit envie de faire passer. Cet usage coactif que les communes voulurent faire de leur privilège, d'ailleurs indubitable, d'accorder des subsides,

auroit totalement détruit l'équilibre entr'elles & la couronne, si on leur avoit permis de s'en emparer. Mais les seigneurs se mirent en devoir de maintenir cet équilibre : ils se plaignirent avec beaucoup de chaleur de plusieurs exemples de cette innovation; ils exigerent que les bills susfent conçus selon l'usage ancien & décent du parlement; & à la fin la chambre haute se sit une regle constante de rejeter sans examen tous les bills attachés aux bills des subsides.

Environ la trente-unieme année du même regne, un parti nombreux prévalut dans la chambre basse, dont les vues, s'il en faut croire les historiens de ce temps, ne se bornoient pas uniquement à servir fidelement ses constituans, & à procurer le bien de l'état. Entre les bills que ce parti proposa dans la chambre, il y en eut un pour exclure du trône celui qui en étoit le plus proche héritier. Ce point, comme l'on voit, étoit de la plus haute importance; & l'on peut très-fort douter, si les assemblées législatives ont le droit de former une résolution à cet égard, sans le concours expressément déclaré du corps du peuple. Quoi qu'il en soit, & la couronne & la nation furent délivrées du danger d'une telle innovation, par l'intervention des lords, qui rejeterent le bill dès sa premiere lecture.

Sous le regne de Guillaume III, peu d'années après la révolution, la chambre haute en voulut à la couronne : un parti puissant s'y forma, dont les vues, selon Burnet, dans l'histoire de son temps, étoient fort prosondes : une entr'autres étoit de rogner à la couronne sa prérogative d'assembler les parlemens, & de juger des tems les plus convenables pour le faire (1). En conséquence ces seigneurs conçurent & proposerent dans leur chambre un bill, pour arrêter, que le parlement siégeroit d'année en année; mais le bill, après avoir passé dans la chambre haute, sut rejetté par les communes (2).

Peu après l'avencment de George I, il se sit une autre tentative dans la chambre-haute, pour extorquer à la couronne une prerogative, qui est des plus précieuses pour elle, & l'unique moyen qu'elle a pour arrêter les vues dangereuses que pourroit entretenir quelque jour cette cham-

n

it

n

15

u

1-

S,

⁽²⁾ Une autre de leurs propositions sut d'arrêter dans leur chambre tous les bills de subsides, jusqu'à ce qu'ils eus-sent obtenu le droit de taxer leurs terres eux-mêmes; comme aussi de faire nommer un comité combiné de pairs & de membres des communes, pour conférer ensemble sur l'état de la nation: « Comité, dit Burnet, qui seroit bientôt » devenu un conseil d'état, sous l'inspection duquel il eût » fallu saire passer toutes les assaires, & qui n'a jamais été » proposé, que lorsque la nation s'est trouvée sur le point » de s'engager dans une guerre civile ». Voyez l'Histoire de Burnet, a. 1693.

(2) Le 28 Novembre 1693.

bre, qui a le pouvoir d'arrêter toutes sortes de bills: je veux dire, le droit d'agréger de nouveaux membres à cette chambre, & de juger du tems où il peut être nécessaire de le faire. En consequence un bill sur présenté, & passa dans la chambre des pairs, pour limiter les membres de cette chambre à un nombre sixé, qu'il ne sût pas permis de passer: mais après beaucoup de mouvemens que l'on s'étoit donnés pour assurer le succès de ce bill, il sut à la fin rejeté par la chambre-basse.

Enfin les diverses tentatives qu'une majorité dans la chambre-basse a faites à son tour, pour mettre des bornes plus étroites à l'influence que donne à la couronne la distribution d'emplois & d'autres avantages, ont été frustrées par la chambre haute; & tous les bills proposés touchant les emplois depuis le commencement de ce siecle, ont constamment échoué dans cette derniere chambre.

Le succès avec lequel ces deux puissantes asfemblées ont paré ainsi les attaques ouvertes l'une de l'autre contre le pouvoir de la couronne, n'est pas le seul esset avantageux pour celle-ci qui s'en soit suivi : leur coexistence, & les principes sur lesquels chacune est constituée, en ont produit un autre plus étendu, quoique moins remarqué d'abord, celui de prévenir même de pareilles attaques dans l'avenir; & cela encore dans des tems où la couronne étoit par ellemême incapable de défendre son autorité. Les vues de l'une des deux chambres ont toujours détruit à cet égard les vues opposées de l'autre : c'est ainsi que, dans les côtés opposés d'une équation, les quantités égales, positives ou négatives, se détruisent l'une l'autre.

Nous avons de cela plusieurs exemples remarquables; ceux, entr'autres, d'une minorité du souverain. Si l'on ouvre l'histoire des autres nations, on trouve que cet événement a constamment été accompagné d'invasions ouvertes de l'autorité, ou même de son partage complet & irrévocable. En Angleterre, au contraire, soit que l'on jette les yeux sur le regne de Richard II, de Henri VI, ou d'Edouard VI, on y verra l'autorité royale paisiblement exercée par les confeils nommés pour assister ces princes, & remise entiere entre leurs mains lorsqu'ils furent parvenus à l'âge de majorité.

Mais rien ne sauroit être allégué de plus remarquable sur ce sujet, que la maniere dont les deux chambres en ont agi, lorsque, le trône étant vacant, il dépendoit d'elles, non-seulement d'y placer qui elles vouloient, mais aussi d'en régler les prérogatives commes elles le jugeoient à propos. Des circonstances semblables n'ont jamais manqué, dans d'autres royaumes, d'y produire le partage de l'autorité royale, quelquefois même celui de l'état. En Suede, par exemple (pour ne parler que du royaume qui a paru le plus ressembler à celui d'Angleterre) lorsque la reine Christine se vit réduite à la nécessité d'abdiquer, & que la couronne sut transférée à celui qui devoit être son plus proche héritier, le pouvoir exécutif de l'état sut immédiatement divisé; on en distribua une partie parmi les nobles; on assigna l'autre au sénat, où les nobles seuls pouvoient être admis, & dont le nouveau roi ne devoit être que le président.

n

b

A la mort de Charles XII, qui ne laissa point d'héritiers mâles, la dispotition de la couronne (dont Charles XI avoit su rendre de nouveau le pouvoir absolu) retourna aux états, & ils la déférerent à la princesse Ulrique & au prince son époux: mais le sénat se saissit, comme dans le cas précédent, de l'autorité attachée à la couronne; du pouvoir d'assembler les états, de saire la guerre & la paix, de traiter avec les puissances étrangeres, de disposer des places, de l'administration du revenu public, du commandement de l'armée & de la flotte: ce sénat

étoit composé de seize membres : la majorité des suffrages devoit décider dans tous les cas : le seul privilege du nouveau roi étoit d'avoir deux voix; & s'il resusoit, dans quelque cas que ce sût, d'assister à assemblée, la besogne n'en devoit pas moins se faire, & avoir son esset, sans lui (1).

(1) Le sénat avoit fait faire un sceau, pour apposer aux résultats de ses délibérations, en cas que le roi resussat de prêter le sien. Le lecteur trouvera encore quelques détails sur l'ancien gouvernement de Suede dans le chap. XIX.

Il s'étoit fait en Dannemarc, des réglemens de la même nature, & qui continuerent à subsister avec quelques légers changemens, jusqu'à la révolution qui, dans le siecle passé, mit tout le pouvoir de l'état entre les mains du roi, sans aucune réserve. Les dissérens royaumes qui divisoient anciennement l'Espagne, étoient gouvernés à-peu-près de la même manière.

Et en Ecosse, théatre de divisions causées par l'anarchie & l'aristocratie, toutes les grandes charges de l'état furent non-seulement démembrées de la couronne, mais elles furent encore rendues héréditaires dans les principales familles du corps de la noblesse: telles étoient celles de grandamiral, grand-intendant, grand-connétable, grand chambellan, & grand-justicier; ce dernier emploi réunissoit un pouvoir analogue à ceux de grand-chancelier & de président du banc du roi, en Angleterre.

La minorité d'un roi, ou son inaptitude à gouverner, de même que les discussions qui pouvoient s'élever dans l'étar, étoient autant de circonstances, dont les chefs de la nation écossoise ne manquoient jamais de se prévaloir, pour prendre les rênes du gouvernement: un exemple remarquable du droit qu'ils prétendoient avoir dans ces occasions, paroît dans un bill passé en l'an 1703, pour fixer la succession à la couronne, après le décès de la reine, sous le titre d'Acte pour la sûreté du royaume.

Chaque année, au premier de Novembre, le parlement d'Ecosse devoit s'assembler de sa propre autorité, & fixer ses jours de séance comme ben lui sembloit.

En Angleterre la révolution de 1689 se termina d'une maniere tout-à fait disserente. Il est vrai que l'on amputa à la couronne les prérogatives nuisibles à la liberté publique, que le dernier roi s'étoit arrogées; & cela du commun accord des deux chambres. Mais il ne sut pas même question de procéder à un démembrement, ou à quelque transport de l'autorité royale. Les prérogatives retranchées à la couronne surent annullées, & n'existerent plus dans l'état; mais toute l'autorité exécutive, dont on jugea la continuation nécessaire au gouvernement, lui sut conservée dans son entier, comme elle l'avoit eue auparavant.

C'est de la même maniere que toute cette autorité de la couronne sut désérée dans la suite à la princesse qui succéda au roi Guillaume III, & qui n'y avoit pas d'autre droit que celui que le parlement lui conséra. Et c'est ainsi qu'on l'as-

Le roi devoit donner son assentiment à toutes les loix qu'avoient résolu & que lui présentoient les états; ou nommer des personnes convenables pour le faire.

Un comité de trente-un membres, choisis par le parlement, à qui seul ils devoient rendre compte, devoit s'appeller le conseil du roi, & gouverner pendant la vacance.

Le roi ne devoit conclure aucun traité avec les puissances

étrangeres, sans le consentement du parlement.

Toutes les charges & tous les postes, tant civils que miliraires, de même que les pensions que le roi accordoit aupa. avant, devoient toujours à l'avenir se donner par le parlement. Voyez Débats parlementaires; 2°. 1703.

fura

fi

fi

p

le

le

q

pi

be

pa

ni

br

to

pai

pre

roi n'e

ent infi

le

qu'

por

tra

pur

ma

que

con

roi

en

DE L'ANGLETERRE. 129

fura d'avance aux princes d'Hanovre, qui ont fuccédé depuis à cette princesse (1).

Ce n'est pas tout: il me reste un fait des plus extraordinaires, à rapporter, auquel je prie le lecteur de faire attention. Nonobstant toutes les révolutions dont j'ai fait mention, & quoique le parlement ait siégé toutes les années depuis le commencement de ce siecle, avec la liberté la plus constante & la plus illimitée, tant par rapport aux objets, qu'à l'égard de la manière de ses délibérations, malgré la soule innombrable de propositions qui se sont faites dans tout cet intervalle; telle a été pourtant l'essi-

i

T

d

le

u

1-

is

n-

ut

oit

u-

à

Ι,

ue

af-

loix

om-

rle-

ap-

nce.

nili-

par-

Sura

⁽¹⁾ J'ai dit plus haut, que l'indivisibilité du pouvoir de la couronne résulte de la constitution particuliere du parlement anglois: j'ajouterai ici, comme une nouvelle preuve du fait, qu'il n'en est pas du conseil privé du roi, comme ci devant du sénat en Suede: ce conseil n'est revêtu d'aucune partie du pouvoir exécutif, qui est entiérement concentré dans le souverain; si je suis bien informé, on ne compte pas même les voix des membres de ce conseil: & de sait, le stile constant de la loi est le roi en conseil, & non le roi & le conseil. Il est vrai qu'on voit quelquesois une clause annexée à certains bills, portant que les affaires mentionnées dans ces bills seroient transigées par le roi en conseil: mais ceci n'est qu'une pure précaution, prisé dans la vue de faire transiger les affaires les plus importantes d'une grande nation de la maniere la plus solemnelle, & de prévenir toute objection que l'on pourroit, dans la suite, tirer de l'incertitude où l'on pourroit être sans cela, si le roi avoit réellement consenti, ou non, à certaines transactions particulieres. Le roi nomme les membres du conseil privé; ou les exclut en rayant leurs nems du livre.

cace de chacune des deux chambres; pour détruire, prévenir, ou qualifier les vues de l'autre, que la couronne n'a pas été obligée une feule fois de faire usage de sa négative : le dernier bill rejetté par un roi d'Angleterre, c'est celui pour les parlemens triennaux, réprouvé par le roi Guillaume III en 1692 (1).

t

d

fa

la

u

fu

E

VO

àı

un

ler

ma

rafi

don

Cor

rato

veil

à ce

tion

une dans

dont

Un autre exemple encore plus remarquable de cette déférence du parlement pour l'autorité royale, à quelque cause qu'on l'attribue, & qui montre combien peu son esprit de corps le porte réellement, au milieu de la chaleur, quelquefois apparente, de ses débats, à en envahir le pouvoir exécutif; je veux parler de la facilité avec laquelle il a abandonné toutes les branches essentielles de ce pouvoir, même après que le concours des circonstances qui avoient précédé l'en avoit effectivement mis en possession; exemple, cependant, assez rare dans l'histoire d'Angleterre. Je vais, en rapporter seulement quelques traits. Le premier qui se présente, est l'acte que le parlement, de son bon vouloir, passa la premiere année qui suivit la restauration de Charles II; par lequel il annulla, d'un seul coup, & le pouvoir absolu de créer des

⁽¹⁾ Peu d'années après il donna fon assentiment à ca bill, lorsqu'on y eut fait divers changemens.

loix, & toutes prétentions à ce pouvoir, qu'il s'étoit arrogé pendant les précédens troubles. -Par le statut 13 de Charles II. c. 1. il fut défendu, sous peine d'un præmunire de soutenir que l'une ou l'autre des deux chambres du parlement, ou les deux ensemble, jouissent. fans la participation du 10i, de l'autorité législative. La quatrieme année après la restauration. une autre branche essentielle de l'autorité royale, fut aussi rendue à la couronne, sans aucun débat. Enfin par le statut 16 de Charles II. c. 1, on révoqua l'acte qui portoit, qu'en cas que le roi vint à négliger de convoquer un parlement au moins une fois tous les trois ans, les pairs feroient circuler des ordres pour l'élection; & que si eux mêmes manquoient aussi à cela, les anciens membres se rassembleroient pour en élire de nouveaux.

ft

é

le

té

ui

rte

le-

le

ité

hes

le

édé

em-

An-

ueleft

oir,

ura-

d'un

des

àce

Il faut observer ici que sous le même regne dont je parle, le parlement passa l'acte d'Habeas Corpus, aussi bien que les autres actes préparatoires; & en général témoigna un desir de veiller à la liberté du sujet, peut être supérieur à celui qu'il a eu en toute autre circonstance mentionnée dans l'histoire d'Angleterre: ce qui est une autre preuve frappante de ce qui a été dit dans un des chapitres précédens, sur la maniere dont les troubles qui agitoient la nation, se sont

toujours finis. Nous trouvons ici une suite de parlemens qui se sont toujours fait une gloire de pourvoir au bien général du peuple, & se sont scrupuleusement attachés à ces especes de clauses, auxquelles les grands dans les autres états n'ont jamais daigné faire une attention sérieuse. & qu'ils ont toujours négligé d'inférer dans les conventions par lesquelles se retablissoit la paix intérieure; de plus, nous voyons ces mêmes parlemens abandonner fans regret, ces branches principales de l'autorité suprême, que les grands qui environnent le trône dans les autres monarchies limitées, ont toujours tâché de s'arroger; & que les rois, après les avoir perdues, ne pouvoient jamais recouvrer que par la force des armes, jointe à la ruse, ou par des émeutes populaires. Ce sont tout autant de particularités dans les affaires politiques, qui ne sont certainement pas indignes de remarque. Il y a encore une circonstance qui ne contribue pas peu à la solidité du pouvoir exécutif que possède la couronne d'Angleterre (ce qui fait le sujet de ce chap.), c'est que ceux même qui semblent être capables de l'en arracher, font, en quelque façon, empêchés d'en avoir la pensée (1).

m

eff

m

un

qu po liti

ce

VO

fen

desintéresses du parlement, quant aux droits de la couronne. même du fort penchant qu'a cette assemblée; pour rendre le roi dépositaire général du pouvoir exécu-

Comme une autre preuve de la folidité avec laquelle la couronne se soutient en Angleterre, on peut citer l'aisance avec laquelle, en pourvoyant à sa propre sûreté & à celle de l'état, elle a pu priver tout sujet de ses divers émplois, quelque grand, & même dan-

r-

nt

1-

ts

cs

n-

è-

n-

ds

1-

r;

ou-

u-

ns

ent

ir-

du

In-

eft

'en hés

ient

ou-

ee ;

cu-

tif de la nation, je veux parler de la maniere dont il a accoutume de pourvoir à ce que les résolutions qu'il peut prendre de tems en tems quant aux choses qui exigent une certaine vigueur, foyent exécutées fans délai ; c'est toujours en s'adressant au roi pour cet estet, en le priant d'interposer son autorité pour que la chose ait lieu. Même quand les communes veulent faire imprimer leurs journaux, s'adressent à la cour avec promesse de rembourfer les frais. Il est certain que s'il y avoit dans ces corps quelque anxiété cachée, quelque ambition réelle (je veux parler de sa conduite en général) qui tendît à s'emparer du pouvoir exécutif de l'état, il n'abandonneroit pas ainsi les moyens qu'il à de s'en rendre maitre : sa propre autorité lui fourniroit un prétexte de se créer des officiers qui ne dépendissent que de lui, d'avoir un tréfor à part, en un mot de se mettre sur un pié respecta-ble; vu aussi que la cour ne pourroit s'opposer avec décence au desir qu'il pourroit avoir de publier ses propres journaux, & qu'il n'y a pas apparence que le public le désapprouvât, le fait dont je parle peut paroître de peu d'importance à quelques uns de mes lecteurs ; mais il ne me le femble pas ainsi à moi : j'avoue qu'il ne m'arrive jamais de voir un article dans les papiers publics, où il est fait mention d'une adresse au roi, pour emprunter son pouvoir exécutif quant au petit objet ci-dessus, sans m'arrêter un moment. Il faut, en verité qu'il y ait des causes d'une bien singuliere nature, pour produire dans une assemblée d'un si grand poids, des vues si désintéressées, qui leur empêchent de pousser plus loin ses avantages; pour lui inspirer cette grande retenue dans les affaires po-litiques, dont nous avons déja parlé, avec une indifférence si marquée en général pour tout ce qui regarde le pouvoir exécutif, qu'il ne croit du qu'à la couronne, qu'il semble réellement qu'il en seroit embarrasse s'il se l'arrogeoit, ou qu'il ne fauroit quel fruit en retirer.

13

gereux, que son pouvoir parût être. Un exemple bien remarquable de cette espece parut, quand le grand-duc de Malborough se vit tout-à-coup privé de toutes ses charges. Voici la relation qu'en donne le doyen Swist dans son histoire des quatre dernieres années du regne de la reine Anne. a Tellement, dit il, que la reine se vit obligée,

3)

1)

ci

til

CE

le

VC

ra

de

vé

VC

CC

ai

te

fû

é

i

P

P

m

pl

m

Si

» en privant une seule tôte d'un si haut poste, de

» se défaire à la fois de tous ses embarras : sa

» majesté se détermina à ce dernier expédient;

» comme le parti le plus court & le plus fûr;

» & pendant la vacance de Noël, écrivit une

» lettre au duc pour lui signifier qu'elle n'avoit

» plus besoin de ses services.

« Le présent siecle, (continue le même auteur)

» ne fournit peut-être pas de preuve plus claire

» de l'instabilité du pouvoir qui n'est pas fondé

» fur la vertu; & cela peut faire voir aux princes

» qui possédent le cœur de leurs sujets, que le

» pouvoir excessif de tout individu, quoiqu'épuise

» d'immenses richesses, peut, avec de la ferme-

» té, être anéanti dans un moment, sans qu'il

» en resulte rien de dangereux pour l'état. Ce

» seigneur qui étoit sans contredit un des plus

» grands hommes qu'il y eut alors dans le monde

» chrétien, se vit privé tout-à-coup de son pou-

» voir, de son crédit & de son influence; & ex-

DE L'ANGLETERRE. 135

» cepté un petit nombre d'amis & de sectateurs, » le reste s'avanouit avec le tems &c. »

n-

be

qt

on

les

le.

e,

de

fa

t;

r;

ne

it

r)

re

dé

es

le

ſé

le-

il

Ce

us

de

U-

X-

L'auteur que je viens de citer, attribue la faeilité avec laquelle un homme d'un rang aussi distingué que le duc fut terrassé, aux avantages nécessaires aux princes, de posséder l'affection de leurs peuples, & à la foiblesse naturelle du pouvoir qui n'est pas fondé sur la vertu. Mais ces raison ne sont pas suffisantes. L'histoire ancienne de l'Europe nous fournit une suite continuelle d'événemens qui prouvent le contraire. Nous y voyons des exemples fans nombre de prir constamment occupés à résister, à !armée, à des sujets revêtus tes dans le royaume . ue dignités éminensûrement pas ., & qui ne les surpassoient en vertu quoiqu'ils voulussent les égale, en autorité; ou d'autres fois vivant toujours comme des vassaux sous quelque homme puissant, à qui ils n'osoient resister, vû l'impossibilité qu'il y avoit de renverser en un moment & tout-à-coup, son pouvoir, par une simple lettre, quoiqu'accompagnée d'un peu de fermeté (pour me servir des expressions du doyen Swift) & cela fans aucune conséquence dangereuse. vie, reine a Ecolie, reoir en autent de pou

Quelques rois même, tels que Henri III. en France, à l'égard du duc de Guise, & Jacques

II. en Ecosse quant aux deux comtes de Douglas successivement, eurent enfin recours à la trahison & à l'assassinat; & c'est à des expédiens d'une semblable nature qu'ont toujours recours les monarques d'Orient; aussi n'est-il pas bien sûr qu'ils puissent jamais en emploier d'autres (1).

Même aujourd'hui dans les monarchies de l'Europe, nonobstant l'extérieur imposant qui les environne, il en coûte plus ou moins à l'autorité royale quand il s'agit de congédier un ministre d'état; sur-tout si pendant le tems de sa charge, il se trouve avoir acquis un degré considérable d'influence. Il est ordinairement relégué dans une de ses terres, que la cour lui nomme: on ne lui permet pas même de se montrer dans la capitale; encore moins lui permet-on de se plaindre au peuple, & d'adresser des discours en public ni à des personnes suspectes qui jouissent de quelque em-

h

la

te

p

P

C

di

po

lo

m

PC

⁽¹⁾ On pourroit aussi rapporter le cas de l'empereur Ferdinand II, & du duc de Valstein, qui paroît avoir fait alors grand bruit dans le monde. --- Les comtes de Douglas avoient quelquesois à leur suite 2000 cavaliers. (Voyez Robertson, Histoire d'Ecosse.) --- Comme on prévint le duc de Guise, quelques heures avant sa mort, du danger qu'il courroit de se trouver chez le roi, il répondit, on n'oseroit.

Si Marie, reine d'Ecosse, avoit eu autant de pouvoir que la reine Anne, elle auroit peut-être évité les fausses démarches qui lui ont attiré une sin si tragique.

ploi considérable; & en un mot de donner essor à son ressentiment en employant des moyens suggérés par le dépit & quelquesois le désespoir; qui, suivant la constitution de ce pays-ci (l'Angleterre), passent pour sort innocens.

Mais la dissolution du parlement, c'est-à-dire, le congé de tout le corps que composent les grands de la nation, assemblés pour créer ou abolir des loix, est une circonstance remarquable dans le gouvernement d'Angleterre, & mérite un plus haut degré d'attention, que la chûte d'un simple particulier; privé de ses emplois, quelque crédit qu'il ait acquis. Quand on considere la facilité & la maniere complete avec lesquelles s'essectue cette séparation en Angleterre, on ne peut qu'être convaincu de la force peu commune, quoique peut-être cachée, du sondement de l'autorité royale; sur tout si on fait attention à ce qui se passe dans d'autres pays.

e

;

:5

II it

1-

ic 'il

e-

10

En France, par exemple, nous y voyons la cour, malgré le redoutable extérieur qui l'environne, user de la derniere précaution à l'égard du parlement de Paris: assemblée qui n'a que le pouvoir de juger, sans avoir celui de faire des loix ou de former de justes prétentions, en un mot qui est bien éloigné d'avoir la même importance dans le royaume, que celui d'Angleterre.

Le roi ne se rend jamais à cette assemblée, pour y tignifier ses intentions, ou tenir un lit de justice, sans être accompagné de ses gardes, & sans les préparatifs les plus imposans, préférant toujours de s'y montrer plutôt comme général d'armée, que comme roi.

Et quand le feu roi, ayant pris férieusement l'allarme des procédés de ce parlement, résolut enfin de le casser, il se retrancha, pour ainsi dire, avec son armée; & sit partir de ses gardes qui, avec la plus grand secret & la plus grande célérité, surprirent de grand matin & à la même heure, chaque membre dans sa maison, en le faisant partir sur le champ pour une province éloignée qu'on leur assignoit, sans leur donner le tems de se reconnoître, moins encore de se communiques avec les collégues.

V

P

ום

ch

lei

ve

effe

vit

par

jéfu

poli

chac

meu des leurs

Mais, en Angleterre, la personne qui est revêtue de l'autorité royale, n'a besoin d'aucune autre arme ni d'autre artillerie, que les marques extérieures de sa dignité, pour dissoudre la parlement. Le roi s'avance au milieu de ses membres, en leur disant qu'ils sont congédiés, & ils le sont: il leur dit qu'ils ne forment plus d'assemblée, & ils n'en forment plus. Semblable à la baguette de Popilius (1), une séparation met à l'instant

⁽¹⁾ Celui qui arrêta l'armée du roi Antiochus.

DE L'ANGLETERRE. 139

fin aux plus vifs débats & aux mesures les plus violentes. Les paroles qui la leur annoncent, semblables à un enchantement, ne leur frappent pas plutôt les oreilles, que tout leur pouvoir législatif se trouve comme engourdi: quoiqu'ils soyent peut-être encore assis sur leurs sièges, ils ne se regardent plus comme formant une assemblée, ni comme collégues les uns des autres. Comme si quelque étrange instrument, ou quelque vertu talismanique, eussent été employés au milieu d'eux, tous les liens de leur union se trouvent rompus; & ils sortent, sans avoir même la pensée de continuer leur séance une seule minute (1).

t

ıt

.

1,

ė,

1

nt

ée de

ier

re-

ine

ues

ar-

res,

nt:

ée,

ette

tant

(1) Il ne se trouve pas même alors dans Londres assez de chevaux de poste pour les transporter dans leurs provinces respectives, lorsque la déclaration qui annonce que le parlement est dissous, porte aussi qu'on en va élire un nouveau.

Quand une séparation s'annonce par un crieur public, accompagné de quelques hérauts, elle produit les mêmes effets.

A ce que nous avons rapporté de l'expédient dont se servit le seu roi de France, pour effectuer la cassation du parlement de Paris, on peut ajouter la maniere dont la cour d'Espagne, peut-être plus despotique que celle de France, s'y prit il y a quelques années, pour se désaire des jésuites, dont les menées secretes & l'instituence en affaires politiques lui avoient donné de l'ombrage. Ils surent saiss à force armée, au même moment & au même jour, dans chaque ville ou bourg de cette grande monarchie où ils demeuroient, pour les conduire ensuite en toute diligence sur des vaisseaux qui les atrendoient pour les transporter ailleurs: tout le plan de cette assaire s'exécuta avec un se-

A toutes ces observations qui ont eu pour but de démontrer la solidité particuliere de la couronne d'Angleterre, j'en ajouterai une autre que sournit l'histoire entiere de ce pays; qui est, que quoiqu'il y ait eu souvent dans ce royaume des difficultés intérieures, des troubles accompagnés d'essus de sang, & qu'on ait fait plus d'une sois la guerre au roi, cependant ce n'a presque jamais été que par des personnes qui sormoient des prétentions expresses à la couronne. Même pendant que Gromwel la disputoit à main armée contre Charles I, ce sut, comme chacun qui a lu cette période de l'histoire d'Angleterre le sait, au nom même du roi qu'il lui sit la guerre.

On pourroit exprimer ce que je viens de dire, d'une manière plus générale encore & avec plus de certitude, en difant, qu'on n'a employé les armes en Angleterre contre l'autorité royale, que lorsqu'il s'agissoit de maintenir les droits de la

cret & une diligence fort au-dessus de ce qu'on rapporte

des plus fameuses conspirations.

La séparation du parlement que Charles II avoit convoqué à Oxford, est un événement fort curieux : on en trouve un détail fort circonstancié dans l'Histoire d'Angle-

terre par Oldmixon.

Si de certains changemens, quelqu'imperceptibles qu'ils puissent paroître d'abord aux yeux du public, ont jamais lieu, il peut venir un tems auquel la couronne d'Angleterre n'aura plus le pouvoir de dissoudre le parlement; c'est-à-dire que cette séparation ne produira plus les mêmes essets qu'à présent.

nation en général; c'est-à-dire, quand on étoit indécis fur le fort de la couronne, ou qu'il s'élevoit de toutes les parties du royaume des plaintes sur le gouvernement, ou sur les altérations dans le culte : on peut alléguer pour exemple de ses plaintes, celles qui occasionnerent la guerre contre le roi Jean, qui finit par la patsation de la grande chartre; les guerres civiles sous le regne de Charles I. & la révolution de 1689. D'après de tels événemens on peut aussi conclure, que la couronne ne fauroit compter sur sa sécurité, qu'autant qu'elle continue à remplir ses engagemens envers la nation, & à respecter ces loix qui forment le pacte qui la lie avec le peuple. Et les dangers évidens, ou du moins les allarmes & les continuelles inquiétudes, où se sont constamment plongés les rois d'Angleterre, toutes les fois qu'ils ont voulu combattre la volonté de la nation en général, prouvent manifestement que tout ce qu'on a observé ci-dessus quant à la sécurité & à la remarquable flabilité en quelque forte annexées à leur titre, doit s'entendre, non du pouvoir de l'homme guidé par le carrice, mais de l'autorité légitime du chef de l'état (1).

⁽¹⁾ On pourroit faire une observation de plus sur ce sujet; c'est qu'en Angleterre, lorsque le possesseur de l'autorité royale s'en est trouvé privé par quelque révolution, il

CHAPITRE XVIII.

Continuation du même sujet.

Toutes les circonstances que nous venons de décrire dans le chapitre précédent, sont réellement sort singulieres: les personnes qui connoissent l'histoire d'autres pays, ne peuvent que re-

l'a recouvrée ou disputée avec plus de peine qu'ailleurs : dans tous les autres pays du monde, un roi de jure (qui a droit de succession) a des avantages sur celui qui est élir, beaucoup plus grands que ceux que la même circonf-tance peut produire en Angleterre. Le pouvoir des autres fouverains n'est pas si fermement établi que celui d'un roi d'Angleterre; mais par contre leur titre est plus indélébile; c'est-à-dire jusqu'à ce que leurs antagonistes les ayent détruits eux & leurs familles, ils possédent à son suprême degré le pouvoir de renouveller leurs prétentions, & de troubler l'état. Cette espece de prééminence que certaines familles s'arrogent, & en général ces droits de primauté auxquels les hommes conviennent de donner tant de force, cessent presqu'entiérement de produire quelqu'effet en Angleterre contre la personne revêtue de l'autorité royale, aussitôt que les parties & les ressorts de la constitution ont été mis en mouvement, en un mot dès que la machine du gouvernement a commencé d'avoir son plein jeu. --- Une fermentation générale dans la nation, semblable à celle qui a produit les troubles précédens, est la seule chose réellement à craindre.

П

Le repos intérieur dont jouit la nation angloise depuis près d'un siecle, & qui a suivi la révolution de 1689, est une preuve remarquable de la vérité de ce qu'on a observé ei-dessus; & je ne crois pas que, tout bien considéré, quelqu'autre pays puisse se statter d'un pareil avantage.

marquer avec une espece d'étonnement, cette stabilité du pouvoir de la couronne en Angleterre, cette solidité mistérieuse, cette force intérieure & attractive qui la met en état de pousser d'un pié ferme ses opérations légitimes, au milieu des clameurs & du tumulte qui l'environne pour l'ordinaire. & sans avoir besoin de force armée pour en imposer. De démontrer la maniere dont tout ces choses se soutiennent, & par quels secrets moyens elles s'operent, ce n'est pas, comme je l'ai dit auparavant, mon dessein de l'essaier ici : les principes d'où une telle démonstration doivent partir, suposent une recherche de la nature de l'homme & des choses humaines, qui appartient plutôt à la philosophie (quoiqu'à une branche qu'on n'a pas encore approfondie) qu'à la politique : du moins une telle recherche est certainement hors de la portée de ceux qui n'ont fait qu'effleurer cette science (1).

Cependant, j'avois une raison très-essentielle pour rapporter tous les faits ci-dessus concernant la stabilité particuliere du pouvoir de la couron-

⁽¹⁾ Elle peut, s'il plait au lecteur, appartenir à la métapolitique, dans le même sens que nous disons métaphysique; c'est-à-dire à la science des choses qui sont hors de la classe des objets physiques, ou substances. Il y a encore quelques mots là-dessus dans la présace qui est à la tête de cet ouvrage.

ne en Angleterre, parce qu'ils ménent à une observation de la plus importante nature en politique ; qui est que cette stabilité donne lieu à plusieurs branches essentielles de la liberté angloise. qui fans cela ne subsisteroient pas. Car il est trèsnécessaire de considérer dans chaque science, quoique cela échappe quelquefois aux yeux des spéculateurs, qu'il faut, pour que les choses puissent exister, qu'elles soient possibles; que pour que les réglemens politiques de quelque genre que ce foit, puissent avoir leur effet, ils ne doivent souffrir aucune contradiction directe, foit ouverte ou cachée, quant à la nature des choses, ou aux autres circonstances du gouvernement. En raisonnant d'après ce principe, nous trouverons que la stabilité du pouvoir exécutif en Angleterre, & le poids qu'elle donne à toute la machine de l'état, a procuré à la nation angloise, considerée comme libre, divers avantages qu'il auroit été impossible d'obtenir dans les autres états dont nous avons parlé ci devant, quelque degré de vertu publique qu'on puisse supposer à ceux qui dans ses états dirigeoient le peuple, ou jouissoient du pouvoir de créer des loix (1).

⁽¹⁾ Je ferois très-satissait si ceux qui composant la partie la plus sensée de mes lecteurs, saississoient bien le but de ce chapitre: au reste il est considerablement augmenté de plus qu'il n'étoit dans les éditions précédentes.

L'un de ces avantages, c'est la liberté extraordinaire dont le peuple anglois jouit aux dépens du gouvernement. Dans la république romaine, par exemple, nous voyons le fénat revêtu de nombre de pouvoirs, qui alloient à détruire totalement la liberté des citoyens; & la continuation de ces pouvoirs n'étoit, sans doute, en grande partie, due qu'à la criminelle lâcheté de ceux à qui le peuple s'en étoit remis pour les réprimer; peut être au dessein tout formé par ceux-ci, de ne point toucher à ces prérogatives. Cependant, si nous considérons attentivement la situation constante des affaires dans cette république, nous aurons beau supposer ces gens sincerement attachés à la cause du peuple, il apparoîtra toujours, qu'au bout du compte il n'étoit pas possible de lui procurer une entiere sûreté. Le droit qu'avoit le sénat de nommer subitement un dictateur, dont le pouvoir n'étoit soumis à aucune loi, celui de revêtir les consuls d'une autorité à peu près pareille, & le parti qu'il prenoit de statuer que!quefois des exemples de justice arbitraire; tout cela faisoit des ressources, dont il pouvoit n'être pas prudent de priver totalement la république ; & bien qu'on s'en servît la plupart du tems pour détruire la juste liberté du peuple, K Tome II.

t

1-

е,

.

1-

té

ds

0-

i-

le

ns

ue

lide

tie de de

un

il faut convenir néanmoins qu'elles furent souvent aussi les moyens de sauver la république.

ſe

à

fa

qu

du

rei

les

été

rer

gér

poi

qu'

que

ren

l'in

de d

les

loi .

qu'e

des

quel

cour

nes;

ou I

Pour

rente

D'après le même principe nous trouverions peut être que l'ostracisme, cette méthode arbitraire de bannir les citoyens, étoit une ressource nécessaire à la république d'Athenes. Peutêtre qu'un noble Vénitien, par la même raison, ne feroit pas difficulté de convenir, que quelque terrible que puisse paroître, aux nobles mêmes, l'inquisition d'état établie dans sa république, il feroit néanmoins imprudent de l'abolir entiérement. Et que sais-je si un ministre en France, quelque vertueux, quelque modéré qu'il fût, ne diroit pas la même chose à l'égard des emprisonnemens secrets qui se font par lettres de cachet, & des autres dispenses du cours ordinaire des loix qu'on se permet non seulement dans ce royaume, mais dans toutes les autres monarchies de l'Europe. Je ne doute pas un instant qu'un homme, tel que je viens de le supposer, ne m'avouât franchement, que les expédiens, dont je viens de parler, n'aient été, en mille occasions, horriblement prostitués pour affouvir la paffion & la vengeance personnelle des ministres ou de leurs partisans : mais il ne laisseroit peut-être pas d'ajouter, qu'après tout la couronne, malgré l'apparence de son immen-

DE L'ANGLETERRE. 147

se force, ne peut éviter de recourir quelquesois à de pareils expédiens, & qu'elle ne sauroit, sans le plus grand danger, les désavouer publiquement & y renoncer absolument.

15

i-

1-

t.

١.

1-

es

é-

a-

re

ré

5-

ar

rs

-

C5

as

le

65

é,

ur

lle

ne

ut

H-

C'est dont une circonstance fort avantageuse du gouvernement anglois, que sa solidité lui rend de pareilles ressources superflues; & que les représentans du peuple non seulement ont été constamment bien intentionnés pour procurer la liberté publique, mais que la situation générale des affaires les a auffi mis en état de porter leurs précautions à cet égard aussi loin qu'ils l'ont fait. Et certes, lorsqu'on réfléchit à quelles prérogatives la couronne a fincerement renoncé en Angleterre, qu'en consequence de l'indépendance conférée aux juges, & de la méthode des jugemens par jurés elle est privée de tous les moyens d'influer sur le cours réglé de la loi, tant pour le civil que pour le criminel, qu'elle a renoncé à tout pouvoir de faisir le bien des individus, & même de restreindre, en quelque maniere que ce soit, & pour le plus court espace de tems, la liberté de leurs personnes; on ne fait ce qu'on doit le plus admirer, ou la vertu publique de ceux qui ent privé le pouvoir exécutif suprême de toutes ces dange reules prérogatives, ou la nature de ce même

pouvoir, qui l'a mis en état de les céder fam fe ruiner, ou la fabrique heureuse du gouvernement anglois, qui fait persévérer si fidelement dans leur devoir ceux qui ont la confiance du peuple, ou la solidité de ce gouvernement, qui peut laisser au peuple une liberté si grande. (1)

la

d

de

le

du

fo.

CO

y

leu

dan

qui

le

exe

plus ler .

con

non

les

cafic

au f

y ef

tiner

(1)

contr

comm étoit TASSI

XIT .

Un autre grand avantage dont jouit la nation angloife, c'est la liberté de la presse, qui n'existe dans aucune autre monarchie de l'Europe, quelque bien établie qu'elle puisse paroître au premier coup-d'œil: & l'on pourroit même démontrer qu'elle ne fauroit y exister. Nous voyons ces monarchies attacher l'œil le plus vigilant fur tout ce qui se publie, & prêter l'attention

(1) Dans le tems des invasions du prétendant, aidé des nations ennemies. Pacte d'Habeas Corpus fut en effet sufpender (ce qui en passant peut servir de preuve, qu'à proportion qu'un gouvernement est en quelque danger que ce foit , il est necessaire de diminuer la liberté du sujet); mais le pouvoir exécutif ne faifoit pas cela de fon chef; car ceux qui représentoient le peuple avoient déliberé mûrement là-dessus; & en consequence de la suspension de l'acte, la détention des individus fut fixée à un certain tems limité. Malgré que vu les circonftances, on eut raison de craindre des ennemis cachés dans l'intérieur du royaume, cependant on ne s'écarta qu'en ce seul point du cours ordinaire des loix; les personnes détenues par ordre du gonvernement devoient être traitées de la même maniere que celles qu'on arretoit pour des procès particuliers ; on ne devoit procéder contr'elles qu'en public; elles devoient être jugées par leurs pairs, & avoir tous les moyens accoun-més de légiture défense, tels que l'appel des témoins, recufation péremptoire de jurés, &c.

la plus jalouse aux discours tant soit peu libres des individus. On diroit d'abord, que l'on se donne au moins beaucoup trop de peine inutile sur ce sujet: mais si l'on considere la conduite uniforme de tous ces gouvernemens, leur soin constant & insatigable à cet égard, on sera convaincu, sans creuser d'avantage, qu'il doit y avoir au fond quelque nécessité urgente pour leur faire prendre ces précautions.

ans

ouele-

ian-

ne-

é fi

ion

n'e-

pe,

au dé-

ons

lant

tion

des

fulpro-

re ce iet);

car

l'ac-

tems n de

ıme,

gon-

n ne

être

utu-

, re

Dans les états républicains, des raisons qui dans le sond, sont les mêmes, engagent ceux qui sont à la tête à gêner de la même maniere le peuple. Dans la république romaine, par exemple, la liberté d'écrire étoit bridée par les plus séveres loix (1); & quant à celle de par-ler, elle n'étoit gueres moins gênée: on peut le conclure de divers essets; & je pourrois produire nombre d'exemples de la crainte avec laquelle les citoyens communiquoient dans certaines occasions leurs opinions politiques aux consuls ou au sénat. Dans la république de Venise, la presse y est surveillée avec la dernière rigueur; & l'abstinence de parler en aucune manière de la con-

⁽¹⁾ La loi des douze tables avoit établi peine de mort contre l'auteur d'un libelle: & ce n'étoit pas des jurés, comme chez les Anglois qui devoient décider si un écrit étoit un libelle. Si quis carmen occentassit, actitassit, condidissit, quod alteri flagitium fatil, capital esto.

duite du gouvernement, est la maxime qu'on inculque au peuple dans toute sa domination (1).

П

1:

n

à

ti

P

te

fi

fe

fe

01

ch &

le

fin

qu l'u

en

évi

efp

A cet égard donc on peut encore vanter le gouvernement anglois, pour avoir eu, à la tête du peuple, des gens qui non seulement ont été constamment disposés en faveur de la liberté de ce peuple, mais aussi à qui il a été possible de la procurer; & pour avoir pu, par sa stabilité, admettre cette grande liberté de parler & d'écrire dont nous voyons jouir le peuple anglois. Qu'il est précieux, ce privilege! il fournit à chaque homme le moyen d'exposer ses griess au public, & hui laisse la plus grande probabilité du redres-

⁽¹⁾ J'en ai vu moi-même une preuve un peu singuliere, que je demande la permission de rapporter. J'étois en 1768 à Bergame, la premiere ville Venitienne que l'on trouve en sortant du Milanois à environ 120 milles de Venise.Je me promenois le foir dans le voisinage de cette place; & voulant savoir les noms de plusieurs lieux que je voyois à quelque distance, je joignis un jeune villageois pour les lui demander. Je m'apperçus bientôt qu'il ne manquoit pas d'esprit; & j'entrai en conversation avec lui. Il avoit grande envie de voir Venise, & me demanda si mon intention étoit d'y aller ? Je répondis qu'oui : sur quoi il m'avertit d'abord , quand j'y ferois , de ne pas.parler du prince (del Principe); c'est ainsi que le gouvernement vénitien veut être appellé, apparemment pour imprimer au peuple une grande idée de l'union qui regne entre ses membres. Comme j'avois envie de l'entendre jaser sur ce sujet, je fis l'ignorant, & lui demandai pour quelle raison je ne devois point parler du prince? Alors, selon la maniere des Ita-liens, qui, quand ils sont vivement affectés d'une idée, expriment volontiers par gestes, il passa rapidement la main fur son cou, voulant me faire entendre que la corde ou le billot seroient la conséquence immédiate d'une telle liberte.

in-

u-

du

nf-

ce

la

té,

ire

eft

m-

& ref-

ere.

768 ouve

Je ce;

yois r les

pas

rantion

d'adel

veut

une om-

fis

Ita-

dée, t la

orde

sement du tort qu'il peut avoir souffert par quelque acte d'oppression: il laisse, de plus, le pouvoir à chaque sujet de communiquer son opinion sur toutes les affaires publiques; & en lui donnant ainsi de l'influence sur les sentimens de la nation, & par conféquent sur la législation même, qui, tôt ou tard, est obligée de déférer à ces sentimens il lui procure une sorte d'importance législative, bien plus efficace & plus utile, que quelque droit formel qu'il pût avoir de voter, par un simple oui ou non, sur des propofitions générales, qui lui seroient subitement offertes, fur la formation desquelles on ne l'auroit point consulté, & auxquelles on ne lui laisseroit, ni le tems, ni l'occasion, de rien objecter ou modifier.

Un privilege tel que celui-ci, en entretenant chez le peuple le sentiment continuel de sa sûreté, & en lui sournissant des preuves indubitables que le gouvernement, quelle que soit sa sorme, n'est sinalement destiné qu'à assurer la félicité de ceux qui s'y soumettent; un tel privilege, dis-je, est l'un des plus grands avantages de la liberté, & en même tems sa marque caractéristique la plus évidente. Si des sujets, totalement privés de ce privilege, jouissent dans certains intervalles d'une espece de sécurité quant à leurs personnes & à

K 4

leurs biens, ils peuvent, tout au plus, se regarder alors comme la propriété bien administrée de maîtres qui entendent bien leurs intérêts propres: mais il n'y a que le droit de contrôler sans danger la conduite de ceux qui sont placés à la tête, qui constitue une nation libre (1).

d

le

ai

VE

0

n

g

le

V

m

m

de

é

fo

m

tr

fe

tr m le

g

fa

La liberté sans bornes dont jouit le parlement d'Angleterre dans ses débats, est aussi une conséquence de la stabilité remarquable du gouvernement. Tous les souverains ont paru jaloux des priviléges d'assemblées de ce genre, qui attirent à un si haut degré l'attention du reste du peuple, qui à la suite du tems contractent un si grand nombre de liaisons étroites avec le gros de la nation, & acquierent tant d'influence par la grande part qu'il faut nécessairement qu'elles ayent dans la régie des affaires; en un mot, par les services considérables qu'elles peuvent rendre au peuple en général (2). De là il est arrivé qu'en tout

(1) Si l'on pese bien les avantages que la liberté publique retire de l'instruction des jugemens par jurés, & de la franchise de la presse, on trouvera que l'Angleterre est réellement plus démocratique, de beaucoup, qu'aucun autre état que l'on connoisse. Le pouvoir judiciaire, & celui de la censure, y sont entre les mains du peuple.

5 21 4

⁽²⁾ Et qu'elles rendent en effet àprésent jusqu'à ce quelles puissent se désaire de la gêne de l'impartialité & de la modération; chose que, vu que ce sont des hommes qui les composent, elles ne manquent jamais de faire quand leur pouvoir est généralement établi & que des occassions

pays les monarques ou les simples chefs, ont fait des efforts pour se passer des secours de pareilles assemblées, malgré les grands avantages qu'ils auroient pu retirer de leurs services pour le gouvernement de l'état; ou si par les circonstances où il se sont trouvés, ils ont cru qu'il leur étoit nécessaire d'en convoquer, ils ont fait les plus grands efforts pour diminuer leurs privileges & leurs prétentions au droit législatif, qu'ils trouvoient bientôt si nuisibles à leur sûreté: en un mot, ils ont toujours trouvé impraticable de mettre une entiere consiance dans des assemblées de cette nature.

15

a

nt

6.

es i-

lu

fi

de

la

nt

1-

11-

ut

li-

de

est

8

el-

de nes and

ons

On pourroit citer ici Cromwell, parce qu'il étoit soutenu d'une armée nombreuse, & jouissoit d'autant de pouvoir qu'aucun monarque du Continent. Même après qu'il eut purgé, par le moyen du colonel Pride, à la tête d'un corps de troupes, le parlement qui étoit assemblé lorsque son autorité sut assemble lorsque son autorité sut assemble, expulsant ainsi tous ses antagonistes au nombre d'environ deux cens, il trouva bientôt son pouvoir en danger par leurs menées, & sut à la fin reduit à employer la violence, comme chacun le sait. Trouvant, malgré cela, qu'une telle assemblée étoit absolu-

favorables se présentent. Les souverains n'ignorent pas celà & par conséquent le craignent.

ment nécessaire pour rendre légitime son autorité militaire, il convoqua ce parlement qu'on appella barebone (décharné). Il en avoit lui même choifiles membres au nombre d'environ cent vingt, & ils avoient reçu de lui chacun en particulier leur fommation; cependant malgré cette circonstance & le manque total de capacité dans la plupart des membres, il commença, fort peu de mois après, quoiqu'environné d'une armée victorieuse & puissante, à ressentir de vives allarmes de leurs procédés; il les entendit bientôt parler de leur mission divine, & de l'autorité qu'ils avoient reçue de Dieu; enfin, s'appercevant qu'il ne pouvoit se fier à eux, il se servit d'un second colonel pour les congédier. Etant alors honoré du titre légal de protedeur, il se hasarda de convoquer un parlement choisi par la majeure partie du peuple : mais quoique l'existence de ce parlement fût fondée, & pour ainsi dire entée fur la sienne, & quoiqu'il eut des bandes de soldats apostés dans les avenues, pour écarter les membres qui refuseroient de prendre de certains engagemens particuliers avec lui; malgré tout celà, dis-je, il se hâta si fort sur la fin de la féance, de se débarrasser d'eux, qu'il se servit d'un vain prétexte & employa l'artifice pour en

accourcir le tems de dix ou douze jours (1). Il convoqua derechef une quatrieme assemblée; mais, quoique les élections eussent été menagées de telle sorte à lui procurer une offre formelle de la couronne; durant la première séance, il se hâta de mettre sin à la seconde, plein de ressentiment de ses mauvais succès (2).

1-

11

ce

rt

15

ſe

de

er

ils

'il

nd

ré

de

re

ce

ée

olles

ins

out

la

vit

en

On peut aussi alléguer ici l'exemple des empereurs romains, dont le pouvoir sembloit si énorme. Ils témoignoient ordinairement la plus grande jalousie dans leur conduite envers le sénat; & cette assemblée que la prévention du peuple, qui la regardoit comme les anciens restes de la république avoit comme rendue nécessaire, ne pouvoit se tenir que sous l'épée nue des gardes prétoriennes.

Les rois de France même, quoique leur autorité soit aussi indubitable, aussi universellement respectée, que fortement soutenue, ont eu de fréquentes inquiétudes sur les droits que vou-

(1) Le tems de leur séance devoit être de cinq mois; mais Cromwell prétendit que les mois ne devoient être que de 28 jours; vu que c'étoit la maniere de compter pour les payemens de la flotte & de l'armée.

⁽²⁾ On peut rapporter en peu de mots la conduite que tiennent les assemblées dont on parle quant à leurs souverains ou chefs quel que soit leur titre; lorsqu'ils les convoquent. Si le monarque n'est pas soutenu par la force des armes, elle le dominent si fort qu'elles le mettent hors des rangs: si son pouvoir git dans l'épée, elles forment des connections avec les troupes.

loit s'arroger le parlement de Paris; assemblée de bien moins d'importance que celui d'Angleterre. On a déjà parlé de l'allarme que le seu roi prit ensin au sujet de ses mesures, de même que de l'expédient dont il se servit pour le casser. Et quand le roi d'aujourd'hui jugea à propos de rétablir ce parlement, (démarche bien prudente au commencement de son regne) il prit en même tems toutes les précautions qu'inspire la jalousie, pour diminuer les priviléges, sur lesquels il pût fonder quelques prétentions éloignées ou des droits qui tendissent à diminuer l'autorité suprême.

On peut objecter que l'orgueil des rois ou des chefs d'un état, leur inspire naturellement de l'aversion pour de telles assemblées, & leur fait mépriser les services importans qu'ils en pourroient retirer pour le bien de leurs royaumes. J'accorde que cela peut être ainsi. Mais si nous examinons la situation générale des affaires dans dissérens états, & les exemples que nous sournit leur histoire, nous trouverons aussi que l'orgueil de ces rois s'accorde dans le fond avec l'intérêt & le repos de leurs sujets, & que s'ils empêchent les assemblées dont nous parlons de se tenir, ou étant convoquées de s'arroger une trop grande

n

la

jo

q

11

part dans l'administration des affaires, c'est sans doute par pure nécessité.

C'est pourquoi on peut compter pour un trèsgrand avantage, qu'en Angleterre on ne soit pas dans ce cas. Car le gouvernement est sormé de maniere que le grand pouvoir exécutif peut permettre aux deux chambres de s'assembler, & placer en elles une entiere consiance; sur tout lorsqu'eiles ne concourrent qu'à sormer des loix & à maintenir les liens qui sont la base de l'état.

En effet, les deux chambres du parlement jouissent de la plus parfaite liberté dans leurs débats, soit qu'ils roulent sur des abus, ou sur de nouveaux réglemens à faire, de quelqu'espece que ce soit, elles ne sont soumises à aucune restriction quelconque, & peuvent propofer & agiter quelles matieres il leur plait. La cour ne doit point s'ingérer dans leurs déliberations; on ne doit pas faire mention de ses desirs, pas même la nommer dans les débats. En un mot, ce qui rend la liberté de délibérer qu'ont les deux chambres, réellement illimitée & sans reserve, c'est le privilege, ou plutôt la souveraineté, dont chacune jouit au dedans de ses murs, en conséquence de quoi rien de ce qui se fait ou dit en parlement n'est contrôlé ailleurs. Et ceux qui connoissent l'histoire de l'Angleterre ne diront sûrement pas,

1

que ces privileges du parlement n'ont rien de réel que le papier où ils sont écrits, que la cour les a méprisés quand elle a voulu, & que les deux chambres se sont paissiblement soumises à leur violation. Au contraire on avouera généralement, que ces avantages remarquables, cette entiere exemption de toute gêne, même de crainte, en un mot, cette liberté illimitée dans les débats, que le parlement a si grand soin de maintenir, & que la cour est si disposée à accorder, & que tout cela, se pratique d'année en année pendant un long espace de tems, sans produire le moindre relâchement dans l'exécution des loix, le moindre degré d'anarchie, on avouera, dis-je, que c'est là certainement un phénomene très-singulier en politique.

On peut dire que la solidité remarquable du pouvoir exécutif en Angleterre, produit, quant aux objets dont je parle, un double avantage pour le peuple. D'abord elle ôte aux grands de la nation, toute vue ambitieuse qui tendroit à s'emparer de ce pouvoir, prévenant par-là ces querelles plus ou moins sanglantes qui naitroient de leurs débats, & tendroient à l'anarchie si souvent fatale à d'autres pays. En second lieu elle inspire à ces grands cette noble émulation qui les porte avec tant d'efficacité à y mettre de justes bornes. Sur quoi j'observerai, que cette stabilité qu'on

en nie fon rai leu fait nen de l reta mes voy: duit

rei

pas qui dont

mune

D

cha

autr

voir jourd' que, ayec f

remarque dans le pouvoir exécutif de la couronne en Angleterre, offre un éclaircissement sur la maniere peu commune dont les guerres civiles se font toujours terminées dans ce pays, en comparaison de celle dont ces événemens l'ont été ailleurs. Lorsque, dans un précédent chapitre, i'ai fait mention de cette singularité dans le gouvernement en Angleterre, c'est-à-dire de l'exactitude. de l'impartialité & du soin général qu'on a eu à retablir une paix solide après les troubles domediques, j'ai borné mes comparaisons aux preuves tirées des gouvernemens républicains, renvoyant à parler des monarchies, que j'eusse introduit l'importante observation rensermée dans ce chapitre, favoir que le pouvoir des cours dans les autres royaumes, n'a pu de lui-même produire les mêmes effets qu'en Angleterre, c'est-à dire n'a pas été capable d'inspirer aux grands de l'état rien qui puisse se comparer à cette noble émulation dont j'ai parlé plus haut, ni même les porter à se joindre insensiblement, pour la cause commune, avec le reste du peuple.

Dans les autres monarchies (1) ceux qui, durant

e

⁽¹⁾ Je veux dire, avant qu'on eut mis en usage d'avoir les nombreuses armées sur pié qu'entretiennent aujourd'hui toutes les cours de l'Europe. Depuis cette époque, qui n'est pas sort ancienne, aucune cour n'a traité avec ses sujets; comme il arriva en France lorsque la guer-

les troubles, étoient à la tête du peuple, trouvant qu'ils pouvoient, profiter de la circonstance pour diviser plus ou moins l'autorité suprême (ou quelquefois l'état), & se l'arroger, l'ont toujours fair de la même maniere & par les mêmes raifons qu'on l'a vu arriver constamment dans les anciennes républiques ; ces gouvernemens monarchiques étant à cet égard purement républicains, par ce moyen l'autorité suprême se trouva enfin dans les mêmes bornes illimitées qu'elle avoit auparavant. Mais en Angleterre, les grands de la nation se trouvant dans une situation toute différente, ne perdoient pas le tems à la poursuite des motifs que ceux des autres pays avoient coutume d'avoir pour but, & où ils se flattoient d'arriver. Chaque membre de la législature s'appercevoit clairement, d'après l'examen des affaires & de ses propres sentimens, que le pouvoir suprême & exécutif de l'état doit enfin se réunir sur une feule tête, & continuer tel; étant de plus perfuadé que, ni les avantages personnels, ni le pouvoir d'aucune faction, mais la loi seule, pouvoit après cela lui servir de justes bornes, il ne lui restoit d'autre pensée ni d'autre but que celui de concourir à former avec soin des loix qui devoient être la base permanente de la liberté gé-

re pour le bien publis y fut terminée. J'en ai fait mention plus haut.

nérale,

f

q

k

n

le

ef

le

Pa

Ы

to d'i

pa

vei

ma

voi

ацы

me:

ou e

don

nérale, & à restreindre un pouvoir qu'il jugeoit si impraticable de s'arroger à lui-même ou procurer à son parti. J'ai cru nécessaire d'ajouter ces observations à celles que j'ai faites au chapitre XV, où je renvoie le lecteur.

nt

11

el-

it

ns

n-

ni-

s,

fin

u-

la

Fé-

des

me

et.

lai-

fes

&

une

er-

ou-

ou-

ne

elui

irp

gé-

ation

rale,

Cette grande licence d'éplucher & traiter à fond les sujets qui concernent les affaires politiques, ne s'est pas bornée aux membres de la législature, ou renfermée dans l'enceinte de Westminster, c'est-à-dire dans le circuit du terrein où les deux chambres se tiennent : le même privilege est accordé aux autres ordres de la nation, dans lesquels on se livre sans contrainte à l'esprit de parti, & où ces nombreuses & irrégulieres assemblées jouissent d'une pleine sécurité; ce qui, surtout quand il s'agit du gouvernement, cause tant d'inquiétude aux souverains des autres pays. Les particuliers même, dans de telles assemblées, peuvent s'intéresser personnellement à ce que les démarches qu'on fait en public & qu'ils souhaitent voir suivre, ayent un bon effet: ils peuvent dresser des requêtes & les présenter à la cour ou aux deux chambres, soit pour faire révoquer les mesures qu'on a déjà prises, soit afin d'empêcher la passation de certains bills qu'on est à examiner, ou enfin pour obtenir celle de quelque nouvelle ordonnance: ils peuvent chacun séparément , si-Torne II.

gner ces requêtes: la loi ne s'explique point sur leur nombre, on peut même dire, qu'elle n'a point pourvu aux moyens d'empêcher les abus qui pourroient naître de cette licence.

La presse, ce puissant instrument politique, est aussi à leur disposition: ils peuvent s'en servir pour désigner le tems, le lieu, & le but de leurs assemblées; de plus il leur est permis d'exposer au public & insinuer les avantages qui peuvent resulter des notions qu'ils desirent qu'on adopte.

Ces assemblées peuvent se réiterer, & tout individu peut donner son avis comme il lui plaît sur les fujets proposés, quelqu'opposé qu'il fût même aux vues ou aux desseins approuvés du gouvernement. Tout membre de la législature peut, s'il le juge à propos, avoir entrée parmi eux, & remettre sur le tapis les matieres qui n'ont pas eu le fuccès qu'il esperoit, dans la chambre dont il est membre. L'homme d'état frustré de ses espérances, le ministre congédié y trouvent aussi accès: ils peuvent y apporter tout le poids de leur crédit & de leurs liaisons; & faire jouer tous les ressorts pour engager l'assemblée à prendre leur intérêts, on les invite même à mettre tout en œuvre & à remuer ciel & terre : ils parcourrent ainsi toute la province d'un congrès à l'autre : les clameurs s'augmentent, & on redouble

ľ

rs

1

11

1-

11

3 -

r-

'il

e-

il

é-

ffi

de

US

ur

en

u-

ble

les plaintes: on diroit que la constitution va s'ébranler jusqu'aux fondemens. Mais ces efforts puissans trouvent toujours, d'une maniere ou d'autre, un degré proportionné de réaction: de nouvelles difficultés, & à la fin des obstacles insurmontables barrent le chemin à ceux qui voudroient prendre quelqu'avantage de la fermentation générale pour s'élever sur les ruines de l'autorité suprême: une force secrete se fait sentir, & raméne peu à-peu les choses à un état de calme & de modération; & cette mer si orageuse, si prosondement agitée en apparence, s'arrête toujours à de certaines limites qu'elle semble n'avoir pas la force de passer: sie non plùs ultrà.

L'impartialité avec laquelle la justice est administrée pour toutes les classes d'hommes en Anigleterre, provient aussi en grande partie de la ferme stabilité du gouvernement : le degré même où cette impartialité surprenante est portée, est une de ces choses qui, quoiqu'impossibles en d'autres pays, ne le sont point en Angleterre. Dans les anciennes républiques, d'après les exemples qu'on a déjà cités, & d'autres qu'on pourra encore alléguer, il est évident qu'il n'y avoit aucune réparation pour les actes d'injustice que commettoient les hommes en crédit ou les riches à l'égard des classes insérieures de citoyens

T

té

ra

d

d

V

el

V

ju

V

eı

8

h

la

p

fa

d

qu'ils vouloient opprimer. Autrefois dans les monarchies de l'Europe il se commettoit d'horribles abus de ce genre. De nos jours encore, nonobitant le haut degré de force que plusieurs gouvernemens ont acquise, il est très-difficile aux sujets des classes inférieures d'obtenir réparation par voye de droit contre certains individus: dans quelques pays même il est impossible; & quelque notoire que so it l'injure; il y a encore du dangereux à fe plaindre ouvertement. Même dans les monarchies de l'Europe, où le gouvernement est soutenu, tant par sa force réelle, que par les établissemens avantageux qui concernent la police, il s'éleve quelquefois de grands démêlés entre les individus quant à la facilité d'obtenir justice; & dans plusieurs cas il est pour le moins aussi difficile & aussi précaire de chercher du redressement, que d'ôter aux personnes lézées tout desir de tenter l'entreprise. On ne doit pas non plus attribuer ces abus dont nous parlons, & qui se commettoient autrefois & se commettent encore en divers états de l'Europe, on ne doit pas les attribuer, dis-je, uniquement au manque de fermeté dans les chefs de ces états. Dans quelques pays, le souverain en voulant supprimer ouvertement ces abus, expoferoit à la fois son autorité entiere, & dans d'autres il verroit les obstacles se multiplier de telle sorte sur son chemin, qu'il se trouveroit sorcé, & peut-être bien vîte, d'abandonner l'entreprise. Car comment un monarque pourra-t-il se soute-nir seul contre l'attente reconnue, les espérances réunies de tous les grands qui l'environnent, & contre les prétentions hardies d'individus puissans? & dans une république que doivent faire des magistrats, quand ils trouvent que leur resus de protéger un coupable en crédit & qui tient le même rang qu'eux, ou de permettre à un riche citoyen de soustraire un parent ou un favori à la sévérité des loix, que ce resus, dis-je, va produire, suivant toute apparence, de grandes divisions parmi eux, ou peut être des rumeurs populaires?

K

a

1

e

t

S

e

Si nous jetons les yeux sur la stricte & universelle impartialité avec laquelle on rend la justice en Angleterre, nous serons bientôt convaincus qu'il y a quelque dissérence essentielle entre son gouvernement & ceux des autres pays, & que son pouvoir est sondé sur des causes d'une toute autre nature. Les individus du plus haut rang n'ont pas même la pensée de former la plus petite opposition au cours du droit. Les plaintes du plus simple particulier, si elles sont faites à tems & soutenues suivant la maniere ordinaire, obtiennent aussi-tôt une attention sérieu

fe l'oppresseur du plus grand crédit, quoiqu'au milieu d'une suite de gens à son service; même au plus haut période de son orgueilleuse carriere, & malgré qu'il est environné de mille slateurs ou partisans, est arrêté tout court à la vue de l'ordre légitime qu'on lui remet entre mains, & un huissier suffit pour l'ammener & le traîner devant le tribunal.

Telle est la grandeur & la force non interrompue de la loi (r), telle est en un mot la continuité du pouvoir suprême, de l'irresistible superiorité qu'il produit que l'étendue de ces essets cesse à la fin d'être une matiere d'observation pour le public.

Les grands & les riches ne doivent pas non plus chercher du redressement par une autre voie que par celle qui est ouverte à tous : le souverain même s'est astreint à n'en pas suivre d'autre; & l'expérience a montré qu'il peut sans danger consier sa personne & ses biens au secours lent & litigieux du droit (2).

Un autre avantage très - grand qui resulte de

(1) Lex magna est & prævalebit.

⁽²⁾ Je me rappelle que durant mon premier sejour dans ce pays, je remarquai les affiches qu'on avoit appliquées d'espace en espace, en dehors de la clôture du parc de Richemond, & où étoient écrits ces mots: « Quiconque sera at» trapé faisant du dommage sur oe terrem, sera poursuivi » par le droit.»

cette stabilité remarquable du gouvernement d'Angleterre, dont nous faisons ici le détail, est que ce'a s'opere fans le secours d'une armée sur pié: moyens ordinaires qu'employent les autres couronnes. A cette occasion je citerai un passage du docteur Adam Smith (1), dans un ouvrage qui s'est publié depuis que ce chapitre fut écrit pour la première fois; dans lequel il y a certainement une opinion erronée : & qui, par le mérite reconnu de l'auteur, attire l'attention. Ce favant, frappé sans doute de la nécessité d'un pouvoir suffisant de réaction, d'une force affez considérable du côté du gouvernement, pour refister aux agitations qui accompagnent la liberté, a jeté les yeux autour de lui, & a jugé d'après je ne sais quelles fausses apparences, que la couronne d'Angleterre tiroit sa singuliere stabilité des troupes qu'elle a à sa solde : s'exprime ainsi : » Un » fouverain qui se sent appuyé, non seulement » par l'aristocratie naturelle du pays, mais en-» core une armée bien disciplinée, ne sauroit » s'inquieter que peu des plaintes les plus tu-» multueuses & des discours les plus séditieux, » qui sont pour l'ordinaire sans fondement. Il

⁽¹⁾ Recherches sur la nature & les causes du pouvoir & des richesses des Nations. L. V. Chap. I. Vol. II. p. 313, 314.

» peut en toute sureté les pardonner ou n'y avoir

» aucun égard, & la persuasion de sa supério-

» rité l'y porte naturellement. Ce degré de li-

ic

m

ne

le

po

fe

fes

gi

fo

fi

mé

CO

da

DU

da

étr

noi

qu' tre

orc

» berté qui approche de la licence, ne peut se

» tolérer que dans les pays où le souverain est » appuié d'une armée bien disciplinée (1)».

Le système ci-dessus est fondé par une espece de prévention, qu'un fouverain qui a une armée à son commandement, jouit d'une force réunie, irréfistible, qui n'est sujette à aucun accident, à aucune difficulté, & qui ne souffre point d'exception : mais c'est là une supposition qui ne s'accorde pas avec l'expérience. Si un fouverain avoit un pouvoir extraordinaire attaché à fa personne, & qu'il pût, par exemple, inonder à la fois des légions entieres d'insurgens ou les repousfer & les détruire par des tourbillons de fluide électrique, alors il pourroit effectivement user de la patience dont on a parlé plus haut : quoiqu'il n'y eût vraisemblablement pas apparence qu'il voulût s'accommoder paisiblement des plaintes & des discours séditieux de ses sujets ; cependant, il pourroit en toute sûreté le faire ou ne le pas

⁽¹⁾ Le dessein de l'auteur dans tout ce passage, est de montrer qu'entretenir des armées sur pié sous une bonne discipline, ne sauroit nuire à la liberté publique, & peut même, en certains cas, lui être utile, en délivrant le souverain de toute inquiétude à ce sujet.

faire, suivant son bon plaisir. Mais une armée n'est pas une seule arme, comme on le suppose ici, qui puisse se manier à volonté. Elle est formée d'officiers & de soldats qui ressent les mêmes passions que le reste du peuple, la même disposition à soutenir leur intérêt personnel & leur credit, quand ils s'apperçoivent de, leur force, & que l'occasion s'en présente. C'est pourquoi quelle sera la ressource du souverain, si dans cette armée sur le secours de laquelle il se fonde, le même esprit de parti qui fait agir fes autres fujets, s'y montre aussi ? où se refugiera-t-il, si les mêmes caprices politiques, foutenus par l'ambition réelle de quelques chefs, si la même impatience, & enfin peut-être la même perfidie, qui agitent toute la nation, commencent à s'infinuer auffi dans l'armée ?

Le point le plus essentiel de l'art de régner dans les gouvernemens soutenus par une continuelle force armée est de prévenir de pareils dangers. Mêler les troupes nationales avec les étrangeres à leur solde, les disperser en corps nombreux dans tout le pays, & changer continuellement leurs garnisons, voilà les méthodes qu'on emploie; qu'il n'appartient pas plus à notre sujet de détailler, que les expédiens extraordinaires dont se servent les monarques d'Ori-

S

ent à ces mêmes fins. Mais une précaution trèsessentielle à rapporter ici, & que les gouvernemens dont nous parlons, ne manquent jamais
de prendre avant toute autre; c'est de priver
leurs sujets laïques, d'une liberté qui, transmise
à la soldatesque, seroit accompagnée de conséquences dangereuses; empêcher de si mauvais
exemples de se communiquer à ceux qui ont
leur vie & leur pouvoir en dépôt, c'est là ce
que le sentiment de leur amour propre leur suggere; & en conséquence ils mettent tout en
œuvre pour empêcher qu'une si terrible contagion ne se communique & ne se propage.

On peut établir comme une maxime générale, que, là où le souverain cherche dans son armée la sûreté de sa personne & de son autorité, les mêmes loix militaires qui contiennent cette armée, doivent s'étendre à toute la nation : non quant aux devoirs de soldats & aux manœuvres, mais quant à tout ce qui a rapport au respect dû au souverain & à ses ordres. La loi martiale, qui renferme ces points délicats, doit être universelle. Les réglemens que dicte la jalousie quant aux séditions, & au mépris des ordres, ne sauroient être observés à la rigueur sur cette partie de la nation qui assure l'obéissance du reste; & cela sur tous les grades depuis le sol-

jo vie

ľ

le tel inc

fe deg par

teur n n n le

n pi n er pays

n p

pays pas : y rej

dat à l'officier, & de là au chef même du système militaire, pendant qu'on laisse jouir la classe inférieure & la plus nombreuse du peuple d'une licence effrenée: cette secrete disposition qui inspire aux hommes à resister à leurs supérieurs & à les contrecarrer, ne sauroit être soumise à de si terribles freins d'un côté, & abandonnée à la licence & au déréglement, de

5

it e

0

1-

e,

će

les

11-

on

ea,

ia-

tre

nfie

es,

ette

du

fol-

Dans un pays où on entretient une armée, capable d'en imposer à la nation, cette armée jouira à son avantage de la licence dont on vient de parler pendant qu'elle la réprimera dans le peuple. Tout officier & tout soldat dans un tel pays prétend à une supériorité sur les autres individus, & à proportion que le gouvernement se confie en leur secours, ils s'attendent à un degré plus ou moins grand de soumission de la part du reste du peuple (1).

⁽¹⁾ Au commencement du passage qu'on examine ici, l'auteur (le docteur Smith) dit, « où le souverain est lui-mê» me, le général, & les principaux d'entre les nobles &
» les premieres samilles, l'état major d'une armée; où le
» pouvoir militaire est entre les mains de ceux qui ont le
» plus grand intérêt au maintien de l'autorité civile, parce
» qu'ils y ont le plus de part, là, dit-il, une armée sur
» pié ne sauroit nuire à la liberté: au contraire, elle peut
» en certains cas lui être utile, &c. &c.» Dans un tel
pays, une armée ne sauroit nuire à la liberté: non, du moins
pas à la liberté de la grande & petite noblesse, sur-tout s'àl
y regne assez d'esprit & d'harmonie pour s'unir contre le

Le même auteur termine ses observations, concernant la sécurité du pouvoir d'un souverain qui est soutenu par la sorce des armes, en ajoutant. » C'est dans de tels pays seulement » qu'il n'est pas nécessaire que le souverain soit » d'une autorité illimitée pour reprimer les de» sordres qui naissent de cette licence estrénée ».

L'idée qu'expriment ces paroles s'accordant avec celles qu'on a déjà discutées, je ne dirai plus rien là-dessus. La raison que j'ai eue d'insérer

il

Ce

s'a de

pol

tou

les

tat ,

& 1

tous

cesse

quelo

verai

qu'il

peut

lui fe

leurs

cela i

on per

fouverain. L'union du pouvoir civil avec le pouvoir militaire, dans le corps aristocratique de la nation, ne laisse aucune ressource au souverain & au peuple. Si les anciens rois d'Ecosse avoient imaginé l'expédient d'une armée sur pié & avoient confié le commandement de cette armée, soudoyée par eux, à ces grands & petits nobles qui s'étoient rendues héréditaires les places d'amiraux, de grands intendans, de hauts connétables, de grands chambellans, de juge général, de shériss de provinces, &c. ils n'auroient remédié qu'imparsaitement aux désordres qui régnoient dans le gouvernement de leur pays; ils n'auroient fait que sournir à ces nobles de nouvelles armes l'un contre l'autre, contre le souverain & contre le peuple.

Si les membres du parlement britannique, qui, quelquesois remplissent la nation de la clameur de leurs débats, avoient chacun une armée à leur commandement. & qu'ils la pussent employer à soutenir leurs prétentions, le reste du peuple ne s'en porteroit pas mieux pour tout cela. Heureusement on s'est assuré des épées, & la violence est bannie de

leurs débats.

L'auteur que nous citons, a regardé sans doute un gouvernement comme une simple machine qu'on fait mouvoir de divers côtés, & une armée comme un pur instrument. Et semblable à plusieurs autres savans, pendant qu'une certaine considération les frappe, il en a négligé d'autres non moins importantes.

ce passage, est que cela me fait remarquer une circonstance finguliere dans le gouvernement d'Angleterre. Par cette expression il n'est pas nécessaire que le souverain soit nanti d'un pouvoir illimité, l'auteur paroît croire qu'un fouverain, à la tête d'une armée qui lui affure son pouvoir. a coutume d'attendre, pour se mettre en mouvement, qu'il en ait reçu la permission, c'està dire qu'il soit nanti du pouvoir de le faire. Cette notion de l'auteur que nous citons, peut s'appliquer au gouvernement solide & bien réglé de ce pays; mais le même systême ou principe politique ne se trouve sous aucun autre. Dans toutes les monarchies (& il en est de même dans les républiques) par le pouvoir exécutif de l'état, on suppose comprendre dans son origine, & par sa nature toute espece d'autorité légale : tous ses motifs passent pour légitimes; & ils ne cessent de l'être que lorsqu'ils sont arrêtés par quelque réglement positif fait exprès. Le souverain, de même que le magistrat civil, à moins qu'il ne se trouve bridé par quelque loi formelle peut opprimer impunément les sujets quand bon lui semble! il peut leur faire rendre compte de leurs actions, & les interprêter faussement, après cela infliger des peines à son gré; à ces égards on peut croire qu'il abuse, mais ne va pas au-delà

C

US

er

re,

ine 'E.

8

yée ren-

ans, géédié

gou-

re le

nefois oient

pul-

peureuse-

nie de

gou-

ouvoir iment.

ne cer-

de son pouvoir. En un mot, l'autorité du gonvernement est supposée illimitée, tant qu'il n'y a point de bornes visibles qui la gênent : au delà & en deçà de ces bornes gît toute la liberté des sujets.

En Angleterre c'est tout l'opposé. Ce n'est pas l'autorité du gouvernement, c'est la liberté du sujet qu'on suppose illimitée. Toutes les actions de l'individu passent pour légitimes jusqu'à ce qu'on nomme la loi qui leur donne une autre dénomination. L'onus probandi passe ici du sujet au prince. Le sujet n'est pas obligé en tout tems de justifier sa conduite. Quand le souverain ou un magistrat trouvent à propos d'user d'autorité, il faut qu'ils déterrent & exhibent la loi sur laquelle ils se sondent dans leurs démarches, & qui les autorise à publier leurs défenses contre les sujets (1).

n

tar

de que Infi

mai des

cet in-fi de p je c

d'ate

l'auto

for l

cette

tous

d'écri

(1)

genre

Le pl

la ren

Je ;

⁽¹⁾ Je prendrai la liberté d'alléguer un autre fait qui me regarde, parce qu'il peut servir d'éclair cissement aux observations ci-dessus; ou du moins à ma maniere de les exprimer. Je me rappelle que quand je commençois à remarquer les opérations du gouvernement anglois, j'avois un préjugé d'une nature toute dissérente de celui de l'auteur dont nous venons de discuter les opinions: je me tenois pour dit, que chaque branche de la liberté dont jouit le sujet dans ce pays, étoit sondée sur quelque loi positive qui la lui assurint Quant à la liberté de la presse, je ne doutois point que cela ne sût ainsi, & qu'il n'existât quelque loi particuliere, ou plutôt nombre de paragraphes dans les livres de droit, où cette liberté étoit désignée & particulièrement spécisée;

Ce système dans la jurisprudence dont je viens de parler, tirant sa source de l'esprit général qui fait mouvoir toutes les parties du gouvernement, est même porté si loia, que tout incident où la moindre circonstance qui peut autoriser un délinquant, à se soustraire, quoiqu'avec grand' peine, au pouvoir des loix, sussit pour le mettre à l'abri du châtiment, quelques connus que soient du public le déréglement de ses mœurs & le crime de sa conduite (1).

S

15

ce

re jet

ms

ou

ri-

fur

8

ntre

ii me

bfer-

expri-

réjuge

nous

t, que

e pays,

Turoit.

nt que

uliere,

droit,

écifiée:

& comme celle d'écrire se portoit dans ce tems-là fort loin & excitoit la plus grande attention (le tumulte cause pour l'élection de Middlesex n'étant pas encore appaisé) je souhaitai de voir les loix que je supposois exister, ne doutant pas qu'il n'y eût quelque chose de remaiquable dans la maniere dont elles étoient conçues. Pexaminai les ouvrages de jurisprudence que j'eus occasion de me procurer, tels que les Dictionnaires de droit de Jacob & Cunningham, les Instituts de Wood, & les Commentaires du juge Blackstone. mais inutilement. Je trouvai aussi moyen de voir le Digeste. des loix d'Angleterre par Comyn, & je fus encore trompé : cet auteur, quoique son ouvrage consiste en cinq volumes in-folio, n'avoit pas eu, non plus que ceux dont je viens de parler, assez de place pour insérer la loi intéressante que je cherchois. A la fin il me vint à la pensée, quoique pas d'abord, que cette liberté de la presse étoit permise, parce qu'elle n'étoit pas défendue, & que cela seul suffisoit pour l'autoriser. Ceci me porta, lorsqu'ensuite je pensai à écrire fur le gouvernement de ce pays, à donner la définition de cette liberté, en y ajoutant la considération importante de tous les procès intentés pour la publication d'ouvrages ou d'écrits défendus, & qui doivent se décider par des jurés. (1) On pourreit citer nombre d'exemples, même d'un genre assez plaisant, pour affirmer ce que je viens de dire. Le plus petit défaut dans les termes d'une citation suffit pour la rendre nulle.

Je me rappelle pas le nom de cet écrivain sédifieux,

Des bornes si étroites dans les fonctions du gouvernement, paroissent, sans doute fort extraordinaires: aussi cela ne se voit dans aucun autre pays que dans celui-ci, & il ne pourroit pas non plus exister ailleurs. La situation des autres gouvernemens étant telle qu'ils ne sauroient ainsi se laisser exclure de l'espace illimité qui est hors de l'atteinte des loix, pour être bornés à ce petit circuit qu'une juste prevoyance a tracé. L'autorité de ces gouvernemens étant plus ou moins incertaine, il y saut un degré de prudence qui y réponde (1).

Le fondement de cette maxime du droit, qui borne l'exercice du pouvoir suprême aux cas seuls exprimés par une loi écrite, ce fondement dis-je, sut posé lors de la passation de la

qui, ayant publié un abominable écrit, avoit cependant échappé au châtiment, & répondoit à ses amis qui lui reprochoient sa témérité, je savois bien que ce que j'écrivois me mêneroit à un doigt de la potence. S'étant attaché dans tes réponses à toute la précision de la loi, il avoit pu ame-

ner les choses au point qu'il avoit souhaité.

(2) On pourroit aussi faire voir que la grande douceur qu'on employe en Angleterre dans l'administration de la justice criminelle, tant à l'égard du peu de sévérité avec laquelle on punit le crime, qu'aux fréquens pardons qu'on accorde, que cette douceur, je dis, est particulierement liée avec la stabilité du gouvernement: l'expérience démontre qu'il est inutile d'employer trop de sévérité à l'égard des malsaiteurs; & le pouvoir suprême n'a pas besoin de montrer aucun mauvais exemple aux magistrats subalternes à cet égard.

grande

le

8

D

ti

ch

no

pr

bu

DE L'ANGLETERRE. 177

grande chartre : cette restriction sut spécifiée dans un de ces articles généraux que les nobles. réunis avec le peuple, avoient pu obtenir du scuverain. La couronne alors, tiroit de ses domaines étrangers, cette stabilité & cette force intérieure quant à la nation angloise, qui sont maintenant annexées, d'une maniere imperceptible, à la branche civile de sa charge, & qui quoiqu'elles opérent par différens moyens, continuent à maintenir cette espece de confédération contr'elle; & l'union entre les différens ordres du peuple. Par l'article de la grande chartre à laquelle on fait allusion, le souverain s'engagea de ne courir sus, ni envoier contre le fujet autrement que par la décision des pairs & la loi du pays (1). Cet article fut cependant négligé dans la suite, en conséquence du droit que le roi prétendoit avoir dans ses proclamations fur-tout par l'inftitution du tribunal de la chambre étoilée, qui fondoit ses démarches, non seulement sur ces proclamations, mais aussi fur les regles particulieres qu'elle jugeoit à propos de se faire. Par l'abolition de ce tribunal (de même que de celui de haute commif-

re

1-

nt

de

rui

as

le-

la

dant

re-

dans ame-

ceur

e la

avec qu'on

ment monégard in de

ernes

ande

^{(1) ...} Nec super eum ibimus, nec super eum mittemus; nist per legale judicium parium vel per legem terræ. Cap. XXIX.

sion) sous le regne de Charles I. La clause cidessus énoncée dans la grande chartre sut mise en exécution; & il parut par l'événement, que cette restriction même qui paroît singuliere quant à l'autorité suprême & à ses sonctions, n'est que ce que les choses en elles-mêmes & la sorce de la constitution, peuvent supporter (1).

Je tiens que la maxime de droit, que nous avons décrite ci-dessus, & son exacte observation par l'autorité suprême est ce qui caractérise le plus particulièrement la maniere dont l'Angleterre est gouvernée, & est la preuve la plus convaincante de la liberté réelle qui resulte de tout son gouvernement. La méthode du pouvoir exécutif de regler ainsi ses mouvemens sur de telles loix, & sur celles-là seulement, qui sont vérisées & promulguées d'avance, ne sauroit

d

-fe

fi

P

fa

gr

qu

re

pli

CO

pa

ten

da,

⁽¹⁾ Le tribunal de la chambre étoilée étoit comme une cour d'équité en matieres criminelles : elle se chargeoit de décider des cas d'offense lorsque les tribunaux ordinaires, quand ils n'avoient aucun ordre de la cour à cet esset, refusoient de le faire, soit à cause du silence de la loi écrite là-dessus, soit ensuite des regles particulieres qu'ils avoient établies dans leurs jurisdictions respectives; ce qui est exactement la fonction du tribunal de chancellerie (& de l'échiquier) quant aux cas de propriété. La grande utilité des tribunaux de ce genre, a fait qu'on a soutenu & continué les cours d'équité quant aux matieres civiles: mais l'expérience a montré, comme on l'a observé plus haut, qu'il ne peut résulter aucun grand inconvénient de permettre au sujet la liberté qu'il a acquise, par l'abolition totale de tous tribunaux arbitraires quant aux matieres criminelles.

DE L'ANGLETERRE 179

être le résultat de cette espece de stabilité que la couronne pourroit recevoir d'un corps de troupes, ou, comme l'auteur ci-dessus l'a exprimé, de ce que le souverain a une armée à ses ordres: une maniere d'agir si uniforme est même opposée aux fonctions de général; vu que le succés de ses opérations dépend en grande partie de leur promptitude, & de ses mouvemens imprévus.

3

-

.

t

a

te

11-

11

nt

it

ine

de

es, re-

rite

racl'é-

des

nué

qu'il e au

e de

les.

En général, cette stabilité du pouvoir de la couronne d'Angleterre, dont nous avons fait le détail, ne sauroit être le résultat de cette espece de force que procure une armée : de tels moyens sont trop précaires, trop compliqués & trop sujets aux accidens; en un mot cette sorce n'approche pas de ce degré de sermeté nécessaire pour contrebalancer, & ensin appaiser ces grandes agitations parmi le peuple, qui semblent quelquesois menacer le gouvernement & vouloir renverser l'ordre établi. Une armée bien disciplinée peut, il est vrai, servir à empêcher les commencemens de ces troubles & calmer l'impatience du peuple; mais elle ne sauroit le contenir quand une sois il a franchi ses barrieres.

Si des preuves & des considérations générales; nous passons aux simples faits, nous trouverons qu'effectivement la couronne d'Angleterre ne

compte pas sur le secours de l'armée qu'elle d à ses ordres, ni ne l'a jamais fait. Dès les premiers tems, c'est-à-dire long-tems avant que les princes de l'Europe eussent adopté la méthode de tenir des armées sur pié, les rois d'Angleterre jouissoient d'une autorité aussi entiere & aussi étendue que celle qu'ils possédent à présent. Après qu'ils eurent perdu les secours qu'ils tiroient de leurs domaines d'outre mer, il commença à se former au dedans du royaume un certain arrangement, qui leur fournit un autre genre de force, non moins solide : & ils tirerent de la branche civile de leur autorité royale, ce pouvoit assuré qu'aucun autre monarque ne posséda jamais, qu'au moyen de légions & de gardes prétoriennes, ou de corps de janissaires ou de Strelitz.

S

fe

te

a

CC

vi

s'é

en

bi

il

te

que

ďu

ge

fils.

fou

con

fi in

quêl

feul

fans

c'est

Pour parler d'un période remarquable dans l'histoire d'Angleterre, on dira que, quoique les princes de la maison de Tudor n'eussent pas d'autres forces apparentes que de simples suites de gens qui composoient leur maison, cependant ils étoient en état d'exercer une autorité égale à celles de-plus grands despotes qui aient jamais régné, égale à celle des Domitiens ou des Commodes, ou des Amurats ou Bajazets: elle étoit même plus grande, si nous considerons la

DE L'ANGLETERE. IST

lenteur avec laquelle elle a gagné de profondes, racines, & cet extérieur de légalité qui l'accompagnoit dans toutes ses branches.

á

.

2

le

re

ès

fe

n-

1-

n-

it

ales

de

ins les

de

ant

ale

ja-

des

la

La résistance que les rois de la maison de Stuart étoient en état de faire, quoique sans le secours des armes, & soutenus seulement de l'autorité civile de leur royauté, pendant longues années, contre l'esprit inquiet & remuant qui commença à agir sur la nation, & malgré ces vives disputes sur la politique & la religion, qui s'éleverent alors, cette resistance, dis-je, est encore plus remarquable que le pouvoir exorbitant des Tudors, même sous le regne desquels il y eut des préjugés universels d'une nature toute contraire.

Les débats commencerent avec le regne de Jacques I. cependant il eut le bonheur de soutenir d'un air tranquille le commencement de l'orage & de transmettre son autorité entiere à son fils. Il est vrai que Charles I sut à la sin écrasé sous les ruines de la constitution; mais si nous considérons qu'après avoir fait les concessions si importantes au peuple, contenues dans la Requête de droit (Petition of right), il sut en état seul & sans armes, de maintenir son terrein, sans perte ou danger réel, pendant onze ans, c'est-à-dire jusqu'à l'an 1640. & suivans; si nous

M 3

considérons cela dis-je, nous serons portés à croire qu'il auroit évité les infortunes, qu'il éprouva à la fin, s'il eût été mieux conseillé.

Les événemens qui sont arrivés sous le regne de Jacques II. offrent une preuve de cette solidité qui fait l'appanage de la couronne d'Angleterre. Quoique toute la nation, sans excepter même l'armée, sût en quelque sorte réunie contre lui, il sut en état de régner pendant quatre années entieres, faisant tête à tout, sans éprouver aucune resistance ouverte. Ce ne sut pas non plus sans difficulté qu'on trouva des raisons sufsissantes pour lui resister dans la suite (1). Car quoiqu'il n'est pas douteux que par les circonstances, Jacques II. n'eût été ensin détrôné, & peutêtre d'une manière tragique, cependant, sans le sécours du prince d'Orange, cet événement au-

n

1

C

fi

C

ć

⁽¹⁾ M. Hume est un peu trop ardent à disculper Jacques II. Il commence la peinture abrégée qu'il sait de son caractere, par le représenter comme un prince qu'on peut, par le sait, appeller plus malheureux que criminel. Cependant, si on considere les pactes solemnels contractés, non seulement par ses prédécesseurs, mais aussi par lui, & qu'il tâcha de rompre; comment il a attaqué de sang froid & de propos délibéré la liberté & la religion du peuple, sans juste sujet; & en un mor, comment il étoit totalement destitué de tout prétexte de nécessité & de propre désense, que la plupart des princes qui ont eu des démêlés avec leurs sujets, avoient plus ou moins raison d'alléguer, si on considere tout cela, dis-je, on le regardera peut-être comme le monarque le plus criminel qui ait jamais existé.

DE L'ANGLETERRE. 183

roit été différé de quelques années. Cette autorité sur laquelle Jacques comptoit si fort, ne sut pas autrement anéantie lorsqu'elle le sur, que par un prompt & considérable secours de troupes qui furent amenées du continent, pour lui résister, semblable à une sorteresse solide qui, quoique sans ouvrages extérieures, ne peut être sorcée que par le secours du canon.

3

r

-

e

1-

n

2

Ir

t-

le

1-

es

cle

fint

de

0**s**

ut

nt.

US

Si on examine la maniere dont ce pays a été gouverné depuis la révolution, on verra clairement que ce n'a pas été par le moyen de l'armée que la couronne a à ses ordres, qu'elle a pu conserver & exercer son autorité. Ce n'est pas par le moyen de leurs foldats, que les rois de la Grande - Brétagne empêchent la maniere dont se font les élections, de leur être nuisible; car ces soldats doivent évacuer les lieux où se font ces élections, un jour avant qu'elles commencent, & n'y rentrer qu'un jour après qu'elles sont finies. Ce n'est pas par le moyen de leurs forces de terre qu'ils empêchent les divers ordres de magistrature civile du royaume, d'envahir & diminuer leurs prérogatives; car ces forces ne doivent pas agir que cette derniere ne les appelle étant sous sa direction. Ce n'est pas par le moyen de leur armée qu'ils inspirent aux deux branches de legislature ce respect pour leur autorité royale

M'4

que nous avons décrit ci-devant; puisque chacune de ces deux branches a le droit annuel de licencier cette armée (1).

Il y a une autre circonstance qui, indépendamment de toutes les autres, prouve que le pouvoir exécutif de la couronne n'est pas soutenu par l'armée. Je veux dire l'assujettissement même dans lequel on tient le militaire quant au pouvoir civil de ce royaume.

Dans un pays où le pouvoir suprême de l'état est soutenu par l'armée, le soldat, qui, à l'égard des autres individus, à de son côté l'avantage de la sorce, étant de plus autorisé par la loi, acquiert aussitôt ou plutôt s'arroge, un ascendant général; & le souverain, soin de le décourager ressent une satisfaction intérieure en voyant l'instrument sur lequel repose son autorité, recevoir une nouvelle sorce, par le respect du peuple, & une espece de sanction générale, quoique simplement extérieure.

1

I

t

1

O

n

P

h

Et non seulement la soldatesque en général,

⁽¹⁾ Le peuple en général a été, dès les premiers tems, si peu accoutumé à voir employer la force pour insluer sur les idébats du parlement, que l'entreprise de Charles I, accompagné d'une suite d'environ deux cent personnes, pour saissir les cinq membres, sur réellement l'étincelle qui mit le seu au tas de matieres combustibles que les précédentes difficultés avoient accumulées. Le parlement, en conséquence de ce fait, prit prétexte de faire à son tour des préparatis militaires; & puis la guerre civile commença.

mais aussi ceux qui la commandeat, prétendent aussi chacun en son particulier à une prééminence: commandans en chef, officiers, soldats ou janissaires, tous voudroient, dans leur propre état, s'arroger quelque sorte de privilege exclusif: & ces privileges, soit honorisiques ou lucratifs, prennent sortement racine & deviennent onéreux au reste du peuple, à mesure que le gouvernement a plus ou moins besoin du secours de la force militaire & suivant qu'il l'employe plus ou moins souvent. Cela ne se peut autrement.

le

ıu

10

11-

é-

à

nla

if-

lé-

en

to-

e,

al,

les

m-

faifeu

iffi-

nce

Maintenant, si nous examinons ce qui se passe en Angleterre, nous y trouverons un ordre dans les choses, tout dissérent de celui que je viens de décrire. Tous les tribunaux militaires sont constamment subordonnés à ceux du droit civil. Les officiers qui ont abusé de leur autorité particuliere, quoique seulement à l'égard de leurs soldats, peuvent être cités, devant un tribunal ordinaire, & sorcés à donner satisfaction; même tout abus d'autorité notoire, commis par les membres des cours martiales, quand, assemblées pour juger leurs gens, & déterminer les cas qui concernent purement le militaire, les rend repréhensibles devant un juge civil (1).

⁽¹⁾ On pourroit rapporter un grand nombre d'exemples

A tout ce que l'on vient de dire concernant la préeminence de l'autoriré civile sur le mili-

pour prouver l'assujettissement du pouvoir militaire au pouvoir civil: j'en alléguerai seulement un qui est très-remarquable, & qui se trouve inséré dans les seuilles périodiques

de 1746.

Un lieutenant de marine nommé Frye, avoit été accusé, pendant qu'il étoit aux Indes occidentales, d'avoir refusé d'obéir au capitaine, qui lui commandoit d'aider à un autre lieutenant à conduire un officier prisonnier à bord du vaisfeau : les deux lieutenans vouloient que le capitaine donnât cet ordre par écrit. Pour ce fait, le lieutenant Frye fut jugé à la Jamaïque par une cour martiale, & condamné à quinze ans de priton, & en outre déclaré incapable de fervir le roi. Il fut amené ensuite en Angleterre; & son cas ayant été connu du conseil privé, & paroissant de nature à pouvoir être éclairci, on le relâcha. Quelque tems après il intenta une action contre le chevalier Chaloner Ogle, qui avoit présidé à cette cour martiale, & obtint une sentence en sa faveur de mille livres sterlings de dédommagement (il fut aussi prouvé qu'il avoit été détenu quatorze mois dans la plus sévere prison avant que d'être jugé). Le juge l'informa de plus qu'il étoit libre d'attaquer tout membre de cette cour martiale qu'il pourroit découvrir. La suite de l'affaire est encore plus remarquable.

Le lieutenant Frye ayant donc eu recours à la voye de droit, le chevalier Jean Willer, lord président des plaids communs, lâcha un writ contre l'amiral Mayne & le capitaine Rentone, qui avoient assisté à la susdite conr martiale, qui se trouverent alors en Angleterre, & étoient membres d'une autre cour martiale qui se tenoit dans ce tems-là à Deptfort, dont le dit amiral Mayne étoit de plus président; & ils furent arrêtés à la rupture de la seance. Les autres membres ressentirent vivement ce qu'ils crurent une insulte; ils s'assemblerent deux fois à ce sujet; prirent des résolutions, que le juge avocat devoit remettre au conseil de l'amirauté, afin de les présenter ensuite au roi. Dans l'exposé de leurs griefs ils demandoient « fatisfaction du fanglant affront » fait à leur président, de la part de toutes les personnes, » quelque considérable que fût leur office, qui avoient pro-» curé ou conseillé de maniere ou d'autre cet arrêt : » se plaignant en outre, que, par le dit arrêt, « l'ordre, la » discipline & le gouvernement des armées navales de fa

DE L'ANGLETERRE. 187

taire en général, il est inutile d'ajouter que tous les délits qui se commettent par le soldat contre les individus des autres classes du peuple, font de la compétence d'un juge civil. Tout usage qu'il fait de ses armes, à moins qu'il n'en soit expressément requis du magistrat, dont il doit attendre les ordres, en quelque occasion que ce foit l'expose à être chargé d'un meurtre dont on ne découvriroit pas les vrais auteurs. Il lui est inutile d'alléguer devant un juge, le devoir ou. les ufager de son état, pour pallier quelque faute, il n'est pas même écouté s'il est demandé par un tribunal de police, on doit le délivrer aussitôt. Et on ne peut pas dire en général, que la faveur que témoigne l'autorité suprême de l'état au militaire, ait toujours été telle que d'inspi-

» majesté, se trouvoient anéantis, & le statut 13 de Char-

» les II, rendu nul & fans effet ».

Les altercations à ce sujet durerent quelques mois. A la fin la cour martiale crut qu'il étoit de la prudence de céder; & envoya au lord président Willer, une lettre signée par dix-sept officiers, tant amiraux que ches d'escadre & autres qui la composoient; dans laquelle elle reconnoissoit que « les résolutions du 16 & 21 Mai étoient injustes & illipoites; & en conséquence demandoit pardon à sa seigneurie » & à toute la cour des plaids-communs de ce qui s'étoit » passé».

Le juge Willer lût cette lettre en pleine assemblée, & ordonna qu'on l'enrégistrât, comme un avis à tous les siecles, que quiconque prétend se mettre au dessus de la loi, se trouve à la fin trompé. Cette lettre, de même que l'acception du juge Willer, furent insérées dans la gazette suivante, 15

Novembre 1746.

e (-

it

ze

i. té

ir ta

ė-

ffi

léde

ur est

de

pi-

le,

res

àà

nt;

res

te;

olu-

mi-

é de

ont

nes,

oro-

: ,))

rer à la masse du peuple une disposition à se laisser maîtriser par le soldat, ou de mettre si fort les magistrats ou les jurés de son parti que de décider avec partialité en sa faveur (1).

La subordination du pouvoir militaire à l'autorité civile portée au point où elle est en Angleterre, est une autre marque caractérissique ou distinctive du gouvernement anglois.

Il est assez clair qu'un roi ne cherche pas d'appui dans son armée, lorsqu'il prend si peu de peine pour la gagner par des faveurs & l'attirer dans ses intérêts.

En général, si on considere toutes les disférentes branches qui constituent le gouvernement de ce pays, on trouvera que l'armée ne sauroit procurer au souverain aucune sorce permanente sur laquelle il puisse compter, ni le succès de quelque démarche en se prêtant à ses vues quelqu'éloignées qu'elles sussent.

⁽¹⁾ Le lecteur peut voir dans les feuilles périodiques de 1770, le tumulté qui s'éleva à l'occasion d'un général d'armée (le général Gansell), qui s'étoir prévalu du voisinage de ses soldats pour empêcher certains officiers du shériff de le faisir à Whitehall. Il parut cependant que ce général n'avoit sait autre chose que de faire avancer quelques-uns de ses gens pour inquiéter & épouvanter les officiers du shériss, & prosita d'un moment savorable pour s'évader. Cette rumeur violente étoit sans doute l'esset de l'esprit de parti qui régnoit alors; mais cela fait voir néanmoins quelles étoient à ce sujet les idées du peuple.

DE L'ANGLETERRE 189

La publicité des débats du parlement, porte tous les individus, les foldats comme les autres, à faire quelque attention aux matieres politiques; & la liberté de parler, d'imprimer, & d'intriguer s'étendant à tous les ordres dont ils font environnés, rend ces foldats susceptibles d'adopter tout sentiment qui peut se trouver contraire aux vues du souverain qui les paye.

ľ

S

e

r

le

de al

uui

nt

Ce seroit encore pire si le souverain étoit engagé dans une querelle avec un corps nombreux de la nation. L'intérêt général s'accroîtroit avec la chaleur des débats dans le parlement : les particuliers qui composent les différentes classes du public, feroient preuve de leur éloquence sur les mêmes sujets d'altercation, ce qui ne contribueroit pas peu, dans des tems aussi critiques, à gagner la foldatesque : le souverain ne pourroit obvier à un tel mal ni même ne fauroit comment s'y prendre ou quand il y trouveroit un remede, ce seroit trop tard. Un prince engagé dans la querelle que nous supposons, auroit à peine fait ses premiers préparatifs, son plan ne feroit qu'à moitie formé, que ses troupes l'abandonneroient. Et plus l'armée d'un tel prince seroit puissantes plus par le nombre de ses soldats elle paroîtroit propre à sa destination, & plus le danger feroit grand.

C'est ce qu'éprouva Jacques II, d'une maniere bien frappante. Il avoit poussé le nombre de son armée à trente mille hommes. Mais quand le jour vint, dans lequel il auroit eu besoin de leur secours, quelques uns passerent du côté de l'ennemi, d'autres mirent bas les armes; & ceux qui resterent sous le drapeau, témoignerent plus d'inclination à être spectateurs de la querelle, que d'y prendre part. En un mot, il fut obligé de tout abandonner, sans avoir fait aucun usage de leur assistance (1).

d

a

V

fe

C

u

do

mi

tar

po éta

arr

tol

att

por

gei

né tio

que

qu' dro

(1) Les troupes firent de grandes réjouissances le jour de l'absolution des évêques, même en présence du roi, qui s'étoit rendu ce même jour-là exprès sur la bruiere de Hounston. Il n'avoit pu engager un feul régiment à approuver ses mefures quant à la torture & aux loix pénales. Le fameux vaudeville lero lero lillibulero, qu'on dit avoir eu tant d'influence sur l'esprit du peuple dans ce tems-là; & dont l'évêque Burnet dit, " que jamais une chose de si peu d'importance » ne produisit tant d'effet; car toute l'armée & enfin tout le » monde de la ville & de la campagne le chantoit continuel-

Une armée nombreuse, déjà formée d'avance, se trouveroit être, dans la fituation présente des choses, un grand obstacle à un roi d'Angleterre qui auroit des vues contraires à la liberté de ses sujets : il n'est pas possible qu'il y donnât son attention pour la bien discipliner : d'autant moins que ses mesures à cet effet ne s'accorderoient guere avec cel-

les qu'il doit prendre avec le reste du peuple.

Si un roi d'Angleterre, qui souhaiteroit anéantir la préfente constitution, & rendre son autorité semblable à celle des autres souverains de l'Europe, me faisoit l'honneur de me consulter sur les moyens d'y réussir. Je lui répondrois, que la premiere démarche qu'il devroit faire, & avant même qu'on soupçonnât son projet, seroit de congédier son armée, fe réservant seulement une forte garde, qui n'excéderoit pas

D'après toutes les circonstances que nous avons rapportées ci-devant, il est clair que le pouvoir de la couronne en Angleterre, gît sur des fondemens qui lui sont tout particuliers, & que sa sécurité & sa force dépendent de moyens tout différens de ceux qui procurent les mêmes avantages, mais très-imparfaitement & à grands frais, dans les autres monarchies.

C

n

le

le

de

IX

us

e, li-

un

de s'e-

.011. me-

all-

'inévêince

t le uel-

uverand

trai-

don-

ioins cel-

pre-

celle

ir de

rois, nême mee,

t pas

C'est sans le secours de ses troupes, que le roi d'Angleterre manifeste son intrépidité à l'égard de tout individu puissant, ou de partis entiers, avec laquelle il remplit ses fonctions & les devoirs de la royauté. C'est encore sans ce même fecours qu'il peut balancer cette licence qui ne connoît point de bornes chez le peuple, faire usage de cette force supérieure qui s'accroît tou-

douze cens hommes. Ceci fait, il pourroit, par le moyen de son crédit & des avantages du trône, se mettre à contreminer les loix fondamentales qu'il défapprouve; usant d'autant de modération que possible, afin d'avoir plus de tems pour agir. Et quand à la fin les choses seroient amenées à un état de crise, alors je lui conseillerois de former une autre armée, de ses amis, ou de cette classe du peuple que la tournure & les incidens des précédentes querelles auroient attachés entiérement à ses intérêts : avec cette armée il pourroit alors courir le hasard; le reste dépendroit de son généralat: & même beaucoup de sa réputation à cet égard.

Je conclurai cependant cet avis, que je suppose être donne au roi d'Angleterre, par lui faire observer, que sa situation, à tout prendre, est pour le moins, aussi avantageuse que celle d'aucun roi de la terre; & enfin que tout le fruit qu'il pourroit recueillir de la réussite de son plan ne vau-

droit pas la peine d'en entreprendre l'exécution.

jours à mesure qu'elle trouve de la résistant ce, tenir le gouvernail du grand navire de l'état au milieu des vents & de la tempête, & le remettre en équilibre lorsqu'il vient à pencher de quelque côté (1).

C'est de la branche civile de son office, que la couronne tire cette force avec laquelle elle s'assujettit même le militaire, & le tient sous le joug de loix sans exemple dans tout autre pays. C'est d'un heureux arrangement dans les choses, qu'elle dérive cette fermeté ininterrompue, cette solidité invisible qui procurent au fujet & une protection si assurée & une liberté si étendue. C'est de la nation qu'elle tire cette autorité avec laquelle elle gouverne. Ses ressources font l'union & non la contrainte; une autorité sans gêne, & non la terreur; & elle continue de regner au milieu du tumulte des passions volontaires de ceux qui lui obéissent (1).

(2) Plusieurs personnes, contentes de voir la hauteur & les

CHAP.

le

r

C

m

Ca

CC

pe

po

po

néc

Pou

piti

efp

OUY

⁽¹⁾ Il y a nombre de circonstances dans le gouvernement d'Angleterre, que les spéculateurs qui souhaitent des améliorations, telles qu'une réforme dans le parlement ou autres semblables, ne pensent peut-être pas à prendre en considération. Si cela est, il est à craindre qu'ils ne trouvent nom-bre d'obstacles qu'ils ne soupçonnoient pas; & que pendant qu'ils ne visent qu'à la résorme & à l'amélioration, ils ne viennent à heurter le talisman d'où dépend tout l'édifice de l'état, ou que semblables à la fille du roi Nisus, ils ne viennent à couper le cheveu fatal auquel le fort de la nation est attaché.

CHAPITRE XIX.

Jusqu'à quel point les exemples des nations privées de leur liberté sont applicables à l'Angleterre.

Tous les gouvernemens, disent les auteurs qui ont écrit sur ce sujet, ont en eux-mêmes le principe de leur destruction; principe inhérent aux causes-mêmes de leur prospérité: ainsi, continuent-ils, tous les avantages du gouvernement anglois ne sauroient le sauver des vices cachés qui le minent. Montesquieu prononçant à la fois sur l'effet & sur la cause, dit que la constitution angloise perdra sa liberté; qu'elle périra, de même que Rome, Lacédémone & Carthage périrent: qu'elle périra, lorsque le pouvoir législatif sera plus corrompu que le pouvoir exécutis.

Quoique je sois fort éloigné de penser, qu'au-

dimensions extérieures d'un bâtiment, croient qu'il n'est pas nécessaire d'en examiner la solidité des sondemens. C'est pourquoi les lecteurs qui ne s'acommoderont pas du long chapitre que je viens de finir, peuvent le regarder comme une espece de digression ou de parenthese dans le corps de ces ouvrage.

Tome II.

e

e

1-

u

té

te

11-

u-

lle

des

).

nent mé-

tres

léraomdant ls ne

e de

ation

& les

IAP.

N

cun établissement humain puisse échapper au deftin auguel toute la nature est sujette, & que l'idée que j'ai des grands avantages du gouvernement anglois ne me préoccupe pas tellement, que je veuille encore lui attribuer celui de l'éternité; j'observerai néanmoins ici en général, que comme il differe, par sa structure & par ses ressources, de tous ceux que l'histoire nous a fait connoître, on ne peut pas dire qu'il soit exposé aux mêmes dangers. Juger de l'un par l'autre, c'est juger par analogie là où il n'y a point d'analogie. Mon respect pour l'auteur que je viens de citer, ne m'empêchera donc pas de dire, que son opinion n'a pas, dans cette occasion, le même poids chez moi qu'elle a dans beaucoup d'autres.

foi

de

oct

cep

il.

qu'

I

folu

mer

gou

par

bou

conf

ui c

dern

beup

éto

imn

in de

oire

gr

lus,

re:

ette .

ince

Air

ulier

Comme il a negligé, à l'exemple de tous les auteurs de systèmes politiques, d'examiner attentivement la vraie nature du gouvernement, du pouvoir & de la liberté parmi les hommes; il n'est pas étonnant que les principes qu'il a posés ne soient pas toujours aussi clairs & aussi justes, qu'on devoit l'attendre d'un tel génie. Lorsqu'il parle de l'Angleterre, par exemple, ses observations sont beaucoup trop générales; & quoiqu'il ait eu souvent occasion de converser avec des personnages qui avoient été perservations sont beaucoup trop générales;

B

DE L'ANGLETERRE. 195

fonnellement engagés dans les affaires publiques de ce pays, & qu'il ait été lui-même témoin oculaire des opérations du gouvernement anglois, cependant, lorsqu'il entreprend de le décrire, il nous dit plutôt ce qu'il conjecture, que ce qu'il a vu.

.

3

11

it

ar

a

ue

de

C-

ans

les

at-

nt,

es;

uffi

nie.

ole ,

les;

ver-

per-

Les exemples qu'il cite, & les causes de disfolution qu'il affigne, confirment particulierement cette observation. Pour ne parler que du souvernement de Rome, qui, s'étant écroulé par degrés & pour ainsi dire de lui - même, pourroit fournir matiere à raisonner le plus conféquemment; il n'avoit aucun rapport à ceui de l'Angleterre. Le peuple romain, dans les terniers tems de la république, n'étoit pas un euple de citoyens, mais de conquérans. Rome l'étoit pas un état, mais la tête d'un état. Par immensité de ses conquêtes, il lui arriva à la in de n'être en quelque sorte qu'une partie accesoire de son propre empire. Sa puissance devint grande, qu'après l'avoir conférée, il ne fut lus, à la longue, en son pouvoir de la reprenre: & dès lors elle en devint elle-même la suette, par la même raison par laquelle les proinces l'étoient.

Ainsi la chûte de Rome sut un évenement partiulier à sa situation; & le changement des mœurs,

la

for

aud dre

for

tou

espe

ceff

ont

pose

ova

L

sen

brm

noin

e, té c

age. Ain

pub

qui accéléra cette chûte, eut en cela un effet qu'il ne pouvoit avoir que dans cette situation Des hommes qui avoient attiré à eux toutes le richesses de l'univers, ne pouvoient plus se contenter du fouper de Fabricius, ni de la chaumiere de Cincinnatus. Le peuple, devenu maître des greniers de la Sicile & de l'Afrique, ne k vit plus réduit, pour sa subfistance, à piller cem de ses voisins. Outre cela, tous les ennemis qu'il pouvoit avoir étant exterminés, Rome, puil fance militaire, cessa d'être une armée; & a fut le moment de la corruption : si tant est que l'on doive donner ce nom à ce qui étoit la conféquence inévitable de la nature des choses.

En un mot, le destin de Rome étoit de petdre sa liberté, en perdant son empire; & de s g perdre cet empire alors qu'elle commenceroit

d'en jouir.

Mais l'Angleterre forme une société fondée su des principes absolument distèrens. Toute la liberté, & tout le pouvoir, n'y sont pas at cumulés, pour ainsi dire, en un point, de ma le niere à ne laisser tout autre part que l'esclavage urs & la misere, &, par consequent, rien que de lans semences de division & d'animosité secrete. D'a loyer bout de l'isle à l'autre, les mêmes loix y ou tat, lieu, & les mêmes intérêts y prévalent : tout fer

DE L'ANGLETERRE.

la nation, d'ailleurs, concourt également à la formation du gouvernement; par conféquent, aucune partie de cette nation n'a lieu de craindre que les autres ne fournissent subitement les forces nécessaires pour détruire sa liberté; & toute sa masse n'a, de soi, aucun besoin de ces especes de vertus féroces, indispensablement nécessaires à ceux qui, par la situation où ils se ont mis eux - mêmes, sont continuellement expolés à de pareils dangers, & qui après avoir x a savahi, ne retlennent rien,

ffet

OI.

les

On-

au-

aître

e fe

ceux

qu'il

puif

que

COL

pet-

la li-

La situation du peuple anglois differe donc ssentiellement de celle du peuple de Rome. La orme du gouvernement anglois ne differe pas noins de celle de la république romaine; & & de s grands avantages que la premiere a sur l'auceroir e, pour préserver la liberté du peuple, ont é décrits au long dans le cours de cet ouće im rage.

Ainsi, par exemple, la ruine totale de la publique romaine fut causée, principalement, as ac le ma er le pouvoir exorbitant que l'on permit à plulavage urs de ses choyens d'acquérir successivement. que de la république, ces D'a loyens disposerent entr'eux des provinces de y ou tat, à-peu-près comme ils auroient pu diftout de leurs propres terres; & leurs succes

N3

feurs non seulement firent comme eux, mais ils pousserent l'insolence tyrannique jusqu'à se céder les uns aux autres, par des pactes formels & exprès, la vie de plusieurs milliers de leus concitoyens. En Angleterre la grande & constante autorité de la couronne, & son poids, prévient, comme nous avons vu, ces désastres dès leur naissance; & le lecteur doit se rappeller ce qui a été dit sur ce sujet.

1

1

(

Į

8

n

d

8

p

di

le

01

de

pe

ùr s'e

de

A la fin la ruine de la république, comme chacun fait, fut achevée. L'un de ces puissans de toyens trouva moyen d'exterminer tous ses compétiteurs; il s'empara de tout le pouvoir dans l'état, & établit pour toujours une monarchie arbitraire. Un établissement si subit & si violen du pouvoir monarchique, avec toutes les conséquences fatales qui résulteroient d'un telévenement, est une calamité qui ne sauroit aniver en Angleterre: nous voyons que cette espect de pouvoir y existe déià, & qu'il y est solidement établi par des loix sixes, & sur des sondement réguliers & bien connus.

Il n'est pas à craindre non plus que ce pouvoir au moyen des prérogatives légales qu'il posset déjà, s'en approprie insensiblement d'autres & se rende enfin tout-à-coup absolu. Le prinlege important, d'accorder à la couronne s ile

Cé.

mels

leurs

onf-

ids.

ftres

rap-

cha

is ci-

com-

dans

archie

iolen

COD

el évé

arri

espea

lemen

emen

uvoir

possed

autres

e prin

ne

subsides dont elle à besoin, est entre les mains de la nation, comme nous l'avons observé: & quelque étendues que puissent sêtre les prérogatives d'un roi d'Angleterre, il dépend conftamment du peuple de lui accorder, ou de lui refuser les moyens de les exercer.

Ce droit qu'a le peuple d'Angleterre fait la grande différence entre lui & toutes les autres nations dont le gouvernement est monarchique. Il lui donne de même un grand avantage fur celles dont la forme est républicaine; & il lui procure des moyens d'influer sur la conduite du gouvernement, non feulement plus efficaces, mais aussi (ce qui va plus directement au but de ce chapitre) incomparablement plus folides & plus durables, que ne sont ceux réservés au peuple dans les états républicains.

Dans ces états, les droits politiques laissés ordinairement au peuple, font ceux de voter dans les affemblées générales, soit pour passer des loix, ou pour élire des magistrats. Mais, ainsi que les avantages qui dérivent de ces droits généraux de voter ne sont jamais bien clairs aux yeux des peuples; de même ils n'ont pas généralement une idée complete des conséquences qui peuvent s'ensuivre de telle ou telle maniere particuliere de voter. Cela fait qu'ils n'entretiennent jamais

une préférence bien décidée & constante pour une méthode plutôt que pour une autre; & il n'a été toujours que trop facile dans les républiques, soit par des propositions insidieuses faites dans certains tems au peuple, soit par des exemples concertés de longue main, ou par d'autres moyens, de réduire d'abord ses privileges politiques à de pures cérémonies & formalités, & ensin de les abolir tout à-fait.

Dans la république romaine, par exemple, l'usage constant, pendant cent cinquante ans, étoit de diviser les citoyens en centuries lorsqu'ils devoient donner leurs suffrages; ce qui réduifoit*, pendant tout ce tems, le droit du plus grand nombre à peu près à rien. Après que les tribuns eurent introduit la maniere de les appeller aux suffrages par tribus, le gros des citoyens n'eut, à la vérité, plus le même désavantage; mais les grands privileges des magistrats dans toutes les assemblées publiques, le pouvoir qu'ils s'attribuerent de faire passer les citoyens d'une tribu à l'autre, & nombre d'autres circonstances, continuerent de rendre aux citoyens leurs droits de plus en plus inutiles: & de fait, on ne voit pas, lorsque ces droits leur furent enfin entierement ôtés, qu'ils en aient témoigné bequcoup de mécontentement,

11

il

u-

cs

n-

es

ii-

8

e,

S,

ils

ui-

lus

les

el.

ens

ge;

aris

ils

une

an-

eurs

nfin

eau-

En Suede, dont le gouvernement, avant la derniere révolution, tenoit beaucoup de la forme républicaine, le droit laissé au peuple étoit d'envoyer des députés aux états du royaume, lesquels devoient donner leurs voix fur les réfolutions à prendre dans cette assemblée. Mais ce privilege du peuple étoit d'abord grandement diminué, par diverses circonstances desavantageuses où se trouvoient placés ces députés à l'égard du corps ou ordre des nobles. On l'avoit encore rogné, en privant les députés du droit de présenter librement leurs propositions aux états pour les leur faire approuver ou rejeter, & en attribuant le droit exclusif de former ces propositions, à une assemblée privée appellé le commité secret. Enfin ce qui rendoit ce droit du peuple toujours plus illusoire, c'étoit le privilege accordé à l'ordre des nobles, d'avoir un nombre de membres dans ce commité secret double de celui de tous les autres ordres ensemble. La révolution a mis en quelque forte fin à ce droit; & il ne paroît pas que le peuple se soit beaucoup embarrassé de se le conferver (1).

⁽¹⁾ Je pourrois produire des exemples sans nombre, d'états républicains où le peuple a été porté tôt ou tard à confentir à la perte totale de ses privileges politiques. Dans la république de Venise, par exemple, c'étoit originairement le peuple qui avoit le droit, aujourd'hui confiné à un certain

La situation des affaires en Angleterre est bien différente de celle que nous venons de décrire. Les droits politiques du peuple y sont inséparablement liés avec le droit de propriété: droit aussi difficile à invalider par artifice, que dangereux à attaquer par force. Aussi voyons-nous que les rois les plus arbitraires, lors-même qu'ils ont déployé tout leur pouvoir n'ont jamais tenté de le violer qu'avec les plus grandes précautions. Un roi d'Angleterre, qui voudroit rendre esclave son peuple, devroit commencer par où les autres rois finissent; & il ne pourroit entreprendre de priver ses sujets de leurs privileges politiques, sans déclarer la guerre en même tems à toute la nation, & attaquer d'abord chaque individu dans son intérêt le plus permanent, & auquel il s'entend le mieux.

De plus, le moyen qu'a le peuple d'Angleterre d'influer fur le gouvernement, non seulement est en quelque maniere à l'abri du danger de lui être enlevé; mais il a encore un autre avantage important: c'est celui de consérer naturellement, & pour ainsi dire nécessairement, à ceux à qui le peuple consie ses intérêts, le grand privilege, décrit plus haut, de débattre entr'eux toutes

nombre de familles seulement, de faire des loix, & d'élire le doge & les autres magistrats.

les questions qu'ils croient pouvoir contribuer au bien de leurs constituans, & de sormer tels bills qu'ils jugent à propos, & dans les termes qu'ils veulent.

Ce privilege de mettre de nouveaux sujets en déliberation, & en un mot, de proposer de nouvelles loix, qui en Angleterre, est accordé aux représentans du peuple, met une autre différence très-sensible entre la constitution de ces pays & le gouvernement des autres états libres, soit monarchies limitées ou républiques; & empêche ce qui, dans ces états, se trouve un moyen presque infaillible de renverser les loix qui favorisent la liberté publique: c'est de les pervertir de longue-main & par des menées secretes, comme font souvent ceux qui sont revêtus du pouvoir exécutif dans un état.

r

i

n

S

e

te

u

il

re

ft

ui

ge

it,

ui

e,

tes

lire

Dans ces états, le droit d'adion ou de propofer des loix, étant toujours decerné à ceux qui y jouissent du pouvoir exécutif, non seulement ils gagnent un ascendant général sur l'esprit du peuple au moyen de propositions insidieuses & faites à propos, & le portent à révoquer les loix qui gênent leur autorité; mais de plus quand ils ne jugent pas à propos de témoigner ouvertement leur envie à cet égard, ou craignent peutêtre de ne pas réussir, ils ont une autre ressource, qui, quoique plus lente dans ses opérations, n'en a pas moins d'effet par la suite : c'est de négliger l'observation des loix qu'ils desapprouvent, ou d'en resuser le bénésice aux simples particuliers qui les reclament, & en un mot d'introduire des méthodes qui y sont entierement dérogatoires. Ces méthodes deviennent ensuite des us respectables, & ensin obtiennent force de loi.

Le peuple, même où il a part au législatif, étant toujours obligé d'obéir, n'a aucun moyen pour mettre de nouvelles entraves au cours de ces fausses méthodes, & pour faire donner un vrai sens à la loi qu'il s'est donnée. L'unique ressource des citoyens, dans cet état des choses, est d'être continuellement ou à faire des remontrances, ou à employer la force ouverte; & faisant toujours d'inutiles efforts soit par trop de précipitation ou trop de lenteur, ils ne peuvent désendre leurs droits sans se rendre coupables de désobéissance ou de rebellion.

Et quoique tous les politiques qui sont toujours à proposer pour exemple les gouvernemens mixtes s'accordent à dire que la liberté, quand elle est une sois perdue, ne peut se recouvrer (1),

^{(1) &}quot;Vous, nations libres, ressouvenez-vous de cette ma-» xime: Qu'on peut acquerir la liberté, mais on ne peut » la recouvrer quand une sois elle est perdue ». Rousseau; Contrat social, chap. VIII.

il arrive cependant que le maxime principiis obsta, qu'ils regardent comme l'antidote de l'esclavage, & qu'ils ne cessent jamais, par conséquent, de recommander, outre qu'elle exige un certain degré de vigilance imcompatible avec la situation du peuple, est presque impraticable.

Mais la commission de représenter les griefs, qui dans d'autres gouvernemens est toujours l'avant-coureur des troubles domestiques, celle de chercher du redressement par voie de droit, qui excite si fort la jalousie du pouvoir dominant dans un état, sont en Angleterre des emplois attachés aux représentans du peuple.

dolence pour ses intérêts les plus précieux, ses représentants peuvent avoir été négligens & s'être trompés; à l'instant où ces derniers reviennent de leurs erreurs, ou se ressouvement de leur devoir, ils commencent, au moyen du privilège dont nous parlons, à réparer les pertes que la liberté publique a soussertes; ils s'instruisent euxmêmes, & tout le peuple, de ce qui fait le grand & essentiel objet de leurs intérêts; ils prennent les précautions nécessaires pour prévenir la continuation des abus dont ils ont à se plaindre, & l'introduction de ceux qui sont à craindre; & quelque formidables que puissent d'abord paroître

les avantages dont le pouvoir gouvernant est nanti, il est ainsi constamment ou contenu ou renvoyé dans ses anciennes limites.

C'est à l'exercice de ce même privilege qu'on doit attribuer les fréquentes confirmations & les divers commentaires de la grande chartre, qui eurent lieu sous différens regnes. Ce fut par son moyen qu'on révoqua fans opposition, l'acte qui portoit que les ordres émanés du trône devoient avoir force de loi : par cet acte la liberté publique sembloit être ruinée sans ressource, & le parlement qui l'avoit passé, paroît avoir fait ce que les Danois firent environ cent ans après. C'est encore par là que sut abolie, d'un consentement général, la cour de la chambre étoilée; tribunal qui, quoiqu'il ne fut pas approuvé, étoit devenu si respectable par la longueur du tems qu'on l'avoit laissé subsister, qu'il sembloit avoir fixé pour toujours l'autorité illégitime qu'il donnoit à la couronne. - Enfin ce fut par cette prérogative qu'on ôta au confeil privé le droit qu'il s'étoit arrogé d'emprisonner les sujets sans admettre de caution, & fans même en dire la cause : ce droit fut dabord déclaré illégal par la requête de droit (petition of rigth); & les diverses tentatives tant de la cour que des juges, pour invalider cette déclaration, en employant,

P fi

r

pa di di

00

ran
de
une
les
con
les
de l
fero

roit mag feau ter c fuffi

pofe

a fu meu

ou continuant des méthodes qui y étoient dérogatoires trouverent à chaque fois de l'opposition, mais cela s'opera d'une maniere paisible, par de nouvelles déclarations, & ensin par le fameux acte d'Habeas Corpus (1).

Je faisirai cette occasion pour faire observer, en général, au lecteur, comment les dissérentes parties du gouvernement anglois s'assistent & se supportent mutuellement. C'est parce que toute l'autorité exécutive de l'état est unie à la couronne, que le peuple peut sans danger commettre le soin de sa liberté à ses représentans: c'est parce qu'il n'a part au gouvernement que médiatement, par ces représentans, qu'il peut jouir du grand avantage de dresser & proposer de nouvelles loix; mais pour cet esset il est dere-

e

it

15

la

at

es

es.

it,

⁽¹⁾ On pourroit aussi alléguer comme un exemple les warrants généraux. L'expédition de ces warrants avec le nom de la personne qu'on doit arrêter, laissé en blanc, a été une coutume, qu'ont suivie pendant plus de soixante ans, les sécretaires d'état ou leurs clercs. Dans un gouvernement constitué d'une dissérente maniere, c'est-à-dire, dans lequel les magistrats ou le pouvoir exécutif auroient posséé l'ame de la législature, il est dissicile de dire comment la dispute se seroit terminée; ces magistrats n'auroient été que peu disposés, je pense, à dresser & publier une déclaration qui auroit rogné l'autorité qu'ils s'étoient arrogée. A Geneve, le magistrat, au lieu de casser le jugement porté contre Rousseau, ce dont les citoyens se plaignoient, aima mieux adopter ouvertement la maxime, que les usages établis sont de suffisans prétextes pour déroger à la loi écrite, & peuvent la suspendre. C'est ce qui augmenta encore plus les clameurs.

chef absolument nécessaire, qu'il existe dans l'état un pouvoir tel que la couronne, c'est à dire, un veto revêtu d'une autorité extraordinaire.

C'est, d'un autre côté, parce que la balance du peuple est placée dans le droit d'accorder à la couronne les subsides dont elle a besoin, que cette derniere peut être laissée, sans danger, dépositaire de cette grande autorité; & que le droit, par exemple, dont elle est revêtue, de juger des tems convenables pour assembler & dissoudre les parlemens, droit absolument nécessaire à sa confervation, peut exister sans produire, ipso facto, la ruine de la liberté publique. Le plus beau gouvernement de la terre, ou plutôt le seul qui jusqu'ici ait été fondé sur des principes vraiment conformes à la nature humaine, étoit en danger d'être, détruit totalement, lorsque Barthelemi Colomb passoit en Angleterre, pour enseigner à Henri VII le chemin du Mexique & du Pérou (1).

Pour finir sur ce sujet, qui pourroit ouvrir un champ infini de spéculations, j'observerai un avantage particulier au gouvernement anglois, & qui peut, plus que tout autre, contribuer à sa

durée.

i

le

di

he

ď

pa

pé

qu

ca

à

pe

n

n

D

))

D

⁽¹⁾ De la maniere dont les choses sont établies en Angleterre, la dissolution d'un parlement de la part de la couronne, n'est qu'un appel au peuple, ou à un autre parlement.

durée. Si l'on y fait bien attention, on s'appercevra que toutes les passions politiques de l'homme
y trouvent leur exemple, & soit qu'on en considere la partie monarchique, aristocratique, ou
démocratique, on y trouvera tous ces pouvoirs
ordonnés, de cette maniere réguliere, qui tend
inévitablement à s'établir tôt ou tard dans toutes
les sociétés humaines.

,

S

S

1-

nt

er ni

à

é-

un

un is,

1 fa

gle-

me,

rée.

Supposons, pour un moment, que la forme du gouvernement anglois, au lieu d'avoir été l'effet du concours fortuit de plusieurs circonstances heureuses, eût été établie d'aprés le plan arrêté d'un homme qui eût découvert d'avance, & par le raisonnement, tous les avantages que l'expérience nous a appris devoir en résulter; lorsqu'il se seroit agi de les faire envisager aux gens capables de juger de ce que cet homme avoit à leur proposer, voici comment il auroit dû à peu près leur parlet.

» Rien, leur auroit-il dit, n'est plus chiméri-» que, qu'un état d'entiere égalité, ou d'entiere » liberté parmi les hommes. Dans toute société

» humaine, il s'y élevera nécessairement quelque

» autorité. Cette autorité, après avoir été confi-

» née, par degrés, dans un nombre d'hommes

» toujours plus petit, tombera enfin, par une

» nécessité constamment la même, entre les

» dont l'histoire fournit des exemples journa-

W

2)

D

2)

))

))

))

))

3)

)

» I

» I

n 1

)) C

)) r

n le

» d

)) ei

» d

» fu

» gr

))

o ne

ofo

o ge

0 10

D vi

» liers, provenant de l'ambition d'une partie des

» humains, & des diverses affections & passions

» de l'autre, font absolument inévitables ».

» Admettons donc ce mal tout d'un coup,

» puisqu'il est impossible de l'éviter. Etablissons

» un chef parmi nous, puisque tôt ou tardil

» faudra en avoir un : de cette maniere nous pré-

» viendrons les conflits qui s'éleveroient entre les

» compétiteurs pour cette station. Mais, sur-

» tout, n'en établissons qu'un, de peur qu'un en-

» tre plufieurs, après s'être élévé successivement

» fur les ruines de ses rivaux, ne s'établisse lui-

» même, que nous voulions ou non, par une sui-

» te de combinaisons les plus pernicieuses ».

» Donnons-lui tout ce qu'il nous sera possible

» de donner sans mettre en danger notre sûreté

» Appellons - le notre fouverain; autorifons - le à

» considérer l'état comme son patrimoine; en-

» fin accordons-lui tels privileges personnels,

» qu'aucun de nous ne puisse jamais espérer de

» l'égaler : & nous verrons que ce que nous

» étions d'abord enclins à considérer comme un

» grand mal, est réellement une source d'avanta-

» ges pour la communauté: nous n'en serons

» que mieux en état de mettre des bornes à us

» pouvoir, que nous aurons ainsi sixé à un point:
» nous n'en aurons que mieux intéressé celui que
» nous aurons mis en possession de tant d'avan» tages, à remplir sidelement son devoir; &
» nous en aurons fait ainsi, pour chaçun de nous,
» un puissant protecteur dans l'intérieur, &,
» quant à toute la communauté, un désenseur
» contre les ennemis du dehors, supérieur à toute
» tentation de trahir l'état ».

3;

a-

es

ns

p,

ons d il

ré-

les fur-

en-

ent

luifui-

ible

eté.

le à

en-

er de

nous

e un

anta-

àw

» Vous observerez aussi, (continueroit cet » homme,) que dans tous les états il s'y éleve » naturellement, autour de celui ou de ceux qui » se trouvent revêtus de l'autorité publique, une » classe de gens qui, sans avoir aucune part » réelle à cette autorité, en partagent néanmoins » le lustre, & qui, par là même qu'ils préten-» dent d'être distingués du reste de la société, » en deviennent une classe distincte: & cette » distinction, quoique de pure opinion, & » subreptice dans son origine, devient à la lon-» gue une source d'effets insupportables ».

» Réglons donc ce mal aussi, dès que nous » ne pouvons le prévenir entiérement. Etablis-» sons cette classe d'hommes, qui sans cela vé-» geteroit parmi nous à notre insu, & acquer-» roit insensiblement les plus pernicieux pri-» vileges : accordons-leur ces distinctions visibles

LIE CONSTITUTION

» & non équivoques, dont on connoîtra mieux; » par ce moyen, la nature & l'étendue, & qui » en risqueront moins de devenir dangereuses à » la longue. Par ce même moyen, nous ôte-» rons l'espoir à d'autres d'usurper ces distinc-» tions: & comme il pe fuffira plus à l'avenir d'y » prétendre, pour se faire de cette prétention un » titre à les obtenir, il en arrivera, que tout in-» dividu qui ne sera pas expressement compris » dans cette classe distinguée, devra continuer de » se confesser lui-même un homme du peuple. » Enfin, de même que j'ai dit ci-devant, de » nous choisir un maître, afin de ne pas en avoir » cinquante; je dis ici : établissons trois cents » feigneurs, pour ne pas avoir dix mile nobles ».

1)

0

0

1

14

3.

1 1

x h

DP

)) C

D

» fi

» fe

w fe

D) 35

n K

» D'ailleurs, notre fierté s'accordera mieux » avec une supériorité, qu'elle ne pensera plus à » disputer. Ceux-là même qui s'en trouveront » avantagés, nous voyant les premiers à la re- » connoître, ne se croiront pas dans la nécessime té d'être insolens pour nous en sournir la » preuve. Sûrs de leurs privileges, toute mesure » violente de leur part pour les maintenir, ou » du moins pour les amplisser, leur sera interme dite; ils ne se combineront jamais avec beau- » coup de véhémence, si ce n'est dans les cas

noù ils auront réellement lieu de se croire en

» danger; & de là-même que nous les aurons

n rendus incontestablement grands, nous aurons

» la chance de les voir souvent se conduire en

o citoyens modestes & vertueux ».

» Enfin ces grands, unis en assemblée réguliere, formeront un corps intermédiaire dans

l'état, c'est-à-dire, une partie fort utile du gou-

vernement ».

.

ui

1

e-

1C-

d'y

un

in-

ris

de

ple.

de

voit

ents

nille

ieux

us à

ront

a re-

ceffi-

r la

efure

, 01

nter-

beau-

s cas

» Après cela, continueroit notre législateur, il faut que nous influions aussi sur le gouvernement: cela est nécessaire pour notre sûreté; il ne l'est pas moins pour celle du gouvernement lui-même. Mais l'expérience doit vous avoir appris, qu'une grande multitude d'hommes ne sauroit agir, à moins d'être, sans le savoir, l'instrument des desseins d'un petit nombre de personnes; & que le pouvoir du peuple n'est jamais que le pouvoir de quelques part du tems, dire quand, ni comment, ont su s'emparer de la direction de son exercice ».

» Prévenons donc aussi cet inconvénient. Ef-» fectuons ouvertement ce qui, autrement, s'ef-

» sectueroit en secret. Confions notre pouvoir,

» want qu'il, nous soit enlevé par adresse. Ceux

» jue nous en aurons ains expressement fais

» les dépositaires, délivrés de l'inquiétude de se le

N

ro

pr

fau

8

qu

lib

ral

for

feu

auf

par

cor

par evi

bar

on

» conserver , n'aurons pour objet que de le ren-

» dre utile. Ils ne nous en craindront que plus.

» pour n'avoir pas été obligés de nous en im-

» poser; & au lieu d'un perit nombre de conduc-

» teurs, qui croiroient dériver toute leur impor-

» tance de leur dextérité, nous aurons des re-

» présentans d'office, auxquels nous pourrons

» demander compte des maux de l'état ».

» Mais sur-tout, en composant ainsi notre gou-

» vernement d'un petit nombre de perfonnes.

» nous préviendrons tout désordre, qui pourroit

n y arriver du danger de devenir jamais géné-

» ral. Bien plus, nous le rendrons susceptible

» de combinations & de reffources inestimables,

» & qui servient impossibles dans celui de rous

» les gouvernements qui ne faurolt jamais être

» que lédition & que confusion ma rag en end

Bref, en nous dépouillant expressement nous mêmes d'un pouvoir, dont nous n'autions en

» tout au plus, que la jouissance apparente, nou

» aurons le droit de faire des conditions pou

» nous-mêmes : nous exigerons que notre liber » té foit augmentée: nous nous référérons fur

» tout de veiller & censurer une administra

» tion, qui ne se trouvera crablie que de note

w consentement. Pour n'en être due les spects

» teurs, nous en verrons mieux les défauts : pour » n'y avoir eu aucune part, nous l'en corrige : rons mieux (1) ».

e

n-

5,

n-

IC-

1

e-

003

ou-

es,

roit

né-

ble

les,

ous

être

10

ous-

eu

oou

ber

fur

Ara

ote

ecti

La constitution angloise étant fondée sur les principes que nous venons de décrire, l'on ne sauroit faire aucune comparaison juste entr'elle & le gouvernement de tout autre état: & puisqu'elle garantit à ses sujets non seulement la liberté, mais une satisfaction à tous égards générale, & bien supérieure à celle dont on jouit sous les autres gouvernemens; cette considération seule, sans autre, doit faire conclure, qu'elle à aussi plus d'apparence d'être durable.

Que l'on observe seulement la maniere frappante dont elle s'est maintenue, au milieu de commotions si générales, que sa destruction paroissoit d'abord inévitable. On l'a vue se reever après les guerres entre Henri III & ses parons, après l'usurpation de Henri IV, & après es longues & sanglantes querelles entre les mailons d'York & de Lancastre: totalement détrui-

⁽¹⁾ Il pouvoit ajouter: « Comme nous ne chercherons pas à contrarier la nature, mais plutôt à la suivre, nous pourrons nous procurer une légissation douce: ne nous allarmons pas sans sujet du pouvoir d'un seul homme; il ne faudra ni Roche Tarpéienne, ni Conseil de dix: en laissant expressément au peuple la liberté d'examiner la conduite du gouvernement, & de chercher à le corriger, nous n'aurons besoin ni de prisons d'état, ni de mouchards ».

te en aparence après la catastrophe de Charles I, on eut beau faire les plus grands efforts pour introduire en sa place une autre forme de gouvernement; à peine Charles II eut-il été rappellé, que cette constitution sut rétablie sur ses anciens sondemens.

Cependant, comme ce qui n'est pas arrivé dans un tems, peut arriver dans un autre, il est possible que des révolutions futures (qui sont des évenemens qu'aucune forme de gouvernement ne fauroit totalement prévenir) finissent d'une maniere différente du passé. De nouvelles combinaisons pourroient avoir lieu entre les pouvoirs qui régleroient l'état alors, dont la nature fût telle, qu'elles prévinssent le rétablissement de la constitution sur ses anciens & vrais fondemens. Jorsqu'enfin la tranquillité seroit rendue à la nation; & ce seroit certainement être bien hardi, que d'oser avancer, que non seulement la forme extérieure, mais aussi le vrai esprit du gouvernement anglois, résisteroient aux chocs, si les mêmes dangers, auxquels ils ont été exposés dans les tems antérieurs, venoient à se reproduire.

Je dis plus: les changemens funestes dont nous parlons, peuvent s'introduire dans des tems paisibles, ou, du moins, par des moyens en appa-

rence constitutionnels. Par exemple, quelque faction particuliere peut tirer avantage du caracterre soible ou de l'inconduite de quelque roi: on peut préoccuper le peuple, & se servir de sa prévention pour le saire concourir à des mesures qui tournent à sa propre ruine: des plans de résorme apparente dans la constitution, sournis par des hommes qui ne connoissent pas bien les vrais principes & les sondemens du gouvernement, peuvent produire des essets tout à fait contraires à ceux qu'on s'en promettoit, & préparer réellement la ruine de ce gouvernement (1).

ins

ffi-

ve-

ne

naibi-

oirs

fût

e la

ens,

na-

rdi,

rme

rne-

les

posés

epro-

nous

pai-

appa-

(1) Au lieu de chercher les principes de la politique dans leur vraie source, c'est-à-dire, dans la nature des affections humaines, & dans celle des liens secrets qui unissent les hommes en société; on a traité cette science de la même maniere qu'on traita la physique du tems d'Aristote, recourant continuellement aux causes occultes, & à des principes d'où il n'y avoit pas des conféquences utiles à tirer. Ainsi, pour fonder des affertions particulieres, on a affecté d'employer le mot constitution dans un sens personnel; comme dans ces expressions: la constitution aime, la constitution défend, &c. Dans d'autres tems on a eu recours au luxe, pour rendre raison de certains événemens; dans d'autres à une cause plus occulte, qu'on a appellée corruption : on a tiré encore, pour la même fin, nombre de comparaisons du corps humain. On trouve à chaque instant des défauts de ce genre dans les ouvrages de Montesquieu; quoiqu'homme d'un si grand génie, & des écrits duquel on peut tirer tant de lumieres. Et ce n'est pas l'obscurité seule des écrivains en politique, & l'impossibilité d'appliquer leurs spéculations à la pratique, qui doit nous prouver qu'il y a des difficultés particulieres & peu communes qui accompagnent la recherche des vérités politiques ; la perplexité singuliere qu'éprouvent généralement les hommes les plus habiles, lorsqu'ils entreprennent de discuter quelque question politique abstrai-

La couronne, d'un autre côté, peut, par l'acquisition de domaines étrangers, acquérir une indépendance par rapport au peuple, qui seroit fatale: & si (pour ne pas particulariser davantage les choses) l'on me demandoit d'indiquer les principaux évenemens, qui, s'ils avoient jamais lieu, opéreroient la ruine immédiate du gouvernement anglois; je répondrois, que le gouvernement anglois ne fera plus, foit lorsque la couronne ne dépendra plus de la nation pour ses subsides, ou lorsque les représentans du peuple commenceront à partager l'autorité exécutive (1).

te, justifie encore cette observation, & nous avertit que les vrais & premiers principes de cette science ont leur siege dans le prosond du cœur & de l'entendement humain.

(1) Et si quelque jour un changement dangereux devoit avoir lieu dans la constitution angloise, dont le peuple ne pur pas découvrir d'abord la tendance pernicieuse, des at-teintes portées à la liberté de la presse, & au pouvoir des jurés, pourront lui servir de tocsin.

reinibles if, some neither of the



himises. Er ce n'est pas l'estatuté seute des écritains en tologies & Princollibility d'applique laurs fotsulations à control of the second second by the second second

the distribution of the common appropriate and encless distribution of the common of the distribution of the composition of the common of th

Sorte for the series against quelvas quelles politique abliran

CHAPITRE XX.

Quelques idées sur les tentatives qu'on pourroit faire en divers tems pour diminuer le pouvoir de la couronne, & sur les fâcheuses conséquences qui en résulteroient.

Mod tenesh sil

L'AUTORITÉ de la couronne, en Angleterre, tient à des racines plus profondes & en plus grand nombre, qu'on ne le pense en général, comme on l'a déjà observé dans un des chapitres précédens ; & il n'y a aucun lieu de craindre que dans des tems de paix ordinaires, elle vienne à perdre quelque branche effentielle de ses prérogatives, par spéculations de pure théorie dont se repaissent les politiques. Cependant, il n'est pas tout-à-fait impossible que, par le concours de plusieurs circonstances, il ne puisse arriver quelque chose de semblable. D'abord on pourroit se prévaloir de la minorité, ou de l'inexpérience & des bévues de la personne qui rempliroit le trône. De ceci il en est arrivé un exemple remarquable sous le regne de George I. lorsque le bill qui fixoit dorénavant le nombre des pairs, étoit sous examen dans la chambre des

communes, à qui il avoit été envoyé de la haute te où on l'avoit passé. Le roi connoissoit alors si peu ses propres intérêts, de même que la constitution du gouvernement qu'il étoit venu présider, que s'étant laissé persuader par le parti qui souhaitoit que le bill eût lieu, que la rejection qu'en faisoit la chambre des communes, ne devoit s'attribuer qu'à l'idée où elle étoit que ce bill ne lui agréoit pas, il se laissa gagner pour lui envoyer dire, que cette opinion étoit malfondée, & que si elle approuvoit le bill il y donneroit son assentiment (1). Vu les conséquences sérieuses qui pourroient résulter d'un tel bill, le fait est certainement très-remarquable (2).

Outre les désavantages particuliers que peut éprouver le souverain en désendant ses droits, il peut arriver d'autres inconvéniens : tels que les longs murmures du peuple sur de certains abus dans l'administration. Le public, alors, étant en général appliqué & à remédier aux abus dont il se plaint, & à en prévenir de semblables pour l'avenir, souhaiteroit peut être voir ôter à la couronne la prérogative qui y a donné lieu : on verroit pour le coup dans tous les esprits use disposition générale à approuver de telles me-

⁽¹⁾ Voy. la Collection des Débats de Parlement. emplios (2) On a parlé de ce bill plus haut.

fures violentes, si tant est qu'on les effectuât. Mais en même tems on ne seroit pas resléxion que la seule conséquence essentielle qui résulteroit d'ôter à la couronne cette branche d'autorité qui fait le sujet des murmures du public, seroit de l'avoir transserée de son lieu dans un autre, & consée à des hommes nouveaux, qui auroient tout l'air d'en faire un plus grand abus que celui qui la possédoit auparavant.

En général, on peut établir comme une maxime, que dans toute espece de gouvernement, il faut qu'il s'y maniseste quelqu'autorité, & qu'elle soit fixée quelque part, si la constitution n'admet point de roi, le pouvoir suprême est entre les mains de magistrats. Si, par contre, un gouvernement, quoique limité, tient de la monarchie, ce qu'on retranche des prérogatives du souverain doit toujours, cependant subsister, & passer ensuite à un sénat ou à une assemblée des grands de la nation, quel que soit le nom qu'on lui donne.

Ainsi, dans le royaume de Suede, qui, ayant été une monarchie limitée, peut sournir des exemples très-applicables au gouvernement de ce pays dans ce royaume, dis je, nous trouvons que le droit de convoquer les états-généraux (ou le parlement) a été ôté à la couronne; mais en même

tems on peut remarquer que les sénateurs suêdois se l'étoient arrogé. Je veux parler ici du gouvernement de Suéde, tel qu'il étoit avant la dernière révolution.

La prérogative dont jouissoient les rois de Suéde, de conférer des charges & des emplois, avoit aussi été fort diminuée. Mais ce qui manquoit à l'autorité royale, le sénat en étoit en possession; il avoit droit de nommer trois personnes pour chaque place vacante, & le roi en devoit choisir une.

Le roi de Suéde n'avoit qu'un pouvoir limité quant au pardon des délits; mais le sénat jouissoit de même de ce qui manquoit à cette prérogative; & il nommoit deux personnes sans le consentement de qui le roi ne pouvoit exempter personne du châtiment qu'il avoit mérité.

Le roi d'Angleterre a un pouvoir exclusif quant aux affaires étrangeres, la guerre, la paix, les traités &c.; quant à tout ce qui concerne la soldatesque, ayant à sa disposition, les troupes de terre, & la marine &c. Le roi de Suéde n'avoit aucune de ces grandes prérogatives; mais elles n'en existoient pas moins: tout ce qui avoit rapport aux objets ci-dessus, se traitoit dans le sénat, la majorité des voix en décidoit; le roi devoit s'y conformer, & son

seul privilege étoit d'avoir deux voix (1).

Si nous poussons plus loin nos recherches sur ce sujet, nous trouverons que le roi de Suéde ne pouvoit pas élever qui il lui plaisoit au grade de sénateur, comme le peut le roi d'Angleterre quant à la place de membre du conseil privé; mais les états de Suéde, dans l'assemblée desquels la noblesse jouissoit de très-grands avantages, possédoient une partie du droit dont je parle, conjointément avec le roi; & quand il vaquoit quelque place dans le sénat, il nommoit trois personnes, dont le roi devoit en choi-sir une.

Le roi d'Angleterre peut, en tout tems, pri-

(1) Le fénat de Suede étoit ordinairement composé de seize membres. Pour les affaires de petite importance, il formoit deux corps; dans chacun desquels il falloit qu'il y eût sept membres pour valider les affaires qui s'y traitoient: quand il s'agissoit de quelque chose d'important, les deux corps se réunissoient & formoient le sénat entier: il falloit dix membres pour donner force aux délibérations. Quand le roi ne pouvoit ou ne vouloit pas y assister, le sénat passoit outre, & on s'en rapportoit également à la pluralité des voix.

Comme le sceau du roi étoit nécessaire pour mettre en exécution ce que le sénat avoit résolu, Adolphe Fréderic, pere du roi d'aprésent, essaya, par le resus de prêter le sien, d'acquerir l'autorité qu'il ne pouvoit se procurer par son suffrage, & d'arrêter ainsi les résolutions du sénat. En conséquence de cette prétention il s'éleva de grands débats, qui continuerent pendant quelque tems; mais ensin, en 1756, le roi sut obligé de céder au sénat, qui sit faire un sceau, qu'on appella, le sceau du roi, & qu'il appessoit à ses procédures, quand le roi resusoit de prêter le sien.

n

ver ses ministres de leurs emplois respectifs. Le roi de Suéde n'en pouvoit pas faire de même; mais le sénat jouissoit par-contre de ce droit, & il pouvoit ôter l'emploi & aux sénateurs & à toutes personnes qui avoient part à l'administration.

P

ti

P

p

p

ti

le

te

en l'in

les

nai jets

lol

de

cœ

ger

la 1

le |

que

Le roi d'Angleterre a le pouvoir de dissoudre ou tenir assemblé tant qu'il lui plaît son parlement. Le roi de Suéde ne l'avoit pas; mais les états pouvoient eux mêmes prolonger le tems de leurs séances, comme il le jugeoient à propos.

Les personnes qui pensent que les prérogatives d'un roi ne sauroient être trop limitées, & que le pouvoir perd toute son influence sur les dispositions & les vues de ceux qui en sont nantis, suivant le nom qu'on adopte pour exprimer les charges qui le conferent, ces personnes - là, dis - je, peuvent être contentes, fans doute de voir ces branches d'autorité qui avoient été ôtées à un roi, distribuées en dissérentes classes, & partagées entre les représentans du peuple : mais ceux dont l'avis est que le pouvoir n'est jamais si bien limité & reglé, que quand il est réuni à un point unique & indivisible, qui tient la nation en respect; qui favent que, les noms ne changeant rien à la nature nature des choses, les représentans du peuple, aussitôt qu'ils sont revêtus d'une autorité illimitée, en deviennent ipso sacto les maîtres, ces personnes, dis-je, ne penseront pas que ce sût un bien bon réglement dans l'ancienne constitution de Suéde, d'avoir privé le roi des prérogatives autresois attachées à la couronne, pour en revêtir ou le sénat ou les députés du peuple, & d'avoir ainsi consié une partie des sonctions de l'autorité publique, à ces mêmes personnes dont le véritable emploi devoit être seulement d'y veiller & de la contenir dans de justes bornes.

en Angleterre, qu'on doit attribuer le zele pour l'intérêt commun, qu'on remarque dans tous les ordres; & de-là naît, comme une conféquence saturelle, la liberté dont jouissent tous les sujets, de quelque condition qu'ils soient. C'est l'observation qu'on a faite dans tout le cours de cet ouvrage. La moindre réslexion sur le cœur humain, sussit pour nous convaincre qu'elle est véritable, & prouve en même tems le danger qu'il y auroit à faire des changemens dans la présente constitution, par où ce zele pour le bien commun pourroit dégénérer; à moins que nous ne soyons en même tems portés à

1-

15

a-

é-

n-

le

é,

8

qui

la

ure

Tome II.

croire que la nature, d'une main partiale, fasse les hommes de cette isle, d'une toute autre trempe que de l'amour propre & de l'ambition dont elle les a toujours formés dans les autres pays (1).

(1) Il peut fe faire des réglemens, qui, par leurs consequences, fassent perdre l'équilibre dans un état, même quoique ceux qui les proposent n'en pénétrent pas le but. Lorsque dans le dernier siecle on passa le bill qui portoit que la couronne devoit abandonner ta prérogative de dissoudre le parlement alors assemblé, le peuple en général ne pensa pas du tout aux fâcheuses conséquences qui devoient s'en suivre: bien loin de là. Le roi lui-même ne ressentit pas de grandes appréhensions à ce sujet; autrement il n'auroit pas donné son consentement: & les communes, à ce qu'il paroît, n'avoient que des idées bien soibles du grand changement que ce bill devoit bientôt apporter dans la situation de leurs affaires politiques.

Quand la couronne de Suéde fut, pour la premiere fois, dépouilée de toutes les différentes prérogatives dont nous avons parlé, il ne paroît pas que cela fe foit effectué promptement & ouvertement; mais il est très-probable que le tout avoit été préparé de longue-main par des réglement avoit été préparé de longue-main par des réglements de foite à prepare de dont à paise guelle de propare de longue-main par des réglements de longue de long

indirects faits à propos, & dont à peine quelqu'un pouveit prévoir le but, lors de leur formation.

Lorsqu'il s'agissoit du bill dont on a parlé plus haut, par lequel la chambre des pairs devoit être fixée, pour l'avenir, à un certain nombre de membres, qu'on ne devoit pas passer, il y eut à peine quelqu'un qui sit attention aux grandes conséquences qui devoient résulter de ce bill pour la constitution. Le roi même n'y vit certainement aucun mal, puisqu'il envoya publiquement un message pour en accélérer la passation: démarche que je ne saurois dire jusqu'à quel point elle étoit réguliere ou blâmable. Le bill sit, à ce qu'il paroît, généralement approuvé du public. Le sort en sut long-tems douteux dans la chambre des communes; & elles n'acquirent pas non plus une grande gloire dans l'esprit du gros de la nation, en la rejetant à la sin: & le juge Blackstone, comme je le trouve dans ses commentaires, ne paroît pas avoir beaucoup résièchi sur ce bill & sa réjection, vu qu'il se contente d'abserver que la

fa p pouv restre part

dout

ses p

par q

s'effel

premi

mais

uroic

de loi

res c

Peut-ê

0

la

lie

CI

ler

con

n h

d'un

re

on es

ifé-

que

oule

enfa

s'en pas roit

qu'il

han-

tien

fois,

ompue le mens

uveit

, par

venit,

t pas

pour

aucun

ur en

re jus-

ill fut,

mmu-

gloire

la fin:

com-

ce bill

rue le

Mais l'expérience du passé ne nous permet pas du tout d'adopter une idée si agréable. En parcourant l'histoire de ce pays nous y verrons que les soins qu'ont pris ses législateurs pour le bien être des sujets, ont toujours été proportionnés aux circonstances où ils se sont trouvés. Lorsque par la minorité ou l'humeur facile du prince régnant, ou d'autres circonstances, on commença d'écarter la crainte d'une autorité supérieure, on abandonna aussitôt plus ou moins la cause publique, & la recherche de la prépondérance & des postes lucratifs tint lieu de patriotisme. Lorsque sous le regne de Charles I, l'autorité de la couronne sut totalement éclipsée pendant un certain tems, ces

communes « fouhaitoient de tenir la porte de la chambre » haute auffi ouverte que possible ». Cependant il ne se mit jamais sur le tapis, dans le parlement, un bill qui sût d'une plus grande importance pour la constitution; puisque sa passation auroit libéré la chambre haute, tant dans son pouvoir judiciaire que dans celui de faire des loix, de toute restreinte quelconque quant au gouvernement, soit de la part du roi, foit de celle de la nation. Il n'est même pas douteux qu'elle n'eût acquis avec le tems, le droit d'élire ses propres membres : quoiqu'il feroit inutile de marquer ici par quelle suite d'événemens intermédiaires cela auroit pur s'essectuer. S'il y avoit essectivement un tel projet chez les premiers inventeurs de ce bill, c'est ce qui ne paroît pas; mais un certain nombre de membres de cette chambre y auroient pense assez tot, si le bill en question avoit eu force de loi; & ils auroient certainement reusti pourvu qu'ils sussent eu la patience d'attendre. Il s'en seroit ensuivi d'aures changemens également importans dans la substance & peut-être dans la forme extérieure du gouvernement.

P 2

mêmes hommes qui, jusqu'alors n'avoient parlé que de grande chartre & de liberté, tâcherent aussitôt de les fouler toutes les deux au pié, en face du public.

Dès ce tems-là, l'ancienne constitution du gouvernement ayant été rétablie, on a désendu avec beaucoup de chaleur & d'intérêt les grandes barrieres de la liberté; mais s'il s'est fait quelques loix partiales ou faux réglemens, sur-tout depuis la révolution de 1689; si ona laissé continuer quelques abus nuisibles à de certaines classes d'individus (faits de la vérité desquels je ne me propose pas ici de me rendre garant), on trouvera certainement, qu'au sond, ces loix & ces abus étoient tels, que les membres de la législature savoient bien que suivant toute apparence, ni eux ni les leurs n'en soussitionent pas.

Si, par quelque nouveau réglement qui tendît à restreindre l'autorité royale, ou par quel que prompte révolution dans les affaires politique, que ques corps particulier ou classe, d'individus venoit jamais à acquérir une certain indépendance & même à avoir part à l'administration, on verroit aussitôt le zèle pour le bien public & le patriotisme tant des législateurs que des grands, cesser avec sa cause, & éi m bi

lei

10

rer ma

en

de bou n'en

con bou

taire

com

droit homi regar

fur fo berté de ze

out-à

l'aristocratie, comme si elle n'attendoit que l'occasion, éclater tout-à-coup & se répandre dans le royaume.

rlé

ent

é,

du

ndu

les

s'eft

ns,

ona

de

rité

ren-

u'au

que

que

n'en

ten-

quel-

oliti

d'in

taine

admir

ur l

gilla

e, &

Ceux qui sont présentement les ministres, étant alors les compétiteurs de la couronne, se mettroient à l'instant au dessus des loix, & bientôt après assureroient le même privilege à leurs partisans.

Comme dans cette même époque on n'aspireroit qu'à se rendre indépendans & à commander aux autres, l'acte d'Habeas Corpus, & en général toutes les loix précieuses aux sujets de tout ordre, & qu'ils envisagent comme leur boulevard, tomberoient dans le mépris, & on n'en parleroit que comme d'un recours qui ne convient qu'à des campagnards ou à de simples bourgeois: on les mettoit même bientôt de côté, comme portant ombrage aux prudentes & salutaires innovations du sénat.

Prétendre que les sujets de tout ordre ont un droit égal de propriété; & soutenir que tout homme est libre, seroit une assertion qu'on y regarderoit comme erronée, & que le juge même sur son tribunal tourneroit en ridicule, & la liberté de la presse maintenant soutenue avec tant de zele par toutes les classes d'invidus, seroit sout-à coup décriée & même supprimée, com-

me ne servant qu'à nourrir l'insolence & l'or-

Et qu'on ne croye pas qu'il fût facile au peuple abusé, dont nous voyons les représentant se désendre avec tant de chaleur contre le pouvoir indivisible de la couronne, de trouver au milieu de cette dévastation de tout ce qu'il a de plus cher, des hommes également disposés à mettre un frein à l'autorité usurpatrice d'un corps de nobles, pendant qu'ils verroient jour à s'y frayer aussi une route.

Ce ne seroit plus le tems que le peuple, quels que sussent les hommes qu'il avoit chois, étoit sûr de les trouver toujours prêts à se réunir avec zele pour le maintien de chaque branche considérable de la liberté publique.

Comme de la confiance du public, il en réfulteroit alors des vues qui tendroient à s'attirer quelque branche de pouvoir au préjudice de ses semblables, sans avoir égard aux loix, il arriveroit que par-tout où le peuple chercheroit des ministres, il ne trouveroit que des traîtres. Corrompant, pour ainsi dire, tout ce qu'ils viendroient à toucher, il n'accorderoient de faveur à quelqu'individu que pour étousser son zele pour le bien public, & pour répeter ce que j'ai dit dans un chapitre précédent, fo d

)

2)

n

tr p

el le:

ro en cla

tir pa ch

mé leu pre

bu

en élevant un homme ils lui inspireroient » aussitôt des vues directement contraires aux » leurs, & l'enverroient augmenter le nombre de » leurs ennemis. »

11-

an

n-

le

er

ril

00-

ce

nt

e,

ifi,

u-

n-

ré-

tiice

£.

neaî-

ce

ent

ter

t,

Toutes ces considérations font voir avec une forte d'énergie combien il est nécessaire d'user du plus grand ménagement dans la tâche difficile de mettre de nouvelles bornes à l'adminiftration. Que la partie la moins éclairée du peuple, dont le zele doit être maintenu par des objets visibles, regarde donc, si elle veut, la couronne comme le siege des maux auxquels elle est exposée; de faux préjugés dans de telles gens sont moins à craindre que l'indifférence quant aux affaires politiques, & il se laisseront plus aisément conduire que réveiller; mais en même tems que ceux qui sont les plus éclairés dans la nation, se ressouviennent continuellement que la constitution ne subsiste que par le moyen d'un parfait équilibre, par la chaîne qui lie le pouvoir avec la liberté.

Rendu sage par l'exemple de plusieurs autres nations, & par ceux que fournit l'histoire même de ce pays, que le peuple dans la chaleur de ses débats, pour la désense de la liberté, prenne teujours garde de n'atteindre que le but & jamais de le passer, de se contenter de mettre des bornes à l'administration, sans jamais la diviser en tant de différentes branches.

Au milieu des allarmes que peut, en de ceitains tems, causer l'autorité vraiment impofante de la couronne, qu'on se ressouvienne d'un côté, que le pouvoir même des Tudors trouva des bornes & fut enfin annullé, & de l'autre qu'on regarde comme une maxime fondamentale, que toutes les fois que la perspective du pouvoir personnel & de l'indépendance quant à l'autorité suprême s'offrira, aux yeux des membres de la législature, ou de ceux en général en qui le peuple doit avoir sa confiance, il n'y aura plus rien à espérer. Le Hollandois, au milieu d'une tempête, quoique se reposant fur la force éprouvée des remparts qui le garantissent, frémit encore, sans doute, à la vue du terrible élément qui l'environne; mais tous ceux de sa nation se crurent perdus quand les vers se mirent à leurs pilotis (1).

⁽¹⁾ On peut, sans y prendre garde, adopter de nouvelles formes qui se trouvent nuisibles à la vraie constitution d'un gouvernement; tout comme on peut mêler dans une religion de saux préjugés & des cérémonies telles que je les décris dans mon ouvrage intitulé: Mémoires sur la superstition des hommes; & par-là en pervertir le vrai but.



CHAPITRE XXI.

Quelques observations sur le droit de taxe que possédent les représentants du peuple. — A quels inconvéniens ce droit peut être exposé.

u

al

il

nt a-

ie us

es

les

un on

ris des La plupart des gens, ou du moins les politiques, semblent ne considérer le droit de taxe, dont jouit la nation angloise, que comme un moyen d'assurer la propriété de chaque individu contre les tentatives de la couronne; pendant qu'ils ne sont pas attention à ce qu'il y a de plus noble dans ce privilege, & ne découvrent pas jusqu'où s'étend son influence.

Le droit que posséde le peuple en Angleterre, d'accorder des subsides à la couronne, est la sauvegarde de toutes ses autres prérogatives, tant pour le culte que pour le civil : c'est un moyen régulier que lui donne la constitution, d'insluer sur les démarches du pouvoir exécutif; & c'est ce qui forme le lien qui lui unit ce dernier. En un mot ce privilege lui est un sûr garant, que son souverain, qui peut congédier ses représentans à volonté, ne pensera jamais à gouverner sans leurs secours.

Si, par des événemens imprévus, la couronne pouvoit ne plus dépendre du peuple pour les sub-sides, telle est l'étendue de sa prérogative, que dès ce moment, toutes les ressources qu'a la nation pour maintenir sa liberté, seroient anéanties; il ne lui en resteroit aucune, excepté celle de recourir à la violence, moyen bien fâcheux & bien incertain; qui, après tout, n'est que le droit dont les peuples les plus esclaves jouissent.

Supposons, par exemple, qu'il se commît des abus dans l'administration, qui, par un prompt changement ou des méthodes toutes nouvelles, vinssent à sapper les fondemens de la liberté des fujets. Le peuple, dira t-on, auroit alors recours au pouvoir législatif que possédent ses représentans. Ceux-ci, à la premiere occasion feroient usage de leurs droits, & formeroient des bills qui tendroient à empêcher de pareils abus à l'avenir. Mais, il faut observer ici, que l'asfentiment du souverain est nécessaire pour donner force de loi à ces bills; & si, comme nous venons de le supposer, il n'avoit pas befoin du fecours des communes, comment obtiendroient-elles son assentiment pour des loix créces exprès pour diminuer fon autorité?

Supposons encore que, au lieu de se contenter de marcher à pas lents au despotisme,

eclui qui jouit du pouvoir exécutif ou ses ministres, voulussent tout à-coup envahir la liberté des sujets: que tous ceux qui sont utiles au public, les imprimeurs, par exemple vinssent à être détruits par l'épée, ou pour faire les choses avec plus d'apparence de justice, qu'on leur fît leur procès devant les tribunaux. Alors, dira-t-on, les représentans du peuple rechercheroient, ceux qui seroient les auteurs de tels procédés. Quoiqu'ils ne pussent pas attaquer le roi, qui personnellement est hors de l'atteinte de tout tribunal, ils se saisiroient, du moins, de ceux qui ont été les instrumens immédiats de ses procédés tyranniques, & tâcheroient, en leur infligeant la punition qu'ils méritent, de détourner à l'avenir, tous juges ou ministres qui voudroient les imiter. J'accorde tout cela; & j'ajouterai même, que dans les circonstances où se trouvent maintenant les représentans du peuple, & ayant affaire à un souverain qui ne peut jouir d'aucune prérogative sans leur secours, il est très-apparent qu'ils reussiroient dans des démarches aussi leuables. Mais si, au contraire, le roi, comme nous venons de le supposer, n'avoit aucun besoin de leur assistance, & savoit de plus qu'il ne feroit jamais dans ce cas, il n'est pas naturel de croire qu'il voulût rester tranquille

spectateur de leurs procédés. Ces accusations qu'ils intenteroient ainsi seroient aussitôt le signal de leur congé; & le roi se hâteroit, en les renvoyant chacun chez eux, & de se venger de ce qu'on appelleroit l'insolence des communes, & de rassurer ses ministres.

Mais ce sont là encore de vaines suppositions: le mal iroit bien plus loin, & nous pouvons être assurés, que si jamais la couronne étoit en état de gouverner sans le secours des représentans du peuple, elle les congédieroit pour toujours, & se débarasseroit ainsi d'une assemblée qui, pendant qu'elle continueroit d'être en obstacle à son pouvoir, ne lui seroit plus d'aucune utilité. C'est ce que Charles I, essaya de faire quand il vit que ses parlemens commençoient à se mutiner; & ce que les rois de France ont sait réellement quant aux états généraux de leur royaume.

Et en esset, si l'on considere jusqu'où s'étend la prérogative de roi d'Angleterre, & sur-tout si l'on remarque qu'il réunit completement en sa personne tout le pouvoir exécutif & actif de l'état, on trouvera qu'on peut dire sans exagération qu'il a assez d'autorité pour se rendre aussi despote que les rois de France, si ce n'étoit le droit de taxe qui, en Angleterre appartient au

peuple; & la seule dissérence qui se trouve entre la constitution de la France & celle de l'Angleterre, c'est que, dans la premiere, le souverain ne peut ni recevoir de biensait de son peuple, ni en être gêné dans ses mesures, pendant que dans la derniere, quelqu'étendue, que soit la prérogative du roi, on peut lui resuser les moyens de l'exercer.

Mais il faut faire ici une observation très-importante; & je prie le lecteur de s'y arrêter un moment. Ce droit d'accorder des subsides à la couronne, ne peut avoir lieu que dans un feul congrés. Quand il est au pouvoir de plu-Geurs assemblées de fournir separement aux befoins du prince, cela change entierement la face des choses. La concurrence qui a si aisément lieu entre deux corps différens, & même la simple persuasion qu'a chacun d'eux de sa propre incapacité à empêcher les mesures du souverain, fait qu'il leur est impossible de faire aucun usage du privilege que leur donne la constitution «. » Ces différens parlemens ou états » (pour répéter l'observation que j'ai faite dans la premiere partie de cet ouvrage) » n'ayant d'autre » moyen de se rendre recommandables à leur sou-» verain, que de souscrire, le plus promptement » que possible à ses demandes, se hâtent d'ac-

» corder à l'envi les uns des autres, ce que » non seulement il seroit inutile, mais même » dangereux de refuser. Et le roi, dans ces en-» trefaites, vient bientôt à demander comme un » tribut, un don-gratuit qu'il est sûr d'obtenir. « En un mot on peut établir comme une maxime, que quand un fouverain doit dépendre, quand à ses subsides, de plus d'une assemblée, c'est tout comme s'il ne dépendoit d'aucune. Et en effet le roi de France n'est indépendant de son peuple. quant à sa dépense nécessaire, que parce qu'il la doit aux fuffrages des diverses affemblées de ses fujets représentans: ces derniers ont en apparence le droit de refuser toutes ses demandes; & de même que les Anglois appellent ce qu'ils accordent à leurs rois, aides ou subsides, les états des provinces de France les nomment dons-gratuits.

Quelle est donc la dissérence qui se trouve entre la situation politique des nations françoise & angloise, puisque leurs droits paroissent
être les mêmes, quant à l'extérieur? La voici:
c'est qu'il n'y a jamais eu en Angleterre plus
d'une assemblée qui pût suppléer aux besoins du
monarque. C'est ce qui l'a toujours tenu dans
un état de dépendance non apparent, mais réel,
quant aux subsides que lui accordent les représentans du peuple; & à quelque degré que soit

la liberté des sujets, ils ont toujours trouvé par là un moyen très efficace de la recouvrer toutes les sois qu'ils ont cru qu'il leur importoit de le faire. Sous Henri VIII, par exemple, nous voyons que le despotisme de la couronne sut poussé à un point étonnant: il sut même statué que les ordonnances du souverain auroient sorce de loi; ce qui même en France ne sut jamais déclaré si expressément, cependant la nation n'eut pas plutôt quité cet état de nonchalance & qui l'avoit engourdie pendant si long-tems, que le pouvoir excessif de la couronne sut sorcé de rentrer dans ses limites.

Ce n'est qu'au désavantage de leur situation, qu'il faut attribuer l'abaissement dans lequel les députés du peuple dans l'assemblée qu'on appelle les états-généraux en France, ont toujours été forcé de rester.

Environnés comme ils l'étoient par les diverses provinces qui partageoient autresois ce royaume, il ne furent jamais en état de traiter avec leur souverain; & au lieu de faire servir leur droit d'accorder des subsides à la couronne, à leur procurer à la fin une part dans la legislation, ils ont toujours été bornés au chétif privilege « d'humbles suppliques & de remontrances ». Cependant ces états, ayant pour membres tous les grands seigneurs de la France, commencerent ensin à donner de l'ombrage; & comme dans ce tems là le roi pouvoit se passer de leur se-cours, on les abolit. Mais on a conservé jusqu'à ce jour plusieurs assemblées particulieres de provinces; on en a rétabli quelques unes, qui par de certaines raisons n'avoient été suspendues que pour un tems: même la couronne a trouvé si slexibles à ses volontés les assemblées populaires, quand elle a affaire à plusieurs, que cette espece de gouvernement, dont je parle, a paru le mieux convenir à la Corse; ainsi cette Isle est devenue un Pays d'états (1).

(1) On peut se former une idée de la maniere dont les états de Brétagne accordoient leur quote part de subsides à la couronne, sous le regne de Louis XIV, de quelques traits plaifans qui se trouvent dans les Lettres de Madame de Sévigné, dont la terre étoit dans cette province, & qui avoit souvent assisté à la tenue de ces états. Il ne paroît pas qu'on regardat cette transaction comme une affaire serieuse. Tout le tems de la seance de cette assemblée étoit une suite continuelle de fêtes & d'amusemens : l'examen des demandes de la couronne se faisoit le plus souvent à la table du gentilhomme qui avoit été député de la cour pour tenir les états; & tout se décidoit ordinairement par une espece d'acclamation. Dans une de ces affemblées d'état, le duc de Chaulnes, feigneur député, après avoir obtenu la demande de la cour, reçut un présent de 50000 écus pour lui, outre un autre fort considérable pour la duchesse son épouse; & la Dame que je cite ici, faifant une espece d'ar ologie assez plaisante sur ces dons-gratuits, dit: Ce n'est pas que nous soyons riches; mais nous sommes honnêtes, nous avons du courage, & entre midi & une heure, nous ne savons vien refuser à nos amis.

Que

in

jo

qı

ég

ve

de

ma

roi

l'éi

bli

les

a e

cer

fa (

0

font

impo fes

ajour des :

cluan

de to

Provi

Que la couronne en Angleterre vienne, toutà-coup, à se rendre indépendante des communes pour ses subsides, c'est-à-dire à s'arroger avec succès le droit de mettre de sa propre autorité des impôts sur les sujets, c'est-là sûrement ce qu'il n'y a pas fort apparence qui arrive, ni qui doive aujourd'hui faire naître quelqu'espece de crainte quant aux affaires politiques. Mais il n'est pas également improbable que le droit des repré-

sentans du peuple ne vienne à péricliter, s'il venoit à se diviser de la maniere dont on vient

C'est ce qui pourroit se faire de dissérentes manieres. Par exemple, des calamités qui affligeroient la nation, des guerres malheureuses dans l'étranger qui seroient perdre le crédit du public, pourroient suggérer des méthodes pour lever les subsides nécessaires, dissérentes de celles qu'on a employées jusqu'ici. Diviser le royaume en un certain nombre de départemens qui, chacun pour sa quote-part, voteroient pour l'octroi des sub-

de le décrire.

e

i

it

es

e

de

re

& ez

115

du

e-

le

On peut observer, que les diverses provinces de France sont obligées de payer diverses taxes, outre celles que leur imposent leurs propres états. Le doyen Tucker, dans un de ses Traités, où il a jugé à propos de citer cet ouvrage, a ajouté à l'exemple ci-dessus des provinces de France, celui des assemblées des Pays-Bas Autrichiens, qui est très-concluant. Et on pourroit, dans le même but, alléguer ceux de tous les royaumes de l'Europe, où se tiennent des états provinciaux.

sides qu'il faut à la couronne, ou même obliger les divers comtés qui composent maintenant l'Angleterre à se cotiser séparément, ce séroient là des expédiens qu'on regarderoit comme convenables; & qui, une sois adoptés, pourroient être continués ensuite.

Une autre division de ce droit du peuple, & qui auroit plus vraisemblablement lieu que celles qu'on vient de nommer, pourroit prévenir de l'acquisition de domaines dans l'étranger, don les habitans viendroient à demander & ensuite à obtenir le droit de traiter directement avec la couronne, & de lui accorder des subsides, sans s'assujettir aux loix de la Grande-Bretagne.

Si quelques colonies venoient à acquerir le droit dont je parle; si celles d'Amérique, par exemple, l'avoient acquis, comme elles le prétendoient, il n'est pas douteux que les conséquences qui ont resulté d'une division semblable dans la plupart des royaumes de l'Europe, n'eussent aussi eû lieu dans les possessions britanniques; & que l'esprit de concurence, dont on a parlé plus haut, ne se sût avec le tems manisesté entre les différentes colonies. Ce desir de se concilier la faveur de la couronne, par le moyen du privilege de lui accorder des subsidés, a été même avoué ouvertement d'un député des provinces américales.

te

ni

ľ

fu

qu

pu di

DE L'ANGLETERRE 143

caines (1), lors qu'étant examiné par la chambre des communes, en 1766, il dit qu'accorder des subsides à la couronne étoit la seule vue qu'eus-sent les Américains de se rendre recommandables au ches de l'état. Et ce qui s'est passé depuis quelques années en Amérique, prouve que les colonies n'avoient rien négligé pour obtenir des conditions favorables aux dépens de l'Angleterre & de ses loix.

Ensuite de certains événemens qui sont arrivés depuis peu, il est aussi sussissamment clair, qu'un tel esprit de concurrence pourroit de même se propager en Irlande. Et les colonies américaines eussent-elles obtenu leurs demandes, & l'Irlande & l'Amérique eussent-elles accru leurs richesses à un certain degré, le tems auroit pu venir que la couronne auroit gouverné l'Angleterre avec les subsides d'Irlande & d'Amérique;—
l'Irlande avec ceux d'Angleterre & des colonies;— & celle-ci avec l'argent de l'une & de l'autre, & de l'Angleterre & de l'Irlande.

A tout ceci on pourroit objecter, que les fublides qu'accordent les colonies, même quoique joints à ceux d'Irlande, n'auroient jamais pu monter assez haut pour contrebalancer le crédit des communes en Angleterre. Je réponds d'ad

K

25

le

nc

ite

la

ins

oit

le,

, il

ont

part

eû

que

aut,

diffe-

aveur

ge de

avoué

mésis

⁽¹⁾ Le docteur Franklin,

bord qu'il n'auroit pas été nécessaire que les subfides qu'auroient accordé l'Irlande & l'Amérique eussent égalé ceux qu'accorde le parlement d'Angleterre : il auroit suffi pour produire l'effet dont nous parlons, qu'ils eussent été eu certaine proportion avec ces derniers, assez considérable pour donner à la couronne un certain degré d'indépendance, & en même tems inspirer aux communes un sentiment réciproque d'infériorité, sur leur privilege indubitable d'accorder, ou plutôt de resuser des subsides au roi. Il faut se resouvenir ici que ce privilege dont je viens de parler, est le plus grand & le plus important que possede le parlement britannique; suivant la constitution il n'en a point d'autre, comme on l'a observé au commencement de ce chapitre : cette assertion devroit être mise en balance avec le pouvoir exécutif & sans exclusion que possede la couronne, avec sa prérogative de rejéter les bills que fait le parlement, & même de le dissoudre (1).

ru

ro

en

po

pe

⁽¹⁾ Etant avec le docteur Franklin, chez lui, dans Cravenstreet, quelques mois avant qu'il retournat en Amérique, je lui fis part de quelques-unes des remarques contenues dans ce chapitre, & lui fis observer en général que les prétentions des colonies américaines répugnoient direc-tement aux principes sondamentaux de la constitution de l'Angleterre. Cette observation, je me rappelle, le frappa beaucoup : cela le porta ensuite à me parler de l'examen qu'il avoit subi dans la chambre des communes; & il con-

Je rapporterai en second lieu, un fait remarquable quant au sujet que je traite (qui peut servir à montrer que les politiques ne sont pas toujours d'accord avec eux-mêmes & n'ont pas une sagacité soutenue dans leurs argumens) c'est que les mêmes personnes qui insistoient le plus sortement pour qu'on accordât les demandes des colonies américaines, étoient en même-tems les plus empresses à prédire la richesse & la grandeur sutures de l'Amérique, & avoient accoutumé de se plaindre souvent que la couronne se prevaloit des chétiss subsides que lui accorde le royaume d'Irlande (1).

e

1-

nt

ne

le

ré

ux

ri-

ou

fe

de

ant

me

pi-

nce

que

re-

me

Cra-

neri-

nte-

que

irec-

appa

men

con-

clut par me prêter le volume du recueil des Débats parle-mentaires, dans lequel il en est parlé. Trouvant que le but des prétentions des Américains, quant à la constitution. étoit un sujet qu'on ne comprenoit pas généralement, joutai quelques paragraphes là-dessus, dans l'édition angloise que je donnai, quelque tems après, de cet ouvrage; & étant maintenant sur le point d'en donner une quatrieme, édition, j'ai pense qu'il ne seroit pas hors de propos d'écrire quelque chose de plus précis sur ce sujet, & j'ai en consequence ajouté le présent chapitre, dans lequel j'ai transporté le petit nombre de paragraphes dont je parle, laissant à la place où ils étoient, seulement les observations générales sur le droit d'accorder des subsides, & telles qu'elles existoient ci-devant dans l'édition françoise. Plusieurs idées & même diverses expressions contenues dans ce chapitre parurent dans des papiers publics (the public advertiser) environ vers le tems que je préparois la premiere édition : je les envoyai moi-même où s'imprime ce papier, sous le nom d'Advena. Je sais mention de ceci pour les personnes qui pourroient avoir vu par hasard l'essai dont je parle. (1) Par exemple, les plaintes qu'on faisoit à l'occasion des

pensions qui s'accordoient pour l'établissement d'Irlande,

Si les colonies américaines eussent obtenu en entier leurs demandes, & l'ordre du présent gouvernement d'Angleterre, & la situation du peuple en auroient été certainement alterés, & ce changement n'auroit paru insensible qu'autant que les colonies seroient restées pauvres quant à la nation en général (1).

(1) Quand j'observe qu'aucun de ceux qui souhaitoient voir conserver la forme & l'esprit de la constitution de l'Angleterre, n'auroient pas dû fouhaiter que les colonies américaines eussent obtenu leurs demandes, je ne veux pas dire non plus qu'elles eussent dû abandonner leurs prétentions, La fagesse des ministres, quant aux affaires d'Amérique, auroit dû s'être constamment occupée à rendre les colonies utiles à l'Angleterre, & en même tems à leur cacher leur affujettissement, (précaution qui est, après tout, plus ou moins en usage dans tout gouvernement); elle auroit du faire ses essorts pour empêcher que les intérêts opposés de l'Angleterre & de l'Amérique n'en fussent venus à une décision, & ne se sussent tellement brouillés, que de rendre la désobéissance d'un côté, & de l'autre la triste ressource d'employer la force, presqu'inévitables. On s'imagine en général que les ministres employent beaucoup de réflexion & de prévoyance dans leurs procédés; pendant qu'au fond, ces tuteurs de l'état, dans tout pays, ne pensent qu'à pourvoir au présent, & aux cas d'absolue nécessité; en quoi ils fuivent constamment la route qui leur est frayée. Cette mézhode peut très-bien servir pour le cours ordinaire des chofes, & est même la plus fûre; mais lorfqu'il arrive des cas & des circonstances d'un genre nouveau, il en résulte de grossieres bévues, & un jour que le sils du fameux comte Oxenstiern, chancelier de Suede, témoignoit à son pere combien il se défioit de ses propres talens & la crainte où il étoit de se charger un jour des affaires, ce dernier lui fit cette réponse en latin : Nescis, mi sili, quam parva cum sapientia regitur mundus. (Tu ignores, mon fils, avec quel peu de fagesse le monde se gouverne.)

Les choses en étant venues à une éruption, on ne pouvoit plus s'attendre qu'elles pussent s'arranger par les offres pal-

CHAPITRE XXII.

1-

le ce

nt

à

ent In-

nélire

ns.

ie,

ou

dû de

e la

rce

en &

nd,

ur-

i ils

mé-

ho-

cas

de

mte

où i fit

cum

quel

voit

Conclusion. Quelques remarques sur la nature des divisions qui ont lieu en Angleterre.

Je finirai cet ouvrage par un petit nombre d'observations sur l'absence totale de toute violence dans le cours & à la fin des débats & des contentions en Angleterre; tant pour faire voir de plus en plus sur quels principes sains le gouvernement anglois est sondé, que pour résuter en général l'opinion des écrivains & des politiques étrangers, qui, induis en erreur par la

liatifs qu'on a envoyé faire d'ici en Amérique. Quand le comte de Carlisse sur sollicité pour se mettre à la tête de la noble commission qui sit voile dans ce but-là, il ne montra certainement pas autant de modestie que le fils du chancelier Oxenstiern. On a dit que, dans ce période de la querelle, les Américains ne purent s'imaginer que les propositions qu'on leur faisoit faire ainsi, fussent sérieuses : quoiqu'il en foit, ce ne peut pas avoir été là la principale cause du mauvais fuccès de la commission. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'après qu'on eût fait ouvrir les yeux aux Américains sur l'état de leurs affaires politiques, & qu'on leur eut fait lentir les avantages de la fituation de leur pays, il étoit prefque devenu impossible de conclure avec eux aucun traité dont l'une ou l'autre nation eût eu raison de se féliciter dans la fuite, ou même d'en point conclure du tout. Il seroit mutile de rien dire de plus sur ce sujet.

Dans les réglemens que le ministere avoit préparés pour rendre les colonies utiles à la mere-patrie, il auroit dû prendre la devise d'un gentilhomme anglois: Faire sans dire.

chaleur apparente que l'on met quelquefois dans ces débats, & par les rumeurs qu'ils occasionnent, regardent l'Angleterre comme un théâtre perpétuel de brouilleries & de divisions civiles.

De fait, si nous considérons, en premier lieu, la conduite constante que tient le parlement. nous verrons, que, que!que différence qu'il y air quelquefois dans les plans que poursuivent les divers ordres qui le composent, & quel que soit l'usage qu'ils puissent, en conséquence, faire de leurs privileges, ils ne s'écartent jamais, l'un à l'égard de l'autre, des termes non seulement de la décence, mais même de cette bonne intelligence générale qui doit prévaloir entr'eux.

Ainsi le roi, tout en observant le style de sa dignité, ne s'adresse jamais autrement à l'une & à l'autre chambre, que dans des termes d'égard & d'affection; & si jamais il lui plaît de refuser son consentement à leurs bills, il se contente de dire qu'il les considérera : expression assurément plus douce que le mot Veto.

Les deux chambres, de leur côté, quoique très-jalouses, chacune dans son enceinte, de la liberté de la parole, ont néanmoins grand soin que cette liberté n'éclate jamais en expressions peu mesurées quant à la personne du roi. Elles se sont même fait une regle constante, de ne

DE L'ANGLETERRE. 249

jamais faire mention de lui quand il s'agit de blâmer l'administration; & les choses qui tombent sous leur censure, fût-ce dans les discours prononcés par le roi en personne (qui sont manifestement des actes du roi) ne sont jamais envisagées que comme des fautes de ses ministres, ou, en général, de ceux qui l'ont conseillé.

,

,

t

t

e

à

e

.

a

le

le

1-

n

e

la

in

ns I-

ne

Les deux chambres sont également attentives à éviter tout acte contraire au respect qu'elles se doivent mutuellement l'une à l'autre. Les dissérends entr'elles sont rares, & occasionnés par de pures méprises. Pour prévenir même tout sujet d'altercation, la coutume est, que lorsque l'une des deux chambres resuse de consentir à un bill présenté par l'autre, elle ne déclare pas sont le bill est rejeté, n'en connoît la destinée, que parce qu'elle n'en entend plus parler, ou parce que les membres peuvent en apprendre, comme particuliers, par manière de conversation.

Dans chaque chambre les membres ont soin, dans la chaleur même d'un débat, de ne jamais passer certaines bornes quant à la maniere de parler les uns des autres; & s'ils s'oublient à cet égard, ils s'attireroient certainement la censure de la chambre. Et de même que la raison a enseigné aux hommes de s'abstenir réciproque.

ment, dans leurs guerres, de toute injure inutile à l'objet de leurs contentions; ainsi aussi une espece de droit des gens (si je puis m'exprimer ainsi) s'est introduit entre les personnages qui forment le parlement, & qui s'intéressent dans les débats: le secret s'est dévoilé à eux, de pouvoir être de partis opposés, sans pour cela se haïr ni se persécuter les uns les autres. Tout en sortant des débats les plus chauds, ils se voient sans répugnance dans le commerce ordinaire de la vie; & suspendant tout acte d'hostilité, chaque place, hors du parlement, est pour eux terre neutre.

Quant à la généralité du peuple, comme il n'est jamais appellé à donner une décision finale sur les mesures publiques, ni à concourir expressément pour les soutenir, il est encore plus dégagé de l'esprit de parti que ne le sont quelquesois les représentans. Considérant, comme nous l'avous observé, les affaires du gouvernement comme pures matieres de spéculation, il n'y a jamais dans son sein des contestations véhémentes. Encore moins le voit-on prendre une part active & violente aux dissérens des factions particulieres, ou aux querelles des individus privés. Ces haines de famille, ces animosités de parti, ces victoires, & par conséquent ces outrages réciproques de factions qui l'emportent

alternativement l'une sur l'autre, en un mot, tous les inconvéniens de cette nature, qui, dans tant d'autres états ont constamment accompagné la liberté, & auxquels les auteurs nous disent qu'il faut nous soumettre comme au prix de la liberté, sont totalement inconnus en Angleterre.

Mais, dira-t-on, ne voit-on pas les Anglois se plaindre perpétuellement de l'administration? N'écrivent-ils, ne parlent-ils pas comme des gens continuellement exposés à souffrir toutes sortes de torts?

Je réponds que, sans doute, dans une société d'êtres sujets à erreur, il s'élevera toujours, d'un côté ou d'autre, des sujets de mécontentement; & dans une société libre ils éclateront en plaintes manisestes. D'ailleurs, comme il est permis en Angleterre à tout homme de donner son opinion sur toutes sortes de sujets, & que le grand devoir des représentans du peuple est de veiller sur l'administration & de relever ses abus; on doit nécessairement entendre sormer des plaintes dans un tel gouvernement, & cela plus fréquemment, & sur un plus grand nombre de sujets, que dans tout autre.

Mais souvenons-nous bien, que ces plaintes ne sont point en Angleterre les cris de l'opprimé forcé enfin de rompre le filence : elles ne sup-

t

252

posent pas des cœurs prosondément blesses. Je vais plus loin, & je dis qu'elles ne supposent pas même des sentimens bien déterminés : elles ne sont souvent que le premier essor que les hommes donnent à leurs conceptions nouvelles & non digérées encore.

L'agitation des csprits n'est donc point en Angleterre ce qu'elle seroit dans les autres états; elle n'y est point le symptome d'un mécontentement enraciné & général; elle n'y est point l'avant-coureur de commotions violentes. Prévue, réglée, cspérée même par la constitution, elle anime toutes les parties de l'état, & ne doit être envifagée que comme la viciffitude bienfaifante des saisons. Le pouvoir qui gouverne, étant dépendant de la nation, mais possédant en même tems l'affection générale du peuple, est souvent traverse, mais jamais en danger. Semblable à un arbre vigoureux, qui étend ses branches autour de lui, le moindre fouffle le met en mouvement; mais il acquiert & déploie à chaque instant un nouveau degré de force, & résiste aux vents, tant par la force & l'élasticité de ses fibres, que par la profondeur de fes racines.

En un mot, quelques révolutions qui puissent, de tems à autres, arriver parmi les personnages qui conduisent les assaires publiques en Angleterre, elles n'occasionnent jamais la moindre cesfation du pouvoir des loix, ni la plus petite diminution à la sûreté des individus. Un homme qui auroit encouru l'inimitié des plus puissans de l'état — que dis-je! — celui qui se seroit attiré, comme un autre Vatinius, la détestation unanime de tous les partis, pourroit, sous la protection des loix, & en se contenant dans les bornes qu'elles prescrivent, continuer de désier ses ennemis & toute la nation.

Les limites que nous nous fommes prescrites dans ce livre, ne nous permettent pas d'entrer plus avant dans les particularités sur le sujet que nous traitons ici; mais si nous avions à examiner l'influence qu'a le gouvernement anglois sur les mœurs & les coutumes du peuple anglois, nous pourrions trouver, qu'au lieu de lui inspirer quelque disposition au désordre & à l'anarchie, elle produit sur lui un effet tout contraire. Les Anglois voyant les plus grands pouvoirs dans l'état se soumettre constamment aux loix, & étant fûrs de recevoir de ces loix la même protection; il est impossible qu'ils ne contractent insensiblement pour elle un attachement & un respect profondément ancrés, qui ne fauroient en aucun tems manquer d'avoir quelque influence fur leurs actions. Et de fait, nous voyons jusqu'à ceux

e

X

,

de la plus basse classe du peuple en Angleterre. nonobstant les excès apparens dans lesquels ils sont quelquefois précipités, animés cependant d'un efprit de justice & d'ordre, supérieur à ce qu'on obferve par la même classe d'hommes dans d'autres pays. L'indulgence extraordinaire qu'on y montre aux accusés de tout rang, n'est suivie d'aucune de ces conséquences pernicieuses que l'on en pourroit appréhender au premier coup d'œil. Et c'est peut-être à la nature-même du gouvernement anglois (quelque éloignée que puisse paroître la cause), & à l'esprit de justice qu'elle répand sans cesse & insensiblement par tous les ordres du peuple, qu'il faut attribuer l'avantage unique qu'a la nation angloise, d'employer une méthode pour administrer la justice criminelle, incomparablement plus douce que n'est celle de toute autre nation, & de produire en même tems moins d'exemples peut-être de violence & de cruauté.

Une autre conséquence, que nous pouvons observer ici comme découlant des principes du gouvernement anglois, c'est la conduite modérée de tous ceux qui se trouvent revêtus de quelque branche de l'autorité publique. Et si l'on jette les yeux sur la conduite de tous les officiers publics en Angleterre, depuis le ministre d'état, ou le juge, jusqu'aux plus bas

efficiers de la justice, nous trouverons un esprit de support & de douceur prévalant en Angleterre parmi toutes les personnes revêtues de quelque pouvoir, lequel doit causer la plus grande surprise à ceux qui ont parcouru d'autres pays.

Je n'observerai plus qu'une circonstance particuliere à l'Angleterre : c'est l'attention conftante de la législation à pourvoir aux intérêts & au bien du peuple, & l'indulgence que ses ministres montrent à leur propre préjudice. Ces avantages sont sans doute la conséquence de l'esprit général qui anime tout le gouvernement anglois: mais cela n'empêche pas qu'ils ne soient dûs austi, en particulier, à ce qu'on a déposé la partie active de la législation entre les mains des représentans de la nation; & qu'on a commis le soin de redresser les griefs du peuple à des personnes qui, en partie, les sentent eux-mêmes, en partie les voient de près, & qui ne connoissent de plus fûr chemin à leur avancement & à leur gloire, que celui d'être actifs à trouver des remedes à ces gricfs.

e

is é.

ns lu

é-

de

fi les

ni-

as

Je ne prétends pas, néanmoins, qu'il n'y ait point d'abus dans le gouvernement anglois, & que toutes les bonnes loix possibles y soient faites: je veux dire seulement, qu'il y a une tendance constante à corriger celui-là, & à amé-

liorer celles-ci. Et quant à la circonstance, que toutes les loix existantes sont certainement aussitôt exécutées qu'implorées, je la regarde comme l'avantage caractéristique & incontestable de la constitution angloise : constitution d'autant plus sûre de produire tous les esfets dont j'ai fait mention, & de procurer en général le bonheur du peuple, qu'elle a pris les hommes tels qu'ils font, & qu'elle n'a point tâché de prévenir, mais seulement de régler tout. J'ajouterai, que cette constitution étoit d'autant plus difficile à découvrir, que sa forme est compliquée, tandis que ses principes sont naturels & simples. Voilà pourquoi les politiques de l'antiquité, fentant les inconvéniens des gouvernemens qu'ils avoient eu occasion de connoître, fouhaitoient l'établissement d'un gouvernement tel que celui-ci, fans oser se flatter de le voir jamais réalifé (1). Tacite, le meilleur juge entr'eux tous, regardoit l'idée d'en établir un tel, comme tout-à-fait chimérique (2); & ce n'est pas pour n'y avoir pas pensé, pour n'y avoir pas

⁽¹⁾ Statuo esse optime constitutam rempublicam, quæ ex tribus generibus illis, regali, optimo, & populari, modice consusa. Cic. Fragm.

f (2) Cunctas nationes & urbes populus, aut priores, aut singuli regunt. Delecta ex his, & constituta reipublicæ forma laudari facilius, quam evenire, vel si evenit, haud diuturna esse potest. Tac. Ann. IV.

DE L'ANGLETERRE. 157

mûrement résléchi, qu'il étoit de cette opinion: il avoit cherché un gouvernement pareil; il l'avoit entrevu; & cependant il continua de le regarder comme impraticable.

N'attribuons donc point aux vues bornées de l'homme, à sa sagacité imparsaite, la découverte de cet important secret. Le monde pouvoit vieillir, les générations pouvoient se succéder à l'infini, pendant qu'on l'eût cherché en vain. C'est par un concours sortuné de circonstances, &, j'ajouterai, à l'aide d'une situation savorable, que la liberté a pu ensin s'ériger un temple.

Invoquée par toutes les nations, mais d'une complexion trop déticate, à ce qu'on diroit, pour pouvoir substiter dans des sociétés formées d'êtres aussi imparfaits que le sont les hommes, elle se montra, mais ne sit que se montrer, aux nations ingénieuses de l'antiquité qui habiterent le sud de l'Europe. Celles-ci se tromperent constamment dans la sorme du culte qu'elles lui rendirent; continuellement attentives à étendre leurs conquêtes & leur domination sur les autres peuples, elles se tromperent également sur l'esprit de ce culte; & bien qu'elles continuassent, pendant des siècles, de l'adorer, la déesse sur toujours pour elles la divinité inconnue.

Tome II.

Exclue, depuis ce tems, des lieux auxquels elle paroissoit avoir donné la préférence, chassée des extrêmités du monde occidental, bannie même de tout le continent, elle s'est résugiée dans l'Océan Atlantique. C'est-là que, délivrée du danger d'être troublée de la part de l'étranger, aidée par un heureux préarrangement des choses, elle a pu déployer en plein la forme qui lui sied; a il lui a fallu six siecles pour compléter son ouvrage.

A l'abri dans sa citadelle, elle y regne sur une nation d'autant plus digne de ses faveurs, qu'elle s'efforce d'étendre l'empire de sa divinité, & porte dans chaque partie de sa domination les douceurs de l'industrie & de l'égalité. Entourée de tous côtés (pour me servir de l'expression de Chamberlayne) de la mer, comme d'un large & profond fossé, munie de vaisseaux de guerre, comme d'autant de forts qui couvrent ses remparts, & défendue par le courage de ses gens de mer, elle entretient dans son sanctuaire ce feu facré, si difficile à allumer, & qui, une fois éteint, le seroit peut-être pour toujours. Lorsque le monde aura été de nouveau dévasté par des conquérans, elle aura toujours laissé aux hommes la connoissance, non seulement du principe qui doit les unir, mais, ce qui n'est pas

moins important, la forme sous laquelle ils doivent s'unir. Quant au philosophe, chaque sois que ses réslexions tombent sur le sort constant des sociétés civiles parmi les hommes, & qu'il observe en soupirant les causes nombreuses & puissantes, qui paroissent les entraîner tous, inévitablement, à un état incurable d'esclavage politique: il peut se consoler en voyant, que la liberté a ensin découvert son secret au genre husmain, & s'est assuré un asyle.

F I N.

pales republicant de la redale veil tale;
rement trada par cest da cust d' province

Custa X. Difficulta sondimentale entre

gouvernement applies a Es tes gouveres mens sug l'on viene de alleures. La dit

noise important, sa forme fous laquelle us sait a transfer to the sait. The transfer for the fort configurations component for the fort configurations.

DES MATIERES

Contenues dans ce second Volume.

1 50p . 3 4(1-50-1)-20-(1-20-(1-20-1)

sterie a entire découvers fou fecret au genternu	
CHAP. VI. Avantages, que recueille le peuple, du pouvoir de nommer des person-	
nes qui le représentent. page	1
CHAP. VII. Continuation du même sujet. Le peuple retireroit peu d'avantages de sa faculté de nommer ses représentans, s'il ne	
leur conféroit en même tems toute son au- torité législative.	4
CHAP. VIII. Conclusion de ce sujet. Effets qu'a eu, dans le gouvernement anglois, le parti qu'a pris le peuple de consérer tout	
fon pouvoir à ses représentans. CHAP. IX. Autre désavantage des gouverne-	9
mens républicains. Le peuple y est nécessai- rement trahi par ceux en qui il se consie. CHAP. X. Différence sondamentais entre le	13
gouvernement anglois, & les gouverne-	

mens que l'on vient de décrire. En An-

TABLE DES MATIERES.	261
gleterre, ceux en qui le peuple place sa consiance, n'ont aucune part au pouvoir exécutif. Utilité du pouvoir qu'à la cou- ronne.	
CHAP. XI. Pouvoirs que le peuple exerce lui-même. Election des membres du parle-	
ment.	27
CHAP. XII. Continuation du même sujet.	
Liberté de la presse.	19
CHAP. XIII. Continuation du même sujet.	41
CHAP. XIV. Droit de résistance.	48
CHAP. XV. Preuves, tirées des faits, de la vérité des principes posés dans cet ouvrage. 2. La maniere singuliere dont les révolutions se sont toujours terminées en Angle-	
terre.	57
CHAP. XVI. Seconde différence. De quelle maniere les loix pour la liberté du sujet	
sont exécutées en Angleterre.	74
CHAP. XVII. Développement du gouverne- ment anglois. En quoi la monarchie an- gloise, en tant que monarchie, differe de	
toutes les autres monarchies connues.	113
CHAP. XVIII. Continuation du même sujet.	142
CHAP. XIX. Jusqu'à quel point les exemples des nations privées de leur liberté sont ap-	
plicables à l'Angleterre.	193

262 TABLE DES MATIERES.

- CHAP. XX. Quelques idées sur les tentatives qu'on pourroit faire en divers tems pour diminuer le pouvoir de la couronne, & sur les sâcheuses conséquences qui en résulteroient.
- CHAP. XXI. Quelques observations sur le droit de taxe que possédent les représentans du peuple. A quels inconvéniens ce droit peut être exposé.
- CHAP. XXII. Conclusion. Quelques remarques sur la nature des divisions qui ont lieu en Angleterre.

FIN de la Table.

plicables à l'élogieres.